

Le défi de la Casamance

UNE nouvelle étape dans l'agitation indépendantiste qui mine la Casamance depuis plusieurs années a été franchie lundi 28 octobre, avec le massacre de trente et un villageois, dans la région touristique du Cap Skirring, dans le sud du Sénégal. Les assaillants, qui se réclament du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC), ont porté au gouvernement sénégalais un coup sérieux : pour la première fois, c'est un haut lieu de villégiature qui a été attaqué, et ce à moins de quatre mois de la prochaine élection présidentielle, dont le chef de l'Etat, M. Abdou Diouf, tient à ce qu'elle ait lieu sur l'ensemble du territoire sénégalais.

Le cessez-le-feu signé en mai 1991 entre le gouvernement et les indépendantistes, après une décennie d'agitation, avait provoqué une session au sein du mouvement indépendantiste. On ne sait plus très bien, aujourd'hui, de quoi il s'est fait et quelles sont ses revendications - si ce n'est l'indépendance. Toujours est-il que, depuis quatre mois, les exactions - de plus en plus marquées par un caractère ethnique - se sont multipliées, provoquant la mort d'une quarantaine de personnes, et le départ de quelque deux mille Sénégalais vers la Gambie limitrophe.

BIEN que l'attaque ait eu lieu dans l'une des principales zones de tourisme, ce ne sont pas des étrangers qui ont été pris pour cible, mais de modestes pêcheurs, originaires du nord et du centre du pays, et donc considérés, par les rebelles, comme des colonisateurs.

Le gouvernement n'a jamais réussi à réduire cette rébellion multiforme et insaisissable. Le président Abdou Diouf, pour lequel la question casamançaise constitue un insupportable « pavé » dans la « vitrine » démocratique sénégalaise, aurait-il décidé de régler l'affaire par les armes ? Tous les partis politiques l'encouragent, en tout cas, à rétablir l'autorité de l'Etat. Aussi, en violation de l'accord de cessez-le-feu de 1991, les militaires ont-ils été redéployés dans la province.

Le 1^{er} septembre, des affrontements entre l'armée et des maquisards auraient fait, à Kaguitt, cinquante-deux morts, dont deux du côté des troupes gouvernementales. Un bilan officiel contredit par l'opposition et les associations de défense des droits de l'homme, certains ayant fait état d'une centaine de morts. La presse, elle, s'est interrogée, aucun témoin n'ayant vu de cadavres. Plus que tout, c'est l'absence de transparence qui nuit à l'image du gouvernement sénégalais dans cette affaire casamançaise.

Après les incidents de septembre, les autorités avaient promis que l'élection de février prochain aurait « bel et bien lieu en Casamance, comme dans l'ensemble du Sénégal ». Le massacre du Cap Skirring risque de remettre en cause cette promesse de foi. Aussi le président Abdou Diouf, qui ne jouit d'ailleurs pas, à l'intérieur du pays, de l'image prestigieuse dont il peut se targuer sur la scène internationale, se trouve-t-il devant un véritable défi.

Lire nos informations page 5

M0147 - 1029 0 - 7.00 F



Les atrocités dans l'ex-Yugoslavie

Les Nations unies enquêtent sur le « charnier de Vukovar »

Découvert par des experts de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, le site d'un possible charnier a été placé sous la garde des « casques bleus » près de Vukovar, cette ville de Croatie détruite par les forces serbes il y a près d'un an, en attendant une enquête plus poussée. Ce charnier a pu être localisé grâce au témoignage d'un Croate qui a échappé à une exécution, et qui a été libéré récemment par les Serbes.

Le témoignage d'Ivan

VUKOVAR (Croatie)

de notre envoyé spécial

A quelques kilomètres au sud de la ville en ruine de Vukovar, dans l'est de la Croatie, entre le hameau d'Ovcara et l'étang de Grabovo, une piste boueuse s'enfonce dans les champs. Au bout de ce chemin qui longe un bosquet, six « casques bleus » russes montent la garde jour et nuit. Ils veillent sur une parcelle de terre. « Nous gardons des crânes et des bouts de membres qui sont ressortis du sol détrempé par les pluies. Il doit y en avoir beaucoup d'autres en dessous... », car sous la boue se trouve un charnier, que ces soldats de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) sont chargés,

depuis lundi 19 octobre, de surveiller pour en empêcher l'accès.

Depuis la fin de la guerre en Croatie, plusieurs rescapés de l'enfer de Vukovar avaient évoqué l'existence d'un charnier dans cette zone de Slavonie orientale contrôlée par les autonomistes serbes - qui l'ont conquise il y a un an - et placée sous la protection de l'ONU. Toutefois, aucun témoignage n'avait été suffisamment précis pour permettre aux responsables de la FORPRONU d'en retrouver le site. Les premières pluies de l'automne auront contribué à dévoiler la vérité. La commission des droits de l'homme de l'ONU a fait le reste.

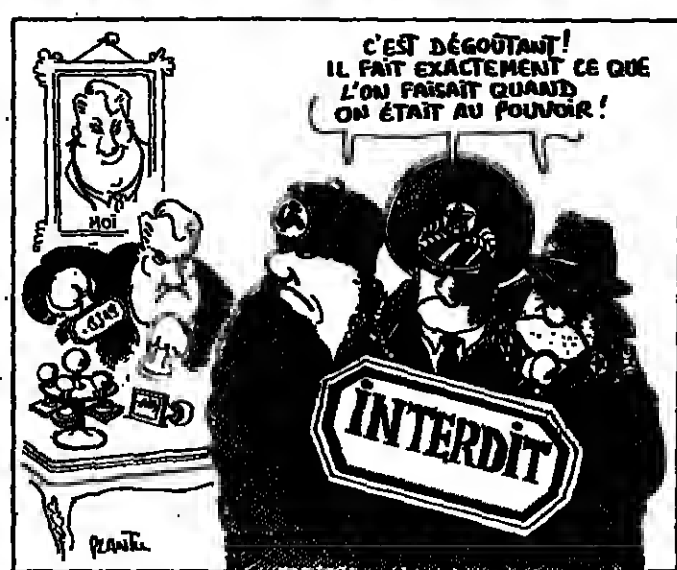
FLORENCE HARTMANN

Lire la suite page 3

La fièvre politique en Russie

M. Eltsine durcit le ton à l'égard des extrémistes

Le président Boris Eltsine a durci le ton, mardi 27 octobre, face à l'agitation croissante de l'opposition extrémiste, menaçant de dissoudre le Front de salut national qu'il a accusé de vouloir « renverser l'Etat légal ». S'exprimant devant des diplomates russes, M. Eltsine a cherché à donner des gages aux nationalistes, tout en assurant qu'il ne « sacrifierait pas » les chefs de file réformateurs, MM. Gaidar et Kozyrev.



Lire page 3 l'article de JAN KRAUZE

Arrivé à Paris

Le Dr Garretta a été écroué

Arrivé à Paris, mercredi matin 28 octobre, le docteur Michel Garretta a été écroué à la prison de la Santé. La veille, il avait déclaré à la presse qu'il ne « paierait pas pour la lâcheté des autres ».

BOSTON

de notre envoyé spécial

La porte de la grande bâtisse en brique rouge s'ouvre. Il est 11 heures (17 heures à Paris). Encadré par trois gardes du corps, l'avocat de Michel Garretta, M. Xavier Charvet, fait le point de la situation : son client, « qui n'a jamais été en fuite », va prendre un avion le soir même à 20 h 5 pour se livrer, de son plein gré, à la police française après l'atterrissage à Paris, faisant ainsi « face à ses responsabilités ». Avant le décollage, il donnera une conférence de presse. L'information est communiquée assez tôt pour pouvoir être reprise par les quotidiens du matin et par les journaux du soir des radios. C'est la route vers les téléphones.

ALAIN GIRAUDO

Lire la suite et nos informations page 12

L'économie sans boussole

Le temps des recettes miracles et des changements radicaux semble bien révolu

par Michel Nobilecourt

L'économie mondiale ressemble à un océan agité. Stagnation, déflation, récession : les dangers sont nombreux et les politiques économiques ne donnent plus les effets attendus. Les économistes s'agitent plus que jamais, cherchant à expliquer ce qui se passe. Ils ont pu démentir les prévisions pour 1992 et 1993. Globalement, les résultats sont mauvais. La crise immobilière place le système financier en difficulté. Pourtant, la situation n'est pas aussi dépri-

mée que lors des crises des chocs pétroliers de 1973 et 1979, ne serait-ce qu'en raison de l'important assaillissement - à un coût social élevé - de notre appareil industriel. Un déclin, comme une sensible baisse du loyer de l'argent, suffirait peut-être pour faire repartir la demande.

Aucune boussole ne permet de savoir avec certitude dans quelle direction l'économie va s'orienter.

Lire la suite page 26

POINT DE VUE

Gouverner, pour faire quoi ?

par Charles Pasqua et Philippe Séguin

Deux mois à peine après le référendum sur Maastricht, la classe politique a repris ses droits et ses jeux. Alors que les Français ont exprimé, à l'occasion de ce référendum, leurs espoirs, leurs attentes, leurs craintes, avec une clarté et une précision qu'aucune autre élection, sans doute, ne leur avait permises depuis des lustres, les partis politiques ont aussitôt réplacé le couvercle sur la marmite pour retourner à leurs démons, à leurs soucis tactiques, à leurs problèmes personnels. Et à leurs faux débats.

Il est difficile d'échapper à cet engrenage. Nous allons cependant tenter d'y arriver, en ce qui nous concerne, parce qu'il nous est apparu, tout au long de cette campagne référendaire, que les Français étaient plus désireux que jamais de discerner, derrière les hommes et leur inévitable compétition, les véritables différences, les propositions, les solutions concrètes.

Le 20 septembre, la France s'est découverte divisée, coupée en deux, selon une ligne de partage qui empruntait rien aux oppositions politiques auxquelles elle s'était accoutumée, à défaut d'y croire encore.

Il n'y avait plus une France de gauche face à une France de droite, un peuple de gauche et un peuple de droite. Il n'y avait pas davantage, comme certains observateurs ont voulu le faire croire, une France des élites face à une France populaire. Bien sûr, la

dimension sociologique du vote sur Maastricht n'est pas niable. Mais, bien au-delà, nous pensons, nous, que ce vote a en une véritable dimension politique qui n'est pas près de s'estomper.

C'est l'attachement à la communauté nationale, en tant que cadre naturel et « indépassable » de l'arbitrage entre les intérêts particuliers - et donc d'appel pour les laïcs-pour-compte - que la moitié des Français, pourtant largement acquiesce à l'idée européenne, a voulu signifier. Il n'est pas sans intérêt de remarquer, dans cet esprit, que c'est bien la France active, celle qui travaille, qui s'est majoritairement prononcée contre le traité de Maastricht, les inactifs - jeunes et retraités - faisant pencher la balance en faveur du « oui ».

Aujourd'hui, la question reste entière. C'est celle de la cohésion sociale, c'est-à-dire celle de la cohésion nationale. Quoi que l'on pense de la dimension européenne ou internationale des problèmes, cette question dominera désormais le débat politique national, parce que nul ne peut sérieusement imaginer qu'une moitié des Français ne puisse participer à l'avenir de la France.

Allons plus loin. Dans le monde de concurrence qui est le nôtre, c'est peut-être sur le social, dans son acception la plus large, que se joue la partie la plus décisive.

Lire la suite page 2

► M. Pasqua est sénateur RPR des Hauts-de-Seine et président du groupe RPR du Sénat. M. Séguin est député RPR des Vosges. Ils sont cofondateurs de l'association Demain la France.

ÉDUCATION ♦ CAMPUS

Alarmes sur la formation des enseignants

L'inspection générale dresse un bilan sans concession de la mise en place des instituts universitaires de formation des maîtres. Pages 15 et 16

L'ESSENTIEL

Alain et Odette Virmaux

DICTIONNAIRE MONDIAL DES MOUVEMENTS LITTÉRAIRES ET ARTISTIQUES CONTEMPORAINS

Le premier dictionnaire qui prend en compte l'interdisciplinarité de tous les mouvements artistiques mondiaux de 1870 à nos jours.

EDITIONS DU ROCHER

Fondées en 1943

M. Václav Havel à l'Académie des sciences morales et politiques

Le texte du discours de l'ancien président de la Tchécoslovaquie.

page 4

SCIENCES ♦ MÉDECINE

Les pouvoirs de l'embryon

Nous commençons cette semaine une enquête en trois volets sur l'embryologie. Grâce aux découvertes de ces dix dernières années, cette discipline ouvre d'importantes perspectives dans le domaine médical, tant pour la maîtrise de la reproduction humaine que pour la recherche sur le cancer.

Une enquête de CATHERINE VINCENT page 17

Les « Journées prospectives » du « Monde »

Le doute s'empare des cadres.

page 22

Le sommaire complet se trouve page 28

مركزا من راحل

DÉBATS

Opposition

Le franc fort, sans Bérégovoy

par Nicolas Sarkozy

L'EUROPE vient de connaître une période de grande instabilité. Au sein du système monétaire européen, la spéculation contre le franc a été particulièrement active. La Banque de France a dû mobiliser près de 160 milliards pour préserver la parité de notre monnaie. Quelle que soit l'évolution des marchés financiers dans les prochaines semaines, un enseignement essentiel ressort de cette récente crise monétaire : le traité de Maastricht instituant l'Union économique et monétaire ne rentrera pas en vigueur selon le calendrier prévu. Il est désormais acquis que ni la Grande-Bretagne, ni l'Italie, ni l'Espagne, pour s'en tenir aux principaux États membres, ne pourront satisfaire, avant 1993, aux critères de convergence financière imposés par les accords de Maastricht.

Cependant, quelques semaines après le référendum, force est de constater que le débat ne porte plus aujourd'hui sur l'Union économique et monétaire, il concerne la politique monétaire de la France. Il s'agit de savoir si la dévaluation du franc permettrait de réduire les taux d'intérêt et, ainsi, de relancer l'investissement et l'activité dans notre pays. L'actualité financière internationale des dernières semaines a pu donner l'impression de plaider en faveur de la dévaluation : nombre de spéculateurs ont pris des positions contre le franc, estimant qu'il était surévalué et qu'un réajustement de parités s'imposait au sein du SME.

La dévaluation ne constitue pourtant pas une solution alternative à la politique de franc fort menée en France, sans discontinuité depuis 1984. Elle comporte trop de risques pour notre économie. Une dévaluation aurait pour premier effet de dégrader, au bout de quelques mois, les résultats de notre commerce extérieur en raison du renchérissement de nos importations, en particulier de matières premières et de biens d'équipement. Le dés-

équilibre de notre balance extérieure aurait pour conséquence de tirer le franc vers le bas, avec le risque de dévaluations à répétition qu'une telle évolution comporte. Les turbulences monétaires s'en trouveraient accentuées, comme l'ont montré les trois dévaluations réalisées en 1981, 1982 et 1983, à la suite de la relance de l'économie française, dans un contexte international et européen pour le moins attentiste.

Nos divergences sont réelles

Plus grave encore, si le franc était dévalué, les taux d'intérêt, loin de baisser, s'élèveraient. La raison en est simple : une monnaie dépréciée est considérée comme fragile par les marchés financiers, et les opérateurs exigent une prime de risque sous forme de majoration des taux d'intérêt. C'est d'ailleurs pourquoi le prix de l'argent en Italie et en Espagne est aujourd'hui sensiblement plus élevé qu'en France, la lire et la peseta étant considérées comme moins solides que notre monnaie.

La dévaluation ne saurait donc tenir lieu de réponse à l'essoufflement de notre économie, d'autant qu'aucun facteur objectif ne la justifie : notre balance commerciale est équilibrée et notre différentiel d'inflation avec l'Allemagne est limité.

La politique de franc fort s'impose clairement. Ce n'est pas une affaire de majorité parlementaire ou de choix politique ; c'est tout simplement l'intérêt de la France. L'ensemble des économies industrielles ouvertes est, à cet égard, riche d'enseignements : le maintien d'une inflation faible, gage sur une monnaie forte, n'est pas en contradiction avec la croissance. Des pays tels que l'Allemagne ou la Suisse, qui n'ont pas dérogé à cette discipline depuis le début des années 70, en retirent aujourd'hui les dividendes sous forme de croissance élevée et de progression régulière du revenu par habitant. Faut-il conclure qu'entre la politique du gouvernement socialiste et le projet économique de l'actuelle opposition les différences sont dérisoires ? Faut-il en déduire que la politique monétaire menée par M. Bérégovoy peut suffire à redresser notre économie ? Assurément non. Nos divergences sont réelles et un changement de majorité au Parlement lors des prochaines élections législatives se traduira par de profondes réorientations.

Première illustration : la gestion des finances publiques. Le déficit budgétaire prévu pour 1993, malgré des sous-estimations manifestes des dépenses et l'optimisme des évaluations de recettes, va doubler en un an et atteindre 165 milliards de francs. Il alimentera l'endettement de l'État, qui est passé de 1 200 milliards de francs en 1988 à près de 2 000 milliards de francs aujourd'hui. Cinq années de gestion socialiste auront donc effacé les acquis de la politique de redressement menée par le gouvernement de Jacques Chirac (300 milliards de francs de plus-values fiscales) et installé le couple déficit-dette au cœur de nos finances publiques, où il exerce une pression qui va devenir insupportable : le service de la dette est désormais le deuxième budget civil de l'État (180 milliards de francs). Dans ce contexte, l'opposition est plus que jamais décidée à

rompre avec la politique actuelle. Il s'agit de maîtriser la croissance des dépenses publiques en définissant de vraies priorités. Des redéploiements de crédits et d'effectifs seront mis en œuvre, assortis de profondes réformes de structure, à commencer par l'éducation nationale, dont chacun reconnaît aujourd'hui que ses rendements sont dérisoires. La politique de baisse de prélèvements fiscaux et sociaux engagée en 1986 et pratiquement interrompue depuis lors sera remise à l'ordre du jour. C'est le sens de la proposition d'Edouard Balladur visant à transférer progressivement la charge des cotisations familiales des entreprises vers l'État. Il sera également nécessaire de redonner à l'investissement son rang de priorité budgétaire, les perspectives de reprise internationale étant des plus limitées. L'État montrera l'exemple à travers les équipements publics et instituer des aides fiscales pour stimuler la croissance, notamment dans les secteurs du bâtiment et du logement.

Un véritable programme pour l'emploi

Deuxième illustration : les privatisations. Incapable de contenir l'évolution des dépenses publiques, le gouvernement socialiste est contraint de recourir à des privatisations partielles pour financer les dépenses de fonctionnement de l'État, à commencer par le traitement social du chômage. Après avoir prétendu en 1981 nationaliser pour promouvoir l'emploi, les socialistes privatisent aujourd'hui au nom de la lutte contre le chômage. Singulier retournement de situation. Mais, au-delà de cette contradiction, c'est le principe même des privatisations partielles que l'opposition dénonce. La vente des participations de l'État ne s'accompagne pas d'une modification du mode de fonctionnement des entreprises nationales, qui restent soumises au contrôle de l'autorité publique, avec les rigidités qui en résultent. Plus grave encore, ces cessions d'actifs ne permettent pas de garantir les intérêts de l'État, celui-ci ne pouvant vendre au meilleur prix des participations qui, par définition, détiennent une part du contrôle du capital. Le projet de l'opposition en matière de privatisation répond, quant à lui, à une véritable logique économique. Il part de l'idée que l'État n'est qualifié ni pour fabriquer des automobiles ou du pétrole ni pour consacrer des crédits à des entreprises publiques. C'est donc l'ensemble du secteur public concurrentiel qui a vocation à être privatisé à 100 %. L'État en bénéficiera en octroyant ses actifs à leur véritable prix et en affectant le produit de ces opérations exceptionnelles à son désendettement. Toute l'économie en profitera à travers le développement de l'actuariat populaire, initié par Edouard Balladur, et la détente des taux d'intérêt consécutive à la réduction du déficit budgétaire.

Troisième illustration : la lutte contre le chômage. La politique économique de notre pays ne peut avoir d'autre objectif que la réduction du chômage. C'est une exigence absolue, au nom de la cohésion de notre société. Le chômage, c'est le développement de la marginalité, de l'exclusion, de la précarité. En un mot, c'est le retour de la pauvreté dans notre pays. Dix années de gestion socialiste se sont traduites par le doublement du nombre de chômeurs en France, avec pour seule réponse gouvernementale de simples artifices statistiques : des stages, des pseudo-contrats de travail, des prétendus parcours d'insertion qui ne sont qu'exceptionnellement ceux de la réussite. Il faut en finir avec cette politique et redonner confiance aux Français en mettant en œuvre un véritable programme pour l'emploi. Trois priorités s'imposent. D'abord, une relance de la croissance, c'est-à-dire une activité économique soutenue par l'amélioration du pouvoir d'achat et le développement de l'épargne ; c'est le sens des propositions que l'opposition formule pour améliorer la fiscalité des placements et augmenter la part des salaires directs. Ensuite, une réduction des prélèvements qui pèsent sur nos entreprises, handicapées dans la compétition internationale par la lourdeur des charges sociales et fiscales qui pénalisent l'initiative. Enfin, une vraie révolution dans le système de formation : il faut s'attaquer aux structures centralisées de l'éducation nationale, réhabiliter l'enseignement technique et professionnel, redonner tout son sens à la politique de l'apprentissage et encourager les formations en alternance. Autant de priorités qui, si elles sont mises en œuvre avec détermination, se traduiront par un recul du chômage : que l'on songe aux 800 000 emplois créés entre 1987 et 1989, une fois les finances publiques assainies et la liberté rendue à l'économie. Le « vrai » du chômage, d'autant plus rapide que la nouvelle majorité aura fait preuve d'imagination pour développer de nouvelles activités, comme les services à la personne, qui correspondent aux attentes des Français. Il faudra, par exemple, redéfinir le statut fiscal du chef de famille qui lui consacre des droits à déduction, se charger pour les emplois de proximité qu'il crée.

À l'heure des choix décisifs qui engagent le pays, le véritable débat d'idées. La recherche du consensus à tout prix, qui, depuis 1988, a enfoncé la France dans l'immobilisme, ne peut tenir lieu de projet politique. La campagne électorale qui va s'ouvrir pour les prochaines élections législatives donnera à l'opposition l'occasion de définir son ambition pour la France. D'expliquer, en toute clarté, sa différence.

Nicolas Sarkozy est député des Hauts-de-Seine, secrétaire général adjoint du RPR.

BIBLIOGRAPHIE

Le « Dictionnaire de la réforme » d'Edouard Balladur

Pour une alternance sereine

La réforme est un concept qui, dans la société politique moderne, a été quelque peu galvaudé. M. Edouard Balladur n'entend pas revenir sur transformations régressives du système social mais, sans prêter un nouveau schéma, il énumère dans son Dictionnaire les domaines dans lesquels des changements évitant les effets néfastes d'une dérive périlleuse. C'est pourquoi la nécessité s'est imposée à lui de « changer les choses ». Toutefois, comme il le dit dès les premières lignes de son livre, « il y a un peu d'art ». Cet art, l'ancien ministre d'État le pratique à la fois avec délicatesse et discrétion. Fidèle à son tempérament, il évite tout ce qui pourrait heurter même ses adversaires. Il procède plus par suggestions que par affirmations et n'annonce aucune rupture spectaculaire.

M. Balladur ne veut pas « changer la vie ». La réforme, selon lui, doit progresser par adaptations plutôt que par une boulimie de bouleversements, comme ont cru devoir y céder les socialistes triomphants de 1981. Le député RPR de Paris ne fait pas rêver ses lecteurs, ou plutôt ses électeurs,

car il ne veut rien promettre qu'il ne saurait tenir. Mieux comprendre pour concilier, quitte à accepter les compromis avant de convenir et enfin d'acquiescer à un équilibre, telle est la méthode qu'il propose de façon prudente et mesurée. Mais cette démarche apparemment apaisante n'interdit pas les convictions puisque sans elle il n'y a que démagogie, flatterie ou immobilisme.

Elle n'exclut pas davantage le fermeté et le courage. C'est en leur nom, affirme l'ancien ministre d'État, qu'en 1986 de grandes réformes ont été entreprises par le gouvernement de cohabitation comme elles devront l'être en 1993, malgré la perspective rapprochée d'une élection présidentielle. Ainsi, d'une façon insistante, M. Balladur justifie la prochaine cohabitation à laquelle il ne cache pas qu'il se prépare. Il commence ainsi à s'en expliquer à une lucidité qui écarte l'hypothèse d'une crise politique, car « nul n'est obligé de conserver sa fonction s'il lui est impossible de l'assumer ».

Le Dictionnaire de la réforme ne comporte cependant pas une

recette par rubrique. Son auteur se défend d'en faire un programme pour le RPR, et encore moins pour l'opposition tout entière. Il offre plutôt le tronc d'une philosophie de l'action conçue par un des dirigeants les plus en vue de la droite. Si la censure est, selon lui, « le rêve d'une société réconciliée », il n'est pas incompatible avec le gaullisme, défini comme « un patriotisme, une intransigence et un pragmatisme », alors que le socialisme n'est devenu qu'un « électoralisme utilitaire ».

Sous le couvert de mots simples, de phrases brèves et de définitions claires, évitant l'émphase et la brutalité, M. Balladur affirme sereinement que la réforme qu'il propose est « l'opposé du message de la gauche d'aujourd'hui ». Il marbale une fois de plus sa différence, d'innant, ainsi à une éventuelle alternance sa justification et son contenu. Il esquisse son vade-mecum pour la longue durée.

ANDRÉ PASSERON
« Dictionnaire de la réforme », d'Edouard Balladur, Fayard, 257 pages, 115 F.

Gouverner pour faire quoi ?

Suite de la première page

Insistons sur l'urgence. La fracture révélée le 20 septembre n'est pas près de se réduire. Tout concourt à l'aggraver. Regardons l'Italie, l'Angleterre, l'Allemagne même. Partout, la même poussée centrifuge. Partout, une société à deux vitesses, dont le différentiel s'accroît, au point de menacer déjà l'existence du cadre national.

C'est d'un nouveau projet social que la France a besoin, si elle ne veut pas seulement de l'unité nationale. Il s'agit tout simplement de l'intérêt bien compris de chacun des Français. C'est à cette condition, et à cette condition seulement, que notre pays pourra affronter la compétition qui se renforce avec l'ouverture du marché unique et qui sera débridée si le traité de Maastricht doit un jour entrer en vigueur.

Car M. Mitterrand a menti. Maastricht ne protège pas. Maastricht durcit les règles du jeu d'une concurrence féroce et crée les conditions d'une sélection implacable entre les pays et à l'intérieur de ceux-ci en même temps qu'il paralyse les États.

Il n'y a dès lors qu'un seul choix : ou les Français y vont séparément, « chacun pour soi », ou ils y vont ensemble. C'est cette dernière solution que, pour notre part, nous entendons leur proposer. Parce que nous sommes persuadés que, si, bien peu sont les Français qui, individuellement, s'en sortent.

Ne nous y trompons pas. L'angoisse collective et le sentiment de révolte qui grandissent ne sont pas l'expression de l'ignorance et de l'irrationnel. L'éveil, en l'occurrence, n'est pas du côté du peuple. L'éveil est du côté de ceux qui s'imaginent que tout ira bien parce que le commerce extérieur est en hausse et que le franc réussit à rester accroché au mark. À ne pas prendre la mesure réelle de la crise actuelle, à ne pas comprendre sa gravité, à nier jusqu'à son existence, ceux-là s'engagent dans une voie dangereuse. Car si par malheur la crise devait s'aggraver encore, si par malheur les dirigeants du pays continuaient demain à ne rien faire pour essayer de changer le cours des choses, alors viendrait très vite le moment où le peuple, exaspéré, demanderait des comptes à tous ceux qui ne sont préoccupés que par la conquête du pouvoir.

La crise est là, elle est bien là. Ce n'est pas seulement une crise de moralité, ce n'est pas seulement une crise de confiance. Il ne suffit pas de changer les hommes pour en sortir. Il faudra aussi changer de politique. Il faudra faire enfin un choix qui réponde aux défis auxquels le pays est confronté. Il faudra engager une politique nationale pour agir sur tout ce qui dépend de nous-mêmes. Il ne suffit pas d'attendre la reprise américaine et la baisse des taux allemands pour sortir de l'ennfer.

Il faudra rompre avec cet état d'esprit qui, après avoir dangereusement sous-évalué les contraintes, s'est mis à les surestimer au point de croire que plus rien n'était possible et qu'il fallait se résigner à l'impasse face au chômage, à l'exclusion, à la régres-

sion sociale. La crise actuelle n'est pas qu'une crise internationale, une crise qui vient du dehors et sur laquelle nous n'aurions aucune prise. C'est une crise qui a aussi une dimension nationale, une crise qui appelle aussi des réponses nationales.

Il ne tient qu'à nous de ne pas nous laisser imposer par l'Allemagne des taux d'intérêt exorbitants dont les conséquences économiques et sociales sont désastreuses. Il ne tient qu'à nous d'exercer notre souveraineté monétaire et de ne plus soumettre notre économie à la finance au point de l'asphyxier.

Certes, les choses sont toujours plus faciles quand l'environnement international est favorable. Pour autant, cela ne veut pas dire qu'il n'y ait rien à faire quand la conjoncture est difficile. C'est là, au contraire, quand les temps sont durs qu'il faut renforcer la solidarité nationale, qu'il faut parler, sur la cohésion sociale pour que le pays, uni dans l'effort, surmonte l'épreuve.

On ne bâtit pas la compétitivité et la prospérité sur le dos des salariés et sur l'exclusion des plus vulnérables. On ne bâtit pas la prospérité tout en sacrifiant aux grands équilibres comptables. On bâtit la prospérité sur les hommes, sur leur motivation, sur leur travail en commun, sur le respect de leur dignité.

En déchirant le tissu social, la politique qui prévaut en France depuis plus de quinze ans au nom d'une curieuse et constante orthodoxie gestionnaire, cette politique a contribué à plonger la France dans la crise. Et ce n'est certainement pas en réduisant la couverture sociale comme on le fait désormais que l'on sortira du cercle infernal de la dépression, pas plus d'ailleurs qu'on ne résoudra, par la capitalisation, le problème du déséquilibre des retraites.

Revoir la hiérarchie des priorités

Il nous faut prendre le problème autrement que du simple point de vue comptable.

« Menace » par la « déflation » plus que par l'inflation, il nous faut d'abord sortir du piège monétaire dans lequel une politique obstinée nous a enfermés. Sans cela rien ne sera possible, car les taux d'intérêt qui sont le corollaire de ce choix monétaire jouent un rôle décisif tant dans l'investissement nécessaire à la croissance que dans le partage de la valeur ajoutée. Il est ensuite impératif d'organiser un partage plus équitable entre les salaires et les profits, entre les revenus du travail et ceux du capital.

Il nous faut aussi échapper à cette effroyable mécanique de l'exclusion dès le premier échec qui se développe dangereusement et offrir plusieurs chances à tous ceux qui ont la volonté de les saisir.

Il nous faut concentrer l'aide sur ceux qui en ont le plus besoin pour qu'elle soit efficace au lieu de la saupoudrer en répondant à toutes les clientèles électorales et à tous les corporatismes.

Il nous faut réorganiser en profondeur notre immense système de redistribution pour qu'il soit plus transparent, plus contrôlable, plus maîtrisable.

Il nous faut démanteler les ghettos urbains et lutter contre le développement séparé des communautés qui finit par les dresser les uns contre les autres.

Bref, comment ne pas voir la nécessité qu'il y a à valoriser la ressource et l'effort, à atténuer les conséquences de l'échec, à accroître la solidarité à l'égard des plus démunis, à défaire les rentes de situation et les privilèges, à briser pour la mobilité sociale et l'égalité des chances.

Cela n'ira pas bien sûr sans être accompagné d'une refonte de la fiscalité, ni d'un projet éducatif, ni certainement, compte tenu des circonstances, d'un plan d'urgence de redressement économique. Cela pourrât se doter pas obérer la volonté de s'engager dans cette voie pour redonner une espérance aux Français.

C'est donc la hiérarchie des priorités qu'il nous faut revoir. Dans tout le monde qui vient, la cohésion sociale est un investissement de première qualité. C'est un critère décisif pour que la croissance et la prospérité choisissent de s'installer chez nous plutôt que chez les autres. C'est un critère d'une tout autre valeur sur le long terme que le niveau élevé des taux d'intérêt.

Maintenant, pour notre économie, la priorité, c'est de recoudre le tissu social et le tissu national.

Vaste projet qui doit s'inscrire dans la durée et qui appelle la continuité dans l'action. Vaste projet, qui, mais qui est devenu impérieux, et qu'il faut commencer très vite à mettre en œuvre, quelles que puissent être les difficultés ou les entraves.

CHARLES PASQUA
et PHILIPPE SÉGUIN

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lescaudré, gérant
directeur de la publication
Bruno Fraipont
directeur de la rédaction
Jacques Gélis
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(éditeurs au directeur de la rédaction)
Yves Agnès
Jacques Anselme
Thomas Fereczi
Philippe Harman
Jacques-François Simon

Daniel Vermet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beauvillier (1944-1968)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurent (1982-1989)
André Fontaine (1989-1991)

RÉDACTION ET SÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. (1) 40-45-25-26
Télécopieur : 40-45-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT SELVIE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. (1) 40-45-25-25
Télécopieur : 48-60-30-11

GALERIES Lafayette

En raison de l'inventaire annuel
le jeudi 29 octobre,
nos magasins
ouvriront leurs portes
à 11h à Haussmann
et 13h à Montparnasse.

ETRANGER

RUSSIE : l'ébullition politique

M. Eltsine cherche à rassurer les démocrates et les nationalistes

MOSCOU

de notre correspondant

An terme de dix jours de sur-excitation politique, de rumeurs de complots en tout genre et, surtout, d'extrême confusion, M. Boris Eltsine a fini par apporter, mardi 27 octobre, un élément de clarification : il s'est dit résolu à maintenir à leurs postes les premiers ministres en exercice, Igor Gaidar, et le ministre des affaires étrangères, Andreï Kozirev, deux hommes qui concentrent sur leurs personnes l'hostilité des milieux conservateurs et nationalistes.

Le problème est qu'il a accompagné ce soutien explicite à M. Kozirev d'une critique non moins explicite de la politique menée par son ministre, reprenant à son compte les principaux reproches régulièrement formulés par les nationalistes. Tout comme, trois semaines plus tôt, dans ses discours devant le Parlement, il avait asséné une volée de bois vert à M. Gaidar et aux ministres les plus libéraux.

Mardi, le président s'est rendu lui-même dans les locaux du MID, le ministère des affaires étrangères, pour une « rencontre de travail » destinée à remettre le personnel de la maison dans le droit chemin. A en croire M. Eltsine, la politique étrangère de la Russie souffre en effet d'un « syndrome impérial », mais à l'envers : « nous avons peur de défendre nos intérêts », alors que le

MID ne devrait avoir « qu'une seule idéologie, la défense des intérêts et de la sécurité de la Russie ».

La protection des minorités

M. Eltsine a tout spécialement insisté sur la « protection » des minorités russes et souligné que le MID devrait ne pas plus écouter l'avis « des gens simples », qui sont persuadés que les Russes ne sont pas « en sécurité », en particulier dans les pays baltes. Ce thème, assurément très populaire, est aussi lourd de malentendus et s'il devait devenir, comme M. Eltsine l'exige apparemment, le leitmotiv de la politique russe à l'égard de « l'étranger proche », il risque de singulièrement compliquer les relations de Moscou avec la plupart des pays voisins, en particulier ceux où se trouvent toujours des troupes russes.

Par la même occasion, M. Eltsine a tenu à rappeler à qui de droit que la Russie, quelles que soient ses difficultés passagères, était « une grande puissance ». « La Russie n'est pas un pays qu'on peut faire attendre dans l'antichambre », a-t-il ajouté, reprochant à la diplomatie russe de « dire toujours oui », d'être trop « timide ». Quand il y a des raisons d'exprimer son désaccord, il faut le faire, « même à l'égard des Etats-Unis si chers à Andreï Kozirev ».

Dans la foulée, M. Eltsine a reproché au MID d'avoir négligé ses rapports avec la France, laquelle à l'en croire, « commence à considérer que la Russie se détourne d'elle », et aussi avec la Pologne, et d'une manière plus générale, de donner l'impression qu'il établit une distinction entre les partenaires « de premier et de second rang ».

Dissolution

Pas plus aimable qu'il ne faut, M. Eltsine a aussi relevé que les rapports que lui convoquaient les ambassadeurs de Russie étaient souvent du niveau « du certificat d'études » et, en tout état de cause, beaucoup moins « profonds » et « informés » que ceux « des résidents (agents) des services de renseignement extérieur ». Il a trouvé également insuffisants les efforts de « propagande » - beaucoup moins efficaces, a-t-il dit, que lorsqu'il s'agissait de défendre la ligne du parti - et reproché qu'un candidat de l'Occident semble se désintéresser de la Russie, alors même que le pays fait face à de très graves périls : entre autres le « terrible danger » représenté par l'émergence d'un « Front de salut national » qui regroupent divers mouvements de l'opposition conservatrice et entendent « renverser le gouvernement légal et déstabiliser la situation ».

Lancer un tel cri d'alarme au moment où la Russie, par la bouche de son ministre du commerce extérieur, se déclare « absolument incapable » de payer ses dettes fait partie des procédés éprouvés de longue date par M. Eltsine aussi bien qu'avant lui par M. Gorbatchev. Mais le président russe a tout de même un peu surpris en brandissant avec une telle énergie l'épouvantail de ce « Front », à peine constitué, dont la capacité de nuire reste à démontrer, et où des seconds couteaux totalement déconsidérés assurent l'essentiel du spectacle (le Monde du 27 octobre). M. Eltsine n'en a pas moins proclamé son « intention » de dissoudre, par décret, ce front d'opposition. L'un de ses dirigeants, M. Ilya Konstantinov, y a immédiatement vu un « signe de panique ».

Rien n'indique pourtant que M. Eltsine soit en train de « paniquer ». Mais une série d'événements récents témoignent plutôt d'une déstabilisation délicate de la situation, que ce soit du fait du précédent lui-même ou de certains membres de son équipe. Il y a eu, pendant le week-end dernier, ces rumeurs insistantes, et venues des milieux du pouvoir, d'une réunion de « Conseil de sécurité » qui aurait examiné la possibilité de déclarer l'état d'urgence (M. Gorbatchev a déclaré de son côté, mardi, qu'il avait eu lui-même confirmation de cette information « par ses sources

proches »). Parallèlement, le mois de la défense, le général Gratchev, avait eu le nécessaire de faire savoir que l'armée soutenait le président Eltsine (suscitant quelques amères réactions parmi les officiers), et la direction collégiale du ministère de la sécurité (ex KGB) faisait connaître sa « préoccupation » et dénonçait « l'apparition de structures anti-constitutionnelles qui menacent la renaissance de l'Etat russe ».

« Hystérie politique »

La démonstration de l'adversaire est un trait caractéristique de la vie politique russe, où l'on pense plus souvent qu'ailleurs en termes de complot. Mais, pour compliquer le tout, il ne semble pas que l'ennemi soit tout à fait le même pour M. Eltsine et pour certains des membres de son équipe. Pour le groupe de réformateurs radicaux mené par le secrétaire d'Etat Oleg Nadi Bourboulis, et où figure, entre autres, M. Kozirev, qui a donné le signal de l'offensive en dénonçant des préparatifs de « coup d'Etat revanchiste », il s'agit de combattre aussi bien les ultra-conservateurs que le président du Parlement, M. Khasboulatov, et les « centristes » groupés autour de M. Arkadi Volkov.

Pour sa part, M. Eltsine est certes très mécontent que le Parlement ait refusé de repousser de

quatre mois la convocation du Congrès des députés, et donc ne semble pas disposé à le laisser continuer à gouverner par décrets jusqu'au printemps. Il s'agit là, a-t-il déclaré récemment, le doit levé en signe de menace, « d'un manque de respect au président », et « il ne l'oubliera pas ». Mais, en même temps, il est le premier à entonner, à l'occasion, certains des refrains favoris de l'opposition, et tout en affirmant son soutien à des hommes-symboles comme MM. Gaidar et Kozirev, il ménage ostensiblement M. Volkov et ses « industriels », qui ont, en fait, déjà réussi à infléchir sensiblement la politique gouvernementale.

Tout se passe donc comme si M. Eltsine voulait essentiellement garder les mains libres, quitte à laisser ses amis, et leurs ennemis, tirer des salves d'artillerie dont la fumée dissimule ses propres intentions. Le jeu est complexe, souvent déconcertant, et pas du tout de tout le monde : M. Grigori Iavlinsky, par exemple, l'économiste qui eut son heure de gloire dans la période de l'URSS fléchissante, trouve tout à fait déplorables ces histoires de « coups d'Etat et de revanchisme », cette manière de discréditer les plus hauts personnages de l'Etat, ces menaces à l'égard du pouvoir législatif, cette manière d'impliquer l'armée dans les querelles politiques. Bref, ce que M. Iavlinsky appelle cette « hystérie politique ».

JAN KRAUZE

Critiqué par les Serbes

Un projet de Constitution pour la Bosnie-Herzégovine est soumis au Conseil de sécurité

Un projet de Constitution très décentralisée pour la Bosnie-Herzégovine, prévoyant un pouvoir central et plusieurs régions pluri-ethniques, a été présenté, mardi 27 octobre, au Conseil de sécurité de l'ONU, lors d'une conférence internationale de l'Organisation des Nations Unies pour la Paix (ONUP) à Genève, sous la présidence de M. Kozirev, ministre des affaires étrangères de la Russie.

Le porte-parole des coprésidents, M. Fred Eckhard, a exposé les grands principes du document, qui, a-t-il dit, veut « préserver la souveraineté de la Bosnie-Herzégovine comme nation » (comme le demandent

les musulmans) tout en garantissant une « large autonomie » aux gouvernements provinciaux (pour satisfaire Serbes et Croates). Le président du groupe de travail sur la Bosnie-Herzégovine, M. Martti Ahtisaari, a souligné le projet constitutionnel après avoir souligné les trois principes fondamentaux de la solution politique en Bosnie-Herzégovine lorsque les combats auront cessé. Les coprésidents de la conférence internationale, M. Cyrus Vance (pour l'ONU) et lord Owen (pour la CEE), devaient présenter mercredi ce projet de douze pages au Conseil de sécurité des Nations unies.

Mais à Belgrade le leader des Serbes, Slobodan Milosevic, a déjà critiqué ce projet « venu de l'étranger », déclarant qu'il s'en tenait à l'accord conclu à Lisbonne en mars dernier. Cet accord se fonde sur des « cantons » à dominante ethnique.

Le futur gouvernement central de Sarajevo laisserait aux gouvernements des régions ou provinces - qui n'auraient pas le statut légal d'Etat - des compétences importantes comme les langues, l'éducation, la police. Des dispositions

« très solides » sont prévues concernant le respect des droits de l'homme, a assuré M. Eckhard. Les régions ne seraient pas délimitées sur de simples critères ethniques ou religieux, mais aussi en fonction de facteurs économiques et géographiques.

Sur le terrain, les combats se poursuivent, l'agence Tanjug de Belgrade a affirmé mardi que les forces serbes avaient pris la ville de Jajce (39 % de musulmans, 35 % de Croates et 19 % de Serbes), à quelque 150 kilomètres au nord-ouest de Sarajevo. D'autre part, les affrontements croato-musulmans de ces derniers jours ont abouti à l'occupation de Prozor (cinq mille à six mille habitants, en majorité musulmans) par les forces croates de Bosnie, qui ont chassé la population musulmane. - (AFP, Reuters)

Le témoignage d'Ivan

Suite de la première page
En visite dans l'ex-Yugoslavie, le rapporteur spécial de la commission, M. Tadeusz Mazowiecki, a déposé, dimanche 18 octobre, une équipe d'experts à Vukovar pour poursuivre les recherches. Disposant d'éléments nouveaux et de descriptions précises du lieu des exécutions sommaires, le docteur Clyde Snow, médecin légiste, et deux de ses collaborateurs ont localisé « en quelques minutes » l'emplacement du charnier. « Nous avons découvert plusieurs squelettes qui semblent indiquer la présence d'un charnier », pouvait déclarer M. Snow, jeudi dernier, lors d'une conférence de presse à Zagreb.

« Il ne peut s'agir que d'un charnier », a confirmé, mardi 27 octobre, au quartier général de la FORPRONU d'Erzurum (nord de Vukovar), M. Blandine Nègre, la directrice des affaires civiles du secteur est (l'un des quatre secteurs de Croatie placés sous la protection de l'ONU). Dans un entretien au Monde et à l'AFP, elle a précisé qu'à cet endroit « la terre était mouillée et qu'elle avait de toute évidence été retournée et creusée » pour cacher « beaucoup d'autres corps ».

Pour le moment, les experts de la commission de M. Mazowiecki ont découvert les restes de quatre personnes, a précisé M. Nègre. « Le dimanche 18 octobre nous avons découvert deux crânes, le bassin d'un homme et d'autres os, le lendemain le Docteur Snow a déterré à l'aide d'une pelle un quatrième squelette ». En attendant l'arrivée d'une commission internationale pour exhumer les corps et enquêter sur les circonstances de ce massacre, la fosse commune a été placée sous la surveillance, des « casques bleus ». « Le terrain doit rester intact pour permettre aux experts de recueillir le plus d'éléments possible », a rappelé M. Nègre.

Seize jours avant la découverte du « charnier de Vukovar », le quotidien de Zagreb Vjesnik avait publié le témoignage d'un Croate de trente-trois ans, originaire de Vukovar, qui décrivait avec une très grande précision l'emplacement de cette fosse commune. Et c'est grâce aux détails géographiques de ce témoignage que les envoyés spéciaux du Monde et de l'AFP ont découvert, mardi 27 octobre, ce lieu tenu secret par l'ONU. La déposition de cet homme, présenté sous le pseudonyme d'Ivan, pourrait constituer l'une des pièces essentielles du dossier de la commission d'enquête de l'ONU sur les crimes de guerre dans l'ex-Yugoslavie. Ce témoignage relate les circonstances d'une exécution sommaire ayant eu lieu, selon Ivan, à proximité de l'étang de Grabovo.

Battus des heures durant

Le 18 novembre 1991, les forces irrégulières serbes et l'armée fédérale yougoslave s'emparaient de Vukovar qu'elles assiégeaient depuis trois mois. Ce matin-là, Ivan et sa famille s'étaient réfugiés à l'hôpital de Vukovar dans l'espoir d'être évacués sous le contrôle de la Croix-Rouge internationale. « Il y avait 300 à 400 personnes dans l'hôpital », a-t-il évalué, lorsque les « tchéchets » (forces irrégulières serbes) et l'armée serbo-yougoslave se sont emparés du bâtiment (ou jusqu'à ce jour par les forces croates. Le lendemain matin, les femmes et les enfants ont été emmenés vers le hangar de l'usine Velepromet tandis que les hommes étaient interrogés puis évacués dans trois autobus militaires en direction de Borovo, au nord de la ville.

Du 18 au 19 novembre après-midi, l'armée yougoslave avait interdit l'accès de l'hôpital aux représentants du Comité international de la

Croix-Rouge (CICR), les empêchant de dresser la liste des blessés et des prisonniers. Jusqu'à cet après-midi du 19 novembre, le CICR a donc assisté au va-et-vient de camions sans pouvoir intervenir. Et il ne restait qu'une cinquantaine de personnes dans l'établissement lorsque, enfin, le CICR a pu y pénétrer.

Vers 14 heures, raconte Ivan, les autobus ont fait demi-tour pour se diriger vers le sud de la ville, sur la route de Negoslavci. Ils ont alors bifurqué vers le hameau d'Ovcara, où les prisonniers ont été retenus et battus par « des paramilitaires et les réserves serbes » (de l'armée fédérale) pendant plusieurs heures, dans un hangar à la structure métallique. « Dans ce hangar, nous étions près de trois cents », précise-t-il. A la tombée de la nuit, ils ont été transportés dans des camions bloqués vers l'étang de Grabovo. A mi-chemin, les camions ont pris sur la gauche un chemin de terre. Au bout de 300 ou 400 mètres, Ivan a sauté et s'est enfui dans le bosquet qui longeait le champ. Les autres qui s'étaient enfuyés quelques instants plus tard semblent indiquer que ses camarades ont été exécutés.

Parcourant plus de 15 kilomètres à pied pour rejoindre les territoires sous contrôle croate, Ivan s'est arrêté dans le village de Cerić, qu'il croyait tenu par les siens. Fait prisonnier par l'armée fédérale, il a été incarcéré jusqu'au mois de février 1992 à Sremska Mitrovica (en Serbie), puis à Belgrade jusqu'à sa libération le 14 août dernier, à la faveur d'un échange de prisonniers. Quelques semaines plus tard, le quartier général de la FORPRONU à Erzurum était informé par les autorités croates de l'existence de témoignages faisant état d'un charnier dans les environs d'Ovcara. Depuis le mois de septembre, les « casques bleus » cherchaient en vain à localiser le site.

FLORENCE HARTMANN

LYTUANIE

La victoire des anciens communistes aux élections se confirme

Selon les résultats, encore provisoires, du premier tour des élections législatives du 25 octobre publiés mardi à Vilnius, le Parti démocratique du travail de Lituanie (PDTL) a recueilli 44,7 % des suffrages, alors que le Sauguma (l'état d'urgence) (M. Gorbatchev a déclaré de son côté, mardi, qu'il avait eu lui-même confirmation de cette information « par ses sources

Les anciens communistes réformateurs sont donc, avant même le deuxième tour qui se déroulera le 8 novembre, assurés de diriger le futur gouvernement. Leur leader, M. Algirdas Brazauskas, a déclaré qu'il était disposé à former une coalition « aussi large que possible », et il a réaffirmé l'attachement de son parti à l'indépendance lituanienne.

De l'avis des observateurs à Vilnius, ces élections « ne pouvaient pas plus mal tomber » pour le Sauguma du président Vytautas Landsbergis, co raison de la chute générale du niveau de vie et des querelles politiques incessantes au Parlement.

En matière de réforme, M. Brazauskas a souligné qu'il entendait mener une politique plus pragmatique que celle du précédent gouvernement. Il a rappelé que l'économie lituanienne était très intégrée à la Russie et qu'il serait illusoire de vouloir couper radicalement les ponts avec le grand voisin. - (AFP)

ALLEMAGNE : conférence de presse de Salman Rushdie. - L'écrivain britannique Salman Rushdie, condamné à mort en 1989 par l'imam Khomeini pour son livre Les Versets sataniques, devait tenir une conférence de presse mercredi 28 octobre en Allemagne, a annoncé mardi à Bonn le bureau d'un député allemand, M. Theo Bock. L'écrivain, qui est à Bonn depuis dimanche, a souligné, dans un entretien au magazine allemand Stern, que l'Allemagne « est le pays d'Europe qui a le plus d'influence sur l'Iran et les meilleures relations avec lui ». - (AFP)

ITALIE : trente arrestations dans le cadre de la lutte antidroge. - La police italienne a annoncé que onze personnes ont été interpellées, mardi 27 octobre, à Palerme, Rome et Milan, dont le comptable d'une société soupçonnée de blanchir des narcodollars, au cours de la deuxième phase de l'opération antidroge internationale baptisée « Green Ice », qui avait permis fin septembre le démantèlement d'un trafic italo-colombien de drogue et l'arrestation de quelque deux cents trafiquants. En Calabre, la police a arrêté une vingtaine de personnes soupçonnées de trafic de cocaïne dont Francesco Muto, considéré comme l'un des dirigeants de la mafia calabraise. - (AFP, AP, Reuters)

UKRAINE

L'opposition entre au gouvernement

Le nouveau premier ministre ukrainien, M. Leonid Kouchma, a présenté mardi 27 octobre au Parlement de Kiev son gouvernement, dans lequel l'opposition fait son entrée. Le gouvernement a été investi par 296 voix contre 62. M. Kouchma a nommé un libéral, le physicien Igor Loukhynovskiy, au poste de vice-premier ministre. Un autre libéral, Viktor Panchuk, a été nommé ministre de l'économie et a été chargé d'élaborer un programme de réformes allant

dans le sens d'une économie de marché. Tous deux sont membres du Roukh, principale formation d'opposition. La plupart des ministères importants, comme celui des affaires étrangères, de la défense ou de l'intérieur, ont conservé leurs titulaires. Dans son discours, M. Kouchma a exprimé ses préférences pour des réformes à un rythme modéré, s'est engagé à lutter contre la corruption et à « mettre un terme à la guerre froide économique avec la Russie ». - (Reuters)

EXCLUSIF ACCESS

le SGBD Windows de Microsoft

SCOOP
HP Laserjet 4
GRATUIT !
La disquette d'évaluation de Lotus Organizer

36 17 SEM2 :
LA BANQUE DE DONNÉES DE SOFT & MICRO

SOFT & MICRO

LE MAGAZINE DES SOLUTIONS INFORMATIQUES

1

AFRIQUE

SÉNÉGAL : les troubles en Casamance

Trente et une personnes assassinées près d'un centre touristique

Trente et une personnes, selon Radio Sénégal, ont été tuées, lundi 26 octobre, en Casamance, dans un village de pêcheurs proche du centre touristique de Cap-Skiring, par un groupe armé d'une vingtaine d'individus qui ont réussi à prendre la fuite. Des femmes, des enfants, deux policiers et un gendarme figurent parmi les victimes, toutes de nationalité sénégalaise.

Les trois représentants des forces de l'ordre ont été tués dans un restaurant appartenant à un Français, La Pirogue, devant plusieurs clients. Ce massacre s'est déroulé dans l'une des principales zones balnéaires du Sénégal, à 600 kilomètres au sud de Dakar, en plusieurs endroits du village, situé entre les localités de Cap-Skiring et de Kabrousse, en bordure de mer. La

plupart des établissements touristiques s'appelaient à ouvrir pour la saison, qui s'étend de novembre à mai.

Les assaillants se réclamaient du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC), mouvement indépendantiste. L'armée s'entreprend immédiatement une opération de ratissage dans la région, proche de la frontière avec la Guinée-Bissau. Le village était habité par des pêcheurs saisonniers, originaires de la région de Saint-Louis, dans le nord du pays, et du département de Fatick, dans le centre. Selon les autorités, les vacanciers n'ont pas été inquiétés. « Les rebelles ne s'attaquent qu'aux Nordistes », a affirmé un responsable gouvernemental. (AFP, Reuter.)

ALGÉRIE : réunion du comité central de l'ancien parti unique

Le FLN tente de clarifier sa position à l'égard du pouvoir

ALGER

de notre correspondant

C'est dans une indifférence quasi générale que le FLN réunit, à partir du mercredi 28 octobre, à Batna, son comité central. L'ancien parti unique ayant toujours affecté les symboles, le choix de la date et de l'endroit n'est pas fortuit puisque ces assises se tiennent à la veille de la commémoration, le 1^{er} novembre, du déclenchement de la lutte de libération nationale, et dans la capitale des Aurès, haut lieu de la résistance.

Lutte

de deux clans

Considérablement affaibli depuis les émeutes d'octobre 1988, déconsidéré aux yeux d'une bonne partie de l'opinion publique, mioc par des luttes intestines aussi sourdes que féroces, le FLN qui a régné sans partage sur l'Algérie pendant un quart de siècle, n'a plus les moyens de sa politique. Aussi, ces « grand-messes », qui sont célébrées à intervalles réguliers, semblent plus être des occasions d'enterrer la victoire des uns sur les autres que de redynamiser une formation qui n'arrive pas à s'arracher à son passé.

Selon M. Abdelhamid Mehri, 500 mandataire secrétaire général, le comité central tentera de dégager une nouvelle ligne de conduite « mieux adaptée à la situation actuelle du pays ». Le FLN envisagerait de présenter « des propositions détaillées sur l'idée d'un consensus national (...) pour sortir le pays de la crise multidimensionnelle qu'il traverse ». Cette formule vague pourrait traduire tout aussi bien une certaine volonté de se rapprocher du Haut Comité d'Etat (HCE), le pouvoir actuel, qu'une tentative de promouvoir un front

commun avec d'autres forces politiques.

Après avoir publiquement pris ses distances avec le HCE, le FLN, en effet, petit à petit, a fait l'opposition, faisant même de nombreux appels au pied aux différentes formations de la mouvance islamique. Il réclame notamment la reprise du processus électoral interrompu brutalement en mai de janvier 1992, après l'annulation du premier tour des élections législatives, remporté par l'ex-Front islamique du salut (FIS).

La réunion de Batna sera l'occasion pour ceux qui sont hostiles au HCE - ou pour ceux qui lui sont favorables - de compter leurs troupes. Les « durs » se rangent derrière la bannière d'un triumvirat du bureau politique composé de MM. Mehri, Mouloud Hamrouche, ancien premier ministre, et Abdelrahmane Belayat, ancien ministre. Mais plusieurs des onze membres de l'instance suprême du FLN seraient, ce revanche, partisans d'un dialogue avec le HCE. La lutte entre ces deux clans sera donc centrée et pourrait déboucher, au cas où ils seraient mis en minorité, sur le départ des plus irréductibles opposants au pouvoir. (Interim.)

Assassinat de deux policiers et d'un ancien gendarme. Deux policiers ont été assassinés, mardi 27 octobre, à Boufarik, à 35 kilomètres au sud d'Alger, par quatre individus armés de kalachnikovs. La veille, un gendarme à la retraite avait été tué dans la mosquée de Kadria, à 70 kilomètres à l'est de la capitale. Les auteurs de ces attentats ont réussi à prendre la fuite. Onze membres des forces de l'ordre ont été tués depuis le 1^{er} octobre. (AFP.)

AFRIQUE DU SUD

Un dirigeant de l'ANC tué dans une embuscade au Natal

JOHANNESBURG

de notre correspondant

La tension est montée d'un cran dans le Natal, mardi 27 octobre, après un attentat qui a coûté la vie à l'un des dirigeants locaux du Congrès national africain (ANC) les plus en vue, M. Reggie Madohe, adjoint au leader de l'ANC pour la région Natal-Midlands, a été tué lorsque la voiture à bord de laquelle il se trouvait en compagnie d'autres militants de son organisation a été prise sous le feu de tireurs non identifiés, entre Koppo et Richmond, près de Pietermaritzburg.

Atteint d'une balle dans le cou, M. Madohe devait décéder avant son admission à l'hôpital. Secrétaire régional de l'ANC et proche de M. Harry Gwala, un radical, membre controversé du Parti communiste, M. Madohe était très respecté au sein de son organisation. Son assassinat survient au lendemain d'un week-end particulièrement meurtrier au Natal.

Démision

de M. Viljoen

Une quarantaine de personnes ont été tuées depuis vendredi, dans une succession d'attaques frappant alternativement des militants de l'ANC et des membres de l'Inkatha, le parti conservateur à dominante zoulou du chef Mangosuthu Buthelezi. M. Buthelezi s'est déclaré favorable à une rencontre en tête à tête avec le président de l'ANC, M. Nelson Mandela, tandis que celui-ci lançait l'idée d'un sommet sur la violence, auquel participeraient tous les chefs de partis politiques.

Par ailleurs, l'un des plus fidèles collaborateurs du président Frederik De Klerk, M. Gerrit Viljoen, a annoncé, mardi, qu'il abandonnerait toutes ses activités politiques à la fin de cette semaine. Ministre d'Etat, sans portefeuille, M. Viljoen, âgé de soixante-deux ans, a invoqué des raisons de santé pour justifier sa décision.

Ancien président du Broederbond, une société secrète, ancien recteur d'université, plusieurs fois ministre dans les gouvernements des présidents Botha et De Klerk, M. Viljoen a joué un rôle crucial dans les négociations engagées avec l'ANC depuis le mois de mai 1990. Il était, à juste titre, considéré comme le bras droit du président De Klerk et la tête pensante du Parti national (NP) dans le processus de réformes mené pour abolir l'apartheid et négocier une nouvelle Constitution.

FREDERIC FRITSCHER

SIERRA-LEONE : disparition d'une équipe de la Croix-Rouge. Le président de la Croix-Rouge de la Sierra-Leone, M. Lloyd Durling, a annoncé, mardi 27 octobre, que quatre employés de l'organisation, dont un Américain, ont disparu depuis dimanche dans l'est du pays, en proie depuis plus d'un an et demi à un mouvement de rébellion. (AFP, Reuter.)

DIPLOMATIE

La fin de la visite du souverain japonais en Chine

L'empereur Akihito a dû respecter un cadre protocolaire étroit

A l'issue de sa visite officielle de six jours en Chine, l'empereur Akihito a quitté Shanghai, mercredi 28 octobre, pour regagner le Japon. Un changement de programme dans la métropole de Chine orientale a été la seule anicroche de ce voyage - le premier dans l'histoire entre les deux grands empires asiatiques - consacrant la réconciliation sino-japonaise.

PÉKIN

de notre correspondant

L'annulation d'une promenade dans l'avenue de Nanjing, l'artère commerciale la plus fréquentée de Shanghai, dont le nom est associé au souvenir le plus douloureux de la guerre sino-japonaise, aura été, sous réserve d'inventaire, le seul écueil notable du voyage du couple impérial. Aucune explication n'a été fournie sur cette modification apportée au programme de la visite, ni d'ailleurs sur les raisons qui avaient

poussé les uns et les autres en premier lieu à s'entendre sur cette promenade dans une avenue qui, pour n'être pas particulièrement symbolique de la guerre, n'en porte pas moins un nom qui rappelle des événements sensibles.

En décembre 1937, selon les Chinois, quelque cent mille à deux cent mille habitants de Nanjing - alors capitale de la Chine - furent massacrés par les troupes japonaises qui venaient d'envahir la ville. De toutes les souffrances de la guerre, le « massacre de Nanjing » est, pour les Chinois, l'emblème de ce passé sur lequel le pouvoir s'efforce de bâtir de nouvelles relations avec le Japon. Des « révisionnistes » japonais, quant à eux, nient régulièrement la réalité de ce massacre, ou accusent Pékin d'en exagérer l'ampleur.

La partie provinciale de la visite de l'empereur, traitée par les médias chinois comme un événement de la plus haute importance, n'a comporté, hormis cette modification, aucune surprise tant en étaient réglés à l'avance les moindres aspects, et tant les services de sécurité avaient fait leur travail. D'ailleurs, amusant, le monarque nippon a été le premier visiteur de marque étranger à se ren-

dre à Xi'an, ancienne capitale chinoise, sans y voir la célèbre armée de soldats de terre cuite de l'empereur Qin Shi Huangdi, « baïméi » mer-veille du monde.

Il s'en revanche rendu hommage à la source culturelle que représente pour le Japon la cité, sur le modèle de laquelle fut construite Kyoto. A Shanghai, ville coquette des 1930 par les forces japonaises, il s'est rencontré des universitaires et les paysans d'un village des environs. Mais, à aucun moment, il n'est sorti du cadre protocolaire étroit qui avait été fixé à son séjour. Tout au long de la visite, la Chine a montré à quel point elle était ravie de la réhabilitation diplomatique que lui apportait le couple impérial nippon, les plus prestigieuses dignitaires étrangers à être reçus depuis le massacre de Pékin en 1989. Mais le pouvoir communiste a également maintenu un minimum de distance par rapport à l'événement, de façon à éviter de se voir trop ouvertement reprocher à l'avenir par la population ce symbole de réconciliation avec l'ancien ennemi, un demi-siècle après la guerre, et en l'absence d'excuses de ce dernier.

FRANCIS DERON

CORRESPONDANCE

Le français à l'ONU

Après l'article que nous avons publié sur les changements de titulaires de plusieurs postes au secrétariat général des Nations unies à New-York (le Monde du 17 octobre) sous le titre « La France et la francophonie absentes à l'ONU », le porte-parole du secrétaire général, M. François Ghuliani, nous écrit :

Je voudrais observer, d'une part, que tous les agents français dont les noms figurent dans cet article sont actuellement en poste au secrétariat général des Nations unies, soit à New-York, soit à Genève, et qu'aucun d'eux n'a quitté l'Organisation. D'autre part, la francophonie, à l'ONU comme ailleurs, ne tient pas seulement aux positions qu'occupent les Français. La langue française est une langue de travail courante qu'utilisent des agents ressortissants d'un très grand nombre de pays - pays qui ne sont pas toujours francophones. Le secrétaire général utilise à parts à peu près égales les deux langues de travail de l'Organisation, et il fut abondamment noté que chacun de ses discours était prononcé moitié en anglais, moitié en français.

M. Sokomanoo élu secrétaire général de la Commission du Pacifique sud. M. Ati George Sokomanoo, ancien président de la République de Vanuatu - ex-condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides - a été élu secrétaire général de la Commission du Pacifique sud (CPS), mercredi 28 octobre, à Suva (Fidji) lors de la 32^e conférence ministérielle de la CPS, malgré l'opposition de certains pays donateurs, dont l'Australie. (AFP.)

Les stigmates toujours présents de l'occupation nippone

WEIHAU

de notre envoyé spécial

Si l'essentiel des rancœurs chinoises envers le Japon se concentrent sur les stigmates de la seconde guerre mondiale, cette petite bourgade de la province du Shandong montre à sa manière que la méfiance remonte à plus loin.

L'île de Lu Gong, dans la baie de Weihai, recèle un musée dédié sur une base navale de la dynastie mandchoue, entièrement consacré à Ding Ruchang, héros de la bataille de la mer Jaune, à l'issue de laquelle fut signé, en 1895, le traité de Shimonoseki, consacrant l'implantation coloniale japonaise en Chine. Commandant de la base, Ding se suicida quand il apprit que sa flotte du Nord avait été coulée par l'envahisseur.

C'est, insistent les panneaux explicatifs, l'un des scénarios qui régit en son nom, après son suicide, l'acte de reddition, basé « légal » la soumission à la puissance japonaise. Devant les statues de ces représentants des héros chinois, des visiteurs jettent des pièces de monnaie, dans un geste quasi religieux.

Il y a d'autres musées qui dénoncent les traités inégaux imposés jadis par les puissances à l'Empire du Milieu. Mais il émaillent de celui-ci, méticuleux à l'extrême, l'impression que l'humiliation subie par les Chinois dans

leur confrontation avec le Japon est encore plus vive du fait qu'il s'agit d'une puissance voisine qui empiète sur la Chine une part essentielle de sa culture.

Cependant, le régime communiste n'a pas systématiquement cherché à effacer de la géographie urbaine les vestiges du colonialisme nippon en particulier. Certaines villes de Mandchourie, comme Dalian (l'ex-Dairen, ou Port-Arthur), Shenyang (Moukden) ou Harbin, comptent de beaux restes de ce genre architectural qui fut, finalement, moins affecté par la « fureur » destructrice du maoïsme que l'architecture chinoise. A Pékin, un des bâtiments les plus soigneusement restaurés n'est autre que l'ancien immeuble de la banque de Yokohama.

Durant sa visite, l'empereur Akihito s'est vu épargner la fréquentation de lieux chargés d'un passé trop douloureux, comme Nanjing, théâtre du massacre de 1937. Il s'est concentré sur les sites symbolisant soit le fond culturel commun - comme l'ancienne capitale Xi'an (l'ex-Chang'an, l'« Paix éternelle » de la dynastie Tang où la civilisation japonaise prit sa source) - soit la présence de la coopération économique, comme un des hôtels les plus prestigieux de Shanghai, le Garden Hotel - construit, avec financement japonais, sur les restes rénovés de ce qui fut, jadis, le Club français.

F. D.

A TRAVERS LE MONDE

BIRMANIE

Amnesty International dénonce des milliers de violations des droits de l'homme

« En Birmanie, les violations des droits de l'homme sont devenues si fréquentes que les victimes se comptent par milliers. Aucune couche de la société n'est épargnée », a annoncé, mercredi 28 octobre, Amnesty International. Partout, même dans les régions où le gouvernement ne se heurte à aucune opposition armée, des gens sont tués, torturés, arrêtés. [...] Au cours des dix-huit derniers mois, plus de 300 000 personnes se sont réfugiées à l'étranger. La répression menace ceux qui s'opposent à la junte militaire : en particulier, M. Aung San Suu Kyi, prix Nobel de la paix 1991 et dirigeante de la Ligue nationale pour la démocratie - qui avait remporté les élections de 1990 - et qui est en résidence surveillée depuis 1989.

Selon Amnesty, il y a encore 1 900 prisonniers politiques en Birmanie. Le pays reste soumis à la loi militaire, et il existe au moins vingt centres de torture où les détenus sont privés de nourriture, de sommeil et d'eau, torturés à

l'électricité ou encore soumis au supplice de la « moto-cyclette » : la victime doit rester sans bouger, les jambes pliées et les bras tendus, pendant de longues périodes. » Dans les zones où opère l'opposition armée, des milliers de civils sont déplacés de force par l'armée. Amnesty qualifie enfin la situation en Birmanie de « révoltante ».

CAMEROUN

Etat d'urgence dans le Nord-Ouest

Le gouvernement a proclamé l'état d'urgence, mardi 27 octobre, pour une durée de trois mois, dans la province anglophone du Nord-Ouest, théâtre de manifestations depuis l'annonce de la réélection à la présidence de la République de M. Paul Biya, contestée par les partisans de son principal adversaire, M. John Fru Ndi.

Mardi, le gouvernement français a jugé la situation au Cameroun « préoccupante », et a lancé un appel au dialogue à toutes les parties concernées. « Il est important et nécessaire que le dialogue s'instaure au Cameroun entre toutes les parties », a déclaré la porte-parole du Quai d'Orsay, en soulignant que « tous les Camerounais doivent

pouvoir participer à la vie démocratique de ce pays ». La France est extrêmement attentive à la situation au Cameroun pour des raisons « qui tiennent aussi bien aux liens anciens qui nous unissent, à l'importance de la communauté française qui s'y trouve, [qu'] à la nécessité de voir ce pays poursuivre le processus dans lequel il s'est engagé », a poursuivi M. Daniel Bernard. (AFP, Reuter.)

CENTRAFRIQUE

Une partie de l'opposition réclame l'annulation des élections

Trois des cinq candidats à l'élection présidentielle, MM. David Dacko, Ange Patassé et Enock Derand Lakoué, ont réclamé, lundi 26 octobre, l'annulation des scrutins présidentiel et législatif de dimanche dans l'ensemble du pays, et pas seulement la suspension des opérations électorales à Bangui et à l'ambassade centrafricaine à Paris, selon la décision des autorités (le Monde du 27 octobre).

Le gouvernement a annoncé l'ouverture d'une enquête sur les « actes de sabotage » qui ont conduit à cette suspension. Lors d'une conférence de presse, le

ministre de l'administration territoriale, M. Ismaïla Nnanga, a déclaré que des « procédures judiciaires » avaient été ouvertes pour trouver les responsables. La radio nationale a rapporté que des Centrafricains avaient détruit les urnes et les bulletins à l'ambassade à Paris, et a annoncé, mardi, le renvoi du maire de Bangui, M. Behourum. Deux personnes ont été tuées et plusieurs autres blessées, dimanche, dans des émeutes à Bangui, selon l'opposition. (AFP, Reuter.)

HONGKONG

Le premier ministre chinois critique le plan de réformes du gouvernement

Le premier ministre chinois, pour la première fois, a pris publiquement position contre le plan de réformes démocratiques préconisé par le nouveau gouvernement de Hongkong, M. Chris Patten.

Recevant la plus importante mission commerciale britannique à visiter la Chine, M. Li Peng s'est affirmé, lundi 26 octobre, que ce plan était inacceptable. Jusqu'à présent, seuls les responsables des affaires de Hongkong et la presse officielle avaient tiré à bouclette rouges sur M. Patten, qui s'est

rendu à Pékin la semaine dernière. Ce dernier continue néanmoins à faire preuve de détermination. Ainsi a-t-il plaidé, lundi, dans un entretien à la BBC, pour plus de démocratie dans la colonie avant sa rétrocession à la Chine en 1997. « J'essaie simplement, avec mes propres moyens, d'être clair, de faire en sorte que Hongkong conserve son caractère d'un gouvernement conventionnel (...). Si les responsables chinois n'aiment pas les propositions que j'ai avancées, ils doivent présenter leurs propres propositions pour que nous les discutions. » Enfin, M. Patten a nié que Londres et Pékin aient conclu en 1990 un accord « secret » sur l'organisation des élections de 1995 à Hongkong, comme l'avait affirmé M. Li Peng, directeur du bureau chinois pour Hongkong. (AFP.)

INDE

Grève générale au Cachemire

Cinq personnes ont été tuées au Cachemire, lors d'une journée d'agitation, mardi 27 octobre. Des groupes musulmans hostiles à l'Inde y ont appelé à une grève de trois jours pour protester contre l'arrivée dans le territoire de vingt parlementaires, tant du Congrès que des partis d'opposition. Cette

« mission d'exploration » a été dépechée de New-Delhi en vue de trouver une issue à la guerre civile qui sévit depuis janvier 1990. Une femme et sa petite-fille ont été tuées à Srinagar, capitale de l'Etat, lors d'une fusillade entre séparatistes et forces de l'ordre. Une confrontation similaire, le même jour, près de Sopore, dans le nord du Cachemire, a fait trois morts et trois blessés. A leur arrivée, les parlementaires ont trouvé les rues de Srinagar désertes et les magasins et bureaux fermés. La protestation était amplifiée du fait que le 27 octobre marque l'anniversaire de l'annexion du Cachemire en 1947. En 1990 déjà, une mission similaire s'était soldée par un échec. (AFP.)

PAKISTAN : la marche vers le Cachemire indico dispersée. Les forces d'islamabad ont arrêté, lundi 26 octobre, l'ultime colonne de la « marche pour l'unité du Cachemire », qui avait quitté l'éventuelle Muzaffarabad, la capitale de la partie du territoire sous contrôle pakistanais (Azad Kashmir). Une centaine de personnes ont été interpellées. La veille, les forces de l'ordre avaient tué un jeune homme et blessé une trentaine de personnes en dispersant une autre colonne. (AFP, UPI.)

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je souscris à l'abonnement à l'année (12 numéros) pour la somme de 120 F. (100 F. pour les abonnés étrangers).
NOM : _____
PRENOM : _____
ADRESSE : _____
VILLE : _____
PAYS : _____

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : tout en étant résolu à « réagir aux attaques du Hezbollah »

M. Rabin ne veut pas « jeter de l'huile sur le feu » au Liban sud

Après les actions de représailles lancées par l'armée israélienne depuis la « zone de sécurité » qu'elle contrôle dans le sud du Liban, le nouveau premier ministre libanais, M. Rafic Hariri, a affirmé, mardi 27 octobre, que ces « agressions israéliennes » renforçaient sa « volonté de libérer le sud du pays de l'occupation israélienne ». Le Liban a décidé de déposer une plainte au Conseil de sécurité de l'ONU. De son côté, le Hezbollah

pro-iranien a vivement critiqué, mardi, dans un communiqué publié à Beyrouth, la position de la France qui, par la voix du porte-parole du Quai d'Orsay, s'était « indignée de l'attentat qui a coûté la vie à cinq soldats israéliens au Liban sud ». Il a appelé Paris à « réviser sa position (...) et à reconnaître le droit du peuple libanais à la résistance ».

Ces actions de représailles ont provoqué, mardi, à Washington, de vifs échanges

entre négociateurs arabes et négociateurs israéliens. Les Libanais ont qualifié la réaction d'Israël de « totalement démesurée ». Les Palestiniens ont exprimé leur « dégoût » et les Syriens ont dénoncé la continuation de l'occupation israélienne au Liban sud. Les Israéliens ont déploré que les Arabes ne se démarquent pas des « criminels fous ». Quant aux États-Unis, ils se sont déclarés « affligés » par ce regain de violence.

de deux brigades d'infanterie dans le secteur.

Les responsables militaires ont, en outre, maintenu les consignes en vigueur depuis quarante-huit heures sur les localités frontalières et sur celles du « Doigt de la Galilée » dont les habitants ont été contraints de passer une deuxième nuit dans les abris collectifs. Le commandant de la région militaire nord, le général Itzhak Mordechai, a estimé, en effet, que le Hezbollah « et même les autres organisations extrémistes basées au Liban » pourraient bien décider de ce pas en restant là et continuer leurs tirs de roquettes. Le chef d'état-major, le général Ehud Barak, est, pour sa part, convaincu qu'Israël doit se préparer à une « lutte de longue haleine » contre les intégristes pro-iraniens. — (Interim.)

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Israël semble décidé à rétablir le calme à sa frontière nord. Le premier ministre, M. Itzhak Rabin, a fait savoir qu'il ne souhaitait pas « jeter de l'huile sur le feu » et que son armée s'était contentée de « réagir aux attaques du Hezbollah » de ces deux derniers jours. Les pressions américaines ont apparemment été efficaces puisque ces déclarations apaisantes font suite au message du secrétaire d'État à la défense, M. Lawrence Eagleburger, enjoignant au gouvernement israélien d'éviter tout dérapage au Liban sud où le calme semblait être revenu, mercredi 28 octobre. Jérusalem a « apprécié » que Washington ait adressé un message identique à Damas. La

Syrie est, en effet, ouvertement accusée par l'État juif de « télécommander » les opérations anti-israéliennes du « Parti de Dieu » pro-iranien.

Les propos de M. Rabin ne l'ont pas empêché de maintenir en état d'alerte maximale les bases militaires du Nord ainsi que les positions israéliennes disséminées dans toute la « zone de sécurité ». M. Rabin a déclaré qu'Israël réagira très durement en cas de poursuite des attaques du Hezbollah.

« Une lutte de longue haleine »

Les autorités militaires ont à tel point tenu à ce que ce signal soit capté par les combattants intégristes qu'elles ont fait exception- nel - autorisé Kol Israel, la radio

d'État, à annoncer l'entrée de renforts blindés dans la bande de terre d'une dizaine de kilomètres de profondeur contrôlée par Jérusalem au Liban sud. L'armée a, en outre, révélé la présence d'importantes concentrations de troupes massées du côté israélien de la frontière, soulignant, toutefois, qu'aucun blindé n'avait franchi, contrairement à des rumeurs, la limite nord de la « zone de sécurité ».

Les semi-remorques convoyant les chars et les transports de troupes blindés avaient entamé leur progression vers le nord, quelques heures après la chute d'une roquette sur un immeuble de Kyriat-Shmona tuant un jeune immigré ukrainien. Des hélicoptères ont continué, mardi, de tournoyer au-dessus du Liban sud tandis que s'achevait le déploiement

(Publicité)

BUDGET 1993

« Contribuables associés » interpelle les députés

En 20 ans, les charges publiques sont passées de 38,1 à 50 % du Produit Intérieur Brut et les prélèvements obligatoires ont augmenté de 40 % de plus que le salaire moyen.

Le Gouvernement présente un budget avec environ 60 milliards de dépenses supplémentaires. C'est-à-dire 2 300 francs de plus pour chacun des 26 millions de foyers fiscaux.

Et on nous dit que les impôts n'augmenteront pas ! Jamais on ne nous fera croire que cet argent tombe du ciel. C'est nous qui réglons la facture.

Les Français n'en peuvent plus.

Mesdames et Messieurs les Députés, qu'avez-vous fait pour les défendre ?

CE QUE LE GOUVERNEMENT NE NOUS DIT PAS

1. Le budget prévoit une forte augmentation des impôts en 1993.

L'État a deux façons principales de nous faire payer cette ponction supplémentaire sans qu'on s'en aperçoive :

- les recrus à l'emprunt. La dette publique bat tous les records, elle dépasse 2 000 milliards de francs. La moitié de l'impôt sur le revenu sert uniquement à payer les intérêts de la dette passée. Pourtant le gouvernement creuse le déficit et annonce 170 milliards pour 1993 que nos impôts futurs devront rembourser.

- les recettes non fiscales. C'est ainsi qu'on appelle pudiquement une variété infinie de ponctions diverses : loto, PMU, prélèvements dans les caisses des entreprises publiques etc. Cela représente 130 milliards par an, dont la confiscation de la cagnotte épargne-logement des Caisses d'épargne qui a apporté 18,5 milliards en 91 et 92.

2. Les gaspillages vont se développer encore davantage.

Un budget plus important c'est une invitation à gaspiller toujours plus notre argent.

Il faut demander encore plus d'impôts demain. Ils financent les projets les plus contestables. Grands Travaux

pour 8 milliards de francs, sans compter la Bibliothèque de France, le Ministère de Bercy pour 3 milliards, 500 millions pour Antenne 2, 1,5 milliard pour Bull, 900 millions pour l'IRCAM.

Comment croire aux promesses de modération des hommes politiques ?

3. Des millions de Français à revenu modeste supportent une charge incroyablement lourde.

Cotisations sociales, TVA, redevances diverses réduisent leur revenu disponible de plus de la moitié. Même un salarié au SMIC est « taxé » : 50 % de son salaire disparaît en charges sociales et impôts sur la consommation. Comment a-t-on pu en arriver là et croire qu'on faisait seulement « payer les riches » ?

Tous les Français sont concernés. Ils paient 14 % de prélèvements obligatoires de plus que les Allemands et 46 % de plus que les Japonais.

Une telle charge décourage les efforts et pénalise la compétitivité du travail.

VOUS SIMPLE CITOYEN VOUS POUVEZ AGIR

Une seule issue : réduire les dépenses. Plus une augmentation quelle qu'elle soit.

Un seul moyen : se regrouper pour contraindre nos députés à prendre notre défense.

1. Écrivez directement à votre député à l'Assemblée Nationale, Place du Palais Bourbon à Paris 75007, pour lui demander de s'opposer aux dépenses nouvelles du budget 1993.

2. Rejoignez notre combat pour lutter contre les gaspillages, les dépenses publiques inutiles, en envoyant vite votre don le plus généreux possible à « Contribuables Associés ».

Votre soutien permettra d'alerter encore d'autres citoyens sur les dangers de l'expansion perpétuelle du Budget de l'État. Il nous aidera aussi à développer une puissante campagne en faveur d'une saine gestion des finances publiques.

CONTRIBUABLES ASSOCIÉS

42, rue des Jeuneurs 75002 Paris - Tél. : 42.21.16.24.

OUI, j'écris à mon député pour qu'il s'oppose aux dépenses nouvelles du Budget 1993.

OUI, je soutiens l'action de Contribuables Associés.

NOM, Prénom :

Adresse :

Signature :

Contribuables associés est une association loi 1901, déclarée à la Préfecture de la Seine.

AMÉRIQUES

CANADA : après la victoire du « non » au référendum

Les dirigeants politiques vont redoubler d'efforts pour relancer la croissance

Après le carnoulet que leur a infligé l'électorat en rajoutant, lundi 28 octobre, par 54,4 % des voix contre 44,6 %, selon les résultats définitifs, le projet de réforme constitutionnelle qu'ils lui proposaient, les dirigeants politiques du Canada souhaitent tourner la page au plus vite, pour se concentrer sur la relance économique. Ces bonnes intentions ont été favorablement accueillies sur les marchés boursiers.

MONTREAL

de notre correspondant

« Cap sur l'économie » : c'est ce qu'ont préconisé mardi la plupart des éditeurs des grands quotidiens canadiens, rejoignant en cela les élites politiques du pays. « Il va falloir continuer à travailler pour l'unité nationale, mais cela se fera désormais par le biais de la relance économique », a ainsi déclaré le premier ministre de l'Ontario, M. Robert Rae.

Le gouvernement va faire porter « toute son énergie sur l'économie », avait déjà promis la veille le premier ministre fédéral, M. Brian Mulroney. Celui-ci a estimé qu'un nouveau processus de réforme constitutionnelle ne pourra pas être engagé tant que les Canadiens n'auront pas un meilleur « esprit national ».

Les premiers ministres des provinces n'envisagent pas ou plus de reprendre des négociations à moyen terme. Il faut attendre qu'apparaissent au Canada « des personnalités et un climat différents », a dit M. Frank McKenna, du Nouveau-Brunswick. Attendre « au moins jusqu'aux prochaines élections fédérales », ont indiqué M. Rae et son homologue québécois Robert Bourassa. Dans l'immédiat, les ministres des finances d'Ottawa et des provinces vont se réunir pour relancer un plan d'investissement de 25 milliards de dollars dans les infrastructures routière et aéroportuaire du pays.

Les marchés financiers ont fort bien accueilli cette sollicitude pour l'économie. Et, pour les milieux des affaires, le fait que cinq provinces anglophones se soient jointes au Québec pour voter « non » éloigne le spectre de la rupture. Le dollar canadien a gagné 0,46 cent mardi face au dollar américain et les grandes banques canadiennes, dont le taux préférentiel avait grimpé de plus de deux points depuis la fin septembre, l'ont abaissé d'un demi-point, à 7,75 %.

La gifle référendaire, que les commentateurs interprètent pour une large part comme une défaite personnelle de M. Mulroney, a relancé les spéculations sur l'avenir politique de celui-ci et sur la date des élections générales que le premier ministre conservateur doit organiser d'ici un an. Au Québec, l'échéance électorale provinciale, quoique plus lointaine, a été évoquée dans les discours de M. Bourassa et du président du Parti québécois, M. Jacques Parizeau. « Le dénouement est terminé : on peut maintenant reprendre l'autoroute vers la souveraineté », a dit M. Parizeau, tout en donnant, lui aussi, la priorité immédiate à l'économie.

La colère des Américains

« La politique de mon gouvernement est de bâtir le Québec au sein du Canada », a rétorqué M. Bourassa. La bataille est terminée mais la guerre se poursuit. Il a indiqué que les membres de son parti qui avaient milité pour le non parce que insatisfaits des pouvoirs concédés au Québec dans l'entente de Charlottetown devaient rendre des comptes. Et il a annoncé que son gouvernement cherchera à appliquer l'une des dispositions de l'entente : la négociation avec Ottawa d'un accord mettant fin aux coûteux chevauchements des compétences fédérale et provinciale en matière de formation, de la main-d'œuvre.

Chez les Américains, grands perdants du référendum puisque l'entente leur reconnaissait le droit à l'autonomie gouvernementale, les chefs nationaux des huit et des dix-neuf ont annoncé leur intention de poursuivre les négociations avec les gouvernements bloqués pour mettre en œuvre le volet de l'entente qui les concerne. Mais le ministre fédéral des affaires constitutionnelles, M. Joseph Clark, a avoué qu'il n'était pas « optimiste » à ce sujet.

De son côté, le grand chef Ovide Mercredi, qui négocia l'entente au nom des Amérindiens, a déclaré que les siens plaideront leur cause devant les Nations unies, puisque les Canadiens « ont rejeté » leurs revendications. Les Amérindiens, a-t-il ajouté, affirmeront unilatéralement leur souveraineté en adoptant leurs propres lois dans des domaines tels que la santé et la pêche ; même si cela nuit les conduire à des affrontements avec les Blancs. « Tous les progrès accomplis par mon peuple ont été le fruit de confrontations », a-t-il conclu.

CATHERINE LECONTE

EN BREF

○ CAMBODGE : deux « casques bleus » français blessés par une mine. - Deux sous-officiers du contingent français de l'Autorité provisoire des Nations unies pour le Cambodge (APRONUC) ont été blessés, mardi 27 octobre, par l'explosion d'une mine antipersonnel dans une zone de déminage de la région de Svay-Chek, à 25 kilomètres au nord de Sisophon (nord-ouest du pays). Selon un communiqué du SIRPA, l'un d'eux, le sergent Carlos Wilke, a été grièvement blessé à la jambe gauche par l'explosion de l'engin. L'autre, le sergent-adjoint Siegfried Grams, a été plus légèrement blessé au dos et aux épaules. Tous deux appartenant au 6^e REG (régiment étranger du génie). - (AFP.)

○ ÉGYPTE : plusieurs pays déconseillent la visite de la haute vallée du Nil. - Après les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Australie, l'Allemagne et les Pays-Bas ont déconseillé à leurs ressortissants, mardi 27 octobre, de se rendre dans les gouvernorats de Méina et d'Assiout, où une touriste britannique a été tuée, la semaine dernière, par des musulmans intégristes. Les deux gouvernorats sont des foyers d'agitation islamiste où les actes de violence se sont multipliés depuis le printemps dernier. - (AFP.)

○ ÉTATS-UNIS : vers la publication des archives sur l'assassinat de John Kennedy. - Le président George Bush a signé, mardi 27 octobre, une loi qui autorise l'examen et la publication des archives sur l'assassinat du président John Kennedy en 1963, estimant que cela permettrait de mettre fin aux doutes qui subsistent sur les circonstances de ce meurtre. « En raison de l'intérêt historique légitime pour cet événement tragique, tous les documents relatifs à l'assassinat doivent maintenant être publiés », a dit M. Bush. - (AFP.)

○ GUINÉE-BISSAU : remaniement ministériel. - Marqué par le départ de huit personnalités qui étaient au gouvernement depuis l'indépendance du pays en 1974, un remaniement ministériel a été annoncé lundi 26 octobre à Bissau. Le nouveau gouvernement compte seize ministres, contre vingt-deux et sept secrétaires d'État dans le précédent. Le président João Bernardo Vieira a confié le portefeuille des affaires étrangères et de la coopération à M. Bernardino Cardoso, un de ses proches collaborateurs, qui était auparavant ministre du plan et de la coopération. - (AFP.)

○ GUINÉE ÉQUATORIALE : arrestation de quinze opposants. - Dans un communiqué rendu public à Libreville, au Gabon, l'Union populaire (UP), parti d'opposition légalisé, a indiqué, lundi 26 octobre, que quinze de ses membres avaient été arrêtés, la veille à Micomeseng, dans le nord de la partie continentale du pays.

○ Cinq nouveaux membres au Conseil de sécurité de l'ONU. - Le Brésil, Djibouti, l'Espagne, le Pakistan et la Nouvelle-Zélande ont été élus, mardi 27 octobre, par l'Assemblée générale de l'ONU au Conseil de sécurité pour une durée de deux ans. Ces membres - non permanents - remplaceront en janvier l'Autriche, la Belgique, l'Équateur, l'Inde et le Zimbabwe. Les cinq membres permanents, avec droit de veto, sont la Chine, les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne et la Russie. Les cinq autres membres non permanents, dont le mandat expirera fin 1993, sont le Cap-Vert, la Hongrie, le Japon, le Maroc et le Venezuela. - (AFP, Reuters.)

AMÉRIQUES

CANADA

Les dirigeants politiques vont redoubler d'efforts pour relancer la croissance

Après la réélection de son parti, le libéralisme, le premier ministre Mulroney a promis de redoubler d'efforts pour relancer la croissance économique. Il a annoncé une série de mesures visant à réduire les dépenses publiques et à augmenter les investissements dans les infrastructures et la recherche scientifique.

Le ministre de l'Énergie, John Crosbie, a également annoncé une série de mesures visant à réduire les dépenses publiques et à augmenter les investissements dans les infrastructures et la recherche scientifique.

Le ministre de l'Énergie, John Crosbie, a également annoncé une série de mesures visant à réduire les dépenses publiques et à augmenter les investissements dans les infrastructures et la recherche scientifique.

Le ministre de l'Énergie, John Crosbie, a également annoncé une série de mesures visant à réduire les dépenses publiques et à augmenter les investissements dans les infrastructures et la recherche scientifique.

Le ministre de l'Énergie, John Crosbie, a également annoncé une série de mesures visant à réduire les dépenses publiques et à augmenter les investissements dans les infrastructures et la recherche scientifique.

Le ministre de l'Énergie, John Crosbie, a également annoncé une série de mesures visant à réduire les dépenses publiques et à augmenter les investissements dans les infrastructures et la recherche scientifique.

Le ministre de l'Énergie, John Crosbie, a également annoncé une série de mesures visant à réduire les dépenses publiques et à augmenter les investissements dans les infrastructures et la recherche scientifique.

Le ministre de l'Énergie, John Crosbie, a également annoncé une série de mesures visant à réduire les dépenses publiques et à augmenter les investissements dans les infrastructures et la recherche scientifique.

Le ministre de l'Énergie, John Crosbie, a également annoncé une série de mesures visant à réduire les dépenses publiques et à augmenter les investissements dans les infrastructures et la recherche scientifique.

Le ministre de l'Énergie, John Crosbie, a également annoncé une série de mesures visant à réduire les dépenses publiques et à augmenter les investissements dans les infrastructures et la recherche scientifique.

Le ministre de l'Énergie, John Crosbie, a également annoncé une série de mesures visant à réduire les dépenses publiques et à augmenter les investissements dans les infrastructures et la recherche scientifique.

Le ministre de l'Énergie, John Crosbie, a également annoncé une série de mesures visant à réduire les dépenses publiques et à augmenter les investissements dans les infrastructures et la recherche scientifique.

Le ministre de l'Énergie, John Crosbie, a également annoncé une série de mesures visant à réduire les dépenses publiques et à augmenter les investissements dans les infrastructures et la recherche scientifique.

Le ministre de l'Énergie, John Crosbie, a également annoncé une série de mesures visant à réduire les dépenses publiques et à augmenter les investissements dans les infrastructures et la recherche scientifique.

Le ministre de l'Énergie, John Crosbie, a également annoncé une série de mesures visant à réduire les dépenses publiques et à augmenter les investissements dans les infrastructures et la recherche scientifique.

ENQUÊTE

Désarrois américains

VIII. - Santé : un système sous perfusion

Les précédents articles ont été consacrés aux symptômes du déclin américain, à la crise économique, au désenchantement des classes moyennes, à l'éducation, à la misère urbaine, à la criminalité, à la vague du fondamentalisme religieux et à la recherche scientifique (le Monde des 20, 21, 22, 23, 24, 27 et 28 octobre).

PORTLAND (Oregon)

de notre envoyé spécial

« Si j'ai pris ce travail dans cette chaîne d'hôtels, c'est avant tout pour l'argent », explique Tom, le jeune chef de rang du Hilton de Portland. « Ma femme était enceinte et je savais que l'accouchement allait me coûter 6 000 dollars (environ 30 000 F) pour l'intervention programmée, avec une seule journée d'hospitalisation. Ici, nous sommes dans un établissement hôtelier « unionisé » : les syndicats y sont représentés, ce qui nous garantit une couverture sociale à un prix raisonnable, à raison de 24 dollars par mois. Si j'étais obligé de m'assurer par mes propres moyens, cela me coûterait 350 dollars par mois. De la folie ! Nous gagnons, ma femme et moi, environ 3 000 dollars par mois. Mais tout n'est pas pris en charge. La vaccination de mon fils (162 dollars) n'est pas remboursée, pas plus que les pilules contraceptives, qui coûtent une fortune », explique-t-il.

« Aux États-Unis, poursuit Tom, on réfléchit à deux fois avant d'aller voir un médecin, qui peut vous demander jusqu'à 150 dollars pour dix minutes de consultation et sur lesquels vous ne serez remboursé qu'à hauteur du plafond, soit 50 dollars. Heureusement, ils ne sont pas tous comme ça. Je connais un cardiologue à Sacramento, en Californie, qui soigne gratuitement et presque en cachette 10 % de ses patients qu'il sait pratiquement sans ressources. Naturellement, il se rattrape sur ses clients qui peuvent payer. C'est ce

qu'on appelle le cost-shifting. Tout le monde fait ça. »

En quelques phrases, ce jeune homme de vingt-sept ans qui revendique son appartenance à la classe moyenne - celle qui fera la décision le 3 novembre - a résumé les paradoxes d'un système de santé dont le dysfonctionnement est devenu l'une des trois principales préoccupations des Américains, au même titre que le chômage et l'éducation.

Les États-Unis détiennent le record mondial des dépenses de santé, qui atteignent 800 milliards de dollars, soit 13 % du produit intérieur brut (contre 6 % il y a trente ans). Ils se situent largement en tête, devant le Canada et la France, ex aequo avec 9 % de leur PIB consacré à ce secteur. C'est la « meilleure médecine au monde », proclame M. George Bush : les universitaires et praticiens américains collectionnent les centres d'excellence dans de nombreuses pathologies. « Une médecine de riches », rétorquent ceux qui ne peuvent se la payer.

35 millions d'exclus

Seule l'exclusion d'un nombre croissant de bénéficiaires a pu éviter l'explosion d'un système en déroute, qui ne laisse aucune place à la prévention. Il ne répond plus ni aux critères d'une économie libérale (les pouvoirs publics assurent 51 % de son financement et la bureaucratie est en train de l'asphyxier) ni aux besoins des salariés, qui voient leur couverture médicale s'amincir. Il pèse enfin sur le budget des entreprises, qui ont vu leurs charges sociales augmenter. D'où la nécessité de procéder d'urgence à deux réflexions : sur la politique d'accès aux soins et sur le coût de l'ensemble du système pour l'État, pour l'assuré et pour l'entreprise.

A l'heure actuelle, plus de 35 millions d'Américains sans assurance-maladie sont les victimes du wallet

scanner, ou « tri par le portefeuille », qui leur interdit l'accès à la médecine. Ils ont moins de soixante-cinq ans ; au-delà, ils sont couverts par Medicare, un programme financé par le gouvernement fédéral. Ce ne sont pas des indigents : ceux-ci ont le Medicaid, un programme mixte fédéral-gouvernement des États. Ils font seulement partie de la catégorie - en constante augmentation - des exclus. Ce sont des chômeurs arrivés en fin de droits, des travailleurs non

tant, les dépenses médicales ont triplé en 1991, sans que la santé des Américains s'en trouve améliorée. Les États-Unis figurent au 16^e rang mondial en termes d'espérance de vie et au 23^e pour la mortalité infantile. Sur le terrain, les récriminations s'amoncellent. Un patient passe en moyenne plus de six à sept heures dans une salle d'urgence avant le premier examen ; cinq jours d'hospitalisation en chirurgie revien-

consacre chaque année plus de 3 milliards de dollars à l'assurance de ses employés en activité et plus de 1 milliard à celle de ses 350 000 retraités. Le tout représente un surcoût de 900 dollars pour chaque voiture ou camion sorti de ses usines aux États-Unis.

Les pouvoirs publics ont paré au plus pressé. En mai 1991, M. Bush a proposé aux États de limiter les indemnités accordées par les tribunaux et qui, ajoutées aux assurances du corps médical, représentent 21 milliards de dollars par an. De leur côté, les entreprises recourent désormais au *managed care*, une méthode destinée à gérer au mieux les prescriptions médicales, et aux *health maintenance organizations (HMO)*, qui obligent à passer par un réseau de soins mis en place par l'assureur. Ces HMO couvrent près de 40 millions d'assurés. Enfin, plus de 350 sociétés chargées de contrôler les dépenses inutiles du corps médical ont aussi été créées. Ces contre-feux ont toutefois entraîné une prolifération de paperasserie et, si rien n'est fait d'ici là, les seuls frais administratifs pourraient représenter la moitié de l'ensemble des dépenses de santé en l'an 2000, contre 20 % actuellement.

de meilleures conditions. Il souhaite enfin encadrer les dépenses fédérales liées aux programmes Medicaid et Medicare, rejoignant en cela M. Ross Perot, partisan d'une limitation du Medicare pour les personnes âgées disposant de revenus élevés.

Schématisé par la formule « Pay or play », le programme du candidat Clinton vise à « fournir à tous les Américains un système de base pour leur santé », reposant sur l'essentiel sur les contributions des entreprises. Celles-ci seraient tenues soit d'assurer la couverture de leurs salariés, soit de verser une taxe - elle pourrait représenter jusqu'à 7,5 % de la masse salariale - dans un pot commun géré au niveau fédéral.

Cette amorce de « collectivisme rampante » du système de santé américain a déjà suscité beaucoup de réactions. M. Janet Shikles, directeur de la division santé du General Accounting Office (un organisme bi-partisan, démocrate-républicain, du Congrès), estime que la pression politique n'est pas encore assez forte pour que le gouvernement fédéral soit incité à prendre de grandes initiatives dans ce domaine. A ses yeux, ce sont plutôt les États qui devront prendre les devants.

Pourtant, de plus en plus d'Américains acceptent d'étudier sans n'importe quel système de santé, y compris celui du Canada, autrefois jugé trop « collectiviste ». « Nous avons longtemps exalté les droits de l'individu, y compris devant les tribunaux », souligne M^{me} Barbara Coombs, une avocate qui a défendu le « plan santé » de l'Oregon après l'avoir longtemps combattu. « Il est temps, dit-elle, de privilégier des valeurs communautaires. Dans la santé comme dans bien d'autres domaines. »

SERGE MARTI

PROCHAIN ARTICLE :

Histoire : du melting-pot au « saladier » par Annick Cojean



« Pay or play »

Face à cette situation, républicains et démocrates ont avancé deux projets électoraux radicalement différents, qui reflètent le même type de clivages que dans le dossier de l'éducation. Privilegiant le recours accru à l'assurance privée, M. Bush préconise pour l'essentiel un abatement d'impôts pour les ménages appartenant à la classe moyenne (revenu annuel inférieur à 40 000 dollars pour une famille de quatre personnes) qui souscriraient une police d'assurance-maladie. Il prévoit d'encourager les petites entreprises à se regrouper en « centrales d'achat » de primes d'assurance, pour bénéficier

ment à 30 000 dollars (six fois plus qu'il y a dix ans). Les médecins, dont le salaire annuel atteint en moyenne 170 000 dollars (850 000 francs), répercutent sur la clientèle l'augmentation de 20 % par an de leur prime d'assurance, justifiée par l'explosion du nombre des procès en responsabilité civile.

Les entreprises américaines, qui assurent 75 % du coût de la couverture médicale de leurs salariés, font de même pour des raisons analogues. General Motors, qui a subi en 1991 les plus fortes pertes de l'histoire de l'industrie américaine,

couverts qui ont subi un accident, vécu un divorce ou perdu un proche.

Pour s'attaquer en priorité à ce problème, l'Oregon a mis au point un « plan santé » original. Devenu projet de loi, il a suscité un vif débat dans le pays. « Les programmes spécifiques pour les personnes âgées et pour les indigents mis en place en 1963 sous l'administration Johnson ont constitué un progrès incontestable. Depuis, nous avons perdu complètement de vue la notion d'un droit à la santé pour tous. Les années 80 ont vu la récession économique, à partir de 1991, ont creusé l'écart entre les assurés et ceux qui ne l'étaient pas », rappelle M. Mark Gibson, assistant du président du Sénat de l'Oregon et auteur, avec le Dr John Kitzhaber, de ce projet de loi.

« Dans l'état de l'Oregon, explique-t-il, environ 450 000 de nos citoyens, soit un peu moins de 20 % de la population, n'ont pas d'assurance-maladie. Nous avons voulu récupérer en changeant la nature du débat : nous ne nous sommes pas seulement demandé qui devait être couvert, mais quel type de maladie prendre en charge », explique-t-il.

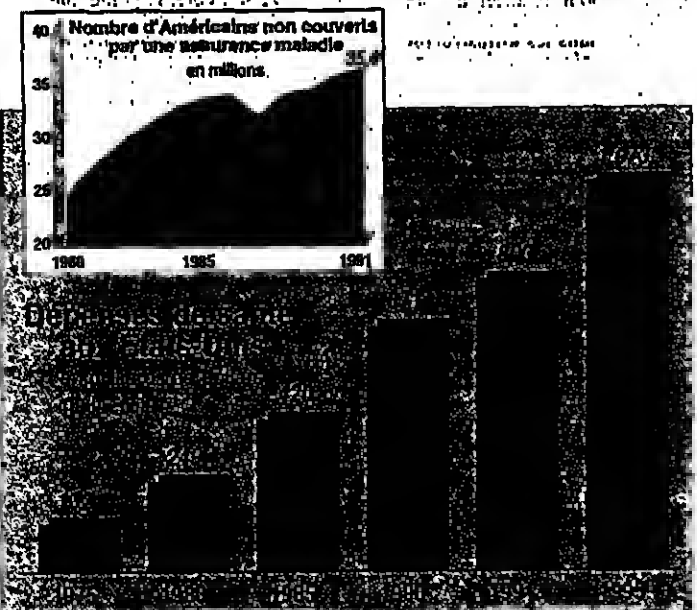
Partant de ce principe, une commission composée de médecins indépendants et de conseillers sociaux a établi en février 1991, après dix-huit mois de discussions tenues avec d'autres praticiens, des parents, des hommes d'affaires, des représentants du monde syndical, du clergé et une centaine de forums - une liste de 709 maladies classées en fonction d'un double paramètre : leur importance pour la population concernée et les chances de réussite médicale d'un éventuel traitement, en fonction de son coût. Ce nouveau système ouvrirait la voie à une prise en charge par le Medicaid de l'Oregon des 587 premières affections, les autres n'étant pas remboursées.

Surcoût pour les entreprises

Approuvé par le parlement local, cet Oregon Health Services Act avait besoin d'une dérogation de Washington pour entrer en vigueur, le programme Medicaid étant partiellement financé par le budget fédéral. Il soulevait par ailleurs quantité de questions morales, religieuses, économiques ou d'éthique. Convenait-il, par exemple, de rembourser les greffes du foie, mais pas celles consécutives à une cirrhose ? Était-il juste de prendre en charge le traitement du sida, mais pas celui des malades entrés en phase terminale ?

« Ce système ne prétendait pas être un modèle pour les États-Unis, concède prudemment M. Gibson, mais tout ou plus un élément de réponse aux problèmes posés par l'accès du plus grand nombre aux soins médicaux. » Plutôt que de s'engager dans ce débat, le secrétaire américain à la santé, M. Louis Sullivan, a préféré évoquer l'incompatibilité de ce texte avec la loi sur la protection et la promotion des handicaps de 1990, pour le renvoyer à ses auteurs. Exclut la question de l'accès aux soins.

Le gigantesque problème du coût croissant des dépenses médicales reste aussi un dossier grand ouvert. Par rapport à 1970, lorsqu'elles représentaient 950 dollars par habi-



Près de 5 milliards de dollars pour le sida

NEW-YORK

de notre correspondant

En décidant de démissionner, le 25 septembre dernier, de la Commission nationale sur le sida créée par le président Bush pour lutter contre la propagation de cette maladie, « Magic » Johnson, le star du basket-ball américain, avait voulu protester contre l'attitude, passive selon lui, de l'administration. A en croire les chiffres du budget, l'État américain consacre pourtant des sommes de plus en plus importantes à la lutte contre le sida, même si de nombreuses associations les jugent encore très insuffisantes au regard des besoins.

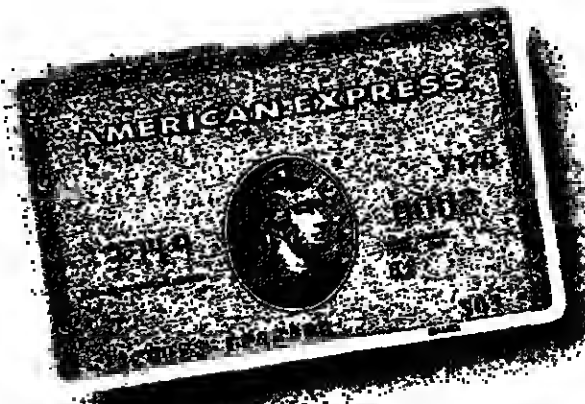
Pour l'année fiscale 1993, l'État fédéral aura accordé 118 % de plus à la lutte contre le sida que durant l'année 1989, avec un budget atteignant 4,9 milliards de dollars. Si la prévention est encore le parent pauvre de cette politique, avec une enveloppe de 620 millions de dollars (+ 29 %), 2,5 milliards seront consacrés au traitement de la maladie (+ 240 %) et 1,2 milliard à la recherche (+ 39 %). Washington investit désormais presque autant dans la recherche sur le sida que dans la recherche sur le cancer.

Mais la maladie fait de plus en plus de ravages. Depuis l'enregistrement, en juin 1981, des premiers cas de sida par les Centers for Disease Control (CDC), agence fédérale située à Atlanta (Géorgie), environ 230 000 cas de sida ont été recensés à ce jour aux États-Unis. Environ 150 000 de ces personnes sont décédées. Le pays compte actuellement plus d'un million de séropositifs, et, d'ici à 1995, plus de 400 000 Américains auront été frappés par la maladie, selon le professeur James Curran, directeur de la division sida du CDC.

La propagation du sida s'est ralentie parmi la population hétérosexuelle blanche ; elle a fortement progressé chez les Noirs et les Hispaniques. Plus de 80 % des femmes atteintes appartiennent à ces deux minorités, de même que 90 % des enfants contaminés. Selon les tests récemment effectués par les CDC en Floride, 5 % des ouvriers agricoles, identifiés comme un nouveau groupe « à risque », étaient porteurs du virus du sida, soit dix fois plus que la moyenne nationale.

S. M.

Partez vers l'Amérique avec TWA, la Carte vous en ouvre les portes.



Il existe une compagnie aérienne américaine pionnière des vols transatlantiques, qui met toute son expérience au service des hommes d'affaires ; qui leur propose des salons de détente également équipés de téléphones, fax et ordinateurs, et à bord, des sièges parmi les plus spacieux. Une compagnie qui met gratuitement un hélicoptère à la disposition des passagers de la classe Ambassador, pour les transporter de JFK au cœur de Manhattan. Pouvez-vous attendre autre chose de TWA, élue meilleure classe affaires par les lecteurs du Business Traveler International Magazine ? Dès votre arrivée dans l'une des très nombreuses escales, la Carte American Express vous ouvre les portes de l'Amérique. Pour louer une voiture ou réserver un hôtel, sans plafond préalable de dépenses, elle est votre passeport quotidien. Présent également dans 120 pays, avec plus de 1700 Agences de Voyages, American Express vous offre partout un service de grande qualité. TWA et American Express, pour profiter encore plus de l'Amérique !

TWA
LE MEILLEUR DE L'AMÉRIQUE

Le débat budgétaire à l'Assemblée nationale

La droite et le PC condamnent la politique sociale du gouvernement

Entamant la discussion de la partie dépenses du budget, les députés ont examiné, dans la nuit du mardi 27 au mercredi 28 octobre, les crédits des affaires sociales et de la santé qui s'élèvent à 50,5 milliards de francs, soit une progression, par rapport à 1991, de 28,6 %, qui est en fait de 3,8 %, déduction faite de nouvelles affectations (1). Face à l'hostilité conjuguée de l'opposition et du Parti communiste, M. René Teulede, ministre des affaires sociales et de l'intégration, a dû demander la réserve sur le vote de ces crédits.

M. Jean-Yves Chamard (RPR, Vienne) met au supplice les ministres des affaires sociales de cette législature fléchissante. Habitué d'une passion immodérée pour la chose redistributive, il bondit, tempête et barcouille jusqu'à épuisement. Le soupçonner-on de jouer à l'hémologue autoproclamé du cabinet fantôme ? Il laisse mûrir la rumeur, trop ravi. M. René Teulede, un rien féroce, finit-il par trouver « pathétique » son « impatience » ? Il en coûte à l'imprudent ministre une volée de sommations sur le déficit cumulé de 40 milliards de francs de la Sécurité sociale. « Comment la financerons-nous ? », comment ferons-nous ? », à quel ferrez-vous croire que... ?

Il est vrai que les affaires sociales offrent encore un terrain d'affrontement privilégié pour les tenants du choc frontal droite-gauche. « Ce n'est pas tant la manière de produire qui fait problème entre nous que la manière de redistribuer », avertit M. Jean-Claude Boudard (PS, Sarthe), qui en veut pour preuve les projets de loi de droit de substituer « l'assurance privée » à « la solidarité collective ». « Le monde de l'assurance privée, a-t-il ajouté, rôde autour de l'alternance, finançant colliquet sur colliquet et piaffant manifestement d'impatience. »

M. Roselyne Bachelot (RPR, Maine-et-Loire) n'était pas fâchée, elle non plus, de trouver dans ce dossier matière à réquisitoire. « Partout résonne le glas de l'échec, a-t-elle assuré. La lutte contre l'exclusion ? Jamais les exclus n'ont été aussi nombreux. Réduire les inégalités ? Après douze ans de pouvoir socialiste, les pauvres sont plus pauvres et les riches plus riches. A l'autre extrémité de l'échiquier, M. Gilbert Millet (PC, Gard) n'est pas moins sévère pour flétrir un budget qui, « dans un souci de ren-

tabilité financière », vise à « instaurer l'austérité sanitaire ». Et comme il est désormais réuni sur les bancs communistes à l'appui des textes les plus variés, M. Millet s'en est pris à l'inévitable Europe : « Ce budget correspond à une logique maastrichtienne. »

Dans un tel concert de manichisme, il fallait prêter une oreille bien attentive pour capter le propos de M. Adrien Zeller (UDC, Bas-Rhin) décrivant le cercle vicieux dans lequel s'écroule la protection sociale. « Les dépenses s'accroissent plus vite que les recettes, et pourtant les besoins non satisfaits sont parfois criants. Nous avons aujourd'hui de plus en plus de bénéficiaires du RMI et de moins en moins de cotisation sociale », a-t-il noté, rejoignant ainsi le constat de M. Kofi Yamgnane, secrétaire d'Etat à l'intégration, qui s'est inquiété de « l'affaiblissement des solidarités collectives », source d'« intégrisme de refuge ».

A qui la faute ? Evitant les anathèmes, M. Zeller a plaidé pour une responsabilité partagée. « On n'a le sentiment d'une injustice sociale, d'un échec global que vous subissez avec nous, messieurs de la majorité », a-t-il lancé. La solution, selon lui, consisterait à « aller à l'opposé de ce qui a été fait depuis quinze ans : moins d'Etat et plus de décentralisation, de subsidiarité, moins d'assistance et plus d'insertion, de réciprocité ».

M. Kouchner demande pardon

M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, a emprunté au même registre de l'autocritique lorsqu'il évoqué l'affaire du sang contaminé. Répondant à la mise en cause par M. Denis Jacquet (UDF, Moselle) d'un Etat coupable, selon lui, de « délit de fuite », M. Kouchner a tenu, une nouvelle fois, à demander « pardon aux victimes ». « J'ai souvent ressenti combien les certitudes de la médecine étaient mouvantes et fragiles », a-t-il précisé, coupables aussi d'une confiance (...) qui va jusqu'à l'arrogance, pour masquer l'angoisse. »

Cette discussion a également fourni au gouvernement l'occasion de confirmer qu'il s'apprêtait à proposer trois projets de loi en matière sociale. M. Teulede a ainsi indiqué qu'il évoquerait « bientôt devant la représentation nationale » le projet de loi sur la maîtrise des dépenses de santé qui offrira une traduction législative à l'accord récemment intervenu entre le gouvernement, les caisses nationales d'assurance-maladie et les syndicats médicaux. Il a précisé en outre qu'il souhaitait

que « le Parlement soit appelé à se prononcer » sur un projet de loi relatif aux retraites, qui respectera, a-t-il souligné, des « acquis budgétaires » : « Le système de répartition » et « le droit à une retraite à taux plein des soixante ans. »

Enfin, M. Laurent Cathala, secrétaire d'Etat à la famille, aux personnes âgées et aux rapatriés, a exprimé le souhait de pouvoir « faire des propositions au Parlement d'ici la fin de la session » à propos de la prise en charge des personnes âgées dépendantes. M. Cathala a précisé qu'il étudie la création d'une « prestation » qui serait accordée par une « commission médico-sociale chargée d'évaluer le degré de dépendance » à l'échelon du département. Selon lui, ce nouveau dispositif coûtera entre 10 et 12 milliards de francs. D'où les problèmes de financement en suspens, qui impliquent les retards pris par un dossier que de nombreux députés socialistes tiennent comme le dernier grand projet social de la législature.

FREDERIC BOBIN

(1) Parmi ces nouvelles affectations, les fonds destinés au revenu minimum d'insertion (RMI) qui figurent précédemment dans le budget des charges communes du ministère de l'économie et des finances.

M. Barrot déclare que l'UDC est prête à « laisser passer » le projet de loi sur les dépenses de santé

M. Jacques Barrot, président du groupe UDC de l'Assemblée nationale, a déclaré mardi 27 octobre que son groupe est disposé à « laisser passer » le projet de loi sur la maîtrise des dépenses de santé que le gouvernement va présenter devant le Parlement à la suite de l'accord intervenu entre le ministère des affaires sociales, les caisses d'assurance-maladie et les syndicats médicaux. L'ancien ministre de la santé et des affaires sociales du gouvernement de M. Raymond Barre a affirmé que l'UDC ne ferait pas obstacle au projet de loi s'il est accepté par la majorité des organisations professionnelles et s'il « ne trahit pas » l'accord intervenu le 14 octobre.

En juin, le gouvernement avait été contraint de retirer un premier texte sur la maîtrise des dépenses de santé, contesté par la profession, devant l'hostilité de la droite et du PC, qui l'avait obligé à recourir au 49-3 en première lecture à l'Assemblée nationale.

En marge de la campagne présidentielle américaine

M. Brice Lalonde au pays de Superman

« J'ai le souvenir d'un meeting dans un quartier noir près de New-York. Quand vous le voyez, vous avez l'impression que c'est Superman. Il pourrait s'envoler dans les airs, comme Superman, on ne serait pas surpris. Il arrive, il parle, le lumière se fait sur lui, parce que les caméras sont là, et il pourrait s'envoler ! » Supermario, c'est Albert Gore, le candidat démocrate à la vice-présidence. De retour d'un voyage de trois jours aux Etats-Unis, en Géorgie

dit qu'il n'y a pas de raison que ça se termine mal pour eux. »

Lorsqu'il rapporte abondamment ces impressions, on imagine déjà le désappointement des nobles du centre, du PS, du MRG, ou des anciens sobriquets-huitards qui ont rallié Génération Ecologie et pour lesquels une campagne à l'américaine est souvent le degré zéro de la politique. On n'ose même plus songer à la mine déconfite de ses futurs partenaires des

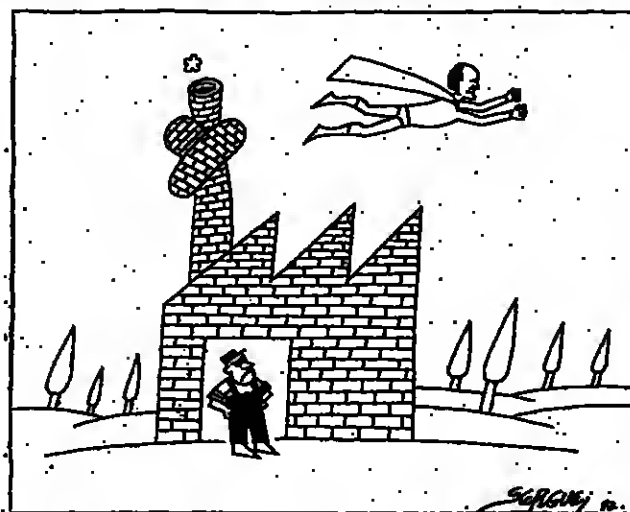
comme George Bush : « J'ai descendu cinq avions japonais. » Parce que ça, c'est fini, la génération de la guerre et celle de la guerre froide. Clinton et Gore, on les a appelés Cassidy et le Kid. Alors, moi, je suis content de les voir, et j'en fais une métaphore, bien entendu. »

Avec Albert Gore, auteur d'une sorte de plan Marshall global pour une relance mondiale fondée sur le respect des grands équilibres de la planète, ce serait « le retour du leadership écologique américain ». Pour l'ancien animateur des Amis de la Terre, l'un des creusets de l'écologie à la française, précisément rapporté de Californie, après 1988, par un certain Brice Lalonde, c'est aussi une revanche instantanée sur les partis Verts, d'essence un peu guaschiste ou bolchevique, construits en Europe, dans les années 80, sur le modèle des Grünen, en Allemagne.

« Vous avez dans la nouvelle génération politique américaine un ticket réel, capable de proposer un programme nouveau, avec des tas d'idées nouvelles dont celle de l'environnement, assure M. Lalonde. Toutes choses égales par ailleurs, la France n'est pas l'Amérique, il nous faut faire la même démonstration. L'écologie doit être une partie très importante d'un programme, même si la social-démocratie demeure essentielle. Mais la social, ce n'est pas seulement le travail, représenté par des syndicats de travailleurs. C'est aussi le voisinage, la santé, la vie en société. Ce qui compte aujourd'hui, c'est là où l'on habite, plus que là où l'on travaille. »

« L'idée du ticket est indispensable, mais à la condition que ce ne soit pas dû à une négociation de boutiquiers », affirme le président de Génération Ecologie. M. Lalonde y a déjà pensé, naturellement, avec le « candidat naturel », précédemment, du Parti socialiste, M. Michel Rocard, encore que celui-ci soit « quelqu'un qui vient d'une génération pour laquelle la gauche n'est que l'horizon ». Mais d'ici à 1995, face à l'opposition Giscard-Chirac, qui n'a pas d'autre programme, comme M. Bush, que de « retourner au pouvoir », l'horizon se sera peut-être dégauché pour... « Génération Superman. »

JEAN-LOUIS SAUX



et au New-Jersey, où il s'écouvent la campagne électorale américaine en compagnie d'une équipe de télévision de France 2 et pour le compte de Paris-Match. M. Brice Lalonde vient de redécouvrir l'Amérique.

Dans les traces du sénateur Gore, qu'il avait rencontré dès 1988, au cours d'un séminaire dans les montagnes Rocheuses, M. Lalonde a retrouvé de nouvelles raisons de s'enthousiasmer, comme un enfant, et de faire soudainement partager, après l'Europe de Maastricht, sa passion pour cet autre morceau de planète avec lequel, pour des raisons familiales, il a toujours eu des atomes crochus. Albert Gore, cet « école » à la carrière de footballeur américain, c'est donc Superman.

Le président de Génération Ecologie n'en a démord pas, ravi déjà de désarçonner tous ceux qui pourraient penser qu'un ancien ministre de la République ne peut décidément pas faire preuve de tant de naïveté : « Quand chaque meeting commence par le lever des couleurs, le serment à l'Amérique, suivis des majorettes qui chantent avec l'orchestre de l'université, on se

Verts, les amis de M. Antoine Waechter. Mais à l'évidence l'ancien président de l'UNEF à la Sorbonne en 1988 en rajoute à la louche : « Ça ne sont pas des intellectuels. Ils ne se perdent pas dans le détail. Un, deux, trois messages, et c'est tout. Ils font campagne pour les chaînes de télé. Lorsqu'ils sont partis tous les deux, Clinton et Gore, juste après la convention démocrate, en tournée sur la côte Est, en bras de chemise, parce qu'il faisait très chaud, cela a donné une impression de force, de jeunesse et de dynamisme incroyable. »

La relève des générations

Pour l'ancien candidat à l'élection présidentielle, qui est aussi le seul homme politique français à s'intéresser, à sa manière, au tandem susceptible de gouverner dans deux mois la première puissance mondiale, l'écologie n'est que la relève des générations, de l'urgence – enfin – de sa propre génération. « C'est la première équipe qui se présente devant les électeurs sans dire

En approuvant les orientations budgétaires

Les écologistes donnent une confortable majorité au président RPR de la région Ile-de-France

entre l'exécutif et les Verts avait cependant repris le 26 octobre. Malgré les lazzis de M. Jean-Yves Le Gallon (FN) aux élus écologistes – « Vous cessez les prix » – et un faux suspense sur les intentions définitives des Verts, tout paraissait bouclé, mardi 27 octobre, à l'ouverture des débats de l'assemblée régionale sur les orientations budgétaires. M. Jean-Pierre Fourcade, vice-président (UDF), se félicitait de l'accord des groupes écologistes sur un cadre budgétaire sans déficit malgré la crise économique et les prélèvements de

l'Etat. L'exécutif a retenu deux amendements des Verts. Le premier indiquait que le prochain contrat de plan Etat-région se fixera « pour objectif de tendre, nous son terme, vers un rapport 2/3-1/3, en faveur des transports en commun. »

Le deuxième chiffre les dépenses du conseil régional consacrées au traitement des déchets, aux paysages et aux plantations, à la lutte contre le bruit et la pollution de l'air.

Si les écologistes affirment que leur accord sur les orientations

budgétaires ne signifie pas une « approbation automatique » du projet de budget de la région, tel qu'il sera présenté en décembre prochain, cette négociation ne fait que des heureux. M. Giraud obtient une véritable majorité et les élus écologistes franciliens estiment qu'ils ont fait passer une partie de leurs idées dans les faits.

CHRISTOPHE DE CHENAY

(1) Seule M^{me} Monique Le Saux (GE) s'est abstenue.

Les travaux du Sénat

Le projet instituant une garantie de l'Etat pour les grandes expositions est repoussé

Les sénateurs ont repoussé en première lecture, mardi 27 octobre, le projet de loi instituant une garantie d'Etat pour certaines expositions temporaires d'ouvrages d'art. La majorité sénatoriale UDF-RPR et le groupe communiste ont voté contre. Seul le groupe socialiste a voté pour.

Les sénateurs ont approuvé l'esprit du texte du gouvernement, qui aurait pour conséquence d'alléger considérablement les coûts élevés d'assurance, qui peuvent atteindre jusqu'à 30 % du budget des grandes expositions. Regrettant que ce dispositif ne s'applique qu'aux seuls établissements publics nationaux, ils se sont efforcés de l'étendre « aux collectivités territoriales ou à leurs établissements publics ». M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture, avait souligné, le 20 octobre, devant

la commission des affaires culturelles, qu'une solution soit trouvée sur ce point. Mais M. Jean Giverny, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, qui représentait le gouvernement, s'est échiné opposé mardi à la disposition des sénateurs en utilisant l'article 40 de la Constitution qui stipule qu'un amendement est irrecevable s'il a pour conséquence une diminution de recettes ou une augmentation des dépenses de l'Etat.

Après avoir demandé en vain un report du vote du texte et une nouvelle audition de M. Lang, M. Michel Miroudot (RI, Haute-Saône), rapporteur du texte, et M. Maurice Schumann (RPR, Nord), président de la commission des affaires culturelles, ont alors invité le Sénat à repousser le projet de loi.

G. P.

Désignation des représentants à la Haute Cour

Le Sénat a procédé, mardi 27 octobre, comme après chaque renouvellement triennal, à l'élection de douze juges titulaires de la Haute Cour de justice. Trois socialistes, MM. Guy Allouche (Nord), Jean-Louis Carrière (Landes) et Michel Dreyfus-Schmidt (Territoire-de-Belfort), un communiste, M. Charles Lederman (Val-de-Marne), trois RPR, MM. Charles de Cutoli (Français établis hors de France), Paul Masson (Loiret) et Michel Rufin (Meuse), deux Républicains et indépendants, MM. Jean Delaneau (Indre-et-Loire) et Jacques Larché (Seine-et-Marne), deux centristes, MM. André Diligent (Nord) et Kléber Malécot (Loiret) et un membre du Rassemblement démocratique et

européen, M. Louis Brives (Tarn), ont été désignés, ainsi que six suppléants : MM. Gervais Aubié (PS, Ariège), Georges Berchet (RDE, Haute-Marne), Luc Dejoie (RPR, Loire-Atlantique), André Jarrot (RPR, Saône-et-Loire), Daniel Millaud (UC, Polynésie française) et Jean-Pierre Tizon (RI, Manche).

M. Claude Hurlet (UC, Meurthe-et-Moselle), rapporteur de la commission d'enquête du Sénat sur le système transfrontalier français, a indiqué mardi qu'il envisage de déposer « une proposition de résolution visant à ce que les responsabilités éventuelles des ministres (M. Laurent Fabius, M^{me} Georgina Dufoux et M. Edmond Hervé) soient jugées par la Haute Cour ».

La quasi-totalité des conseillers écologistes, de Génération Ecologie comme du groupe des Verts (1), ont voté les orientations budgétaires de la région Ile-de-France pour 1993. Celles-ci avaient fait l'objet, dès le 23 octobre, d'un accord entre le groupe Génération Ecologie et l'exécutif. Il portait sur trois priorités en 1993, 1994 et 1995 : l'accélération d'une politique de logement, l'inversion des priorités entre rail et route et la mise en place d'une agence régionale de l'environnement. En revanche, les élus des Verts considéraient, ce même 23 octobre, ces « simples déclarations d'intention » comme de « la poudre aux yeux ». Ils annonçaient alors que, « faute d'engagements chiffrés », ils ne voteraient pas les orientations budgétaires.

La « discussion-négociation »

La présentation du schéma directeur pourrait être reportée

Le projet de nouveau schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France (SDAURIF) va-t-il être présenté par les pouvoirs publics dans les prochains jours ? Telle est la question qui agite les élus franciliens depuis le début de la semaine. M. Christian Seutteur, préfet de région, avait laissé entendre que le projet de SDAURIF serait présenté avant la fin du mois d'octobre. Il devait remettre le projet à M. Michel Giraud, président du conseil régional, le 28 octobre. En annonçant, mardi 27 octobre, que ce rendez-vous avait été reporté, ce dernier a indiqué

qu'une réception trop tardive du texte ne lui permettrait plus d'organiser « dans des délais décents » la consultation et les débats nécessaires. M. Giraud avait prévu de convoquer une assemblée extraordinaire du conseil régional le 10 novembre. Un report du début de la consultation des élus, qui doit, selon la loi, se poursuivre pendant trois mois, conduirait, selon M. Giraud, à une interférence avec la campagne pour les élections législatives.

De nombreuses hypothèses pourraient expliquer ce report de la présentation du nouveau

SDAURIF : le débat sur la motion de censure, la nécessité d'ultimes arbitrages ministériels sur le projet mis au point par le préfète de région. Enfin, l'attente d'une décision définitive sur la Grand Stade pourrait remettre en cause l'inscription du projet de Melun-Sénart dans le document définitif. La plupart des élus socialistes d'Ile-de-France ont fait savoir au gouvernement qu'il serait « urgent d'attendre » avant de présenter le nouveau SDAURIF.

C. de C.

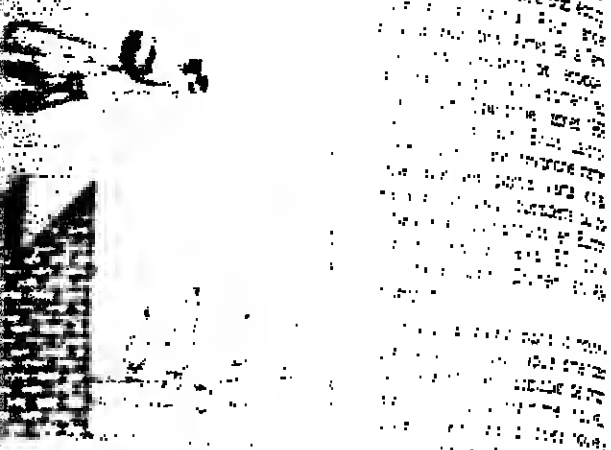
UNIX PA FA
DEUX FA

DISTRIBUTE INVESTISSEZ

هكذا من راحل

Le monde au pays de Superman

Le monde au pays de Superman... (Text continues with details about Superman's impact on the world, mentioning his powers and the global fascination with the character.)



Le monde au pays de Superman... (Continuation of the article text, discussing the cultural and technological influence of Superman.)

Le monde au pays de Superman... (Further text in the article, exploring the theme of heroism and its reflection in modern society.)

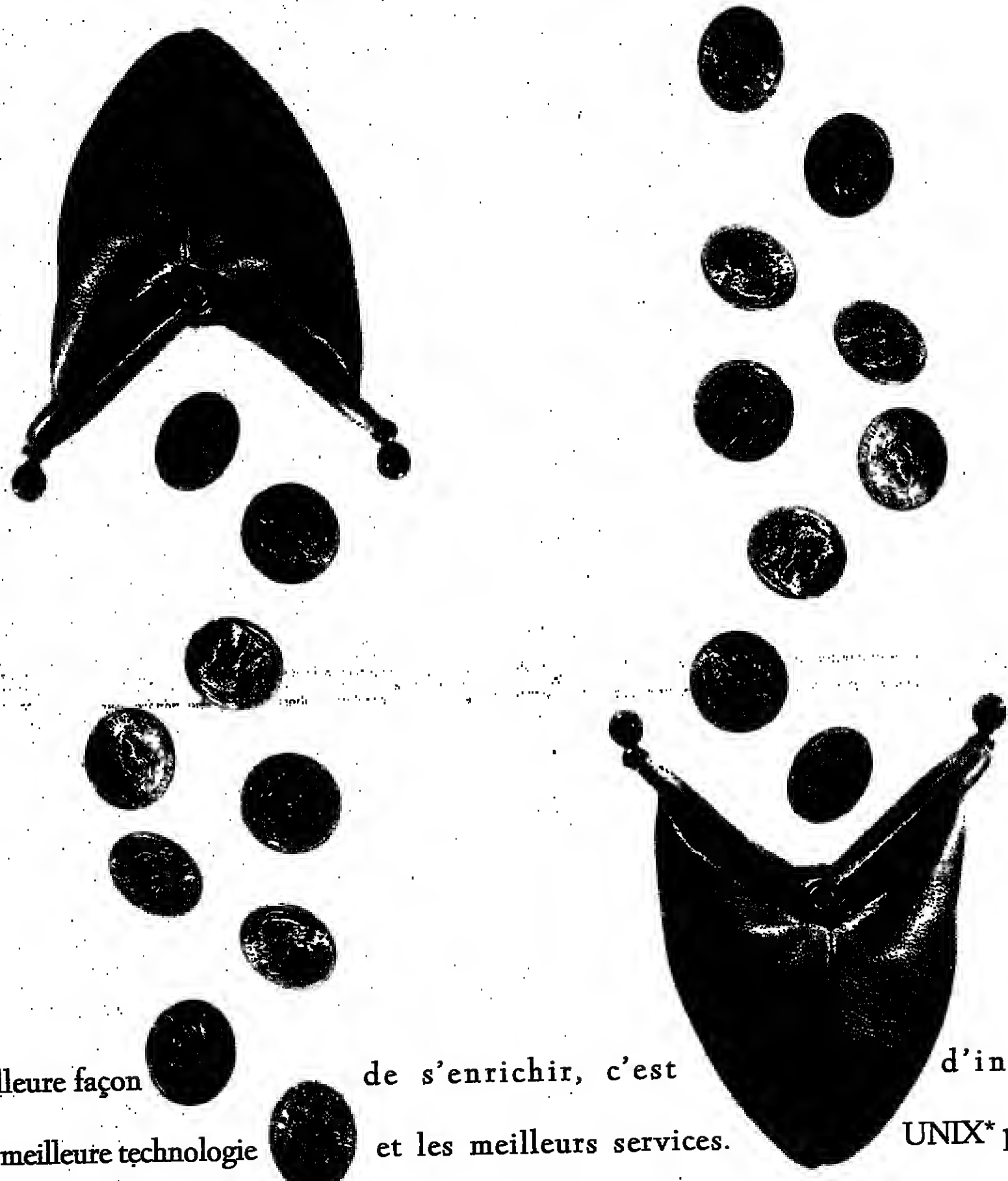
Une confortable majorité en région Ile-de-France

Une confortable majorité en région Ile-de-France... (Text discussing political or social trends in the Paris region.)

Le directeur

Le directeur... (Text discussing leadership or management topics.)

UNIX* PAR BULL. PARCE QU'IL Y A DEUX FAÇONS D'ÊTRE OUVERT.



La meilleure façon de s'enrichir, c'est d'investir dans la meilleure technologie et les meilleurs services. UNIX* par Bull, c'est le choix d'une évolution sans limite et l'accès à une richesse d'applications sans équivalent. La technologie, la capacité d'intégration et les services de Bull, reconnus comme les meilleurs du marché, vous assurent pérennité et rentabilité de vos investissements actuels et futurs. Après tout, c'est ce que vous voulez?


DISTRIBUTED COMPUTING MODEL. INVESTISSEZ DANS VOTRE ENTREPRISE.

Réseaux
et systèmes
d'information



DOB NEEDHAM UNIX est une marque déposée de Unix Systems Laboratories, Inc.

مركز الامم



Elections présidentielles américaines sur Europe 1

Tous les jours :

8h23 : "Spécial Elections Américaines"

12h30-13h30 : "Le Dossier du Jour"

Stéphane Paoli

19h30-20h : "Edition Spéciale"

Jean-François Rabilloud

En direct des Etats Unis :

François Clauss

Stéphane Soumier


Pascale Clark et Laurence Ferrari

Michel Colomes

et Benoît Laporte, envoyé spécial d'Europe 1 à Washington

EUROPE 1

50 ans d'Amour 50 ans d'Action



1942
1992

1942 - Un homme se lève : Raoul Follereau lance une bataille pas comme les autres contre la misère, la souffrance et l'exclusion. Il y consacra toute son énergie jusqu'au soir de sa mort.

1992 - L'œuvre qui porte son nom soigne et réhabilite des malades, participe à la reconstruction sociale, économique et culturelle de pays en détresse, réinsère des chômeurs, reloge des familles en difficulté. Ici et partout.

Notre seule ambition : recommencer avec vous, "50 ans d'amour - 50 ans d'Action".

RAOUL FOLLEREAU
Le Prince des Grands Humains

A L'OCCASION DE VOTRE CINQUANTAIRE JE VOUS ADRESSE UN DON EXCEPTIONNEL

POUR SOUTENIR □ 250 F □ 300 F □ 500 F □ 700 F □ AUTRE DON

VOTRE ACTION Par chèque : □ Bancaire à l'ordre de la Fondation Raoul Follereau
ou : □ Postal à l'ordre de la Fondation Raoul Follereau CCP 2529 P. Paris

HUMANITAIRE l'adresse mon chèque et ce bon à : Raoul Follereau 31, rue de Dantzig 75015 Paris
(vous recevrez prochainement votre reçu fiscal)

F 2100020

POLITIQUE

La préparation des élections législatives

M. Bérégovoy sera « présent » dans la campagne dont M. Fabius assurera l'animation

M. Pierre Bérégovoy était l'invité, mardi 27 octobre, du journal de 20 heures sur TF 1. Le premier ministre est notamment revenu sur la direction de la campagne socialiste lors des prochaines élections législatives. « Naturellement Laurent Fabius va animer la campagne des législatives, celle du parti socialiste », a-t-il dit. Le PS ne conclura des alliances avec les radicaux de gauche et avec le Mouvement des réformateurs. Il y aura donc une animation de Laurent Fabius. Mais je n'ai pas l'intention de regarder en spectateur. Je coordonnerai naturellement, comme chef du gouvernement, l'action des ministres, cela va de soi, et je serai présent dans la campagne et, comme l'a dit Laurent Fabius, la main dans la main.

Le premier ministre a ajouté : « Je n'écarte personne (...) du combat pour la liberté et la justice, et je souhaite que, dans les rangs de l'actuelle opposition, des hommes et des femmes qui pensent comme moi (...) acceptent de participer à ce rassemblement de bonne volonté. Ils ne peuvent pas le faire parce qu'ils sont prisonniers, pour des raisons électorales, de la droite (...). Dans notre pays, malheureusement, le centre est à droite ». M. Bérégovoy a aussi précisé qu'il souhaitait que « les communistes appliquent la discipline républicaine ».

Interrogé sur une possible réduction du mandat présidentiel, le chef du gouvernement a affirmé qu'une telle réforme nécessitait « le plus large consensus », et qu'il ne fallait donc pas « créer artificiellement un débat qui diviserait les Français ou bien la représentation nationale ». Il a ajouté que « le président de la République aura l'occasion de s'exprimer là-dessus ». Il a eu la même attitude sur une éventuelle réforme de la Haute Cour, expliquant qu'il fallait « réfléchir aux règles de la justice et de la Haute Cour sur des sujets comme ceux-ci (le scandale de la transfusion sanguine). Mais là encore il ne faut pas d'exploitation politique ».

Lire également page 27 la chronique de Daniel Schaffnermann

Les polémiques internes au Parti socialiste

Selon M. Auroux, « la liberté du débat ne doit pas empêcher la pratique de la solidarité »

Après les dirigeants du PS, les députés socialistes ont à leur tour vivement réagi, mardi 27 octobre, au cours de leur réunion de groupe hebdomadaire à l'Assemblée nationale, aux déclarations de M. Mario-Noël Lienemann, ministre délégué au logement et au cadre de vie, selon lesquelles « le PS a fait son temps ». MM. Georges Benoit (Gard), Gérard Bapt (Haute-Loire) ont notamment intervenus pour demander le départ du gouvernement de M. Lienemann. Des propos accueillis « par des applaudissements non négligeables », a précisé M. Jean Auroux, président du groupe socialiste.

Au cours de son point de presse, M. Auroux a ajouté : « Quand on est dans une équipe gouvernementale ou parlementaire, la liberté du débat ne doit pas empêcher la pratique de la solidarité politique ». Évoquant les accusations de « défaitisme » lancées par M. Lienemann à l'attention des députés et des dirigeants PS, M. Auroux a répliqué que « les socialistes n'ont pas vocation à se transformer en lemmings, ces rongeurs qui ont des moments de folie suicidaire et partent en bandes se noyer dans la mer ».

Invité de TF 1, mardi soir, M. Pierre Bérégovoy a souhaité mettre un terme à cette polémique en soulignant qu'il n'allait pas ouvrir une crise gouvernementale à cause des déclarations de M. Lienemann. Le premier ministre, qui s'en était entretenu dans l'après-midi avec elle - à la demande du ministre du logement, précisa-t-on à Matignon - a indiqué que M. Lienemann « sera fidèle à la majorité présidentielle et au Parti socialiste ».

« Je lui ai dit que la solidarité du gouvernement devait être exemplaire, qu'elle pouvait animer le débat », a-t-il dit, mais que le Parti socialiste est aujourd'hui la force principale de la majorité et que, sous la conduite de Laurent Fabius, je souhaite que nous ayons d'excellents rapports », a ajouté M. Bérégovoy. Le premier ministre, qui veut « réhabiliter la politique dans le débat » tant au PS que dans la société française, a toutefois exprimé le souhait que « les idées se choquent, mais pas que les personnes s'entrechoquent ».

Lancé par des élus du PC, du PS et des écologistes

Un appel pour un rassemblement « des forces du mouvement »

Une quarantaine d'élus communistes, socialistes et écologistes ont lancé, mardi 27 octobre, un appel commun pour « préparer dans les meilleurs délais un rassemblement des forces du mouvement ». Constatant la « cassure » révélée par les résultats du référendum sur la ratification du traité de Maastricht, ils affirment que, « pour des raisons diverses, la défaillance des organisations politiques qui représentent la gauche est flagrante ». « Il n'y aura ni Europe sociale ni politique française de progrès si des remises en cause ne sont pas effectuées, si des critères d'efficacité sociale, de participation démocratique, d'apports mutuels ne se font jour, si des politiques nouvelles ne sont pas l'œuvre et l'objectif d'un mouvement social fort », ajoutent-ils.

Ce texte est signé par des personnalités socialistes issues de toutes les sensibilités : à l'exception des fabiusiens et des rocardiens - par des communistes critiques et par des écologistes eux-mêmes minoritaires dans leurs propres mouvements. « Cet appel n'est pas une déclaration de guerre, il n'est pas dirigé contre telle ou telle formation », a précisé M. Jean Popereau, ancien ministre des relations avec le Parlement. Selon M. Robert Mondargent, député communiste de Val-d'Oise, il ne s'agit pas de fonder un nouveau parti, mais des rencontres devraient être organisées dans les prochains semaines entre tous ceux qui ne s'accrochent pas à la situation actuelle et veulent « construire du neuf ».

Parmi les premiers signataires de cet appel, on relève les noms de MM. Jean Popereau et Marcel Rigout, anciens ministres ; MM. François Assant, Marcello Berthelot, Jean-Pierre Brard, Robert Mondargent, Jean Tardieu et Théo Vial-Massat, députés communistes ; M. Philippe Hatzog, parlementaire européen (PCF) ; MM. Philippe Bassinet, Jean-Pierre Boquet, Michel Bérégovoy, Jean-Christophe Cambadélis, Roland Carraz, Paul Dhaille, Raymond Douyère, Julien Dray, Yves Douraud, Georges Frêche, Jean-Pierre Fouré, Jean-Marie Giron et Alain Vidalies, députés socialistes ; MM. François Autain et Jean-Luc Mélenchon, sénateurs socialistes ; MM. Gérard Caudron et André Sainjon, membres du groupe socialiste au Parlement (Généraliste Écologiste), Jean-Luc Bannahmias et Alain Lipietz (Verts), membres du conseil régional d'Ile-de-France.

Condamnée pour avoir publié de faux entretiens

La revue « Passages » est blanchie par la cour d'appel

Pour avoir publié, en avril 1990, des propos à caractère antisémite et xénophobe faussement attribués à Pierre Sergeant, député socialiste, et à M. Bernard Antony, la revue Passages avait été condamnée par le tribunal de grande instance de Paris à verser respectivement 50 000 francs et 40 000 francs aux deux signataires du Front national à titre de dommages et intérêts (le Monde du 19 mars 1991). L'entretien publié par l'auteur de l'article, M. Philippe Palat. Le jugement avait été confirmé par la cour d'appel, le 10 décembre 1991.

Toutefois, la cour avait ordonné la réouverture des débats sur l'appel en garantissant par M. Emile Malet, directeur de la revue, contre M. Palat. Dans un second arrêt rendu le 12 octobre dernier, elle a reporté sur celui-ci les condamnations prononcées contre le mensuel Passages. Elle a évalué à 80 000 francs le préjudice causé par l'auteur des faux entretiens.

Entre-temps, en effet, M. Palat a reconnu publiquement avoir imaginé les deux entretiens. La cour estime qu'il a ainsi commis une faute « diligente » à garantir M. Malet et la revue Passages des condamnations qu'ils ont subies de son fait. De façon incidente, cet arrêt introduit une notion nouvelle dans ce genre d'affaires, où le directeur de la publication est, en général, poursuivi en qualité d'auteur principal alors que le journaliste, auteur de l'article incriminé, est considéré simplement comme complice. Dans le cas d'espèce, la cour a, en quelque sorte, inversé les rôles.

En Martinique

M. Darsières conserve le secrétariat général du PPM jusqu'aux législatives

FORT-DE-FRANCE

de notre correspondant

C'est à l'issue d'un véritable plébiscite que les trois principaux dirigeants du Parti progressiste martiniquais (PPM) ont été reconduits dans leurs fonctions, dimanche 25 octobre, par les délégués réunis à Fort-de-France à l'occasion de leur treizième congrès. Le président-fondateur du parti, M. Aimé Césaire, maire du chef-lieu, député apparenté socialiste, et le vice-président, M. Pierre Allier, ont été réélus par acclamations. Il n'est du reste pas question, pour les deux concepteurs du PPM, respectivement de soixante-dix-neuf et quatre-vingt-deux ans, de se retirer.

En revanche, le secrétaire général sortant, M. Camille Darsières, cinquante ans, avait clairement exprimé le désir d'abandonner son poste en raison d'une certaine lassitude largement géoérée par les

revers qu'a subis son mouvement ces deux dernières années. Le tassel électoral enregistré par le PPM aux élections régionales s'était notamment traduit par la perte de la présidence de la région que détenait M. Darsières. Estimant qu'il n'avait plus les moyens de mener le parti vers de nouveaux horizons et souhaitant laisser la place à d'autres responsables, M. Darsières n'a toutefois pas été entendu par le congrès qui lui a demandé de conserver son poste jusqu'aux élections législatives.

Trois adjoints ont été élus auprès du secrétaire général du PPM, dont M. Jean-Claude Duverger, quarante-quatre ans, conseiller général, une forte personnalité connue dans les milieux les plus sensibles à la culture martiniquaise traditionnelle. Ce choix constitue peut-être un indice sur la succession annoncée de M. Darsières.

JEAN-MARC PARTY

LIVRES

POLONAIS

et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est

Catalogues sur demande

LIBELLA

12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS 5

Tél. : 43-28-51-08

Une occasion

changez pour un système

jusqu'au 31 décembre

vieilles enceintes

prises au meilleur



faites vite!

pour connaître le point

POLITIQUE

Union législative
ent dans la campagne
pour l'animation

Les parlementaires, pour la première fois, ont été impliqués dans la campagne pour l'animation. Ils ont été appelés à se rendre dans les communes pour rencontrer les habitants et leur présenter les projets de la région. Cette initiative a été saluée par les élus locaux qui ont vu dans cette démarche une véritable révolution. Elle leur a permis de mieux connaître les besoins de leur territoire et de mieux les servir. Les parlementaires ont également pu échanger avec les élus locaux sur les questions de développement local et de coopération intercommunale. Cette expérience a été très enrichissante pour tous les participants et a permis de renforcer les liens entre les différents niveaux de la démocratie locale.

Une question page 27 de la région qui de Charles de Gaulle à Mitterrand.

Le Parti communiste

la liberté de débat
politique de la solidarité

Le Parti communiste a toujours été pour la liberté de débat et la solidarité. C'est pourquoi il a toujours soutenu les initiatives qui visent à améliorer la vie des citoyens et à renforcer les liens entre eux. Il a également toujours été pour la transparence et la responsabilité des élus. C'est pourquoi il a toujours encouragé les citoyens à participer à la vie politique et à exercer leur droit de vote. Le Parti communiste est convaincu que seule la démocratie peut garantir la liberté et la solidarité. C'est pourquoi il continue à travailler pour la défense de ces valeurs et pour le bien-être de tous les citoyens.

M. Barrière conserve le secrétariat
du PPM jusqu'aux législatives

M. Barrière a été élu secrétaire du PPM pour la durée de la législature. Cette nomination a été saluée par les élus du parti qui ont vu dans M. Barrière un homme compétent et dévoué. M. Barrière a également été élu président du conseil régional. Cette double fonction lui permettra de mieux coordonner les actions du PPM à l'échelle régionale et de mieux servir les intérêts de la région. M. Barrière a promis de continuer à travailler pour la défense des valeurs du PPM et pour le bien-être de tous les citoyens.

POLONAIS
sur la Pologne
et l'Europe de l'Est
LIRELLA

Une occasion exceptionnelle!

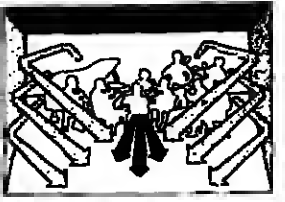
Changez pour un son meilleur:
 Adoptez le système BOSE®
 Acoustimass®-5 série II.

Jusqu'au 31 décembre 1992:

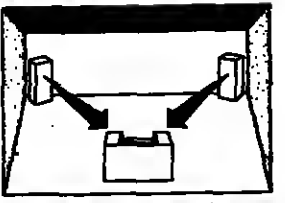
Vos vieilles enceintes
reprises au meilleur prix!

Hier, plus vos enceintes étaient hautes, meilleures vous semblaient-elles. Aujourd'hui ce n'est plus vrai mais grâce à BOSE®, meilleur sera leur prix de reprise. Mesurez-les vite et regardez le tableau ci-dessous. La valeur de reprise sera immédiatement déduite du prix d'achat d'un système acoustique BOSE® Acoustimass®-5 série II par nos points de vente BOSE®*

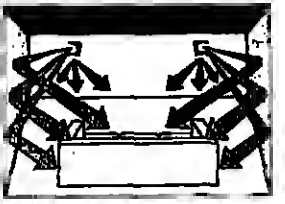
● Stéréo totale



Le concert



Enceintes conventionnelles



BOSE® Direct/Reflecting

● Des basses pleines, riches, profondes et sans distorsion

● Des enceintes quasi-invisibles



Valeur de reprise d'une vieille paire d'enceintes, quels que soient leur marque et leur état de marche

Hauteur d'une enceinte	Jusqu'à 20 cm	de 21 à 40 cm	de 41 à 50 cm	de 51 à 60 cm	de 61 à 80 cm	de 81 à 100cm	Plus de 1 mètre
Valeur de reprise de la paire d'enceintes	400 F	600 F	1000 F	1400 F	1600 F	2000 F	2400 F

BOSE®
 Better sound through research.

Faites vite! L'offre est limitée dans le temps!

*Pour connaître le point de vente BOSE® le plus proche, téléphonez au (1) 30 61 04 61

JUSTICE

« Ces hommes sont des lâches »

C'est dans un DC 10 de la compagnie américaine North-West Airlines, entre Boston et Paris, que Michel Garretta a vécu en classe affaires ses ultimes moments de liberté et qu'il a pu se confier une dernière fois.

S'il se soumet au jugement du tribunal, M. Garretta n'en continue pas moins à plaider non coupable : « Ce ne sont pas les faits pour lesquels j'étais jugé qui ont conduit à me condamner, mais le fait que j'étais sur une rameur consistant à dire que je suis le responsable de la contamination des hémophiles français et que cette contamination aurait pu être évitée. Et ça, c'est effrayant comme mensonge, c'est indigne car c'est un mensonge lâche qui est partagé par des dizaines et des dizaines de personnes qui, dans les domaines médical, scientifique, politique, administratif, journalistique, connaissent la réalité et qui laissent dire ».

Michel Garretta apparaît très affecté lorsqu'il parle « des malades (les hémophiles contaminés par le sida), dont certains vont mourir et qu'on trompe en leur faisant croire que le malheur qui les touche vient

d'un individu, d'une faute et d'un scandale. Je trouve cela fabuleusement étonnant ». L'ancien directeur du CNTS n'en démontre pas : « S'il y a eu contamination des hémophiles, elle n'est pas due à une seule personne en 1985, mais à un ensemble de personnes et à une insuffisance de connaissances qui était identique en France et à l'étranger ».

Voilà-t-il faire appel du jugement du 22 octobre comme la loi l'y autorise ? « Je ne sais pas encore », répond-il, s'interrogeant sur le rôle de la justice, « élément essentiel d'une démocratie ou contribuant à sacrifier quelqu'un ».

Puis, Michel Garretta dit pour la première fois ce qu'il pense de ses pairs du conseil de l'Ordre des médecins qui l'ont radié de la profession. « C'est d'une nullité absolue. C'est honteux. Le conseil a commis une faute gravissime en se laissant aller à un tel soutien à la désinformation, à la chasse aux sorcières. Ces hommes sont des lâches. On atteint le degré extrême de l'ignominie ».

De l'envoyé spécial de l'AFP
PATRICK FILLEUX

Les suites judiciaires

Dès son arrivée à l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle, Michel Garretta a été arrêté par des policiers de la police de l'air et des frontières (PAF) en vertu du mandat d'arrêt délivré le 23 octobre par la 16^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris. L'aéroport de Roissy faisant partie du ressort du tribunal de Bobigny (Seine-Saint-Denis), l'ancien directeur du Centre national de la transfusion sanguine a été conduit au palais de justice de Bobigny où un magistrat du ministère public lui a notifié le mandat d'arrêt et le jugement de condamnation. Michel Garretta, qui a été condamné à quatre ans d'emprisonnement et 500 000 F d'amende, a été écroué à la maison d'arrêt de la Santé, à Paris, afin de purger sa peine « comme un citoyen comme les autres », selon le mot du procureur général, M. Pierre Bénévoise. Dès cette incarcération, M. Xavier Charvet, avocat de Michel Garretta, pourra déposer une demande de main levée du mandat de dépôt.

Effet suspensif

Michel Garretta n'a pas encore annoncé s'il allait faire appel du jugement prononcé le 23 octobre par la 16^e chambre du tribunal correctionnel. Le délai d'appel est habituellement de dix jours à compter du prononcé du jugement, mais l'article 500 du code de procédure pénale prévoit un délai supplémentaire de cinq jours lorsque l'une des parties au procès a fait appel, ce qui est le cas. L'ancien directeur du Centre national de la

transfusion sanguine a donc jusqu'au 9 novembre pour se décider. Pendant les délais d'appel, il est sursis à l'exécution du jugement mais cet effet suspensif ne s'applique pas à la mise en détention, qui reste provisoire.

La date de l'audience d'appel sera choisie par le parquet général de la cour d'appel de Paris. Un délai de deux mois est prévu afin de signifier la date d'audience au docteur Jean-Pierre Allain, qui est actuellement en Grande-Bretagne. Le dossier sera alors examiné à nouveau par une chambre des appels correctionnels composée d'un président de chambre et de deux conseillers à la cour d'appel.

M. Joseph Duval, président de la Conférence des évêques de France : « L'irresponsabilité collective ». — Dans une déclaration à Lourdes, au cours de l'assemblée plénière annuelle de la Conférence des évêques de France, M. Joseph Duval a déclaré que « le docteur Garretta est responsable dans l'affaire du sang contaminé. La justice s'est prononcée. Mais il ne faudrait pas qu'il serve de bouc émissaire, qu'on le considère comme le seul responsable d'une irresponsabilité collective ». « Je demande que les institutions collectives réfléchissent à leur propre fonctionnement. L'administration se conduit trop souvent comme une organisation irresponsable et sans cœur ». M. Duval n'a pas souhaité se prononcer sur l'opportunité d'une nouvelle démarche de justice, soit à la suite d'un appel, soit à la Haute Cour de justice pour des responsables politiques.

Au tribunal administratif de Marseille

Le commissaire du gouvernement rejette le sursis à exécution du projet de temple-pyramide de Castellane

Le tribunal administratif de Marseille a examiné, mardi 27 octobre, le recours déposé par le préfet des Alpes-de-Haute-Provence visant à obtenir le sursis à exécution du projet de construction d'un temple-pyramide par la secte des Chevaliers du lotus d'or à Castellane (le Monde du 3 octobre). Le commissaire du gouvernement a conclu au rejet de ce recours qui aurait introduit trop tardivement. Le jugement a été mis en délibéré.

MARSEILLE

Le permis de construire du temple-pyramide (1) avait été délivré par le maire (UDF) de Castellane, M. Michel Carle, le 16 avril dernier, et le dossier d'instruction avait été adressé, le même jour, à la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence.

Or le préfet, M. Louis Moutchovet, ne disposait, aux termes de la loi, que d'un délai de deux mois pour exercer son contrôle de légalité. S'il a tardé à déposer sa requête, argumente-t-il, c'est que le dossier d'instruction transmis à ses services était incomplet : manquait la copie de l'arrêté du maire de Castellane accordant le permis. Cette pièce,

demandée le 24 août, ne lui ayant été fournie que le 30 août, c'est donc, affirme-t-il, à compter de cette date, et pas avant, que le permis est devenu exécutoire.

L'avocat de la commune, M. Christian Boitel (Nice), a vivement contesté cette version des faits en soutenant que le dossier était bien complet et qu'une copie du registre « courtoise départ » de la mairie de Castellane prouve bien qu'un exemplaire de l'arrêté a été adressé, en recommandé, le 18 avril, à la préfecture. Celle-ci, a-t-il ajouté, a bien accusé réception de ce dossier le 22 avril, comme le prouve, également, une attestation du receveur de la poste de Castellane. En conséquence, la préfecture ne pouvait différer ce permis de construire après le 22 juin 1992 (dernier délai). « Le véritable problème posé, conclut-il, est politique. C'est celui des sectes. Que M. Carle, en saisissant le Parlement, mais qu'il ne tente pas de faire porter le chapeau au maire de Castellane ». De son côté, l'avocat de l'association culturelle du temple-pyramide, M. Jean-Charles Mielati (Nice), a également estimé que le préfet « a délibérément choisi le camp de l'arbitraire au détriment des règles de droit ».

Les conclusions de la défense ont été suivies par le commissaire du gouvernement, M. Gérard Ferrière. Le maire de Castellane, a-t-il

Le retour en France du docteur Garretta

A Boston, avant d'être écroué

Suite de la première page

Il ne reste plus devant la maison qu'une poignée de photographes.

M. Charvet en profite pour sortir faire un tour et fumer un cigare. Il est accompagné par un reporter et un photographe de Paris-Match, avec lesquels Michel Garretta a eu un entretien. Au bout d'un petit quart d'heure, l'avocat revient. Le spécialiste médical de la chaîne France 2 entre avec lui dans la maison. Il en sort deux heures plus tard. Il a trouvé l'ancien directeur du CNTS assez abattu. Il a entendu opposer une fin de non-recevoir au bâtonnier de Paris, qui demandait un délai pour pouvoir organiser le retour dans de meilleures conditions. Michel Garretta prendra bien l'avion de 20 h 05.

On l'attend à l'aéroport pour 18 h 30. Il arrive avec vingt minutes d'avance. Un espace pour la conférence de presse a été aménagé près de l'escalator qui conduit aux salles d'embarquement. Michel Garretta avance vers les micros scotchés sur une potence, l'air accablé. Il est vêtu d'un pantalon en velours sombre, d'un chandail vert qui laisse apparaître un polo jaune. Une veste en cuir fauve est jetée sur ses épaules. Il a le teint

plombé. Les premiers mots sont à peine audibles. Face aux projecteurs, les yeux marron restent pourtant secs et durs. Michel Garretta n'a pas renoncé. Pendant une grosse demi-heure, il se bat, martelant sa conviction sur l'affaire du sang contaminé et sa conclusion judiciaire provisoire.

« Pour de la prison »

En substance, l'ancien directeur du CNTS se dit victime d'une « rumeur » qu'il qualifie tour à tour d'« ignoble » et d'« effrayante ». Elle en fait, selon lui, le responsable de la contamination de plus de 1 200 hémophiles français. C'est pour cela qu'il a été condamné mais ce n'est pas pour cela qu'il a été jugé (l'écrouement de stocks de facteurs anticoagulants contaminés pendant les mois de mai et juin 1985). Cette rumeur « fait de lui un monstre ». Il se dit donc victime d'un jugement tantôt « violent », tantôt « lâche », aux travers duquel il apparaît comme un « bouc émissaire » ou une « sorcière », alors que des centaines de personnes ont pris part à l'élaboration et à l'application des décisions de 1985 (non-importation de sang chauffé), dont

il veut bien reconnaître qu'elles pourraient avoir été erronées.

Il reproche à ces personnes, tant politiques que médicales et scientifiques, de fuir aujourd'hui leurs responsabilités, alors qu'à l'époque des faits on commettait encore beaucoup d'erreurs sur la transmission du virus HIV et sur les conséquences de la séropositivité. Il parle à ce propos de « lâcheté collective ». Au total, il constate qu'aucun des arguments développés par la défense au cours des sept semaines du procès n'a été retenu. Dans ces conditions, il s'interroge sur le point de savoir s'il est bien opportun de faire appel du jugement de vendredi dernier : « Je continuerai de me battre, mais je ne sais pas comment ». Alléluia, il dit : « Je ne paierai pas pour la lâcheté des autres ».

Ferme, le ton devient véhément quand il s'agit d'évoquer le rôle de la presse dans l'affaire. Il reproche au journaliste qui lui demande des précisions sur ses participations financières aux États-Unis de faire de la désinformation par amalgame d'une situation dramatique établie en 1985 avec des opérations économiques ne débutant pas avant 1989. Il reste cependant évasif sur ses activités depuis qu'il a rejoint les États-Unis : « J'avais besoin de vivre et de travailler normalement. J'ai fait ce que je sais faire, consultant. Le reste ressort de ma vie privée ». C'est un domaine qu'il esquive complètement. Il précise simplement que sa femme et sa fille adoptive vont rester à Boston et qu'il a passé les cinq derniers jours « à régler des problèmes per-

sonnels ». Son absence de Paris au moment du jugement ? Il l'explique pour des raisons de santé et par l'espoir d'une décision le débarrassant de la responsabilité de l'affaire. Maintenant, il a vu avoir « peur de la prison », mais ne voit pas de ses sentiments pour qu'on ne lui oppose pas la douleur des malades. Il a encore le temps de s'indigner des conditions dans lesquelles il a été rayé de l'Ordre des médecins. Et il demande aux journalistes d'avoir le courage de reprendre les faits, c'est-à-dire, selon lui, de dire que les hémophiles avaient été contaminés avant 1985 et que cette contamination n'est pas le fait d'un homme mais de la méconnaissance générale d'un risque à un moment donné. Il n'a jamais rien présumé d'autre depuis le début de l'affaire. Il n'en démontre pas.

L'heure de l'embarquement approche. Trois policiers l'escortent dans l'escalier mécanique qui conduit aux salles d'embarquement de l'aéroport. Un journaliste américain tente de lui arracher quelques mots en anglais. Une dernière bousculade. « On a fait une photo. Qui c'est ? » demande une passagère, qui, attirée par les caméras de télévision, pense avoir immortalisé une célébrité. Les oom et qualité de Michel Garretta lui tirent une grimace. Elle n'a pas entendu parler du « French Doctor ». Elle craint d'avoir gâché de la pellicule.

ALAIN GIRAUDO

En attendant le « French Doctor »

BOSTON

de notre envoyé spécial

« Il va s'en aller ? » En tournant dans Prescott Street, cette habitation de Brookline entre sa voiture devant un groupe de journalistes en faction. L'émotion s'empare du « French Doctor ». Michel Garretta, un voisin qu'il trouve désormais bien gênant. Elle semble contents d'apprendre le départ imminent de l'homme désigné par la presse locale comme responsable de la contamination, par le virus du sida, de 1 250 hémophiles français. « C'était tranquille ici, avant qu'on découvre ce qu'il a fait ».

Depuis l'annonce du jugement condamnant l'ancien directeur du Centre national de transfusion sanguine à quatre ans de prison, la question du quartier n'est plus ce qu'elle doit être. Les émeutes qui faisaient sur les pelouses n'ont laissé rien paraître, mais les grosses limousines ont quelque difficulté à manœuvrer dans la rue qui borde la retraite de Michel Garretta. Journalistes, photographes et caméramans encombrant le passage devant le numéro 23, un cosu manoir de

brique rouge. La place forte tient plutôt de la villégiature. Derrière la façade partiellement recouverte de vigne vierge, on devine entre les feuilles écarlates des érables la surface verte d'un court de tennis.

Est-ce le ténacité d'un condamné en fuite ou la cache de la victime d'une cabale judiciaire ? Les avis sont partagés au sein de la chasse à l'homme médiatique. Les correspondants locaux qui ont été momentanément détournés de la campagne électorale américaine ont une culture toute neuve de l'affaire, guidée dans les dépêches d'agence. Les envoyés spéciaux des médias parisiens comparant leurs connaissances juridiques et statistiques de la contamination posttransfusionnelle par le virus du sida. Les reporters américains essaient de comprendre la différence entre un délit et un crime, entre une chambre correctionnelle et une cour d'assises.

Voilà tous les assaillants, une trentaine de personnes, les uns jouant sous le poids des Nagas, les autres bardés d'objectifs, à s'échanger des téléphones cellulaires ou des horaires d'envion.

On parle pour passer le temps. On s'ennuie au fur et à mesure que les dead-lines approchent. La correspondante de France-Soir, qui a publié le numéro de téléphone de Michel Garretta, est prise à partie : « Ça déshonore les journalistes, qui n'avaient pas besoin de ça ». On parle de « lyrisme médiatique ». On déplore l'absence d'une déontologie professionnelle « écrite ». On remarque que les Américains ont aussi de nouvelles manières : « Dimanche, un reporter d'un journal local avait apporté tout un attirail électronique pour intercepter les appels téléphoniques. C'est comme cela qu'il a intercepté une conversation de l'avocat de Garretta avec un journaliste à Paris. Comme l'Américain ne comprenait pas, il a demandé à un Français de traduire. Ça a fait le tour des rédactions. Depuis, à l'intérieur, ils sont complètement paranoïa. Ils croient qu'ils sont sur table d'écoute, mais le type au scanner n'est pas resté ».

A. G.

Une deuxième association de familles de victimes de Barbotan saisit le juge des référés

AUCH

de notre correspondant

L'association « Coordination des familles de Barbotan-Thermes » a demandé, mardi 27 octobre, au juge des référés d'Auch, une provision pour les familles de victimes du drame de juin 1991. Un incendie au sein de l'établissement de cure de la ville gâtée par la chaîne thermale du Soleil avait causé la mort par asphyxie de vingt personnes. Cette saisie intègre à la fois les inquiétudes des familles des décédés et ceux des personnes souffrant aujourd'hui de séquelles graves provoquées par l'inhalation des fumées toxiques.

Déjà, en juin 1992, le juge des référés d'Auch, M. Jean-Pierre Belmas, saisi par un autre groupement de familles, avait ordonné que des provisions sur indemnités soient versées par la chaîne thermale aux familles des victimes. Mais la chaîne du Soleil avait fait appel, les parties concernées attendant toujours la décision définitive. La question porte sur le fait de savoir si la compagnie est responsable de la sécurité des personnes qu'elle accueille, et s'il appartient, en conséquence, à la chaîne thermale du Soleil de procéder aux indemnités. Celle-ci se défend en rejetant la responsabilité du drame sur le sous-traitant chargé des travaux d'entretien qui avaient lieu ce jour-là.

DANIEL HOURQUEBIE

La publicité pour le tabac dans les rallyes automobiles

La société Citroën condamnée par la cour d'appel de Rennes

RENNES

de notre correspondant

Si la société Citroën n'a nettement emporté la victoire dans le Rallye Paris-Moscou-Pékin, le Comité national contre le tabagisme (CNCT) a dû se contenter, mardi 27 octobre, d'une victoire de principe devant la première chambre civile de la cour d'appel de Rennes. Statuant en référé, le tribunal de grande instance de Quimper avait interdit, le 18 septembre, aux sociétés Citroën et Mitsubishi, sous astreinte de 1 million de francs par jour à compter du 20 septembre, de faire courir dans le prestigieux rallye un équipage recouvert des logos et emblèmes de marques de cigarettes. La cour d'appel de Rennes a admis le trouble manifestement illicite, dans la mesure où des images de voitures couvertes de messages publicitaires avaient été diffusées, notamment à

la télévision ; mais la victoire du CNCT est restée une victoire de principe : à la suite de problèmes procéduraux, l'astreinte, que le CNCT souhaitait voir doublée, a disparu.

Le prochain épisode de la croisade contre le tabagisme et la publicité déguisée lancée par le CNCT aura à nouveau lieu devant la cour d'appel de Rennes, lors de l'examen de l'appel d'une ordonnance de référé rendue le 22 octobre par le tribunal de grande instance de Quimper. Cette ordonnance imposait aux sociétés Williams et Renault de produire avant le 25 octobre, sous astreinte de 100 000 F par jour de retard, le texte de la convention de parrainage qui lie à une marque de cigarettes (le Monde du 25-26 octobre).

Ch. T.

BENNETON

Graveur-Héraldiste

Papier à lettre - Cartes de visite - Faire-part de mariage - Chevaillères gravées

75, bd Malakherbes - Paris 8 - tél. : (1) 43.87.57.39

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Opposés à la prise de brevets sur le génome humain

Les chercheurs français en génétique moléculaire offrent leurs découvertes à la communauté scientifique internationale

Le docteur Charles Auffray, directeur de recherche au CNRS et directeur scientifique du Génomique, devait, lors d'une séance solennelle organisée le mercredi 28 octobre au siège de l'UNESCO à Paris, présenter les derniers résultats français obtenus en matière de décryptage du génome humain, et annoncer la décision prise par

les spécialistes français de génétique moléculaire de mettre l'ensemble de leurs découvertes à la libre disposition de la communauté scientifique internationale. L'objectif déclaré est de s'opposer à des initiatives américaines visant à breveter certaines portions du patrimoine héréditaire de l'espèce humaine.

Mis en œuvre à la fin des années 80, le programme «Génomique humaine» constitue l'une des plus remarquables aventures scientifiques de cette fin de siècle, l'équivalent pour la science du vivant de la conquête spatiale et de la maîtrise de l'énergie nucléaire réunies. Il s'agit d'établir la cartographie du substrat de la mémoire et de la spécificité de l'espèce humaine, voire, au-delà, de l'ensemble du vivant. Il s'agit aussi de disposer d'un ensemble de données permettant de comprendre l'intimité moléculaire des mécanismes physiopathologiques de l'ensemble des maladies humaines, pour tout ou partie, leur origine dans une «défaillance», une anomalie du patrimoine héréditaire.

Fort d'un financement et d'une structure de recherche hors du commun, (grâce aux opérations Télithon d'incitation à la charité publique), un groupe de chercheurs français est en train d'accumuler une prodigieuse série de résultats unanimement salués par la presse et la communauté scientifique internationale. Il y a quelques semaines (le Monde du 19 septem-

bre), une équipe dirigée par le professeur Daniel Cohen (Centre d'étude et de polymorphisme humain, Génomique) annonçait dans les colonnes de la revue américaine *Cell* qu'elle était en mesure de fournir une première «fragmentation» de l'ensemble du génome humain dès les premiers mois de 1993, alors que ce résultat était pas attendu avant la fin du siècle. Toujours sous la direction du professeur Cohen, une équipe publiait ensuite dans la revue britannique *Nature* la première carte complète du chromosome 21 (le Monde du 3 octobre).

Libre diffusion

Judith 29 octobre, une équipe dirigée par le docteur Jean Weissenbach, publie, toujours dans les colonnes de la prestigieuse revue *Nature* (1), des résultats permettant l'identification de près d'un million de «balises» ou «microsatellites» génétiques, naturellement répartis sur l'ensemble du patrimoine héréditaire de l'espèce humaine, d'avancer beaucoup

plus vite que prévu dans la quête aux gènes directement responsables, des affections d'origine génétique (on en recense près de trois mille). Il s'agit aussi, explique en substance le docteur Weissenbach, d'un corpus de résultats permettant d'avancer rapidement dans l'établissement de la carte génétique humaine en déterminant notamment ce qui, dans le patrimoine d'un individu, provient du génome de son père et de ce qui provient de celui de sa mère, mais aussi de ce qui est issu, respectivement, de tel ou tel de ses grands-parents.

Dans ce contexte favorable à la recherche française (le Monde du 18-19 octobre), la «séance solennelle» organisée au siège de l'UNESCO en présence du directeur général de cette organisation marque une étape importante du conflit qui oppose les tenants de la brevetabilité du patrimoine héréditaire, en particulier les Américains, à ceux qui refusent qu'il soit en lui-même source de profit. En mettant à la disposition de l'ensemble de la communauté scientifique internationale l'impressionnante somme des résultats obtenus et à venir, mais aussi en autorisant de la sorte leur «libre diffusion», la démarche du docteur Auffray et de ses collègues du Génomique est conforme à la politique recommandée par l'UNESCO et par l'Académie française des sciences, politique soutenue par M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de l'espace.

«Les travaux de recherche dans ce domaine se poursuivent essentiellement aux États-Unis, au Japon, en France, dans d'autres pays d'Europe occidentale et en Russie», explique-t-on à l'UNESCO. Comme ils sont très coûteux et que les profits potentiels sont loin d'être négligeables, il y a eu une tendance à protéger les résultats, voire des tentatives d'appropriation par des dépôts de brevets. L'UNESCO a donc encouragé les chercheurs à publier leurs résultats, à partager leurs connaissances et à ne pas tenter de monopoliser le développement de ces applications. La démarche entreprise auprès de l'Académie des sciences et de l'UNESCO vise à contrecarrer la situation désastreuse qui s'est ainsi établie.

JEAN-YVES NAU

AUTOMOBILE

Toyota tous azimuts

La firme japonaise Toyota, qui a connu en 1991 une année financière difficile (-45 % de profits), n'a pas pour autant moins le renouvellement de ses gammes destinées en priorité à l'exportation. Après la mise en place de ses modèles Corolla - dont les premières versions apparurent sur le marché national dès 1988 sous la forme d'une berline à deux portes - elle a entrepris diverses évolutions au cours des exercices qui suivront - elle lance aujourd'hui en Europe le Carina E.

Si la Corolla apparaît comme une voiture «populaire» fabriquée déjà à quelque 10 millions d'exemplaires et vendus en France entre 79 000 F et 104 000 F, le Carina E est un véhicule «milieu de gamme» très proche des modèles que les constructeurs européens diffusent actuellement. A ce titre, elle mérite une attention particulière, d'autant plus que le modèle sera fabriqué en Grande-Bretagne, dans le pays de Galles, où sont implantées deux unités de production. A Deside seront produits les moteurs, à Burnaston seront fabriquées et montées les voitures. L'origine européenne de l'implantation des usines permet à la marque d'échapper au contingentement encore imposé sur les marchés du Vieux Continent (les fameux transplants), on trouvera un intérêt supplémentaire à regarder de plus près la nouvelle version, qui sera livrée en version essence avec deux moteurs à double arbre à cames

en tête de 1 587 cm³ et 1 998 cm³ et avec un groupe diesel de 1998 cm³, tous en quatre cylindres en ligne. Style «bio-design», CX de 0,29, lignes arrondies relevées, aspects intérieurs généraux, console de bord tournée vers le conducteur et levier de vitesses rapprochés : rien ne manque à cette nouvelle voiture pour se lancer à l'assaut des marchés européens spécialisés du type et les mieux placés sur le marché.

A la route, il y a peu de reproches à faire également. Les suspensions à roues indépendantes sont à l'avant qu'à l'arrière, avec amortisseurs télescopiques et barre stabilisatrice avant et double bras derrière, donnent à l'ensemble une stabilité rassurante qui permet quelque incartade de conduite. Des freins efficaces, une boîte à enclenchement et étagement sans défaut facilitent les longs parcours.

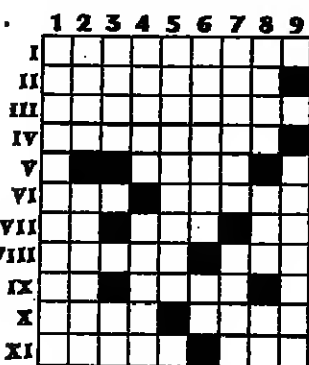
En attendant l'arrivée des Carina E en provenance de Grande-Bretagne, indiquons que les diverses versions de la gamme sont déjà disponibles en France. Ces voitures viennent tout simplement... du Japon, dans le cadre des quotas fixés aux constructeurs nippons.

C. L.

► Prix : du 97 160 F à 133 620 F (boîte automatique). Une version GTI est vendue 158 400 F (avec ABS). Le diesel vaut 110 290 F. Seule option : la peinture métallisée. Pas de climatisation disponible et pas de suralimentation sur le diesel.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5899



HORIZONTALEMENT
1. Un homme qui était souvent sur les dents. - II. Mouvements

effaier. - III. Dan gonn qui révant. - IV. Faim grâce. - V. Œuvre de vers. - VI. Station étrangère. Pos du tout chargé. - VII. Note. «Espèce» du Canada. En France. - VIII. Persécuté le prophète Elie. La quatrième calife. - IX. Un drame. Grande ouverte quand on dévore. - X. Un petit groupe. Le dernier des pieds. - XI. Flet de pêche. Pas aléatoire.

VERTICALEMENT
1. Qui risquent de nous renverser. - 2. Pas atteint. Mange comme un oiseau. - 3. Siège de procès. Dans le vent. - 4. Endroits où l'on envoie peure. Trait de lumière. - 5. N'est pas toujours comestible. - 6. Pes du tout favorable. Vieille ville. - 7. N'est pas

gratuite au restaurant. Est à côté de l'Atlas. - 8. Qui devrait être remplacée. A une tête très parfumée. Lettre. - 9. Descendre dans la fosse.

Solution du problème n° 5898

HORIZONTALEMENT
1. Affronts. - II. Relations. - III. Trame. - IV. Impératif. - V. Les Riva. - VI. Seigne. - VII. Es. Noël. - VIII. Rai. Nana. - IX. Murs. - X. Et. No. Dot. - XI. Epée. Ne i.

VERTICALEMENT
1. Artillerie. - 2. Fenne. Salle. - 3. Flap. II. - 4. Rame. En. Un. - 5. Ot. lo. Soc. - 6. Ni. Argent. - 7. Torillard. - 8. Sn. Ite. Néon. - 9. Sofa. Basta i.

GUY BROUTY

CARNET DU Monde

Naissances

Edmond BAKALOGLOU et M^{me} née FABIENNE HUNT, Geyant et Salont.

ont heureux de faire part de la naissance de leur fille et petite sœur, Sarah-Mélodie,

le 25 octobre 1992, à Paris.

Décès

Josiane Bensidon, son épouse, Colette, Claude et Edie Bensidon, ses enfants, Jeanne et Mathias Bensidon, ses petits-enfants, Ses frères et sœurs, Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

André BENSIDON,

censeur honoraire,

survenu à Paris le 26 octobre 1992.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi 28 octobre, à 11 h 30, au cimetière parisien de Pantin.

1, rue Lucien-Piron, 93110 Rosny-sous-Bois.

M^{me} Jean Bernard, née Geneviève Ay, Pierre et Florence Bernard, Samuel, Sébastien, Benjamin, François et Annie Bernard, Mathieu, Thomas, Julien, Jacques et Marie-Thérèse Bernard, Perrine, Charles, Laure, Michèle et Bruno Astier, Jean-Baptiste, Arnault, Marie-Véronique, Paul-Henri, Clément, Jean-Paul et Claude Bernard, Emmanuel, Guillaume, Justin, Claire, Philippe et Chris Bernard, Henry, Jules, Cosme, son épouse, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

médical général inspecteur Jean BERNARD (c.r.), professeur au Val-de-Grâce, commandeur de la Légion d'honneur,

survenu le 26 octobre 1992, dans sa soixante-quatrième année, à Toulon.

La cérémonie religieuse aura lieu le 30 octobre, à 8 h 30, en la chapelle du Val-de-Grâce, Paris-5.

L'inhumation aura lieu le même jour au cimetière de Saint-Patrick-Racan (Indre-et-Loire), à 15 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

11-13, passage de la Main-d'Or, 75011 Paris.

M^{me} Christian Grenade, Et M^{me} François Grenade, ses fils, Et M^{me} Annie Grenade, Et M^{me} Sylvie Grenade, ses belles-filles, Pierre-Arnaud, Pierre-Noël, Thierry, Thibault, Bénédicte, ses petits-enfants, Et M^{me} Pierre Bonneau et leur famille, M^{me} Suzanne Baudrand, née Bonneau, ses frères et sœurs, ont la grande tristesse d'annoncer le décès de

M^{me} Danielle BONNEAU, professeur honoraire à l'Université, survenu le 26 octobre 1992, à l'âge de quatre-vingt ans.

Les obsèques religieuses auront lieu le vendredi 30 octobre, à 14 h 30, en l'église de Touches, à Meurville (Seine-et-Loire).

«E sava e intornu a lui la sera annosa. Tutte pareva ringiovanir le spoglie... La e l'age il giglio, e qui spoglia le rose. Qui sorge un fonte tri un rasoil et solera...»

Le Tasse, cité dans Dix ans au pays du message d'émancipation.

Le 21 octobre 1992, à Zagreb, s'est éteint dans sa quatre-vingt-quatrième année

Ante CILIGA,

l'homme qui, parmi les très rares, se porta témérairement dans la voie de la dénonciation des grandes impostures de siècle. Homme de la quête lucide et passionnée, le penseur serein et désabusé des jours nouveaux.

Il reste une œuvre que sa famille et ses amis s'attachent à mettre au jour.

(Le Monde du 28 octobre)

— Plombier, Saint-Benoit, Ombrière, Strasbourg, Anancy.

Le docteur René Colobert, son épouse, Anna, Sophie, Françoise et Laurent, ses enfants, Le docteur Jean-François Leclair, son frère, ont la douleur de faire part du décès de

Eveline COLOBERT-LECLAIR, médecin de santé publique en retraite, survenu le 16 octobre 1992, à l'âge de soixante-sept ans.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

22610 Plombien.

— Les familles Costancho, Barbotin, Hart, parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Albert COATANROCH,

survenu à Nice, le 26 octobre 1992, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

— La Direction des Musées de France, Les conservateurs des Musées nationaux, ses collègues, ont la tristesse de faire part du décès de

Patrick DUPONT, conservateur du château-musée national de Pau, conservateur du patrimoine,

survenu le 25 octobre 1992.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

Patrick Dupont est né le 22 septembre 1925. Reçu au concours de conservateur en 1950, il est nommé adjoint au conservateur en chef du Musée des beaux-arts de Nantes en 1957. Un an plus tard, il devient conservateur du château-musée national de Pau, où il met en œuvre un programme de rénovation du bâtiment et entame une politique d'acquisition : «L'art IV^e siècle par son processus», «Les familles de gouverneur sous l'Ancien Régime», etc. En outre, contribuant à l'enrichissement de fonds anciens de la bibliothèque et du cabinet de dessin et de gravure.

— Marie-Christine et Marceline El Ghoulabouri-Pavani, Marie-José et Jean-Jacques Leconte, Marcel et Irène Tardie-Lapeyre, ses enfants, Bertrand et Stéphanie Joliet, Sébastien Tardie-Lapeyre, Emile Leconte, Bruno Joliet, Et Sophie Morin, ses petits-enfants, ont l'immeuble tristesse de faire part du décès de

M^{me} Andrée LAPEYRÈRE,

survenu le 22 octobre 1992, dans sa quatre-vingt-dixième année.

«Les Moulins», 32120 Mauvezin.

— Excusez (Haut-Savoie), La Varenne (Val-de-Marne).

Les familles Mercier, Pantoux, Allégro, Mardier, parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve Roger MERCIER, née Andrée Desmoulin,

survenu à Excusez, à l'âge de soixante-neuf ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 29 octobre 1992, en l'église d'Excusez, où l'on se réunira à 15 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Betty Merinfeld Crevier, Et les familles Albert, Chacourtski, Kahn, Miras, Silverman, ont la douleur de faire part du décès de

Yvonne MERINFELD,

survenu le 21 octobre 1992, et rappelant la mémoire de son époux,

M^{me} MERINFELD.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

3, rue Henri-de-la-Pommeraye, 76000 Rouen.

— Jacqueline Merle, ses frères, Les familles Cuvillier et Merle, ses proches, Et tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Claude PANNETIER,

survenu à Paris le 12 octobre 1992, à l'âge de quarante-quatre ans, après une longue et cruelle maladie.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu le 16 octobre, dans l'intimité, à Ferrières-Saint-Mary (Cantal).

Une messe à son souvenir sera célébrée le mercredi 4 novembre, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame d'Auteuil, Paris-16.

3, rue Saint-Simon, 75007 Paris.

11, rue du Cardinal-Mercier, 75009 Paris.

— Le président, Et le personnel du groupe Aérospatiale, ont le regret de faire part du décès de

Claude PANNETIER, directeur délégué auprès du directeur administratif et financier,

survenu le 12 octobre 1992.

37, boulevard de Montmorency, 75016 Paris.

— Le conseil d'administration, Et le personnel de la société Sodacop, ont le regret de faire part du décès de

Claude PANNETIER, président et fondateur de leur société,

survenu le 12 octobre 1992.

37, boulevard de Montmorency, 75016 Paris.

— Le conseil d'administration, Et le personnel de la société Sodacop, ont le regret de faire part du décès de

Claude PANNETIER, administrateur de la société,

survenu le 12 octobre 1992.

5, rue Pedro-Meylan, 1211 Genève 17 Malaisie.

— L'équipe des financements commerciaux de la société Aérospatiale, n'a la tristesse de faire part du décès de son directeur et ami,

Claude PANNETIER,

survenu le 12 octobre 1992.

— Paris. Tuguesse. Kronberg.

M. et M^{me} Christian Rabut, Le docteur et M^{me} Herman Elmering et leurs enfants, M. et M^{me} Patrick Rabut et leurs enfants, Marianne, Edouard et Adrien Berzand, M. Paul Olier, son grand-père, Les familles Olier et Manvage, Ses tantes, oncles, cousines et cousins, ont la douleur de faire part du décès de

Xavier RABUT,

dans sa vingt-deuxième année, le 23 octobre 1992, à Munich.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 30 octobre, à 10 h 30, en l'abbaye bénédictine d'Etal, ex Navire.

M. et M^{me} Christian Valensi, M^{me} Claude Bonin, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Henri-Olivier Valensi et leurs enfants, M^{me} Odile Valensi, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Lise Dechoux, Sa famille et ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Cécile VALENSI,

chevalier de l'Ordre national du Mérite, survenu le 23 octobre 1992.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 27 octobre.

47, boulevard de Beaupour, 75016 Paris.

61, avenue Félix-Faure, 75015 Paris.

5, rue Chénier, 75016 Paris.

30, rue Médus, 75015 Paris.

— M^{me} Daniel Volle, son épouse, M^{me} Jeanne Favre, M. et M^{me} Serge-Alban Fischodda, ses enfants, M. Christophe Favre, M. et M^{me} Alban Fischodda, M^{me} Caroline Servier, ses petits-enfants, Franck Fischodda, Et Tristan Servier, ses arrière-petits-enfants, M. et M^{me} Marc Bouras et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Daniel VOLLE,

survenu le dimanche 25 octobre 1992, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 29 octobre, à 10 h 30, en l'église Saint-Germain du Vitry-sur-Seine, où l'on se réunira.

Chemin des Saucos, 06510 Gathieres.

Remerciements

— Delphine Porquet remercie vivement tous ceux qui lui témoignent toute leur sympathie lors du décès de

M. Charles MINASSIAN.

Anniversaires

— Pour le cinquantième anniversaire de la mort de

Vassio DEVETZI,

une messe à sa mémoire sera célébrée le dimanche 1^{er} novembre, à 17 heures, en la Cathédrale orthodoxe grecque, 7, rue Georges-Bizet, Paris-16.

Communications diverses

— Chrétiens et juifs de France (AJCF), le jeudi 5 novembre 1992, à 20 h 30, crypte Saint-Honoré d'Eylau, 66 bis, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16 : «La politique et l'éthique», par Roger Fauriol, ancien ministre, et David Keeler.

— Le jeudi 29 novembre 1992, à 20 h 30, au CBL, 10, rue Saint-Clément, Paris-3, tél. : 42-71-68-19 : «Les sons juifs sont-ils tous juifs ?», avec M. Mayer-Crimieux, généticien.

Soutenances de thèses

— Université de médecine de Bordeaux. M^{me} Pascale Villanueva soutiendra, le jeudi 29 octobre 1992, à 18 heures (hôpital Haut-Lévêque), sa thèse pour l'obtention du doctorat d'Etat en médecine, sur le sujet : «Traitement de la crise d'asthme sévère».

Alarmes

Attitudes de l'Euro

Le Monde EDUCATION • CAMPUS

Alarmes sur la formation des enseignants

L'inspection générale évalue la mise en place des Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM). Examen, critiques et recommandations

RONIE du sort : alors que les sénateurs devaient rendre public, mercredi 28 octobre, un rapport assez rude sur les Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM), dans lequel ils tempèrent contre « la dissimulation presque totale » du bilan de l'expérience conduite à Lille, Grenoble et Reims en 1990, l'inspection générale de l'éducation nationale mettait la dernière main à l'évaluation minutieuse de ladite expérimentation, puis de sa généralisation à la rentrée 1991 (1).

Dans un rapport non publié, portant sur l'étude approfondie d'une dizaine d'IUFM, MM. Dominique Borne, inspecteur général, adjoint de l'inspection générale de l'éducation nationale, et Guy Laurent, inspecteur général adjoint de l'administration de l'éducation nationale, dressent ainsi un bilan sans concession des erreurs psychologiques et structurelles qui ont entraîné la mise en place des nouveaux instituts.

Les rapporteurs stigmatisent d'abord la façon avec laquelle le nouveau dispositif de formation a été imposé. C'est dans cette précipitation — « un pilotage mal coordonné et insuffisamment cohérent », écrivent à l'unisson les sénateurs — que résident selon eux les incompréhensions, les crispations et les refus du nouveau système. Première erreur, le passage à l'acte d'un fait sans que les enseignants qui participent à l'élaboration de la formation des maîtres (les professeurs d'écoles normales antérieures) aient véritablement « eu le sentiment que la valeur de leur travail passe réellement prise en compte ». De la même façon, les universitaires, « sans doute parce qu'ils étaient méfiants », ont été impliqués.

Il s'est aussi accumulé de manifestes erreurs d'appréciation : incertitude d'un état précis des ressources humaines par exemple, du potentiel de formateurs et des moyens qui allaient être dévolus aux vingt-neuf instituts. Une réflexion préalable sur les coûts, relève le rapport Borne, aurait par exemple pu mettre en évidence l'adéquation des frais de dépla-

cement liés à la multiplicité des lieux de formation dans une académie, et il n'est pas sûr, souligne ainsi le rapport, que l'on ait justement mesuré, localement et nationalement, les moyens nécessaires pour faire plus et mieux.

Bricolage pédagogique

Cependant, notent les rapporteurs, « la démarche pragmatique adoptée n'a eu d'évidents mérites », permettant, en coup par coup, l'ajustement des orientations nationales et la correction d'une mise en œuvre des objectifs « trop mécaniques », notamment en ce qui concerne les formations communes aux élèves futurs professeurs des écoles et aux futurs professeurs des lycées et collèges. Certes, cette nouveauté bousculait un siècle de tradition enseignante. Mais elle n'est contenue, dans un premier temps, d'aligner copie à copie différents modules « dont il était difficile de percevoir la cohérence ».

En tant qu'avec soin les « caricatures », les rumeurs et les « pseudo-scandales » montés sur d'hypothétiques séances de confection de la pâte à crêpe on de danses bulgares, MM. Borne et Laurent démontrent comment le projet IUFM, chargé de « professionnaliser » la formation des futurs enseignants, s'est inscrit à tort, par défaut d'explication, dans une logique d'oppression entre les enseignants dispensés à l'université (les disciplines) et ceux dispensés en IUFM (les formations générales, professionnelles et communes).

A tort, expliquent-ils ; ainsi, les trois pôles autour desquels la formation des maîtres doit désormais s'organiser — l'acquisition des savoirs disciplinaires, l'étude de la gestion des apprentissages et la connaissance du système éducatif — ont été considérés, dans l'opinion commune d'égal importance quantitative, et donc comme une source d'affaiblissement des disciplines au profit de la formation professionnelle (stages en observation la première année, en particulier), ce qui satisfait les étudiants eux-mêmes : le taux d'absentéisme aurait atteint 50... à 90 % selon les modules pro-



posés. Deux raisons à cela. La place des concours de recrutement, situés à la fin de la première année (une nouveauté pour le premier degré), a conduit à rejeter en deuxième année les modules de formation commune. Mais l'inspection générale évoque aussi l'« inadéquation » de certains formateurs ou de quelques « gourous de la pédagogie ». L'erreur aurait donc consisté en une vision trop dichotomique de la formation, « qui a l'inconvenant majeur de laisser croire qu'il peut y avoir des méthodes sans contenu et, inversement, que les contenus scientifiques pourraient exister en dehors de leur cadre disciplinaire ». Et les experts de noter : « Face à la dignité établie du savoir académique, dispensé par les universitaires des différentes disciplines, l'IUFM apparaît trop souvent comme spécialisé dans le bricolage pédagogique ».

Par ailleurs, note le rapport Borne, « l'objectif de professionnalisation de la formation est vécu, dans les fontaines des universitaires, comme un complot pour dépeupler les séminaires de maîtres, écarté de l'agrégation et donc privant une formation au rabais ». L'importance donnée à la formation professionnelle, en seconde année cette fois-ci (40 à 50 % du temps de formation), ne fait que renforcer cette impression, d'autant que l'on ne s'est pas donné les moyens de faire comprendre aux universitaires l'ambition des IUFM et aux didacticiens la nécessité de greffer leurs pratiques sur les disciplines.

D'où la réticence de certains universitaires, en tête desquels les philosophes, à conseiller à leurs étudiants l'inscription en IUFM (30 % des candidats au CAPES de philo sont inscrits en IUFM, 71 % des candidats en histoire-géographie). Or, estime MM. Borne et Laurent, il convient au plus vite d'établir, discipline par discipline, des liens organiques forts entre l'IUFM et l'université. Partant du principe qu'on ne saurait dissocier la préparation scientifique de la professionnalisation du métier d'enseignant, les experts insistent cependant sur le caractère formateur de la nouvelle épreuve professionnelle intro-

posée. Deux raisons à cela. La place des concours de recrutement, situés à la fin de la première année (une nouveauté pour le premier degré), a conduit à rejeter en deuxième année les modules de formation commune. Mais l'inspection générale évoque aussi l'« inadéquation » de certains formateurs ou de quelques « gourous de la pédagogie ». L'erreur aurait donc consisté en une vision trop dichotomique de la formation, « qui a l'inconvenant majeur de laisser croire qu'il peut y avoir des méthodes sans contenu et, inversement, que les contenus scientifiques pourraient exister en dehors de leur cadre disciplinaire ». Et les experts de noter : « Face à la dignité établie du savoir académique, dispensé par les universitaires des différentes disciplines, l'IUFM apparaît trop souvent comme spécialisé dans le bricolage pédagogique ».

Par ailleurs, note le rapport Borne, « l'objectif de professionnalisation de la formation est vécu, dans les fontaines des universitaires, comme un complot pour dépeupler les séminaires de maîtres, écarté de l'agrégation et donc privant une formation au rabais ». L'importance donnée à la formation professionnelle, en seconde année cette fois-ci (40 à 50 % du temps de formation), ne fait que renforcer cette impression, d'autant que l'on ne s'est pas donné les moyens de faire comprendre aux universitaires l'ambition des IUFM et aux didacticiens la nécessité de greffer leurs pratiques sur les disciplines.

D'où la réticence de certains universitaires, en tête desquels les philosophes, à conseiller à leurs étudiants l'inscription en IUFM (30 % des candidats au CAPES de philo sont inscrits en IUFM, 71 % des candidats en histoire-géographie). Or, estime MM. Borne et Laurent, il convient au plus vite d'établir, discipline par discipline, des liens organiques forts entre l'IUFM et l'université. Partant du principe qu'on ne saurait dissocier la préparation scientifique de la professionnalisation du métier d'enseignant, les experts insistent cependant sur le caractère formateur de la nouvelle épreuve professionnelle intro-

duite en 1992 dans les concours de recrutement, et qui est « enracinée dans la discipline ». Ils demandent néanmoins, à l'avenir, davantage personnalisés, qu'ils permettent, par exemple, aux élèves de deuxième année, de diffuser leurs stages professionnels pour préparer l'agrégation.

Autre sujet de préoccupation : le vivier des licenciés. Certes, globalement, leur nombre a fortement augmenté ces dernières années. Mais les inquiétudes sont vives en ce qui concerne les futurs professeurs d'école. Près de la moitié des candidats au concours du premier degré sont en effet titulaires d'une licence de sociologie, psychologie, sciences de l'éducation, etc. Un constat alarmant, d'autant plus qu'une réelle formation à la polyvalence disciplinaire est généralement absente des plans de formation. « Parfois elle est confiée à des spécialistes de sciences de l'éducation, comme pour mieux s'en débarrasser », notent MM. Dominique Borne et Guy Laurent.

Le technique à l'écart

La situation est jugée plus préoccupante encore pour la préparation des futurs professeurs de lycée professionnel (556 candidats pour près de 20 000 préparations au CAPES), où les candidatures échouent dangereusement. Là où, précisément, la spécificité des élèves de lycée professionnel avait conduit les professeurs des six anciennes écoles normales d'apprentissage (ENNA) à envisager des modes originaux de formation des futurs enseignants. Or, indique le rapport Borne, « le secteur technique et professionnel est demeuré un monde à part (...) ne faisant pas réellement partie des préoccupations de beaucoup d'IUFM ».

En plusieurs points, enfin, l'inspection générale aborde la question de la régionalisation du recrutement des enseignants. La formation est organisée à l'échelon académique, la nomination dans le primaire reste départementale, les futurs enseignants du secondaire se préparent à un concours national au terme duquel ils peuvent être nommés dans une autre académie. Comment, dans ces conditions, notent les experts, les IUFM peuvent-ils réfléchir à la cohérence d'une formation adaptée aux problèmes spécifiques d'une académie ? « La logique de la nouvelle institution, évaluent-ils, semble conduire à la régionalisation non seulement de la formation, mais aussi du recrutement ». D'autant plus « qu'il serait plus judicieux de former les étudiants sur les lieux où ils seront appelés à exercer ».

JEAN-MICHEL DUMAY

(1) La mission d'information du Sénat, chargée d'examiner les conditions de mise en place et de fonctionnement des IUFM, est présidée par M. Albert Vercien, sénateur (UC) de la Marne. Son rapporteur est M. Adrien Costeyron, sénateur (RPR) de la Haute-Loire.

Le bon cap

Alors que les études de tous bords entraînent leur flot de critiques argumentées sur le nouveau dispositif de formation des maîtres, il n'est, semble-t-il, plus une voix pour réclamer la suppression pure et simple des nouveaux instituts.

Particulièrement virulents au moment de la création des IUFM, l'Académie des sciences, dans un rapport récent, estime aujourd'hui qu'il est nécessaire d'avoir sur le sujet « une étude concrète et constructive » et elle exhorte les universitaires « à investir activement » dans leur fonctionnement. De son côté, la commission sénatoriale présidée par M. Vercien, ne propose pas moins de dix-huit recommandations pour rendre les IUFM « plus attractifs et efficaces », en premier rang desquelles le perfectionnement de leurs bilans de fonctionnement.

Certes, l'Académie des sciences rappelle l'absence de concertation initiale, le « mépris » des candidats de travail, le rôle « très nuisible » de la didactique, les craintes sur la préparation de la maîtrise et de l'agrégation. Mais globalement, estime-t-elle aujourd'hui, « il serait très regrettable que les universitaires rejettent les IUFM comme des corps étrangers alors que leur investissement plus important dans les IUFM les fera avancer dans la bonne direction ».

D'ailleurs, sur le terrain, l'adhésion université-IUFM semble en progrès. Tant au moins en ce qui concerne les présidences d'université. Sur cinquante-quatre conventions susceptibles d'être signées entre les IUFM et les universités, trente-huit ont été effectivement et trente et une le seront d'ici au mois de décembre.

Avec près de 40 % de réussite aux concours du second degré en 1992 pour les candidats inscrits en IUFM (66 % pour les candidats éligibles), contre 30 % pour les candidats inscrits hors IUFM, avec 75 000 étudiants inscrits à la rentrée 1992 (contre 61 000 l'année précédente), les responsables du dossier au ministère de l'éducation nationale et de la culture se sentent encouragés à poursuivre leur ambition : faire des IUFM le lieu de passage obligé de la formation des 150 000 enseignants qu'il faudra recruter d'ici à l'an 2000.

J.-M. Dy

Incertitudes de l'Europe universitaire

Le rapprochement des systèmes d'enseignement supérieur des Douze soulève de délicats problèmes académiques et politiques

L'ANCÉ, à l'automne 1991, avec la publication du mémorandum de la Commission de Bruxelles sur l'enseignement supérieur dans la Communauté européenne (le Monde du 7 novembre 1991), le débat sur l'avenir de l'université en Europe semblait plier depuis un an. En France, en tout cas. Il est vrai que la complexité des enjeux académiques, économiques et politiques pointés par le document de la Commission était de nature à rebattre des universitaires déjà confrontés à de multiples problèmes hexagonaux. Il est également probable que le référendum français sur le traité de Maastricht a mobilisé l'attention sur des interrogations d'une tout autre ampleur et relégué à l'arrière-plan ce qui pouvait apparaître comme une affaire de spécialistes.

L'hypothèque référendaire levée, les responsables universitaires français semblent décidés à mettre les bouchées doubles pour ouvrir plus largement le débat. Début octobre, c'était la commission des relations extérieures de la Conférence des présidents d'université qui réunissait, à Amiens, les responsables des relations internationales des universités. Les 23 et 24 octobre, c'est la direction des affaires générales internationales et de la coopération du ministère de l'éducation nationale qui organisait à Paris un symposium sur « l'enseignement supérieur français et l'Europe ». Enfin, à la fin du mois de novembre, les ministres de l'éducation des Douze doivent se réunir en Grande-Bretagne pour examiner le mémorandum de la Commission.

Mais, contrairement à ce qu'espèrent Bruxelles il y a un an, ce prochain conseil des ministres de l'éducation ne sera pas l'occasion de faire émerger, à partir du texte de la Commission, une « résolu-

tion » européenne en matière d'enseignement supérieur. Comme l'a prudemment expliqué M. E. C. Jones, directeur de la Task Force Ressources humaines, éducation, formation, jeunesse, vendredi 23 octobre à Paris, les ministres devraient engager un « débat préliminaire » à partir duquel la Commission établira, début 1993, « une plate-forme d'action ». Il faudra, en tout état de cause, attendre la fin du processus de ratification du traité de Maastricht pour formuler des propositions précises.

Cette prudence s'explique aisément. Non seulement les résultats des référendums danois et français ont sérieusement réfréné les enthousiasmes, mais le rapprochement des systèmes d'enseignement supérieur des Douze soulève, à l'évidence, de délicats problèmes académiques et politiques, comme l'ont démontré les réunions de ce mois-ci en France.

Que faire d'Erasmus ?

La première interrogation porte sur le rôle même de l'enseignement supérieur. Le mémorandum de la Commission mentionne, certes, la tâche importante des universités dans la sauvegarde et le développement de « l'héritage culturel européen ». Mais l'essentiel de son argumentation repose sur une analyse des besoins économiques à long terme de la Communauté. Or, à l'instar de leurs homologues allemands notamment, les universitaires français ne veulent pas enfermer l'Europe des universités dans cette problématique très économiciste.

Ainsi, un document de synthèse, établi conjointement, à la fin de l'été, par la Conférence des présidents d'université, la Conférence des grandes écoles et la Conférence des directeurs d'écoles et formi-

tions d'ingénieurs, trace clairement les réserves de la communauté universitaire. La question, souligne-t-il, est de savoir « comment mieux adapter les formations aux objectifs économiques de la Communauté européenne, mais sans renoncer aux missions traditionnelles fondamentales de l'université ».

M. Régis Ritz, président de l'université Michel-de-Montaigne (Bordeaux-III) et responsable de la commission des relations extérieures de la Conférence des présidents d'université, devait dire les choses plus brutalement lors du symposium parisien des 23 et 24 octobre : « L'engagement européen des universités sera d'autant plus crédible qu'elles démontreront qu'il existe une Europe de la culture et une Europe sociale à côté de l'Europe des employeurs et de l'argent ». A quoi M. Michel Cusin, ancien président de l'université Lyon-II et représentant français au comité de liaison des recteurs européens auprès de la Commission ajoutait : « Tout le monde est d'accord sur la nécessité de former les étudiants à une culture d'entreprise à dimension internationale, mais il ne faut pas oublier la formation à citoyenneté européenne ».

La deuxième série d'interrogations porte sur les échanges européens d'étudiants et d'enseignants, indispensables pour réaliser un brassage culturel et scientifique en profondeur, mais qui se heurtent à de nombreux obstacles. En premier lieu, la Commission de Bruxelles va devoir décider, dans les prochains mois, de la suite à donner aux grands programmes communautaires — Erasmus et Comett — qui arrivent à échéance en 1994.

GERARD COURTOIS
Lire la suite page 16

3^{ÈME} CYCLE

MASTER EUROPÉEN DES AFFAIRES

- Programme d'échange entre l'EDC Paris-la-Défense, The University of Northumbria de Newcastle et la Hochschule für Wirtschaft und Politik de Hambourg
- Formation bilingue : durée 18 mois

MASTER EUROPÉEN DE COMMERCE

- Management Commercial et Marketing Direct
- Audit Financier et Comptable

L'EDC PARIS-LA DÉFENSE

70, GALERIE DES DAMIERS - LA DÉFENSE 1 - 92400 COURBEVOIE
TEL : (1) 47 73 63 41 - MÉTRO PARIS - LA DÉFENSE ESPERANDE
ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ RECONNU PAR L'ÉTAT

ADMISSION
du 1^{er} au 15 novembre
Pour tout renseignement
et inscription, appelez au
(1) 47 73 63 41

EDUCATION • CAMPUS

L'école après la classe

Depuis une dizaine d'années, les associations proposant des « aides aux devoirs » se multiplient

REPERES

AMÉRIQUE DU NORD. — Le Council, organisation internationale sans but lucratif, propose deux programmes — « Work and Travel » et « Internship » — pour travailler ou effectuer un stage aux États-Unis et au Canada. Destinés aux étudiants majeurs ayant effectué une première année d'études supérieures, ces programmes ont déjà permis à plus de 25 000 Français de partir outre-Atlantique. L'inscription à ces programmes permet d'obtenir les documents administratifs nécessaires à tout emploi ou stage en Amérique du Nord.

► Renseignements au Council, centre Odéon, 1, place de l'Odéon, 75006 Paris. Téléphone : 46-34-16-10.

CHEQUE LIRE JEUNESSE. — A l'occasion de la Fête de la Lire, la direction du livre et de la lecture a lancé l'opération « Offrez des livres aux enfants ». Un chèque « lire jeunesse » a été créé. D'une valeur de 20,50 francs à 100 francs, il a pour objectif d'inciter les adultes, notamment les parents, à offrir des livres aux enfants, et d'amener les jeunes à pénétrer dans les librairies pour y choisir eux-mêmes leurs lectures. Les chèques « lire enfants » s'échangent dans les librairies du réseau national. La liste peut être consultée sur le Minutal 3616, code DJO 1.

LANGUES RÉGIONALES. — Les langues mélanésiennes (jika, drah, mangone et paik) seront désormais acceptées dans le cadre des épreuves obligatoires ou facultatives de langues au baccalauréat, selon un décret paru vendredi 23 octobre au Journal officiel. Les langues ou dialectes locaux déjà acceptés sont le basque, le breton, le catalan, le corse, le gallo, l'occitan, le tahitien et les dialectes alsacien et mosellan. Par ailleurs, il existe déjà des CAPES de corse, d'occitan, de breton et de basque.

POLOGNE. — Quatre grandes écoles d'ingénieurs françaises viennent de créer un master de génie industriel et de management de l'innovation à l'école polytechnique de Wrocław. Lancée pour faire face à la pénurie de cadres gestionnaires dans les entreprises polonaises, l'initiative, parrainée par la Fondation Franco-Pologne, associe les écoles centrales de Lyon et de Paris, les Mines de Nancy et de Saint-Etienne et l'université de Barcelonne. Trente-huit ingénieurs (jeunes diplômés, professeurs et cadres d'industrie) ont été sélectionnés pour suivre un stage de français d'un an avant de commencer leur formation. Les cours seront assurés par les écoles françaises pendant deux ans avant que l'école de management ne soit totalement prise en charge par l'école polytechnique.

LES mille et une initiatives locales d'entraide ou de « soutien » scolaire qui se développent, dans une indifférence quasi totale depuis une dizaine d'années, semblent susciter, enfin, l'intérêt des responsables de l'éducation nationale. Dans l'intention ou moins, la démarche de M. Jack Lang, qui a présenté dans une maison de quartier de la Goutte-d'Or à Paris, mercredi 7 octobre, la première « Charte de l'accompagnement scolaire » est indéniable. Accompagné de M. Dominique Bredin, ministre de la jeunesse et des sports, et de M. Kofi Yamgnane et François Loncle, en charge respectivement de l'intégration et de la ville, le ministre de l'éducation nationale et de la culture a en effet tenu à « encourager l'importante mobilisation des bénévoles » et à leur proposer un « très vague » cadre de référence.

Laïcité et « refus de tout prosélytisme », recherche d'une « continuité de l'acte éducatif » et d'une « liaison plus forte » avec les enseignants, concertation accrue sur un même territoire entre les divers organismes qui œuvrent sur le terrain de l'entraide scolaire : voilà pour les principes. Mais cette reconnaissance est surtout

symbolique, et l'on peut s'étonner que le ministre n'ait pas cru bon, par exemple, de demander à ses recteurs d'aller au-devant des initiatives, ne serait-ce que pour les connaître et, au mieux, pour les aider. Il ne semble pas non plus que la multiplication des initiatives d'entraide scolaire suscite la moindre interrogation, de la part du ministère, sur ses propres dispositifs de lutte contre l'échec scolaire, à commencer par les zones d'éducation prioritaire (ZEP), où sont concentrées la plupart de ces initiatives.

Une véritable explosion

L'importance de l'enjeu scolaire est telle, aujourd'hui, qu'on assiste pourtant à une véritable explosion de ces diverses formes d'entraide. Pas une association de quartier, un club de prévention ou un centre social qui ne mette sur pied une activité d'aide aux devoirs ou de soutien scolaire. Les cycles d'animations éducatives périodiques (AEP), financés par le Fonds d'action sociale (FAS), qui excluent, en 1984, de fournir une aide scolaire aux élèves issus de l'immigration qu'ils accueillent, ont dû aussi rec-

tifier le tir, sous la pression de la demande. Toutes ces actions se déroulent le plus souvent dans des conditions précaires, mal assurées, et dans de nombreux cas sans liens véritables et durables avec ce qui se passe, en amont, entre les murs de la classe. M. Claudine Dannequin, maître de conférences à l'école normale supérieure de Fontenay-Saint-Cloud, a enquêté pour la direction interministérielle de la ville (DIV) dans cent quarante-huit quartiers en développement social (1). « L'entraide scolaire est un mouvement de fond, souligne-t-elle, qui affecte, à des niveaux divers, toutes les structures qui ont pour vocation l'accueil des jeunes ».

La demande vient le plus souvent des parents d'élèves eux-mêmes, qui se sentent démunis face aux exigences de l'école. Centres sociaux, bibliothèques de quartier, locaux associatifs sont donc mis à contribution et accueillent les enfants, écoles et collèges, par petits groupes de cinq à dix par adulte.

Ces adultes engagés dans des actions d'accompagnement ou de soutien scolaire sont d'origines diverses : étudiants ou retraités, mères de famille, travailleurs sociaux et éducateurs. Les enseignants ne sont pas

absents, même s'ils sont « peu présents », selon M. Dannequin. A Roubaix (Nord), par exemple, des enseignants de collège payés en heures supplémentaires supervisent les séances d'aide aux devoirs qui sont assurées par des habitants dans plusieurs centres sociaux. Mais l'essentiel des actions d'accompagnement scolaire est assuré par des bénévoles, « épaulés » ou encadrés par des professionnels qui sont rémunérés... ou non. En fait, toutes les situations semblent coexister, parfois sur un même site. Ainsi, Claudine Dannequin cite le cas de Saint-Ouen-l'Aumône (Val-d'Oise), où des études dirigées dans le primaire et des groupes de travail en méthodologie au collège sont assurés grâce à des enseignants volontaires, tandis qu'en même temps des groupes de « soutien personnalisé » se déroulent dans une association et à la maison de quartier, encadrés par des vacataires, des bénévoles et des enseignants par roulement. Quinze retraités sont bénévoles, les enseignants du collège sont rémunérés grâce au projet d'action éducative (PAE) qu'ils ont organisé et au fonds d'aide à l'innovation. Quant aux instituteurs, ils sont payés par la ville... A un tant différent de celui des interven-

nants extérieurs recrutés, eux aussi, par la municipalité. Mais il faudrait citer également diverses expériences, relevées à Reims (Marne), à Creil (Oise) ou encore à Marseille (Bouches-du-Rhône), où ce sont des jeunes du quartier, lycéens ou étudiants, souvent issus de l'immigration, qui prennent en charge le tutorat des plus jeunes.

Peut-on mesurer le résultat de ces actions très diverses ? Les organismes ou associations sondés par Claudine Dannequin échouent sur cette question. Les effets sont difficiles à apprécier, analyse-t-elle, par manque d'outils, de suivi et de stabilité des équipes qui prennent en charge les enfants. Sur cette question aussi, M. Jack Lang s'est tenu prudemment en réserve. « L'accompagnement scolaire soulève de nombreuses questions d'ordre pédagogique, mais aussi social, note évasivement la Charte. Ces actions devraient faire l'objet d'études, d'évaluations et de recherches susceptibles de contribuer à l'amélioration de leur efficacité et de leur qualité ».

Ch. G.

(1) Les Actions locales d'entraide scolaire, L'Harmattan, 1992.

« Grands frères ou travailleurs sociaux »

Le sociologue Dominique Glasman, qui dirige le centre de recherche en éducation (CRE) de Saint-Etienne, a enquêté sur les réseaux d'aide sociale dans cette agglomération (1). Ils toucheraient entre 500 et 1 000 élèves sur les 10 000 scolarisés dans le primaire. Au-delà de l'inventaire, son étude pose une question : pourquoi faut-il, de plus en plus souvent, autre chose que l'école pour réussir à l'école ?

« Quelle est l'ampleur des actions de soutien scolaire et comment sont-elles organisées ? » — Ce qui nous a d'abord frappé, c'est l'extrême foisonnement, la diversité des organismes qui se proposent d'aider les enfants dans leur travail scolaire. Dans une ville moyenne comme Saint-Etienne, nous avons, il y a trois ans, répertorié des actions dans sept amicales laïques, onze centres sociaux, sept maisons de quartier et une maison de jeunes. Sans oublier dans le tableau les activités éducatives périscolaires (AEP) financées par le fonds d'action sociale (FAS) qui offrent aux enfants la possibilité de bénéficier d'une aide aux devoirs, même si cette activité n'est pas leur objectif essentiel. Mais les enfants arrivent avec leurs devoirs et les animateurs sont bien obligés de répondre à la demande... »

► Toutes ces actions bénévoles et

militeuses entraînent, de fait, en concurrence avec les études surveillées, introduites à Saint-Etienne depuis 1882 et généralisées à toutes les classes par le Front populaire. Il y a quelques années, la municipalité a fait une enquête auprès des établissements pour savoir ce qui se passait réellement dans ces études. L'initiative a été mal perçue par les enseignants. Est-ce parce que les études représentent une part non négligeable de leurs revenus, l'équivalent, en gros, d'un mois de salaire dans l'année ? On en arrive, du coup, à une situation pour le moins incertaine : les associations qui proposent de l'aide aux devoirs veulent à ne pas faire coïncider leur horaires avec ceux des études surveillées. Et pour certains enfants, ceux précisément dont on estime qu'ils sont mal adaptés à l'univers de l'école, le temps du travail scolaire s'étire interminablement.

« Même si la concurrence existe, on voit mal comment les enseignants pourraient être hostiles à des initiatives qui prolongent leur propre travail... »

— Au début, dans les années 80, les enseignants, surtout les instituteurs, étaient pour le coup, par défaut, franchement hostiles à des initiatives extérieures à l'école. Puis les choses ont évolué, mais la position de l'institution sur l'aide aux devoirs reste ambiguë. On reconnaît aujourd'hui que l'école ne peut pas tout faire toute seule et

qu'il est possible d'apprendre ou de parfaire ses apprentissages ailleurs. C'est un point positif mais qui comporte un risque : que, reconnaissant l'apport des associations et s'appuyant sur elles, l'institution se décharge progressivement d'une partie de son travail, qu'elle considère, par exemple, que fournir aux enfants une aide pour leurs devoirs est, pour elle, une tâche secondaire. Or il est primordial, pour les enfants des milieux populaires, que l'école elle-même offre toutes les conditions de la réussite scolaire. Y compris un endroit pour faire ses devoirs et l'aide d'un enseignant. C'est d'ailleurs ce que réclament les parents, et compris les parents immigrés, dont on pense couramment — et à tort — qu'ils se désintéressent de l'école.

Sentiment d'abandon

« L'éducation nationale n'est pas la seule en cause. Il est frappant de constater que, au moment où les villes font de la surenchère en matière scolaire, elles manquent de laisser tomber un dispositif très balisé, mais qui est souvent mal utilisé, comme les études surveillées. »

— Par ailleurs, des communes qui font l'effort d'« investir » du côté de l'école prennent des décisions, dans certains quartiers, qui renforcent chez les gens qui y travaillent et chez ceux qui y habitent un sentiment d'abandon.

« On supprime par exemple des postes de travailleurs sociaux, on diminue des subventions à des associations très implantées dans le quartier, mais on finance des actions de soutien scolaire. En pensant peut-être que c'est un moyen de « travailler » un tissu social qui s'effrite. Or c'est souvent une illusion. D'abord parce que l'école n'y suffit pas ; ensuite pour la raison suivante : ces actions de soutien, même si elles sont l'occasion d'un authentique élan de solidarité, sont exceptionnellement assurées, par des gens qui habitent le quartier... »

« Quelle différence établissez-vous entre, d'une part, aide aux devoirs et la marche des cours particuliers que vous avez analysés lors d'une précédente recherche ? »

— Les cours particuliers restent contrôlés par l'instance familiale. Par ce biais, les parents des classes moyennes ou supérieures gardent la main sur le travail scolaire de leur enfant. A l'inverse, avec l'aide aux devoirs, bénévoles et travailleurs sociaux se substituent plus ou moins à la famille, qui est taxée d'incompétence. Il faut d'ailleurs noter que, dans la plupart des cas, ce n'est pas la question posée qui amène une réponse, c'est la réponse apportée qui légitime la question. Autrement dit, on organise une aide aux devoirs et, du coup, on se met à regarder les enfants à travers le prisme de l'échec scolaire ou de la carence

familiale. C'est la « non-implication » des familles de milieux populaires et leur « désintérêt » supposé à l'égard de la scolarité qui justifient souvent, après coup, les actions d'aide aux devoirs. Or cette idée est-elle vraiment fondée ? La plupart des familles, et en particulier les familles immigrées d'origine maghrébine, manifestent un intérêt colossal pour l'école. Mais il y a un malentendu entre ces familles et l'école. « On ne les voit pas », se plaignent les enseignants. Si c'était justement parce qu'elles leur font totalement défaut ? Cette absence est presque toujours interprétée comme de l'indifférence.

Logique caritative

« Reste que pour les familles de milieux populaires l'école est peu lisible. Et la multiplication des intervenants qui, dans l'école et hors l'école, s'affairent autour des enfants brouille un peu plus le paysage. Qui sont-ils, pour les parents, ces gens qui font du soutien scolaire ? des habitants du quartier, des grands frères, des enseignants, des cadres, des travailleurs sociaux ? Quel rôle joue donc chacun d'entre eux ? »

« Vous voulez dire que ces actions de soutien extra-scolaire, qui sont censées renforcer les liens entre l'école et les familles éloignent un peu plus celles-ci de la sphère scolaire ? »

— Dans la plupart des cas sans doute. Il ne faut pas perdre de vue que cette forme d'action porte aussi la marque d'une réorientation du militantisme dans les quartiers populaires. On est dans une logique caritative. On s'occupe des populations démunies, au coup par coup, avec bienveillance et souvent beaucoup de solidarité, mais ce mouvement est, me semble-t-il, aux antipodes du politique. Non pas que le militantisme soit inutile ou inintéressant ; mais on ne se situe plus dans une logique de droit. Droit d'être reconnu dans l'école, droit pour les enfants « défavorisés » d'avoir, sur place, à l'école, tout ce qui leur permettrait de réussir. Cela dit, qu'est-ce qui est réellement attendu des « familles » ? Et qu'est-ce que désigne ce terme vague de « familles », dont il est fait une utilisation abusive dans l'école et spécialement dans les zones d'éducation prioritaire. Comment se fait-il qu'on ne parle pas des « parents » ? Est-ce qu'on parle des « familles » au lycée Champollion de Grenoble ? Non, on parle des « parents » et même des « parents d'élèves ». C'est-à-dire qu'on évoque un ensemble de tâches, un rôle social précis. En parlant des « familles », on évoque un monde où l'école ne pénètre pas, un monde avec lequel l'école ne sait pas trop ce qu'elle a en commun... »

Propos recueillis par CHRISTINE GARIN

(1) Soutien scolaire et quartiers, par Dominique Glasman et l'équipe du centre de recherche en éducation, ESF, à paraître le 22 novembre.

GERARD COURTOIS

Incertitudes de l'Europe universitaire

Suite de la page 15

Symbolique, depuis cinq ans, de l'Europe universitaire en marche, ces programmes d'échanges ont indéniablement servi de déclencheur et permis d'atteindre un résultat non négligeable, puisque de 4 à 5 % des étudiants européens effectuent en 1992-1993 une période d'étude à l'étranger, contre seulement 0,5 % en 1986. Mais on est encore loin de l'objectif initial — 10 % de mobilité des étudiants — et le coût de ces programmes pose inévitablement la question de leur maintien, sans parler de leur développement. La Commission des Communautés, qui doit élaborer des propositions en 1993, souhaite, a précisé M. Jones, le 23 octobre à Paris, en « conserver l'acquis », mais prône « une décentralisation plus marquée et une action plus forte des Etats ».

La mobilité rencontre, d'autre part, un certain nombre de difficultés dont chacune admet qu'il ne sera pas facile des les surmonter rapidement. Les blocages liés à la méconnaissance des langues étrangères, chez les étudiants comme chez les enseignants, ne sont pas nouveaux, et les universitaires, réunis la semaine dernière à Paris, ont appelé de leurs vœux une double

initiative du ministère de l'éducation : la mise en place d'une « politique nationale de multilinguisme dans l'enseignement, depuis le primaire jusqu'au supérieur », et la mise en œuvre de formations linguistiques accélérées pour les enseignants comme pour les personnels administratifs chargés de la gestion des échanges internationaux.

Tensions sur les logements

Les problèmes de logement des étudiants effectuant une période d'étude à l'étranger sont également criants dans la plupart des pays de la CEE. Toutefois, les responsables universitaires français ne souhaitent pas que la Communauté prenne en charge la construction des résidences pour étudiants. Comme le souligne M. Prevos, directeur du Centre national des œuvres universitaires et scolaires, la multiplication de logements d'étudiants « est une condition de survie, et plus encore de développement des programmes d'échange. Mais les étudiants français sont de plus en plus nombreux à nous faire remarquer que notre mission est d'abord d'accueillir des étudiants étrangers dans la situation sociale est difficile. » Dépasser cette contradiction

suppose des investissements encore plus importants que ceux réalisés depuis trois ans.

Moins coûteux, mais tout aussi épineux, le problème de l'harmonisation des notes académiques ne trouve pas davantage de solutions immédiates, quand on sait que la durée de l'année universitaire varie, entre les Douze, de vingt à trente-cinq semaines et structure toute l'organisation matérielle et pédagogique de l'enseignement supérieur.

Même complexité, enfin, quand on s'attaque au problème des équivalences de cursus ou de diplômes, qui sont la condition indispensable à un élargissement sérieux de la mobilité des étudiants. Là encore, les universitaires français s'inquiètent du volontarisme de Bruxelles. Le programme pilote de l'ECTS (European Credit Transfer System) développé dans le cadre d'Erasmus et permettant à tout étudiant ayant suivi une période d'étude dans une université appartenant à ce réseau de faire reconnaître par d'autres établissements, concerne actuellement une centaine d'universités, dont douze françaises, dans cinq disciplines (gestion, chimie, histoire, médecine et mécanique).

Or le symposium de Paris, le 24 octobre, a formulé « les plus vives réserves à l'encontre de cette généralisation éventuelle de cette expérience », qui présente à ses yeux un double danger : une harmonisation des cursus, au détriment de leur diversité et de leur richesse, et le risque de voir se constituer une Europe universitaire à plusieurs vitesses, au détriment de la nécessaire solidarité entre éta-

blissements. Il prône plutôt une aide communautaire à la constitution de réseaux d'établissements qui organiseraient entre eux la mobilité, sur la base de maquettes souples laissant aux universitaires le soin de définir précisément les contenus communs ou comparables.

Libre accès et numerus clausus

Au-delà de ces obstacles à la mobilité, les universitaires réunis à Paris la semaine dernière ont enfin souligné les problèmes particulièrement délicats liés à l'ouverture du marché unique, dès janvier 1993.

L'ouverture des frontières risque, tout d'abord, de déstabiliser l'ensemble des filières à numerus clausus. Jusqu'à présent, c'étaient, en effet, les besoins nationaux de telle ou telle profession qui permettaient de fixer, comme en médecine dans le cas français, le nombre de places nécessaires dans les filières universitaires de formation. L'instauration d'un marché unique de l'emploi menace de rendre rapidement caducs ces équilibres sectoriels entre le nombre de diplômés et les perspectives d'emplois dans chaque pays. Dans leur texte commun du mois de septembre, présidents d'université et directeurs de grandes écoles demandent donc qu'une réflexion soit engagée par les Douze pour prendre en compte cette dimension européenne et coordonner leurs politiques.

Dans ce texte, universités et grandes écoles sont sans ambiguïté : « Certains étudiants refusés à l'entrée de certains établissements d'en-

seignement supérieur dans leur pays d'origine pourraient être tentés de suivre les formations en s'inscrivant dans un autre pays où les conditions d'accès seraient plus favorables. Les universités françaises, dont les conditions d'accès sont très larges, auraient à pâtir fortement d'un éventuel afflux d'étudiants en sur-nombre, dont la qualité ne serait pas nécessairement des meilleures, et qu'elles ne pourraient pas refuser en vertu de l'égalité de traitement des ressortissants de pays de la Communauté et des ressortissants nationaux. »

La encore, les choix ne sont pas simples. « Harmoniser graduellement les conditions d'accès » entre les systèmes universitaires des Douze relèverait, en France, des débats explosifs sur la liberté d'entrée dans l'enseignement supérieur ou sur le montant des droits d'inscription. Mais occulte le problème n'est pas moins dangereux, comme le souligne M. Michel Cusin : « En ce que les contribuables de chaque pays sont prêts à accueillir les étudiants européens sans contre-partie et à en assumer le coût ? Marginal pour l'instant, compte tenu des flux d'étudiants, la question reste, à terme, de déboucher sur un problème politique considérable. »

Comment concilier intérêts nationaux et solidarités européennes ? Dans le domaine universitaire, comme dans d'autres, la question reste ouverte, et lancinante.

I classe

des rades aux...

Comment se fabrique un être vivant? Quelles instances ordonnent à l'embryon de fabriquer tel un bras, là une jambe? Pendant longtemps, les figures de ce fantastique ballet restèrent inaccessibles: jusqu'à ce que naisse à la fin du dix-neuvième siècle la science des monstres, la tératologie.

En faisant apparaître en creux les règles normales du développement, l'observation, puis la fabrication, de chimères permit, en moins d'un siècle, de découvrir les grandes règles du développement embryonnaire. Aux interrogations d'un Aristote ou d'un Buffon, la biologie apporte aujourd'hui sa réponse: l'embryon est le seul maître de son architecture, et son devenir est à la fois programmé par ses chromosomes et influencé par son environnement.

illeurs sociaux

Restaît à découvrir la chef d'orchestre de l'embryogénèse, les bases moléculaires de la création des formes. C'est d'une simple mouche de vinaigre, la drosophile, qu'est venue la grande révolution que connaît actuellement cette discipline. Grâce à ses fascinantes mutations, les chercheurs ont découvert le schéma de la fabrication du vivant. Car les «gènes du développement», identifiés au début des années 80, se révèlent universels et pourraient commander de la même manière la fabrication de la mouche, de la grenouille et de l'homme.

Discipline avant tout fondamentale, l'embryologie n'en ouvre pas moins des perspectives considérables dans le domaine de la médecine. Ainsi les spécialistes de la reproduction humaine, pour mieux maîtriser les techniques de la fécondation in vitro, collaborent-ils aux recherches menées aux stades les plus précoces sur l'œuf de souris. Et les cancérologues attendent beaucoup des découvertes effectuées sur la division des cellules embryonnaires, dont les règles se révèlent étonnamment semblables à celles par lesquelles une cellule normale devient cancéreuse.

Le Monde SCIENCES • MEDECINE

Les pouvoirs de l'embryon

I. - Monstres à l'appui

Comment se fabrique un être vivant? Quelles instances ordonnent à l'embryon de fabriquer tel un bras, là une jambe? Pendant longtemps, les figures de ce fantastique ballet restèrent inaccessibles: jusqu'à ce que naisse à la fin du dix-neuvième siècle la science des monstres, la tératologie.

En faisant apparaître en creux les règles normales du développement, l'observation, puis la fabrication, de chimères permit, en moins d'un siècle, de découvrir les grandes règles du développement embryonnaire. Aux interrogations d'un Aristote ou d'un Buffon, la biologie apporte aujourd'hui sa réponse: l'embryon est le seul maître de son architecture, et son devenir est à la fois programmé par ses chromosomes et influencé par son environnement.

Restaît à découvrir la chef d'orchestre de l'embryogénèse, les bases moléculaires de la création des formes. C'est d'une simple mouche de vinaigre, la drosophile, qu'est venue la grande révolution que connaît actuellement cette discipline. Grâce à ses fascinantes mutations, les chercheurs ont découvert le schéma de la fabrication du vivant. Car les «gènes du développement», identifiés au début des années 80, se révèlent universels et pourraient commander de la même manière la fabrication de la mouche, de la grenouille et de l'homme.

Discipline avant tout fondamentale, l'embryologie n'en ouvre pas moins des perspectives considérables dans le domaine de la médecine. Ainsi les spécialistes de la reproduction humaine, pour mieux maîtriser les techniques de la fécondation in vitro, collaborent-ils aux recherches menées aux stades les plus précoces sur l'œuf de souris. Et les cancérologues attendent beaucoup des découvertes effectuées sur la division des cellules embryonnaires, dont les règles se révèlent étonnamment semblables à celles par lesquelles une cellule normale devient cancéreuse.

A U troisième siècle de notre ère, un empereur chinois aimait à la fois une femme à deux têtes qui lui apportait la fortune et un enfant à deux bras. Rares sont les monstres qui ont obtenu tel privilège. Si l'on se bousculait il y a encore moins d'un siècle, en Europe comme aux États-Unis, au spectacle vivant des femmes-troncs et des hommes-cylopes, les monstruosités humaines n'eurent jamais que des succès de foire. Devant ces graves malformations congénitales, l'homme de science éprouvait, comme tout un chacun, ce mélange d'attrait et de fascination qui faisait les beaux jours des *frank's shows*. Mais il y trouva un autre intérêt: en mettant en relief les «anomalies» du développement, l'organisation monstrueuse faisait apparaître en creux les règles normales de l'embryogénèse.

En entreprenant au dix-neuvième siècle la description systématique des monstres biologiques, Geoffroy Saint-Hilaire et son fils Isidore concilièrent l'inconciliable. La tératologie, aberrant rejeton de la normalité, rejoignit enfin l'embryologie.

La plus ancienne, l'embryologie descriptive, remontait sans doute aux temps immémoriaux où un homme maladroit et curieux avait cassé un œuf de poule. Aristote avait profité du même incident pour noter que la tête du futur poussin se développait plus vite que le reste et pour supposer l'existence de «gradients morphogénétiques», termes que les biologistes utilisent encore aujourd'hui. Mais il fallut attendre l'étude des monstres pour que naisse à la fin du dix-neuvième siècle l'embryologie expérimentale (ou «causale», comme on l'appelait alors); pour que l'homme, devenu avant tout un philosophe, commence à maîtriser le mystère de ses origines.

Un étrange bestiaire

Comment un œuf humain fécondé, porteur de tous les caractères de l'espèce hérités pour moitié des chromosomes paternels et maternels, donne-t-il neuf mois plus tard naissance à un être constitué de milliards de cellules? Sous quelles instances cette unique cellule engendre-t-elle tant de diversité (il existe environ 350 familles cellulaires dans un organisme humain adulte), tant de spécialités rigoureusement ordonnées pour dessiner un être vivant? Lorsque l'embryologie expérimentale prit son essor, on ignorait encore l'essentiel de ces subtilités biologiques. Mais ce que les scientifiques avaient déjà compris, c'est que la simple observation du développement, normal ou anormal, ne suffisait pas à les résoudre. Pour expliquer l'énigme de la vie, il leur fallait fabriquer leurs propres monstres.

Leurs expériences restaient encore rudimentaires. A un stade très précoce du développement - de la grenouille, du triton ou de l'oursin, alors leurs espèces favorites - les ligaturaient ou sectionnaient un œuf

fécondé, puis ils observaient le devenir des fragments. Ils découvrirent ainsi que, dans un premier temps, la partie reproduisant le tout: si l'on sépare les cellules issues des toutes premières divisions de l'œuf original, chacune d'entre elles peut encore engendrer un organisme viable et parfaitement constitué. C'est ainsi que naissent spontanément les vrais jumeaux, et c'est ainsi qu'aujourd'hui l'on fabrique, à la demande, des fratries de bovins génétiquement identiques.

A mesure qu'ils multipliaient les expériences, transplantant d'une région à l'autre d'un embryon à l'autre des îlots de cellules, les savants créaient également un étrange bestiaire. Des tritons siamois à deux têtes, à deux queues, ou dont seule la partie dorsale se développait: l'embryon, passé un certain seuil de croissance, devenait incapable de régénérer un membre perdu ou de réabsorber un membre surnuméraire. Pourtant, aucun organe n'apparaissait encore, et les cellules se ressemblaient sous l'œil du microscope comme des clones. Mais le destin de chacune d'entre elles était désormais scellé.

Ce phénomène fut confirmé par la suite chez tous les vertébrés. De la même manière qu'un peintre, voyant le vert manquer à sa palette, y supplée en mélangeant le jaune et le bleu, les cellules issues de l'œuf fécondé restent dans un premier temps «totipotentes»: elles sont capables, même séparées les unes des

autres, de reconstituer un embryon entier. Passé ce premier temps (qui varie selon les régions de l'embryon auxquelles elles appartiennent), le développement devient «mosaïque» (1), et les cellules ne se prêtent plus qu'à ce pour quoi elles se sont «déterminées». L'ensemble du programme génétique de l'individu est toujours présent dans les chromosomes, mais sa majeure partie est désormais réprimée, interdite d'expression. L'artiste ne travaille plus à la gouache mais à la pâte de verre: qu'une couleur disparaisse, et sa perte sera irrémédiable.

Dans les années 20, les biologistes montrèrent la barre de leurs ambitions à façonner la vie. Les spécialistes du monde entier étaient alors dans le sillage de l'école allemande, où qu'étaient les grands noms de l'embryologie. Pour comprendre de quelle manière l'environnement orientait le destin des cellules embryonnaires, Mangold, Vogt, Spemann avaient mis au point de nouvelles techniques de marquage. Réalisées avec des colorants viraux, celles-ci permettaient de suivre le devenir des cellules greffées. En quelques années, on établit ainsi les «cartes du destin» de l'embryon d'amphibien, autrement dit la topographie des territoires préemptifs d'un futur organisme naissant aux divers organes.

Cellules en migration

«Pour tous, la question était alors celle du «centre organisateur», rappelle Etienne Wolff, «père» en France de la tératogénèse et auteur d'un récent ouvrage autobiographique (2). Spemann et ses collaborateurs avaient mis en évidence, du côté dorsal du jeune embryon, un territoire, un facteur, peut-être une substance, qui a pour effet de provoquer l'organisation des autres territoires. Hors de sa présence, rien ne se différencie, et surtout rien du système nerveux.» La suite des recherches devait montrer une réalité plus complexe, et l'on sait aujourd'hui que, dans chaque espèce animale, plusieurs centres «inducteurs» interviennent successivement au cours du développement, qui guident la différenciation des cellules et la mise en place des futurs organes.

Car les cellules embryonnaires, très vite, ne se contentent plus de se diviser. A peine «déterminées», elles se répartissent en trois couches superposées, dites «feuilles primaires», au sein desquelles elles commencent à se différencier. De l'ectoderme (feuillet externe) naîtront ainsi la peau, le cerveau et l'ensemble du système nerveux; du mésoderme (feuillet intermédiaire), les muscles, les os et l'appareil circulatoire; de l'endoderme (feuillet interne), enfin, les systèmes digestif et respiratoire.

Tandis que ces feuilles se courbent, se plissent, s'enroulent les unes aux autres, chaque cellule commence

à exprimer sa propre partition génétique, fabriquant ici des protéines du foie, là des protéines de cheville. Certaines se multiplient activement, d'autres se raréfient ou disparaissent. Dans le même temps, toutes entament une intense activité de migration. Des nappes entières glissent les unes sur les autres, s'accrochent, se séparent. De petits groupes font sécession et partent, isolés, parfois très loin de leur lieu d'origine.

De ce fantastique ballet, la chorégraphie fut dans ses grandes lignes connue dès la première moitié du siècle. Gastrulation, neurulation, organogénèse: des générations d'étudiants ont planché sur les grandes étapes de l'embryologie, dont le déroulement se retrouvait, étonnamment semblable, chez le têtard, le poulet et le petit d'homme. Restaît à comprendre le principe unificateur, les finesse et les faux-pas. Il fallut pour cela attendre une nouvelle avancée de la tératologie. Ce fut le travail de Nicole Le Douarin, aujourd'hui directrice de l'Institut d'embryologie de Nogent-sur-Marne (CNRS-Collège de France), l'un des centres de recherche les plus renommés du monde dans ce domaine.

En 1987, cette brillante chercheuse reçut la médaille d'or du CNRS et le prix Kyoto (300 000 dollars), l'une des récompenses scientifiques les plus prestigieuses après le Nobel, pour les retombées d'une découverte faite presque par hasard à la fin des années 60. «J'étais encore étudiante, et je préparais mon doctorat d'Etat sur la genèse du système digestif du poulet, raconte-t-elle. J'expérimentais différentes méthodes, afin de com-

prendre comment les cellules entrant dans la composition du foie des oiseaux se mettaient en place.»

En observant des cellules de caille, Nicole Le Douarin découvrit ainsi que toutes contenaient, dans leur noyau, une grosse masse d'ADN (acide désoxyribonucléique, le support de l'hérédité), qui les rendait au microscope parfaitement différenciables des cellules aviaires. Où qu'elles soient, où qu'elles aillent, les cellules de caille devenaient identifiables dans un embryon de poulet: il ne restait plus, pour mettre ce marqueur naturel à l'épreuve, qu'à découper une petite lucarne dans la coquille des futurs poussins, à y remplacer un groupe de cellules par des cellules embryonnaires de caille... et à observer le résultat.

Chimères «caille-poulet»

Les chimères «caille-poulet» étaient nées, et avec elles un outil sans pareil pour suivre les transformations des différents territoires embryonnaires. En substituant point par point aux cellules d'origine des ébauches de tube nerveux de caille, l'équipe de Nogent-sur-Marne établit ainsi, en quelques années, le devenir et le parcours de tous les dérivés de la crête neurale. Une structure minuscule et essentielle qui porte en puissance non seulement l'ensemble du système nerveux périphérique, mais aussi les mélanocytes (les cellules pigmentaires responsables de la couleur de la peau, des poils ou des plumes), certaines cellules endocrines et une partie du squelette de la face, et à laquelle Nicole Le Douarin a consacré un livre entier.

On sait désormais que les cellules et les tissus embryonnaires, tout au long du développement, s'influencent les uns les autres dans un extraordinaire dialogue de molécules dites «d'adhésion», de facteurs de croissance, de substances inductrices ou inhibitrices. On suppose, puis on vérifie que les cellules en migration peuvent changer d'orientation sous l'action de certaines protéines, telle la fibronectine. Ce qui confirme chaque jour un peu plus que la fantaisie controversée sur la conception préformiste ou épigénétique, dont discutait avec passion Buffon et ses contemporains, et avant eux Aristote, n'avait d'autre réalité que philosophique: l'embryogénèse, seule maître-d'œuvre de son architecture, est à la fois programmée par les chromosomes et guidée par l'environnement.

CATHERINE VINCENT

(1) Certaines espèces plus primitives ont un développement exclusivement «mosaïque», qui ne permet aucune répartition. Chez le ver de terre (*Camarobdilis elegans*), qui possède 959 cellules à l'état adulte, le destin de chacune d'entre elles est ainsi fixé dès l'origine par l'identité de ses sœurs: à quelque stade du développement qu'elles soient décollées, les cellules manquantes ne seront jamais remplacées.

(2) *Trois parties pour un canard*, d'Etienne Wolff. Editions de la Fondation Singer-Polignac, 1990.

La semaine prochaine: II. - Le génie des formes



Joel Peter Witkin: Portrait of a Dwarf, Los Angeles 1987.

La Mecque de l'embryologie

«Un parc au milieu du bois de Vincennes, au voisinage d'une route bordée par des villas espacées et peu voyantes»: lorsque le biologiste Etienne Wolff, devenu en 1954 professeur au Collège de France, se voit proposer quelques années plus tard cette grande bâtisse de style hétéroclite, il ne s'agit encore que d'un atelier, «prosaïque, une usine». Wolff modernise les locaux, aménage des salles de cultures, y installe son équipe, ses poules et ses canards. Rebaptisé Institut d'embryologie cellulaire et moléculaire, le laboratoire de Nogent-sur-Marne, sous son impulsion, deviendra rapidement l'un des hauts lieux de la biologie mondiale, parfois mieux connu à l'étranger que dans l'Hérone.

Aujourd'hui encore, la Mecque de l'embryologie garde le charme de son histoire. Les lapins y accueillent toujours la visiteur, paisibles dans leurs cages, où ils incubent les précieux embryons monoclonaux. La salle des greffes, où sont créées les célèbres chimères «caille-poulet», ne paie pas de

mine. Mais elle est ouverte sur le parc, et il y règne le silence nécessaire à la concentration.

Au fil des ans, au gré de ses moyens, l'Institut s'est également doté des appareils les plus modernes de la science. Mais la centaine de chercheurs et techniciens qui y travaillent à temps plein continuent de privilégier, de réserver une autre science que celle pratiquée aujourd'hui dans les laboratoires high-tech de la biologie moléculaire. Une science plus imaginative, plus libre sans doute, dont les résultats tiennent à plus de quarante publications par an et que les chercheurs n'hésitent pas, le temps d'un stage ou d'un séminaire, à venir découvrir du monde entier.

Cette singularité et cette renommée doivent beaucoup à Nicole Le Douarin, qui succéda à Etienne Wolff en 1975 à la tête de l'Institut. Après avoir établi la cartographie de la crête neurale et de ses territoires préemptifs, l'équipe de M^{lle} Le Douarin s'est attachée à l'étude de la différenciation et du renouvellement des cellules sanguines.

Les chimères, pour autant, ne sont pas toute la science, et les chercheurs de l'Institut n'en oublient pas l'intérêt de la biologie cellulaire. «Pour comprendre ce qui conditionne le devenir des cellules en migration, il est essentiel de pouvoir les étudier hors de leur contexte embryonnaire», explique Catherine Dulac. Agrégée de biochimie et maître de conférences au Collège de France, elle vient de consacrer plusieurs années de recherche à la mise au point d'un système de clonage cellulaire sans équivalent dans le monde, qui permet d'observer la multiplication, en culture, d'une seule cellule nerveuse prélevée sur la crête neurale d'un embryon de deux jours.

«Grâce à ce système, on va enfin pouvoir comprendre ce que ces cellules ont dans la ventre», s'enthousiasme-t-elle. Et peut-être ouvrir un jour de nouvelles perspectives dans le traitement du cancer, des maladies neuromusculaires, de la sclérose en plaques ou encore dans la maîtrise des rejets de greffe.

Ca. V.

La science en débat

Dans le cadre de l'exposition L'HOMME ET LA SANTE

Conférence mercredi 4 novembre à 17h Transplantation et remplacement d'organes

avec Jacques Hors, unité Immunogénétique de la transplantation, Inserm U 93, Paris, Marie-Rose Eloy, directeur scientifique de Biomatech, Chasse-sur-Rhône. Animation: Bruno Rivals, directeur de la Communication, groupe Quotidien Santé.

accès libre

cité des Sciences et de l'Industrie 30 avenue Corentin Cariou 75019 Paris. Métro Porte de la Villette. Informations (1) 40 05 73 32

SCIENCES • MÉDECINE

Apprivoiser la microgravité

Voilà dix ans, quelques scientifiques emportés par leur enthousiasme promettaient que les expériences en apesanteur, la microgravité, allaient être le nouvel âge d'or de la conquête spatiale. Déjà se profilait dans les esprits la multiplication de ces ateliers en orbite à bord desquels allaient se fabriquer de nouveaux médicaments, des vaccins plus efficaces, des alliages inconnus sur Terre dont l'industrie pharmaceutique et celle de l'armement des matériaux et des composants électroniques étaient les clients.

Fiction ? Sans doute pas. Mais, à y bien regarder, force est de reconnaître que bien des missions plus modestes seront lancées avant que ne se développe une véritable activité spatiale industrielle dans ce domaine. Le moindre intérêt des firmes industrielles — un moment séduites par les premiers résultats des expériences effectuées en 1983 à bord du Spacelab — à investir dans cette voie en est une preuve, et toutes ont pris conscience que ce nouvel aldo-rado n'est pas encore pour demain.

Oubliées donc ces statistiques « gonflées » qui prévoyaient qu'en l'an 2000 s'ouvrirait un marché de milliards de dollars. Fallait-il pour autant baisser les bras ? Il est vrai, reconnaît M. Jean-Jacques Dordain, de l'Agence spatiale européenne (1), que les usines en orbite ne sont pas pour demain, contrairement à ce que croyaient certains dans les années 70. Il s'agit aujourd'hui, et pour probablement encore une dizaine d'années, d'effectuer des recherches très fondamentales dans un domaine où tout reste à apprendre. N'oublions pas que, sur Terre, la gravité perturbe absolument tous les phénomènes. Mais on ne fera pas croire que les scientifiques et les industriels ne pourront pas tirer bénéfice d'un milieu où elle est absente !

Car la microgravité, avec cette quasi-dispersion des forces de pesanteur à bord des engins spatiaux qui fait flotter les cosmopolites et met les liquides en boule, est « un outil trop révolutionnaire ». Avec elle, il faut donc réapprendre à penser, faire preuve de créativité et s'habituer à ne plus raisonner comme on le fait aujourd'hui sur Terre. La lancée, jeudi 22 octobre, d'un four français d'un nouveau type (Méphisto) à bord de la navette spatiale américaine Columbia participe de ce nouvel état d'esprit.

Conduite et financée par le GRAMME (Groupement de recherche sur les applications de la microgravité aux matériaux et à leur élaboration), qui a été créé par le Commissariat à l'énergie atomique et le Centre national d'études spatiales, cette expérience devrait participer à six missions dans la soute de la navette à raison d'un vol par an.

La fusion de l'étain et du bismuth

Grâce à Méphisto, les scientifiques espèrent étudier avec précision le comportement de métaux et de semi-conducteurs lorsqu'ils sont en phase de solidification, de manière à déterminer les effets de la gravité au moment où le matériau passe d'une phase liquide à une phase solide. De l'étude de ces phénomènes seront alors déduites, du moins l'espère-t-on, des voies d'amélioration de la fabrication de ces alliages tant prisés, par exemple, par les industriels de l'aéronautique pour leurs futurs avions supersoniques.

A ce titre, Méphisto se présente sous la forme d'un four cylindrique de 45 centimètres de diamètre, long d'un peu plus de 1 mètre, pesant 180 kilos et permettant de dépasser des températures d'un peu plus de 1 000 degrés. Pour cette première mission de dix jours installée sur le US Microgravity Payload-1 (USMP-1), trois échantillons d'un alliage d'étain à 0,5 % de bismuth seront étudiés par les astronautes de la navette.

Toutes connaissances qui viendront bien entendu s'ajouter à celles, nombreuses, déjà obtenues par les Français au travers de leurs diverses coopérations avec les Russes (missions habitées à bord de la station Mir) ou les Américains (vol à bord de la navette) ou à celles à venir avec la mission européenne en cours Eureka-1, la russe Photon en 1993, 1994 et 1995 et les vols américano-européens Spacelab D-2 en 1993 et E-1 en 1997. Aussi ne faut-il guère s'étonner de ce que les Français aient réservé pour 1992, via le CNES, quelques 205 millions de francs pour leurs activités « Sciences de la vie et des matériaux », (+16 %), tandis que les prévisions de budget de l'ESA pour la microgravité entre 1993 et 2000 frisent les 711 millions d'unités de compte, soit 4 977 millions de francs.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Le Monde du 24 janvier.

L'ADN sort de l'ambre

Des chercheurs américains ont analysé le patrimoine héréditaire d'un insecte fossile vieux de trente millions d'années

On s'arrêterait les explorations de l'évolution, dotées des outils de la biologie moléculaire ? Après avoir examiné en 1984 le matériel génétique d'un mammoth de quarante mille ans, puis, en 1989, celui d'un magnolia de dix-sept millions d'années (1), les voilà qui s'attaquent aux gènes d'un termitte fossile, vieux de trente millions d'années ! Réalisés au département d'entomologie du Museum d'histoire naturelle de New York et publiés dans la revue américaine *Science* (2), les travaux de l'équipe de David Grimaldi viennent ainsi de repousser les limites de l'investigation génétique jusqu'au milieu de l'ère tertiaire, au plein cœur de l'ogocène.

Lorsque le biochimiste Allan Wilson, dans son laboratoire californien de l'université de Berkeley, jeta au début des années 80 les bases de la « paléontologie moléculaire », bien peu de chercheurs étaient convaincus de l'utilité de cette nouvelle discipline. Pour son précurseur, en revanche, l'enjeu était clair. Aux côtés des méthodes classiques de la géologie et de l'anatomie comparée, l'étude de l'ADN (3) préhistorique, désormais accessible grâce aux avancées de la biologie moléculaire, devait ouvrir aux spécialistes de l'évolution des espèces une fenêtre nouvelle : en comparant le patrimoine héréditaire d'une même espèce à travers le temps, on pouvait espérer y lire la raison biologique de leurs transformations, de leur diversification ou de leur disparition.

En 1984, l'équipe de Wilson réussit sa première démonstration. Les

chercheurs de Berkeley parvinrent à extraire des fragments d'ADN de la peau séchée d'un quagga, sorte de chamois de zèbre et de cheval dont le dernier spécimen connu est mort en 1883 au zoo d'Amsterdam. De la comparaison de ces gènes avec leurs équivalents chez le zèbre et le cheval, ils déduisirent que ces deux branches de l'arbre phylogénétique ont divergé il y a trois ou quatre millions d'années, confirmant ainsi les données de la paléontologie classique. Avant d'effectuer, la même année, un premier saut dans le temps, en analysant les fragments d'ADN d'un bébé mammoth dont le corps avait été préservé pendant plus de quarante mille ans par le grand froid sibérien.

Préserver des dommages du temps

En 1985, c'est au tour d'un chercheur de l'université d'Uppsala (Suède) de faire sensation : en prélevant des fragments de peau sur une momie d'enfant vieille de deux mille quatre cents ans, conservée au musée égyptien de Berlin-Est, Svante Pääbo parvint pour la première fois à isoler et à analyser un ADN humain provenant d'une civilisation aujourd'hui disparue. L'objectif : associer aux travaux des historiens ceux des généticiens, afin de mieux reconstituer l'histoire des peuples antiques et de leur descendance.

Aujourd'hui prise en considération par un nombre croissant de biologistes comme de paléontologues, la portée actuelle de ces travaux d'enquête pas moins limitée par d'importantes contraintes expérimentales. Portaise du patrimoine héréditaire

« L'a fallu attendre quatre mois pour que le premier toxicomane franchisse le pas, et treize autres jours pour que le premier échange se fasse. Au départ, ils envoyaient leur petit frère chercher des préservatifs pour se renseigner sur cette nouvelle institution, qui débarquait, ils cherchaient à savoir si on ne servait pas de relais à la police. » Le docteur Guy Roy, du service départemental de prévention et de soins aux toxicomanes de Seine-Saint-Denis, a présenté, jeudi 15 octobre, lors de la troisième rencontre du centre régional d'information et de prévention du sida (CRIPS), le bilan d'une expérience de prévention du sida chez les usagers de drogue par voie intraveineuse qui, pour la France, revêt un caractère pionnier. Un bus, baptisé « L'Echange », a circulé d'avril 1990 à mai 1992 dans le département de Seine-Saint-Denis. A son bord, une équipe de médecins et d'infirmières soignait et distribuait gratuitement seringues propres et préservatifs, parfois en échange de seringues souillées, parfois non.

Sur une population de toxicomanes estimée à 150 000 personnes dans l'Hexagone, le taux de séroprevalence oscillerait entre 40 % et 60 %. Au 30 juin 1992, le Centre européen pour la surveillance épidémiologique du sida fait état de 4 134 cas de sida déclarés parmi les toxicomanes, soit 23,4 % des cas de sida déclarés en France. En outre, les cas de contamination de femmes ou de toxicomanes parcoeurs sexuels d'hommes toxicomanes tendent à augmenter de façon inquiétante (Le Monde du 23 octobre).

L'expérience de Seine-Saint-Denis, la deuxième du genre — inter-

Arrêts facultatifs

Bilan en demi-teinte pour deux expériences, inédites en France, de prévention du sida chez les toxicomanes

rompue provisoirement pour des problèmes de statut du personnel et de retard budgétaire, elle doit reprendre en novembre, s'inscrit dans la lignée d'expérimentations effectuées aux Pays-Bas, en Suisse et en Grande-Bretagne pour endiguer la progression de l'épidémie dans ce groupe à risques. En France, selon leurs promoteurs, ces programmes d'échange viennent « comme une mesure complémentaire » à la décision du ministre de la Santé autorisant la vente libre des seringues en pharmacie, en février 1987.

« Aller à la rencontre des exclus »

L'association Médecins du monde avait pris les devants, en novembre 1989, en ouvrant, six jours par semaine, une permanence d'échange de seringues dans son centre médical de la rue du Jura. En mai 1990, l'expérience d'ayant produit le résultat escompté, une antenne mobile a été mise en place pour « aller à la rencontre de cette population d'exclus, dans son lieu de vie », « Le Camion », comme l'appellent les membres de l'équipe, roule depuis bientôt trois ans sur le macadam parisien. Il sort du parking de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière deux après-midi et deux soirs par semaine, pour se poster au métro Château-Rouge le jour, à Nocturne le soir. Malgré la présence de médecins, d'éducateurs, d'assistants sociaux, de psychologues ou de psychiatres parmi le « personnel navigant », le docteur Jean-Pierre Lhomme, de la mission sida et toxicomanie de Médecins du monde, assure que « l'on ne doit surtout pas médicaliser ces lieux » itinérants.

Deux autres après-midi, réservés à des consultations médicales rue du Jura, complètent donc le dispositif.

Le pourcentage des visiteurs « fidèles » (venus dix fois ou plus) au camion de Médecins du monde a frôlé les 10 % entre juin 1991 et mai 1992. Une donnée non négligeable en regard de l'errance qui caractérise la population concernée. Pour ces premiers « habitués » du bus, la demande est souvent allée plus loin, permettant à l'équipe de développer un programme d'assistance complémentaire. L'échange de seringues se prolonge en effet d'un « travail d'accompagnement », une information prodiguée « en fonction de la demande du toxicomane » concernant les lieux de dépistage, de soins ou d'aide sociale. « Il ne faut pas confondre les objectifs », rappelle le docteur Roy. Il s'agit d'offrir à quelqu'un la possibilité de diminuer ses risques, dans un comportement que nous n'avons pas à juger. » Dans aucun cas, le sevrage n'est proposé.

Mille seringues par semaine

Entre le 1^{er} novembre 1989 et le 31 septembre 1992, près de 3 000 usagers de drogue ont grimpé les marches du bus de Médecins du monde. Environ 15 000 seringues neuves, 15 000 tampons alcoolisés et 50 000 préservatifs ont été distribués. 3 720 seringues souillées ont été apportées. « De plus en plus de nouveaux passagers et nous durs, nous disons en moyenne 1 000 seringues par semaine », précise le docteur Lhomme. Il ajoute que « cette action de prévention n'aurait pu exister sans un travail incessant auprès des autorités de police et sans

leur acceptation, même tacite ». Après quelques rousés de négociations, un « climat de neutralité bienveillante » préside ainsi aux tournées de l'engin.

Les deux expériences sont, d'un point de vue purement quantitatif, des demi-échecs. Les initiatives du même type aux Pays-Bas ou au Royaume-Uni se soldent par des résultats beaucoup plus probants (720 000 seringues échangées à Amsterdam en 1988). Aux Pays-Bas, les programmes d'échange de seringues ont été lancés dès 1984 pour enrayer la transmission du virus de l'hépatite B. Mais ce qui importe, selon le docteur Roy, c'est d'avoir « ouvert le débat », d'avoir « servi de poll à gratter ».

En France, la position des politiques sur l'opportunité de telles initiatives semblait hésitante. Or, le 20 octobre dernier, M^{me} Georgina Dufoix, déléguée générale à la lutte contre la drogue et la toxicomanie, s'est exprimée pour la première fois sur la question, déclarant dans une interview au journal *Libération* : « Il faut développer l'échange de seringues usagées contre des seringues propres. Cela existe en France dans quelques lieux. Mais ces expériences n'ont de sens que si elles permettent aussi d'enclencher un processus pour sortir les toxicomanes de leur dépendance ».

Reste un paradoxe : les pouvoirs publics ont subventionné ces deux projets à hauteur d'environ 1 million de francs chacun, trois autres antennes d'échange de seringues doivent bientôt voir le jour à Strasbourg, Grenoble et Toulouse. Et pourtant, l'usage de drogue est toujours hors la loi.

LAURENCE FOLLÉE

POINT DE VUE

Antigone, la médecine et l'éthique

par Etienne-Charles Frogé

La médecine a ses ombres. De nombreuses affaires lui ont dernièrement apporté un certain discrédit dans le public. Faut-il ici citer l'expérimentation sur coma dépassé, le sang contaminé, la falsification d'examen de laboratoire, des prélèvements d'organes abusifs en regard du consentement donné, des erreurs d'anesthésie, de surveillance post-

opératoire ? La contentieux peut apparaître lourd tant les cas de figure sont nombreux. Et certains, bien sûr, de reprendre le refrain classique, qui comprend deux parties : les médecins ont des pouvoirs médicaux (voir *Mollère*) ; le pouvoir médical est intolérable. Il faut pourtant bien rappeler quelques points de repère. La médecine est une science qui s'exerce comme un art. C'est un art d'intelligence et de moyens. Plus encore, la relation patient-médecin repose sur un contrat moral établi sur le fait qu'une confiance rejoint une conscience (nous citons Portes, l'un des grands, des plus courageux présidents du conseil de l'Ordre des médecins).

Deux sujets orientent les réflexions en médecine à l'heure actuelle, en dehors des pure aspects techniques : le droit médical et l'éthique. Puisqu'on veut légiférer en biotechnique, il faut citer Claude Bruère, philosophe trop tôt disparu.

Bien avant que l'éthique médicale ne devienne le dernier bruissement des ailes, il disait : « Le droit n'est pas nécessairement écrit dans la loi promulguée, et l'héritage d'Antigone demeure l'éthique corrigée du politique. »

Le médecin légiste, l'humaniste, sont placés au croisement tumultueux du faisceau d'abstractions qu'est le droit et de celui de la réalité douloureuse de la médecine. Antigone avait-elle un droit face au droit de Créon ?

Le débat s'ouvre sur la réflexion de Michel Villey (1) : « Nous n'oublions pas que les droits de l'homme sont « opératoires », qu'ils sont utiles aux avocats d'excellentes causes, protégés des abus du gouvernement et de l'arbitraire du « droit positif. » Villey poursuit que, si l'on rayait ce terme de notre vocabulaire, il faudrait le remplacer par un terme inadéquat — certes — mais lequel ? Pour le droit positif, certains écrits — Jean Carbonnier, Miréille Delmas-Marty, le premier dans *Flou du droit* (2), — éclairent avec pertinence ce droit en nous sortant d'idées préconçues. Si la législation apparaît comme défectuelle,

ainsi que la jurisprudence, l'éthique ne pourrait-elle pas venir en secours du droit positif ?

Sans nous appesantir sur le droit positif, le droit naturel a-t-il une place ? On entend ici un ensemble d'institution et de règles qui seraient de jure, immuables (sous entendu : parce qu'elles participeraient d'un ordre métaphysique ou théologique inscrit (Carbonnier). Mais Michel Villey apporte une réflexion de défense du droit naturel et aussi de son rapprochement avec le droit positif. Ce droit naturel que certains considèrent comme un droit de seconde nature s'engendrerait ou serait « assuré » en un certain temps par le droit positif, le droit positif « imposant » sa réalité face au droit naturel emporté dans ses humaines explications.

Mystérieuse loyauté

On peut facilement proposer quelques exemples où l'éthique et le droit apparaissent en médecine contemporaine.

En 1987 a été votée la loi dite Neuwirth à propos de la contraception. Cette loi — droit positif — libéralisait la contraception. Certains membres du corps de santé, pour des raisons éthiques, refusèrent de suivre la loi, invoquant une clause de conscience. Les lois de 1975 et 1978 sur l'interruption volontaire de grossesse prévoient la clause de conscience, loi, nous avons un exemple du droit positif incluant le droit naturel du praticien ou l'éthique. Le transsexualisme est à la mode. Nous savons que le code pénal réprime toute amputation non justifiée thérapeutiquement. En France, les opérations mutilantes se multiplient, la loi écrite n'est pas appliquée. Nous avons un exemple du droit écrit non respecté. Le citoyen constructeur a grâces à lui d'un « droit qui a rompu ses amarres avec la justice » (Carbonnier).

Ethique, clause de conscience... combien de manœuvres pour, dans une langue limitée, exprimer des prétendus droits qui ne font que limiter les droits des autres. L'éthique que nous recherchons et tentons d'appliquer avec une ferveur préalable est celle d'une mysté-

rieuse loyauté. Le biologiste Jacques Testart, dans ses déclarations au *Monde* (« Le Monde Sciences-Médecines » du 17 septembre), évoque une « éthique hexagonale ». Sur ce propos comme sur sa réflexion sur l'eugénisme, personnellement, nous le suivons.

Prenez l'exemple d'une pièce de monnaie arrondie à deux faces. L'avers peut représenter le droit positif, appliqué ou non. La revers représenterait l'éthique. La pièce ne peut exister que par la coexistence de ces deux impératifs. L'avers peut s'annuler plus que la revers en fonction du temps, de la culture, du moment politique... Mais on ne pourra dissocier l'avers du revers. La question n'est pas celle de la justice mais d'une fiction qui est le droit nourri à bien des sources. Seulement, il existe des pièces trouées en leur centre. Ce qui nous permet de mieux comprendre la correspondance entre le droit positif et l'éthique. L'écrivain japonais Mishima se posait la question : « Est-il possible d'inverser l'avers et le revers d'une pièce de monnaie ? La solution serait de faire un trou dans une pièce intacte. C'est le suicide. » Si nous agrandissons l'orifice, ce droit va voler en éclats, et apparaîtra le pluralisme dans l'éthique où chacun, au nom d'un droit pulvérisé, limitera le liberté de l'autre. Nous serions dans une société anarchique.

Le désir de légiférer à tout prix est suspect, surtout dans le domaine médical. Par contre, la protection de l'homme, son harmonisation naturelle, sa vie quelle que soient les idées méditant respect. Lorsqu'elle y veille c'est loi qu'est la grandeur de la médecine.

(1) Michel Villey : *Le Droit et les Droits de l'homme*, PUF, « Questions », 1983.
(2) Miréille Delmas-Marty : *Le Flou du droit*, PUF, 1986, Jean Carbonnier : *Flou du droit*, Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1979.

► Le docteur Etienne-Charles Frogé est professeur de médecine légale (CHU de Tours) et vice-président de la Société française de médecine légale et de toxicologie.

Dix-neuf siècles

SCIENCES • MEDECINE

Dix-neuf siècles sous le parvis

Les fouilles menées depuis deux ans sous le parvis ouest de la cathédrale de Chartres ont été fructueuses

LES fouilles du parvis de la cathédrale de Chartres, commencées le 20 septembre 1990, vont s'achever à la fin du mois d'octobre. Conduites sous la direction de Bernard Rando, ingénieur au service régional de l'archéologie, elles ont mis au jour dix-neuf siècles de l'histoire du quartier, et donc de la ville. Et encore, la fouille des couches archéologiques situées en dessous du niveau augustéen (10-20 après Jésus-Christ) atteint est-elle impossible pour raisons de sécurité. Ce niveau est, en effet, à 8 mètres ou 8,50 mètres sous le sol actuel, et si les fouilles s'avançaient jusqu'à la base des couches archéologiques qu'on estime être à la profondeur de 11 ou 12 mètres, ils risqueraient d'être pris sous des éboulements.

Attirant une vingtaine de personnes chaque jour, les fouilles ont visiblement intéressé le grand public chartrois. Pendant les Journées du patrimoine (26 et 27 septembre), les archéologues ont été «submergés», en deux après-midi, par plus de mille cinq cents amateurs de vieilles pierres et d'histoire.

Si on examine les résultats depuis le niveau le plus ancien jusqu'au plus récent, c'est-à-dire du bas vers le haut, on commence, donc, par l'époque augustéenne. De ce début du premier siècle de

ment diffèrent et a gardé sans nul doute ses fonctions administratives.

Au VI^e siècle, le bâtiment est «squatté» et devient habitat. Mais ses occupants sont soucieux d'un peu de confort : ils se chauffent, comme en témoignent des pièces sur hypocaustes (des colonnettes qui supportent les planchers et entre lesquelles circule de l'air chauffé dans une chaudière).

L'apour de la paperasse

Tout est démoli vers la fin du VI^e ou le début du VII^e siècle. Du site libéré d'où n'émergent plus que quelques ruines romaines, on fait un terrain vague dans lequel on creuse successivement plus d'une centaine de fosses-dépotoirs jusqu'à une profondeur d'une dizaine de mètres pour un diamètre de quelque trois mètres. Il est bien connu que les archéologues adorent les dépotoirs. Des rebuts d'une société, ils tirent, en effet, des informations sur celle-ci. De l'étude des remplissages de ces dépotoirs qui ont été utilisés pendant trois siècles et demi, l'équipe de Bernard Rando en est arrivée à la conclusion que ceux-ci ont été utilisés comme des sortes de décharges contrôlées par la communauté de chanoines desservant la cathédrale et vivant à son ombre.

aimait tant les documents écrits qu'il avait fait installer dans sa cave une des premières presses de France, presse sur laquelle il a fait imprimer, en 1492 – un autre cinquième centenaire – le «missel chartrois» qui a été en usage jusqu'en 1960 dans des campagnes françaises.

Les maisons canoniales, vendues comme biens nationaux pendant la Révolution, ont été démolies pour la plupart vers 1860 de façon à dégager la cathédrale.

Les fouilles d'une partie du parvis ouest de la cathédrale de Chartres ont été entreprises en préalable à la construction en sous-sol d'un centre médiéval consacré à l'Europe des cathédrales. Prévu pour durer six mois, puis un an, elles ont été prolongées d'une autre année et ont bénéficié, en tout, de 6 millions de francs de crédits dont le principal donateur a été la ville de Chartres et les donateurs secondaires le département et l'Etat. Avec la durée des temps, la réalisation du centre médiéval est devenue un peu problématique. Mais au moins les fouilles auront-elles mis au jour près de dix-neuf siècles de l'histoire de Chartres.

YVONNE REBEYROL

Les incroyables fossiles du Gobi

Venus de Mongolie, dinosaures et minuscules mammifères contemporains sont au Muséum national d'histoire naturelle

DEUX énormes tarbosaurus dressés sur leurs grandes pattes arrière, leurs dents – fort longues et pointues – bien alignées, leurs bras minuscules terminés par des «mains» à deux doigts, pendant, inutiles, font un accueil impressionnant aux visiteurs de la nouvelle exposition du Muséum national d'histoire naturelle. Un peu plus loin, trois dinosaures-aigres étirent leur silhouette ridicule avec leurs jambes et leur cou interminables, leurs bras et leurs «mains» de longueur non négligeable. Deux *Psittacosaurus* adultes, gros comme des chiens, rappellent utilement que les dinosaures n'étaient pas tous gigantesques. Les nids, où les œufs étaient bien rangés, sont la preuve du soin maternel dont les mères dinosaures étaient capables. Des bébés *Sauropus* (à bec de canard) tout juste éclos, longs de 10 centimètres, sont déjà aussi laids que leurs parents (qui, eux, faisaient une dizaine de mètres).

Bref, les dinosaures de Mongolie sont arrivés à Paris. Tout au moins une vingtaine de spécimens complets et des morceaux de nombreux autres sur les quelques trente espèces de «terribles lézards» ayant vécu en Mongolie entre – 110 et – 72 millions d'années (la fin du crétacé inférieur et le crétacé supérieur). La Mongolie est, en effet, le paradis des spécialistes des dinosaures : l'histoire géologique et tectonique de cette région de l'Asie a été telle que les squelettes de dino-

saurus y sont trouvés complets et en surface (le Monde du 19 septembre 1991).

Mais la domination du monde qu'ont exercée les dinosaures de – 230 à – 65 millions d'années fait trop souvent oublier les mammifères qui sont apparus en même temps que les «terribles lézards». Pendant les cent soixante-cinq millions d'années qu'a duré le règne des dinosaures (en l'état actuel des connaissances, plus de deux cents espèces ont vécu un peu partout dans le monde au cours de cette longue période), les mammifères ont été tout petits : ils devaient rarement dépasser la taille de nos souris. Très discrets pendant leur vie pour mieux échapper à leurs prédateurs éventuels, ils se sont restés après leur mort : un crâne et des os minuscules se conservent rarement et, lorsqu'ils ont été fossilisés, ils sont très difficiles à repérer. Pourtant l'expédition menée conjointement par le Muséum, l'Académie des sciences de Mongolie et la fondation italienne Ligabue, au mois de juillet 1991, a trouvé des restes extraordinairement complets de ces petits mammifères.

L'exposition du Muséum est donc intitulée «Dinosaures et mammifères du désert de Gobi». Et y présente, dans des globes ou sous loupe, une vingtaine de ces petites bestioles sur la bonne centaine d'espèces de mam-

mifères connus contemporains des dinosaures mongols.

Sont aussi montrés, fossilisés et vivants, des arbres (*Ginkgo*, cycas et *araucaria*) qui prospéraient déjà au temps des dinosaures et qui ont survécu jusqu'à maintenant.

C'est dire que l'exposition du Muséum n'aurait pu avoir lieu dans une autre institution. D'une part, elle illustre parfaitement les trois rôles fixés par la Convention, lors de la création du Muséum en 1793 : la recherche, l'éducation du grand public et la conservation de collections de référence. D'autre part, elle a nécessité la collaboration de nombreux laboratoires se consacrant à des disciplines très variées mais faisant tous partie du Muséum. Et d'autant plus qu'elle présente, sans prendre parti, les différentes hypothèses (chute de météorites géantes, énormes éruptions volcaniques, régressions marines, simple compétition des espèces) cherchant à expliquer la disparition subite des dinosaures il y a soixante-cinq millions d'années.

Y. R.
Jardin des plantes, galerie de botanique, 18, rue Buffon, Paris-5^e. Tous les jours, sauf les mardis et jours fériés, de 10 heures à 17 heures. Entrée : 25 F. Jusqu'au 26 avril 1993.



Base de colonne de style attique taillée dans un calcaire extrait d'une carrière proche de Compiègne ou de Soissons. D'un diamètre de 0,70 m, elle a été faite vers 60 de notre ère pour l'intérieur du monument supposé être la curie de la ville. On voit encore sur la pierre les traces d'outils et les traits-guides de mise en place des modules par le sculpteur : preuve qu'elle n'a jamais été exposée aux intempéries. (Photo : François Velard, Musée des beaux-arts de Chartres.)

notre ère, on a retrouvé les vestiges d'une partie d'une «maison de ville» en terre et bois – comme on en a déjà trouvée à Chartres. On peut supposer que tout l'épave rocheux – la ville bante actuelle, qui est couronnée par la cathédrale – aurait été occupé par une zone résidentielle, et que celle-ci aurait été détruite sous Néron (37-68) pour édifier, sur l'emplacement ainsi libéré, un centre monumental, comme le permettait la prospérité de la Gaule à l'époque.

Des «squatters» soucieux de leur confort

Certes, des fouilles antérieures avaient trouvé quelques morceaux de gros murs. Mais on sait maintenant qu'il s'agissait d'un vaste bâtiment organisé autour d'une grande salle entourée de galeries sur lesquelles s'ouvraient plusieurs pièces. Des fragments de la décoration sculptée – faisant penser à celle de la Maison carrée de Nîmes – permettent de penser qu'on a affaire à un bâtiment administratif qui aurait pu être la curie de la ville (*Atrium*, d'*Aura*, l'Eure pour les Romains) car il a une certaine ressemblance avec les curies retrouvées à Vézère et à Luni (la cité d'Italie dont dépendaient les carrières de marbre de Carrare).

Les autorités gallo-romaines n'avaient pas lésiné pour le décor du bâtiment administratif. Les pierres ont été apportées des régions de Compiègne de Soissons et les marbres des Pyrénées et peut-être aussi de la Mayenne.

Construit aux alentours de 60, le bâtiment administratif a brûlé à la fin du II^e siècle ou au début du III^e siècle. Il a été reconstruit sur les gravats selon un plan légè-

Le terrain vague se construit brusquement à partir du milieu du X^e siècle. Ce sont les premières maisons canoniales «individuelles» puisque après 947 les chanoines ne sont plus tenus de vivre en communauté, mais ces maisons sont groupées à l'intérieur de l'enclos canonial qui, quatre siècles plus tard, sera entouré d'un mur l'isolant de la ville. De ces premières maisons, il reste peu de chose car elles ont brûlé en 1134, comme on le sait par les archives. On profite de l'occasion pour tout raser et même pour démolir les fondations : on a besoin du terrain pour le chantier de construction de la façade ouest actuelle (le portail royal et les deux tours) de la cathédrale. De ce chantier, on a retrouvé les restes d'un four à chaux semblable au modèle préconisé par... Caton l'Ancien (234-149 avant Jésus-Christ) dans son traité *De Agricultura* et encore utilisé dans le bassin méditerranéen.

Nouvel incendie de l'enclos canonial en 1194. Nouvelle occasion d'avoir un terrain libre, cette fois sur le côté sud de la cathédrale dont on remplace la nef romane par la nef gothique actuelle. A la fin du XIII^e siècle, la cathédrale, telle que nous la connaissons, est à peu près achevée : on peut donc reconstruire les maisons canoniales.

Pour la suite de l'histoire de l'enclos canonial, il faut ici rendre hommage à l'amour de la paperasse qui animait la plupart des chanoines jusqu'à la Révolution. A chaque mutation des propriétés, on en dressait avec précision le plan, l'état. Tous ces papiers ont été conservés et sont donc une mine unique de renseignements sur l'évolution de l'enclos canonial. Le chanoine Pierre Plumé-

Le Monde



5^e SÉMINAIRE SCIENCES PO-LE MONDE

Faut-il enterrer l'autorité ?

«Pas de pouvoir sans autorité», dit l'adage. Qu'en est-il dans notre société ?

mercredi 25 novembre 1992

matin

9 h 00 INTRODUCTION par Michel Crozier
Séances présidées par René Rémond

9 h 15 SOCIÉTÉ : CONTRAINTES ET CONVIVIALITÉS...
Animée par Frédéric Gausson
avec : Paul Bernard, Gérard Demuth, François Dubet, Bruno Frappat, Marguerite Gentzbitel.

11 h 15 POLITIQUE : POUVOIRS ET CONTESTATIONS I
Animée par Patrick Jarreau
avec : Marie-Christine Blandin, Henri Emmanuelli, Alain Juppé, Yves Meny, Gilles de Robien.

après-midi

Séance présidée par Jacques Lesourne

14 h 30 ENTREPRISES : EXÉCUTANTS OU ACTEURS ?
Animée par Alain Lebaube
avec : Jean-Louis Beffa, Jean Bergougnot, Amaud de Boysson, Daniel Labbé, Rose-Marie Van Lerbeghe, Michel Mayer, Renaud Sainsaulieu.

17 h 30 CONCLUSION par Alain Lancelot

Ce séminaire s'adresse aux membres des directions générales des entreprises, administrations et collectivités locales.
Hôtel NIKKO, 75015 Paris
Frais de participation : 2.100 francs
Renseignements et inscriptions :
Institut d'études politiques de Paris - service formation continue
215, bd Saint-Germain - 75007 Paris
Tél. : 45-49-50-97 - 45-49-51-94 Fax 42-22-80-79

Avec la participation de :

- Jean-Louis BEFFA, président de Saint-Gobain
- Jean BERGUGNOT, directeur général d'EDF
- Paul BERNARD, préfet de la région Rhône-Alpes
- Marie-Christine BLANDIN, présidente du conseil régional Nord-Pas-de-Calais
- Amaud de BOYSSON, président des Etablissements Soult
- Michel CROZIER, directeur de recherche au CNRS
- Gérard DEMUTH, président-directeur général de Cofrencia France
- François DUBET, professeur des universités à l'université Bordeaux II
- Henri EMMANUELLI, président de l'Assemblée nationale
- Bruno FRAPPAT, directeur de la rédaction du journal *Le Monde*
- Frédéric GAUSSON, directeur du *Monde de l'éducation*
- Marguerite GENTZBITEL, proviseur du lycée Fénélon
- Patrick JARREAU, journaliste au service politique du journal *Le Monde*
- Alain JUPPÉ, secrétaire général du RPR
- Daniel LABBÉ, responsable CFDT à la région Renault de 1979 à 1989
- Alain LANCELOT, directeur de l'Institut d'études politiques de Paris
- Alain LEBAUDE, chef du département social du journal *Le Monde*
- Jacques LESOURNE, directeur du journal *Le Monde*
- Michel MAYER, directeur des ressources humaines de la Confédération nationale du Crédit mutuel
- Yves MENY, professeur des universités à l'IEP de Paris
- René RÉMOND, président de la Fondation nationale des sciences politiques
- Gilles de ROBIEU, député, maire d'Amiens
- Renaud SAINSAULIEU, professeur des universités à l'IEP de Paris
- Rose-Marie Van LERBERGHE, directeur général de l'Alsacienne

LE MONDE
DES CARRIÈRES

AGENCE PHOTO de Sud-est.
COMMERCIAL sur Paris ayant
500 salariés par la presse nationale.
Tél. : (01) 50-86-33-11.

Association nationale
de formation recherche :
à pour un de ses écoles
Haute-de-Seine

COORDINATEUR
PÉDAGOGIQUE

Responsable de suivi
des étudiants,
de la coordination
des interventions,
du planning,
des relations avec
les entreprises et/ou
à pour son siège
Paris-Est

RESPONSABLE
DE LA GESTION
DES FORMATIONS

Responsable au plan national
de suivi, d'élaboration et
d'administration des relations
avec les administrations, tout
en assurant la qualité
des enseignements,
Mercredi d'admission CV
à l'adresse : M. PROMET
80, rue Jules-Ferry
93177 BAGNOLET Cedex

BIOLAND

SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE DANS LE
DOMAINE DES BIOMÉTRIQUES
Recherche un :
QUALITARIEN EXPÉRIENT
ET UN
INGÉNIEUR CHIMISTE
Spécialisé dans le domaine
des matériaux polymères
Veuillez faire parvenir
votre CV et lettres de
références au service de
personnel de BIOLAND,
13, rue de la République,
93100 TROUVILLE.

Centre de promotion
internationale
pour la diffusion
d'un produit, très performant
importé des USA
RECHERCHE
sur la FRANCE (toutes régions)
et l'ÉTRANGER

PERSONNES (H/F)

dynamiques et entrepreneuriales.
Capacité de recruter et d'organiser
des équipes de distributeurs
indépendants.
A temps partiel ou complet.
FORMATION COMPLETE
ASSURÉE
Prévoir d'admission CV à
MONDE PUBLICITE
15/17, rue de Col-Pierre-Avia
75002 Paris cedex 15

CHEF DE BUREAU
OU PERSONNEL

La délégation de CHRS de
Grenoble recrute par
détachement d'un fonctionnaire
de cart. A son
Écrire à : M. Rotureau
38042 Grenoble cedex 5.

BULLETIN PÉTROLIER

cherche
JOURNALISTE EXP.
Adresseur CV à AFRC
7, av. Ingres - 75016 Paris

ENCYCLOPEDIA
UNIVERSALIS

Recherche
COLLABORATEURS
H ou F
Bon niveau de culture
générale pour points à
conscience commerciale
(pas de porte à porte)
- Formation assurée
- Remunération très moti-
vante comportant un mini-
mum garanti
- Évolution de carrière rapide
pour candidats de valeur.
Tél. : 47-54-86-18.

GAGNER DE L'ARGENT
ETRE INDÉPENDANT

(investissement non obligatoire)
L'opportunité de devenir
DISTRIBUTEUR
de produits pour le monde
N° 1 de la nation cellulaire
dans le monde.
A TEMPS PARTIEL
ou COMPLET
avec formation adaptée.
Une ambition à votre mesure.
1^{er} contact pour
réunion d'informations :
Tél. : 43-35-32-47
(de 10 heures à 17 heures)

IMPORTEUR SOCIÉTÉ
DE SERVICES

Recherche
JURISTE
DROIT DES AFFAIRES
Libre indépendant.
Pouvant se déplacer.
Env. lettre mot. CV photo
et pré. à : M. J. J. J.
AFRICAINS, 43, r. Chénier-Vit
Paris 17^e arr.

CIRAD-FORST (Centre de
Recherche Internationale en
Recherche Agronomique pour le
Développement) rech.

2 BIOMÉTRIQUES dent
1 seric. emploi r. Paris.
Ad. candidatures, c.v. à :
CIRAD-FORST
Direction scientifique
48 bis, av. de la République
94738 Nogent-sur-Marne.
Fax : (1) 43-84-43-23.

ORGANISATION
PROFESSIONNELLE

recherche
JEUNE JURISTE
EN DROIT SOCIAL
Disponibilité immédiate
Env. CV et lettre de motivation
à : UCAPLAST,
1, avenue de la République,
75008 Paris.

RÉGION SUD-OUEST

recherche
JURISTE
Maîtrise droit des affaires
DESS
Expérience 3 à 5 ans.
Droit des sociétés,
Fiscalité, droit de l'immobilier.
Capacité d'animation
équipe juridique
Ecrire le Monde Publicité
sous n° 8581
15/17, rue de Col-Pierre-Avia
75002 Paris cedex 15.

Université USI cherche
pour son centre de Paris
prof. et p. d. r. de l'USI
pour développement réseau
DES et p. d. r. de l'USI
Job. lettre mot. CV photo
et pré. à : M. J. J. J.
15, rue de Paris, 92100
Boulogne avec réf. L2028
sur env. q. transmettez.

ÉDITEUR

recherche
2 COLLABORATRICES
Illes rapidement
pour assurer des articles
annonces dans
revue professionnelle
bonne culture générale
indispensable
Se présenter : mercredi,
jeudi, vendredi : 15 h à 18 h.
Formes et structures
3, rue de Trévise,
75008 Paris.

AGENCE DE PUBLICITÉ
par l'écrit

recherche
VRP EXCLUSIFS
Sur Normandie et
le Centre.
Env. lettre, CV, photo à :
IDEACTIONS
BP 513
27135 Vernois-sur-Avre.

GROUPEMENT
PROFESSIONNEL

(PARIS-9)
recherche
1 SPÉCIALISTE
FISCALITÉ
ET FISCALITÉ
INTERNATIONALE
Formation ENI de préf.
Agence spécialisée
Env. CV et photo à :
MONDE PUBLICITE
sous n° 8577
15/17, rue de Col-Pierre-Avia
75002 Paris cedex 15.

Le Monde
SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

1^{er} arrdt
TUILERIES PYRAMIDE
2 P. 750 000 F. 3^e étage.
Asc. moderne, confort.
Cuisine avec vitrail. 1 600 000 F.
Tél. : (1) 40-38-17-89.

3^e arrdt
SQUARE DU TEMPLE
Immobilier classé. 2-3 P.
65 m² - Poivres, Carreaux.
1 300 000 F.
Tél. : 44-78-86-85.

5^e arrdt
PRÈS PANTHÉON
8 P. - 147 m². Asc. Tigeux
Pierres de t. - 43-38-17-36.

VAL-DE-GRACE
5 P. - 124 m². 4^e étage. Services.
Vieilles caves dans 78 ans.
LITRE. 45-44-44-46.

6^e arrdt
HORS DU COMMUN
RUE GUYMENER
Récup. + c. 80 m². Part.
Vue superbe LUXEMBOURG
HYPER STAND. 45-55-22-15.

N-D-DES-CHAMPS 195 m²
Avaloir, dom. 4^e étage. Services.
LITRE. 45-44-44-46.

RUE DE BÉVERES 3 P. 82 m²
84 P. CLOUTIER D.T. WC.
Cave, parking, standing
PRIX 3 800 000 F.
CORSAIS SAÏE - 45-44-44-46.

7^e arrdt
AV. DE LA MOTTE-PIQUET
Banc 3 P. 70 m². Vitrail.
2^e asc. d'élévation d'été.
Bon plan. 45-44-44-46.

Prox. Champs de Mars
5, rue Champollion
4/5 P. - 1 100 000 F.
Tél. : 47-88-43-18.

VANAU - RARE - 885 000 F.
BEAU STUDIO. Tout confort.
Entr. carrel. double. Cuisine
Trie car. Carrel. CASSIS.
RIVE GAUCHE - 45-44-44-46.

11^e arrdt
NATION près M.
2 P. CLOUTIER D.T. WC.
Dépend. gar. jardin 600 m².
Prix : 1 700 000 F.
AC. DE LA TERRASSE
(1) 35-75-05-90.

PARMENTIER
L'unique 3/4 P. 80 m²
salle de bain avec jacuzzi
chambre de 15 m².
Immo Marcadet. 42-81-81-81.

12^e arrdt
PICPUS 3 P. 65 m²
Imm. récent. 3^e étage. Sol
OTM (1) 43-48-05-08.

13^e arrdt
CORVINTON MAISON LOFT
à rénover 145 m². 3^e étage.
2 200 000 F. - 45-44-44-46.

14^e arrdt
ALBA - à SAÏE
480 000 F. - BEAU STUDIO
Trie car. sans vitrail
Asc. bon état. CASSIS.
RIVE GAUCHE - 45-44-44-46.

DEVERET MAISON
5-6 P. - 1^{er} étage. 120 m².
LITRE. 45-44-44-46.

15^e arrdt
MONTPELIER - F. de l. asc.
Avaloir de 150 m². 120 m².
Avaloir de 150 m². 120 m².
RUE FALGÈRE - 850 000 F.
A. de l. asc. 45-44-44-46.

16^e arrdt
ALMA - 4^e étage. 80 m². 80 m².
Avaloir de 150 m². 120 m².
RUE FALGÈRE - 850 000 F.
A. de l. asc. 45-44-44-46.

17^e arrdt
AUTEUIL MAISON
beaucoup de charme. 180 m².
habitable à rénover + jard.
+ sous-sol aménagé.
48-04-84-24. de 9 h à 18 h.

PROCHE TROCADERO
appartement, pièce 11 x 100
270 m². 1^{er} étage.
à rénover. 5^e étage. 18 h.

Province

NIMES - PART. VEND
2 P. 65 m². 1^{er} étage. 3^e étage.
Cuisine avec vitrail. 1 600 000 F.
Tél. : (1) 40-38-17-89.

ESPAGNE - COSTA BRAVA
Situé près de PALS-PLAGE
(à 80 km de la frontière)
dans une résidence
TRES HAUT STANDING
EN BORDURE DU GOLFE
dans un phare - plage de sable
blond - piscine
Construction récente
Sans vitrail
2 chambres - 2 baign.
Vieilles caves dans 78 ans.
LITRE. 45-44-44-46.

URGENT
Vente DUPLEX EXCEPTIONNELLE
ESPAGNE - COSTA BRAVA
situé près de PALS-PLAGE
(à 80 km de la frontière)
dans une résidence
haut de gamme
En bordure du GOLFE
Plage de sable blond
Dans phare
Construction récente
Sans vitrail
3 chambres - 2 baign. - 2 salons.
Terrasse 50 m²
avec piscine et barbecue.
2 piscines dans la résidence.
Appartement récent.
Vente totale. 45-44-44-46.

77
Seine-et-Marne

Part. vend 3 pièces, 95 m².
100 m². 1^{er} étage. 3^e étage.
Dépend. gar. jardin 600 m².
Prix : 1 700 000 F.
AC. DE LA TERRASSE
(1) 35-75-05-90.

Part. vend 3 pièces, 95 m².
100 m². 1^{er} étage. 3^e étage.
Dépend. gar. jardin 600 m².
Prix : 1 700 000 F.
AC. DE LA TERRASSE
(1) 35-75-05-90.

Part. vend 3 pièces, 95 m².
100 m². 1^{er} étage. 3^e étage.
Dépend. gar. jardin 600 m².
Prix : 1 700 000 F.
AC. DE LA TERRASSE
(1) 35-75-05-90.

Part. vend 3 pièces, 95 m².
100 m². 1^{er} étage. 3^e étage.
Dépend. gar. jardin 600 m².
Prix : 1 700 000 F.
AC. DE LA TERRASSE
(1) 35-75-05-90.

Part. vend 3 pièces, 95 m².
100 m². 1^{er} étage. 3^e étage.
Dépend. gar. jardin 600 m².
Prix : 1 700 000 F.
AC. DE LA TERRASSE
(1) 35-75-05-90.

Part. vend 3 pièces, 95 m².
100 m². 1^{er} étage. 3^e étage.
Dépend. gar. jardin 600 m².
Prix : 1 700 000 F.
AC. DE LA TERRASSE
(1) 35-75-05-90.

Part. vend 3 pièces, 95 m².
100 m². 1^{er} étage. 3^e étage.
Dépend. gar. jardin 600 m².
Prix : 1 700 000 F.
AC. DE LA TERRASSE
(1) 35-75-05-90.

Part. vend 3 pièces, 95 m².
100 m². 1^{er} étage. 3^e étage.
Dépend. gar. jardin 600 m².
Prix : 1 700 000 F.
AC. DE LA TERRASSE
(1) 35-75-05-90.

Part. vend 3 pièces, 95 m².
100 m². 1^{er} étage. 3^e étage.
Dépend. gar. jardin 600 m².
Prix : 1 700 000 F.
AC. DE LA TERRASSE
(1) 35-75-05-90.

Part. vend 3 pièces, 95 m².
100 m². 1^{er} étage. 3^e étage.
Dépend. gar. jardin 600 m².
Prix : 1 700 000 F.
AC. DE LA TERRASSE
(1) 35-75-05-90.

Part. vend 3 pièces, 95 m².
100 m². 1^{er} étage. 3^e étage.
Dépend. gar. jardin 600 m².
Prix : 1 700 000 F.
AC. DE LA TERRASSE
(1) 35-75-05-90.

Part. vend 3 pièces, 95 m².
100 m². 1^{er} étage. 3^e étage.
Dépend. gar. jardin 600 m².
Prix : 1 700 000 F.
AC. DE LA TERRASSE
(1) 35-75-05-90.

Part. vend 3 pièces, 95 m².
100 m². 1^{er} étage. 3^e étage.
Dépend. gar. jardin 600 m².
Prix : 1 700 000 F.
AC. DE LA TERRASSE
(1) 35-75-05-90.

Part. vend 3 pièces, 95 m².
100 m². 1^{er} étage. 3^e étage.
Dépend. gar. jardin 600 m².
Prix : 1 700 000 F.
AC. DE LA TERRASSE
(1) 35-75-05-90.

Part. vend 3 pièces, 95 m².
100 m². 1^{er} étage. 3^e étage.
Dépend. gar. jardin 600 m².
Prix : 1 700 000 F.
AC. DE LA TERRASSE
(1) 35-75-05-90.

Part. vend 3 pièces, 95 m².
100 m². 1^{er} étage. 3^e étage.
Dépend. gar. jardin 600 m².
Prix : 1 700 000 F.
AC. DE LA TERRASSE
(1) 35-75-05-90.

Part. vend 3 pièces, 95 m².
100 m². 1^{er} étage. 3^e étage.
Dépend. gar. jardin 600 m².
Prix : 1 700 000 F.
AC. DE LA TERRASSE
(1) 35-75-05-90.

Part. vend 3 pièces, 95 m².
100 m². 1^{er} étage. 3^e étage.
Dépend. gar. jardin 600 m².
Prix : 1 700 000 F.
AC. DE LA TERRASSE
(1) 35-75-05-90.

Part. vend 3 pièces, 95 m².
100 m². 1^{er} étage. 3^e étage.
Dépend. gar. jardin 600 m².
Prix : 1 700 000 F.
AC. DE LA TERRASSE
(1) 35-75-05-90.

Part. vend 3 pièces, 95 m².
100 m². 1^{er} étage. 3^e étage.
Dépend. gar. jardin 600 m².
Prix : 1 700 000 F.
AC. DE LA TERRASSE
(1) 35-75-05-90.

Part. vend 3 pièces, 95 m².
100 m². 1^{er} étage. 3^e étage.
Dépend. gar. jardin 600 m².
Prix : 1 700 000 F.
AC. DE LA TERRASSE
(1) 35-75-05-90.

Part. vend 3 pièces, 95 m².
100 m². 1^{er} étage. 3^e étage.
Dépend. gar. jardin 600 m².
Prix : 1 700 000 F.
AC. DE LA TERRASSE
(1) 35-75-05-90.

Part. vend 3 pièces, 95 m².
100 m². 1^{er} étage. 3^e étage.
Dépend. gar. jardin 600 m².
Prix : 1 700 000 F.
AC. DE LA TERRASSE
(1) 35-75-05-90.

Part. vend 3 pièces, 95 m².
100 m². 1^{er} étage. 3^e étage.
Dépend. gar. jardin 600 m².
Prix : 1 700 000 F.
AC. DE LA TERRASSE
(1) 35-75-05-90.

Part. vend 3 pièces, 95 m².
100 m². 1^{er} étage. 3^e étage.
Dépend. gar. jardin 600 m².
Prix : 1 700 000 F.
AC. DE LA TERRASSE
(1) 35-75-05-90.

locations
meublées
offres

Paris
5^e arrdt. Part. loué
2 P. 65 m². 1^{er} étage. 3^e étage.
Cuisine avec vitrail. 1 600 000 F.
Tél. : (1) 40-38-17-89.

URGENT pour client pressé,
recherche très bel hôtel part.
ou appart. grand standing
env. 250 000 m². KESSLER
45-22-03-80 - 45-58-88-04

Investisseur étranger
désire acheter immeuble
urbain petit appartement
Rive de la Seine.
45-75-05-90

maisons
individuelles

A VENDRE dans le Val-d'Oise
(95). Belle maison individuelle
dans une résidence
6 pièces, toutes en chêne,
belle, cuisine équipée, am-
énagée, cheminée Pierre Bouc
de Provence avec insert.
Sous-sol total, terrain clos
500 m². 1 450 000 F.
Tél. : 34-72-32-04. apr. 20 h.

Joinville-le-Pont, résidentiel,
immeuble ville d'exception,
maison de ville duplex 140 m²,
terrasse 100 m². 55 m².
19 000 F. à m. moy.
réduits. Livraison immédiate.
Immo Marcadet. 42-81-81-81.

A VENDRE dans les Yvelines
(78), sup. villa très récente,
8 pièces, 200 m², sur ter-
rain arboré de 1 800 m², avec
piscine en chêne, colombage,
terrasse, etc.

Possibilité profession libérale
avec 2 pièces indépendantes
au r.d.c. Belle prestations,
sur immeuble, très calme.
2 800 000 F. 45-44-44-46.

Vente superbe villa 1877,
4 pièces, 100 m² habitables.
Est impeccable.
Garde-meur 42 m².
Terrain 5 000 m².
Prix : 700 000 F.
Tél. : 35-75-05-90.

A VENDRE
A MORSANG-LEZ
(Seine-et-Marne), belle sup.
à 20 m. de Paris
PAVILLON
3 chambres, plus cuisine, garage,
jard. arboré, piscine, etc.
PRIX : 1 000 000 F.
Tél. : 35-75-05-90.

NOGENT-SUR-LOGNON (54)
(Toute la région LORRAINE)
Paris, sur 8 pièces, 4 P., cul-
de-sac, b. w.c., Atelier, Jard.
1 250 000 F. 45-44-44-46.

A VENDRE
A MORSANG-LEZ
(Seine-et-Marne), belle sup.
à 20 m. de Paris
PAVILLON
3 chambres, plus cuisine, garage,
jard. arboré, piscine, etc.
PRIX : 1 000 000 F.
Tél. : 35-75-05-90.

A VENDRE
A MORSANG-LEZ
(Seine-et-Marne), belle sup.
à 20 m. de Paris
PAVILLON
3 chambres, plus cuisine, garage,
jard. arboré, piscine, etc.
PRIX : 1 000 000 F.
Tél. : 35-75-05-90.

A VENDRE
A MORSANG-LEZ
(Seine-et-Marne), belle sup.
à 20 m. de Paris
PAVILLON
3 chambres, plus cuisine, garage,
jard. arboré, piscine, etc.
PRIX : 1 000 000 F.
Tél. : 35-75-05-90.

A VENDRE
A MORSANG-LEZ
(Seine-et-Marne), belle sup.
à 20 m. de Paris
PAVILLON
3 chambres, plus cuisine, garage,
jard. arboré, piscine, etc.
PRIX : 1 000 000 F.
Tél. : 35-75-05-90.

A VENDRE
A MORSANG-LEZ
(Seine-et-Marne), belle sup.
à 20 m. de Paris
PAVILLON
3 chambres, plus cuisine, garage,
jard. arboré, piscine, etc.
PRIX : 1 000 000 F.
Tél. : 35-75-05-90.

A VENDRE
A MORSANG-LEZ
(Seine-et-Marne), belle sup.
à 20 m. de Paris
PAVILLON
3 chambres, plus cuisine, garage,
jard. arboré, piscine, etc.
PRIX : 1 000 000 F.
Tél. : 35-75-05-90.

A VENDRE
A MORSANG-LEZ
(Seine-et-Marne), belle sup.
à 20 m. de Paris
PAVILLON
3 chambres, plus cuisine, garage,
jard. arboré, piscine, etc.
PRIX : 1 000 000 F.
Tél. : 35-75-05-90.

A VENDRE
A MORSANG-LEZ
(Seine-et-Marne), belle sup.
à 20 m. de Paris
PAVILLON
3 chambres, plus cuisine, garage,
jard. arboré, piscine, etc.
PRIX : 1 000 000 F.
Tél. : 35-75-05-90.

A VENDRE
A MORSANG-LEZ
(Seine-et-Marne), belle sup.
à 20 m. de Paris
PAVILLON
3 chambres, plus cuisine, garage,
jard. arboré, piscine, etc.
PRIX : 1 000 000 F.
Tél. : 35-75-05-90.

A VENDRE
A MORSANG-LEZ
(Seine-et-Marne), belle sup.
à 20 m. de Paris
PAVILLON
3 chambres, plus cuisine, garage,
jard. arboré, piscine, etc.
PRIX : 1 000 000 F.
Tél. : 35-75-05-90.

A VENDRE
A MORSANG-LEZ
(Seine-et-Marne), belle sup.
à 20 m. de Paris
PAVILLON
3 chambres, plus cuisine, garage,
jard. arboré, piscine, etc.
PRIX : 1 000 000 F.
Tél. : 35-75-05-90.

A VENDRE
A MORSANG-LEZ
(Seine-et-Marne), belle sup.
à 20 m. de Paris
PAVILLON
3 chambres, plus cuisine, garage,
jard. arboré, piscine, etc.
PRIX : 1 000 000 F.
Tél. : 35-75-05-90.

A VENDRE
A MORSANG-LEZ
(Seine-et-Marne), belle sup.
à 20 m. de Paris
PAVILLON
3 chambres, plus cuisine, garage,
jard. arboré, piscine, etc.
PRIX : 1 000 000 F.
Tél. : 35-75-05-90.

A VENDRE
A MORSANG-LEZ
(Seine-et-Marne), belle sup.
à 20 m. de Paris
PAVILLON
3 chambres, plus cuisine, garage,
jard. arboré, piscine, etc.
PRIX : 1 000 000 F.
Tél. : 35-75-05-90.

A VENDRE
A MORSANG-LEZ
(Seine-et-Marne), belle sup.
à 20 m. de Paris
PAVILLON
3 chambres, plus cuisine, garage,
jard. arboré, piscine, etc.
PRIX : 1 000 000 F.
Tél. : 35-75-05-90.

هكذا من راحل

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			16^e ARRONDISSEMENT			92 HAUTS-DE-SEINE		
4^e ARRONDISSEMENT			17^e ARRONDISSEMENT			19^e ARRONDISSEMENT		
4 PIÈCES DUPLEX 90 m², 1 ^{er} étage possibilité parking	6-8, rue des Guillemites CIGIMO - 49-00-89-89 Honoraires de location	8 650 + 815 5 498	2 PIÈCES 54 m², 3 ^e étage	12, avenue Boudon LOCARE - 40-61-66-00 Frais de commission	5 948 + 885 5 948	2 PIÈCES Immeuble neuf très bon standing 53 m², 2 ^e étage	ASNIÈRES 39-46, rue de l'Alma SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-85 Frais de commission	4 300 + 423 3 086
5^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES 81 m², 5 ^e étage Parking	185, boulevard Murat LOC INTER - 47-45-16-09 Frais de commission	5 800 + 880 7 328	2 PIÈCES 51 m², 4 ^e étage parking	COURBEVOIE 25, rue Pierre-Lhomme SOLVEG - 40-87-06-99 Frais de commission	4 800 + 510 4 000
7^e ARRONDISSEMENT			STUDIO 29 m², 1 ^{er} étage parking	60-62, av. Henri-Martin GCI - 40-16-28-68 Frais d'actes	5 283 + 882 262	3 PIÈCES 72 m², 3 ^e étage parking	COURBEVOIE 25, rue Pierre-Lhomme SOLVEG - 40-87-06-99 Frais de commission	8 600 + 730 5 350
8^e ARRONDISSEMENT			19^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES 86 m², rez-de-ch. parking	COURBEVOIE 25, rue Pierre-Lhomme SOLVEG - 40-87-06-99 Frais de commission	6 630 + 602 5 086
3 PIÈCES 87 m², 3 ^e étage parking	11, rue Tournefort GCI - 40-16-28-70 Frais d'actes	13 000 + 1 055 5 520	4 PIÈCES 150 m², 3 ^e étage cave	94, boulevard Flandrin AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	15 564 + 1 700 11 146	4 PIÈCES 98 m², 4 ^e étage	COURBEVOIE 42, terrasse de l'Isle AGIFRANCE - 49-03-43-04 Frais de commission	5 014 + 1 943 4 278
10^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES 92 m², 5 ^e étage balcon, 2 parkings	19-21, rue Saligny LOC INTER - 47-46-16-09 Frais de commission	10 817 + 1 000 8 190	3 PIÈCES 75 m², 2 ^e étage balcon, parking	LA GARENNE-COLOMBES 17, rue d'Estienne-d'Orves CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	5 700 + 832 4 374
STUDIO 31 m², 1 ^{er} étage cave	189, rue de Grenelle AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	3 850 + 480 2 740	3-4 PIÈCES 86 m², 1 ^{er} étage Parking	11, rue Galvani GERER - 48-42-25-40 Frais de commission	10 850 + 880 10 224	3 PIÈCES 73 m², 2 ^e étage parking	NEUILLY 3 bis, av. du 11-Novembre-1918 SAGGEL VENDÔME - 46-08-80-36 Frais de commission	8 200 + 1 155 4 464
12^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES 138 m², 5 ^e étage	9, rue des Dardennes GCI - 40-16-28-71 Frais d'actes	17 000 + 2 208 640	4 PIÈCES 111 m², 3 ^e étage cave	NEUILLY 5-7, avenue Sainte-Foy AGF - 44-88-45-45 Frais de commission	11 400 + 1 100 8 112
4 PIÈCES 171 m², 1 ^{er} étage	45, rue de Coucelles AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	18 810 + 1 740 13 385	78 YVELINES			5 PIÈCES 166 m², 2 ^e étage	NEUILLY 14, rue Chauveau AGIFRANCE - 49-03-43-04 Frais de commission	17 570 + 1 843 12 502
8 PIÈCES 167 m², 5 ^e étage cave	42, avenue de Wagram AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	21 000 + 2 300 14 943	2 PIÈCES 40 m², 7 ^e étage cave, parking	2-10, rue de Joinville AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	4 350 + 810 3 095	4 PIÈCES 110 m², rez-de-ch. balcon 18 m² sur jardin	SAINT-CLOUD 126, bd de la République SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	10 500 + 1 100 6 275
5-6 PIÈCES dont 3 chambres 110 m², 1 ^{er} étage	44, rue du Collège GCI - 40-16-28-69	11 575 + 1 450	3 PIÈCES 78 m², 3 ^e ét., vue très dégagée, park.	27 bis, rue de Bellevue SAGGEL VENDÔME - 42-66-61-05 Frais de commission	7 510 + 794 5 407	3 PIÈCES 73 m², 2 ^e étage cave, parking	SURESNES 20, rue S.-de-Rothschild AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	4 665 + 1 085 3 320
13^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES 93 m², 1 ^{er} étage parking	27 bis, rue de Bellevue SAGGEL VENDÔME - 42-66-61-05 Frais de commission	7 860 + 918 5 515	93 SEINE-SAINT-DENIS		
4 PIÈCES 103 m², 3 ^e étage refait à neuf parking	7, rue du Terrage SAGGEL VENDÔME - 42-66-61-05 Frais de commission	7 250 + 1 480 5 220	91 ESSONNE			4 PIÈCES 86 m², 6 ^e étage parking	NOISY-LE-GRAND 16-18, promenade Michel-Simon AGIFRANCE - 49-03-43-02 Frais de commission	3 882 + 1 024 3 176
15^e ARRONDISSEMENT			2-3 PIÈCES 85 m², 1 ^{er} étage balcon	LE CHESNAY 60-82, rue Moxouris CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	3 200 + 1 050 2 574	94 VAL-DE-MARNE		
2 PIÈCES 52 m², 5 ^e étage cave, parking	12, rue de Rambouillet AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	5 986 + 980 4 269	MAISON DE VILLE 4 PIÈCES 95 m², garage	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 20-22, rue Schnapper SAGGEL VENDÔME - 47-78-15-85 Frais de commission	7 227 + 539 5 663	2 PIÈCES 50 m², 1 ^{er} étage parking	CACHAN 12, av. Cousin-de-Méricourt SAGGEL VENDÔME - 46-08-80-36 Frais de commission	3 750 + 601 2 700
16^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES 66 m², 1 ^{er} étage cave, parking	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 42, rue des Ursulines AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	5 248 + 790 3 734	3 PIÈCES 70 m², rez-de-ch. Terrasse 19 m²	NOGENT 66, rue François-Rolland SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	7 165 + 550 5 774
3 PIÈCES 74 m², 4 ^e étage cave, parking	68, rue de la Glacière AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	6 375 + 585 4 536	4 PIÈCES 106 m², 5 ^e étage Parking	VERSAILLES 57, rue du Marché-à-voix SAGGEL VENDÔME - 46-08-80-36 Frais de commission	7 300 + 2 138 5 258	2 PIÈCES 50 m², 3 ^e étage Parking	SAINT-MANDÉ 35, avenue Joffre LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	4 900 + 615 3 786
4 PIÈCES 90 m², 1 ^{er} étage terrasse, parking	14, rue Charles-Fourier GERER - 49-42-25-40 Frais de commission	9 620 + 800 5 480	2 PIÈCES 55 m², 2 ^e étage	VERSAILLES 35 bis, rue du Maréchal-Gallieni CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	4 400 + 620 3 438	3 PIÈCES 68 m², 3 ^e étage balcon, parking	SAINT-MANDÉ 35, avenue Joffre LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	5 175 + 781 4 734

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LA PARTICIPATION DE



Le Monde

Chaque mercredi (numéro daté jeudi)
Vos rendez-vous IMMOBILIER

La sélection immobilière - Les locations des institutionnels - L'immobilier d'entreprise
Professionnels : 46-62-73-43 - Particuliers : 46-62-72-02/46-62-73-90

46-62-72-02

46-62-73-90

46-62-98-74

ÉCONOMIE

BILLET

La reprise des négociations transatlantiques

Signal d'alarme

La première grève européenne des cheminots est un essai qu'il restera à transformer. Succès « franc et massif » en France et en Belgique, elle n'a été que peu suivie dans les autres pays. Les cheminots entendaient protester contre l'amorce de libéralisation des chemins de fer prévue par une directive communautaire de juillet 1991. Recevant les représentants des syndicats mardi à Luxembourg, M. Karol Van Miert, commissaire européen chargé des transports, a rappelé que cette directive ne pouvait servir de prétexte à une privatisation du rail. C'est en Belgique qu'a germé au printemps l'idée de la grève du 27 octobre reprise ensuite par l'ensemble des organisations de cheminots adhérentes à la confédération européenne des syndicats (CES). La Société nationale des chemins de fer belges (SNCB) est récemment devenue une « société publique autonome » avec des obligations de service public réduites par rapport à celles qui découlaient de la nationalisation des chemins de fer en 1926. En désaccord avec un plan d'entreprise faisant, selon eux, la part trop belle aux critères de gestion du privé, plusieurs centaines de syndicalistes ont manifesté à Louvain, à Courtrai et à Namur, en marge de l'arrêt de travail d'une heure.

En Grande-Bretagne, où British Rail fait l'objet d'un projet de privatisation, la grève n'a pas été autorisée. En Allemagne, les cheminots, dont le droit de grève est limité, ont participé au mouvement en distribuant des tracts. Aux Pays-Bas, les syndicats soutenaient l'action « morale » mais n'y ont pas participé. En revanche, en France, la grève est allée bien au-delà du mot d'ordre d'une heure et la reprise du trafic de la SNCF sur la banlieue parisienne s'avère plus difficile que prévu mercredi matin. La société française est pourtant l'une des moins menacées par une éventuelle privatisation et figure parmi les entreprises publiques qui ont fait l'objet des meilleures augmentations de salaires en 1991. « L'importante participation des cheminots parisiens à la manifestation organisée par l'ensemble des syndicats devant la direction générale de la SNCF » montre que « les orientations libérales à l'égard des chemins de fer ne sont pas acceptées par les cheminots », note FO. Derrière les cheminots, il y a sans doute « potentiellement » les électriciens, gaziers, postiers, employés des télécommunications, qui disposent « de droits exclusifs que la politique communautaire de dérégulation s'est donné pour but de pourfendre », selon la CFE-CGC.

MARTINE LARONCHE

□ Fonds de solidarité des retraites : réactions contradictoires des partenaires sociaux. - Présenté aux partenaires sociaux, le projet de création d'un Fonds de solidarité des retraites (le Monde du 28 octobre) provoque des réactions contradictoires. La CFTC s'est « félicitée de la volonté du gouvernement » mais a exprimé son « inquiétude » sur l'hypothèse d'un déficit de la branche famille. La CFE-CGC estime l'opération « utile » mais « illusoire si elle ne s'accompagne pas d'une réforme structurelle ». Le CNPF considère que ce n'est qu'un aspect de la question et veut des mesures pour assurer l'équilibre financier des retraites. Quant à la CGT, elle s'affirme en « désaccord complet » avec le projet, qu'elle qualifie d'« éclatement de la Sécurité sociale ».

Les Etats-Unis sont-ils en mesure de souscrire à un accord agricole équilibré ?

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Les Etats-Unis ont fait savoir, mardi 27 octobre au soir, qu'ils étaient prêts à reprendre les pourparlers afin d'essayer de tirer de l'impasse avant le 3 novembre - date de l'élection présidentielle américaine - les négociations sur le volet agricole de l'Uruguay Round. M. Ray MacSharry, commissaire européen chargé des affaires agricoles, devait donc rencontrer M. Edward Madigan, secrétaire américain à l'Agriculture, mais la date n'a pas encore été fixée. Pourtant, un haut responsable de l'administration Bush a affirmé, mardi, selon l'AFP, que les négociations sont toujours au point mort.

Une certaine nervosité, nourrie des rumeurs les plus diverses, commence à se manifester parmi les

Les Journées prospectives du « Monde »

Le doute s'empare des cadres

Ouvertes le 27 octobre par M. Pierre Bérégovoy, premier ministre, les « assises pour l'emploi » ont donné le coup d'envoi aux 4^{es} Journées prospectives organisées par le Monde au palais de l'UNESCO à Paris.

Par son discours, M. Pierre Bérégovoy avait donné le ton de la journée (le Monde du 29 octobre) en évoquant les causes profondes du chômage et les risques que celui-ci fait courir « à une société et à une civilisation qui s'organise et se pense autour du travail ». Refusant « la société à deux ou trois vitesses », il s'est prononcé pour une baisse du temps de travail, par le partage, et pour un étalement dans le temps des augmentations de salaire avant d'en venir à l'essentiel.

Après l'intervention du premier ministre, le débat s'est engagé sur le thème « Comment gérer les carrières dans un environnement en turbulence » et il apparaît que ces préoccupations concernaient désormais les cadres, à leur tour touchés. « Dans la mesure où il est en position précaire, le cadre (hors fonction publique) perd son indépendance et se voit imposer le statut de l'employé », a-t-il été dit. « Il est menacé de revenir au niveau de l'employé. Le cadre peut difficilement régresser sous peine de déchoir », devait faire observer M. Philippe d'Iribarne, directeur de recherche au CNRS.

Professeur à la Harvard Business School, M^{me} Janice McCormick, empuisée, avait enregistré son message, indiquant que l'idée d'un statut spécifique du cadre en France - originale par rapport aux Etats-Unis, au Japon ou en Europe - « n'est plus en rapport avec les besoins des entreprises », faisant ainsi écho à une préoccupation largement exprimée à la tribune. Pour M^{me} McCormick, les « modèles » de gestion des cadres sont multiples. « Le cadre n'a pas de loyauté vis-à-vis de l'entreprise mais vis-à-vis de l'accumulation de ses compétences. C'est à lui de prendre en charge la gestion de sa propre carrière », la gestion prévisionnelle de l'emploi étant un passage qualifié de « leurre ».

En écho, l'après-midi consacrée à la « responsabilité sociale de l'entreprise » devait largement ajouter au trouble avec l'introduction son message, indiquant que l'idée d'un statut spécifique du cadre en France - originale par rapport aux Etats-Unis, au Japon ou en Europe - « n'est plus en rapport avec les besoins des entreprises », faisant ainsi écho à une préoccupation largement exprimée à la tribune. Pour M^{me} McCormick, les « modèles » de gestion des cadres sont multiples. « Le cadre n'a pas de loyauté vis-à-vis de l'entreprise mais vis-à-vis de l'accumulation de ses compétences. C'est à lui de prendre en charge la gestion de sa propre carrière », la gestion prévisionnelle de l'emploi étant un passage qualifié de « leurre ».

En écho, l'après-midi consacrée à la « responsabilité sociale de l'entreprise » devait largement ajouter au trouble avec l'introduction son message, indiquant que l'idée d'un statut spécifique du cadre en France - originale par rapport aux Etats-Unis, au Japon ou en Europe - « n'est plus en rapport avec les besoins des entreprises », faisant ainsi écho à une préoccupation largement exprimée à la tribune. Pour M^{me} McCormick, les « modèles » de gestion des cadres sont multiples. « Le cadre n'a pas de loyauté vis-à-vis de l'entreprise mais vis-à-vis de l'accumulation de ses compétences. C'est à lui de prendre en charge la gestion de sa propre carrière », la gestion prévisionnelle de l'emploi étant un passage qualifié de « leurre ».

protagistes de ce feuilleton politico-commercial. La véritable question reste posée : les Américains sont-ils capables de « brider » sur les trois points qui, à ce stade, posent vraiment problème ?

• L'étendue des surfaces qui pourraient être semées en oléagineux dans la CEE au cours des années à venir. La CEE réclame 5,2 millions d'hectares, ce qui représente une production d'environ 9 millions de tonnes, contre 11,5 millions en 1992. Les négociateurs américains avaient pratiquement accepté ces seuils, qui prennent en compte les effets attendus de la réforme de la politique agricole commune (PAC), mais ils ont depuis fait marche arrière.

• La droit à produire des oléagineux destinés à un usage industriel sur les terres mises en jachère en application de la réforme de la PAC. Les Américains le refusent pour l'instant.

• Le droit au « rééquilibrage », c'est-à-dire le freinage des importations de produits de substitution des céréales dans la CEE. Washington ne veut toujours pas en entendre parler.

Rien n'est venu jusqu'ici indiquer que l'administration Bush, qui négocie sous le contrôle de ses lobbies, pourra donner satisfaction aux Douze. En sens inverse, il est difficile d'imaginer que la Commission souscrive à un accord qui n'impliquerait pas des progrès significatifs sur ces trois dossiers.

Dans l'hypothèse, peu vraisemblable, où les Etats-Unis, pour conclure, se montreraient prêts à faire des concessions en vue d'un accord à peu près équilibré, les Français seraient certainement mal inspirés d'y faire obstruction.

PHILIPPE LEMAITRE

Discorde à la présidence de la Commission

AMSTERDAM
de notre correspondant

Source de crispation entre les Etats-Unis et la CEE et de dissension au sein des Douze, les difficultés pourparlers du GATT sont aussi un motif de discorde au plus haut niveau de la Commission de Bruxelles. La torchon brûle entre le Français Jacques Delors, président de l'institution, et le Néerlandais Frans Andriessen, vice-président chargé des relations internationales.

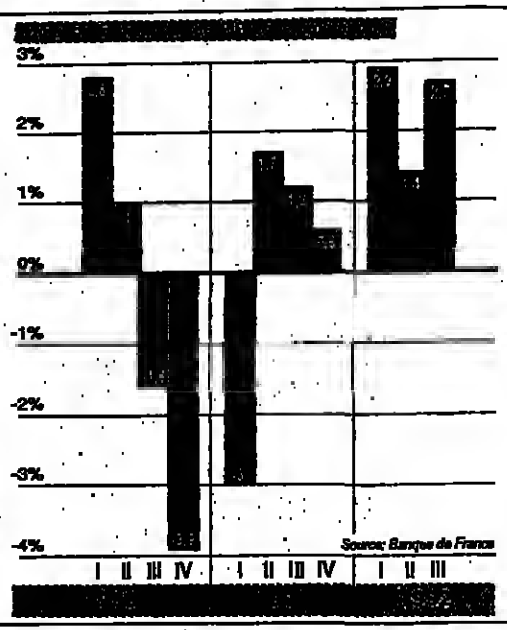
Représentant les Douze, avec la commissaire irlandaise Mac Sherry, à la table des négociations, M. Andriessen vient de reconnaître sa mésentente avec M. Delors, qui estime que la

conclusion d'un nouvel accord du GATT, tel qu'il est formulé, serait préjudiciable aux intérêts français : « L'analyse par M. Delors des conséquences de l'accord n'est pas la même que celle des négociateurs de la CEE », vient-il de déclarer à la télévision néerlandaise. Situation inhabituelle, c'est « en public » que ces reproches ont été formulés. Mais M. Andriessen a ajouté que son collègue Mac Sherry et lui-même espèrent « parvenir à convaincre M. Delors que les intérêts des agriculteurs français étaient aussi servis par un nouvel accord du GATT ».

C. Ch.

PIB américain : hausse de 2,7 % au troisième trimestre

Le produit intérieur brut (PIB) des Etats-Unis a progressé de 2,7 % au rythme annuel au troisième trimestre contre 1,5 % au cours des trois mois précédents, a annoncé, mardi 27 octobre, le département du Commerce. Le résultat de cette première estimation dépasse les prévisions de la plupart des analystes.



Il s'agit de la quatrième meilleure progression trimestrielle depuis le début du mandat de M. George Bush. A une semaine du scrutin présidentiel, le candidat républicain à la présidence a qualifié ce résultat d'« encourageant ». La hausse du PIB s'explique notamment par la reprise des dépenses de consommation qui ont augmenté de 3,4 %, en rythme annuel, au troisième trimestre, après une baisse de 0,1 % au deuxième trimestre et un bond de 5,1 % pour les trois premiers mois de 1992.

Après les lourdes pertes du groupe Torras

Les investissements du Koweït en Espagne sont remis en question

MADRID
de notre correspondant

Nouvel épisode dans le feuilleton des investissements koweïtiens en Espagne. Le ministre des finances de l'émirat a décidé de porter plainte pour tantar de démanteler les responsabilités dans les pertes du groupe Torras, contrôlé par le KIO.

Le ministre des finances du Koweït, M. Nassir Al Roufai, a annoncé, mardi 27 octobre, que la justice de l'émirat avait été saisie pour enquêter sur les investissements de KIO (Kawati Investment Office) en Espagne en raison d'« infractions juridiques et d'abus de pouvoir ». Cette décision intervient au moment même où la Commission nationale du marché des valeurs (CNMV), l'équivalent de la CGB (Commission des opérations de bourse), a rejoint au groupe Torras (holding de KIO en Espagne) de fournir l'audit du bilan 1991. Le rapport révélerait une perte de 35 milliards de pesetas (1,1 milliard de francs) pour un bénéfice déclaré de 2 milliards de pesetas.

Selon le ministre, « les abus ont dépassé toutes les limites », et l'enquête doit permettre de déterminer les responsables de ces pertes. Depuis le milieu des années 80, 4 milliards de dollars (20 milliards de francs environ) ont été investis en Espagne, et une bonne partie de cette somme s'est volatilisée. Les investigations seront orientées principalement en direction de l'ancienne équipe dirigeante. M. Fouad Jalel Jalel, président directeur général de KIO (dont le siège est à Londres) et son homme de confiance en Espagne, M. Javier de la Rosa, homme d'affaires catalan, qui a quitté ses fonctions en juin dernier.

Pour les autorités koweïtiennes, il est évident qu'il y a eu des irrégularités. Les difficultés du groupe chimique Ercros (numéro un espagnol des engrais), contrôlé à 38 % par Torras, en suspension de paiement depuis plusieurs mois, n'expliquent pas tout. De même que le déficit du groupe immobilier Prima Immobiliaria (détenu à 32 % par Torras), estimé à 70 milliards de pesetas, ne suffit pas à expliquer de quelle manière les investissements ont été gaspillés.

Au-delà de ces pertes se pose le problème du maintien de la présence de KIO en Espagne. A la fin du mois de septembre, les nouveaux gestionnaires du groupe Torras ont assuré qu'ils allaient investir 100 milliards de pesetas et capitaliser 7 milliards de francs de prêts consentis par KIO pour éponger la dette. A la mi-juin, déjà, le président du holding koweïtien avait affirmé au ministre espagnol de l'Economie et des finances, M. Carlos Solchaga, la volonté des Koweïtiens de rester en Espagne.

La banque américaine Salomon Brothers, chargée de mener une enquête sur les investissements de KIO en Espagne, a estimé que le groupe Torras avait un passif de 38 milliards de pesetas au 30 juin de cette année, selon un rapport dont a fait état le Financial Times le 26 octobre.

Le feuilleton KIO ne fait que commencer. Les autorités du pays suivent avec inquiétude les péripéties de la déconvenue koweïtienne en Espagne, espérant que les dix mille employés d'Ercros ne seront pas licenciés et que les investissements seront maintenus. Les deux tours inclinées de la place de Castille, actuellement en cours de construction, seront-elles achevées par KIO ? Fermant la perspective du pays de la Castille, elles sont la clef de voûte de l'ensemble et la concrétisation des ambitions du groupe. Tout un symbole !

MICHEL BOLE-RICHARD

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



CAISSE CENTRALE DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE

EMPRUNTS
OCTOBRE 1992
GARANTIS PAR L'ÉTAT

EMPRUNT 8,60 %

Assimilable aux emprunts 8,60 % Janvier et Juin 1992

Montant : F 1.300.000.000.

Prix de souscription : 106,04 %, soit F 3.302,00 par obligation comprenant le prix d'émission de F 4 981,25 et le coupon couru de F 320,75.

Date de jouissance : le 10 février 1992.

Date de règlement : le 9 novembre 1992.

Durée : 12 ans et 93 jours.

Intérêt annuel : 8,60 %, soit F 430 par obligation payable le 10 février

de chaque année et pour la première fois le 10 février 1993.

Taux de rendement actuariel : 8,64 %.

Amortissement normal : en pair, in fine, portant sur l'ensemble des obligations assimilées, le 10 février 2005.

Amortissement anticipé : possible par rachat en Bourse, OPA et OPE.

Cotation : les obligations feront l'objet d'une demande d'admission à la Cote Officielle (Bourse de Paris).

EMPRUNT 9 %

Octobre 1992

Montant : F 200.000.000.

Prix de souscription : 101,30 %, soit F 5.065,00 par obligation.

Date de jouissance : le 9 novembre 1992.

Date de règlement : le 9 novembre 1992.

Durée : 20 ans.

Intérêt annuel : 9 %, soit F 450 par obligation payable le 9 novembre de chaque année et pour la première fois le 9 novembre 1993.

Taux de rendement actuariel : 8,86 %.

Amortissement normal : au pair, in fine, portant sur l'ensemble des obligations, le 9 novembre 2012.

Amortissement anticipé : possible par rachat en Bourse, OPA et OPE.

Cotation : les obligations feront l'objet d'une demande d'admission à la Cote Officielle (Bourse de Paris).

Une note d'information (visé CGB n° 92-368 du 22 octobre 1992) est mise gratuitement à la disposition du public au siège de la Caisse Centrale de Coopération Economique, Cité du Reiro, 35-37, rue Bolée d'Anglais, 75006 Paris, et auprès des établissements chargés du placement. BALO du 26 octobre 1992.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 28 OCTOBRE

Cours relevés à 13 h 30

Règlement mensuel											
Comptes	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Comptes	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%
4880	CALF 3%	4840	4845	4880	-1,23	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4882	CALF 3,5%	4810	4805	4882	-0,82	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4884	CALF 4%	4780	4785	4884	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4886	CALF 4,5%	4750	4755	4886	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4888	CALF 5%	4720	4725	4888	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4890	CALF 5,5%	4690	4695	4890	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4892	CALF 6%	4660	4665	4892	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4894	CALF 6,5%	4630	4635	4894	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4896	CALF 7%	4600	4605	4896	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4898	CALF 7,5%	4570	4575	4898	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4900	CALF 8%	4540	4545	4900	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4902	CALF 8,5%	4510	4515	4902	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4904	CALF 9%	4480	4485	4904	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4906	CALF 9,5%	4450	4455	4906	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4908	CALF 10%	4420	4425	4908	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4910	CALF 10,5%	4390	4395	4910	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4912	CALF 11%	4360	4365	4912	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4914	CALF 11,5%	4330	4335	4914	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4916	CALF 12%	4300	4305	4916	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4918	CALF 12,5%	4270	4275	4918	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4920	CALF 13%	4240	4245	4920	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4922	CALF 13,5%	4210	4215	4922	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4924	CALF 14%	4180	4185	4924	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4926	CALF 14,5%	4150	4155	4926	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4928	CALF 15%	4120	4125	4928	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4930	CALF 15,5%	4090	4095	4930	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4932	CALF 16%	4060	4065	4932	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4934	CALF 16,5%	4030	4035	4934	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4936	CALF 17%	4000	4005	4936	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4938	CALF 17,5%	3970	3975	4938	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4940	CALF 18%	3940	3945	4940	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4942	CALF 18,5%	3910	3915	4942	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4944	CALF 19%	3880	3885	4944	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4946	CALF 19,5%	3850	3855	4946	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4948	CALF 20%	3820	3825	4948	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4950	CALF 20,5%	3790	3795	4950	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4952	CALF 21%	3760	3765	4952	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4954	CALF 21,5%	3730	3735	4954	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4956	CALF 22%	3700	3705	4956	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4958	CALF 22,5%	3670	3675	4958	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4960	CALF 23%	3640	3645	4960	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4962	CALF 23,5%	3610	3615	4962	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4964	CALF 24%	3580	3585	4964	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4966	CALF 24,5%	3550	3555	4966	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4968	CALF 25%	3520	3525	4968	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4970	CALF 25,5%	3490	3495	4970	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4972	CALF 26%	3460	3465	4972	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4974	CALF 26,5%	3430	3435	4974	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4976	CALF 27%	3400	3405	4976	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4978	CALF 27,5%	3370	3375	4978	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4980	CALF 28%	3340	3345	4980	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4982	CALF 28,5%	3310	3315	4982	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4984	CALF 29%	3280	3285	4984	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4986	CALF 29,5%	3250	3255	4986	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4988	CALF 30%	3220	3225	4988	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4990	CALF 30,5%	3190	3195	4990	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4992	CALF 31%	3160	3165	4992	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4994	CALF 31,5%	3130	3135	4994	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4996	CALF 32%	3100	3105	4996	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
4998	CALF 32,5%	3070	3075	4998	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%
5000	CALF 33%	3040	3045	5000	-0,81	Comptes <td>VALEURS</td> <td>Cours<td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td></td>	VALEURS	Cours <td>Précéd.<td>Dernier<td>%</td></td></td>	Précéd. <td>Dernier<td>%</td></td>	Dernier <td>%</td>	%

COMPTANT (sélection)

SICAV (sélection)

27/10

VALEURS		% du nom	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission (Fr. ind.)	Rachet net	VALEURS	Emission (Fr. ind.)	Rachet net	VALEURS	Emission (Fr. ind.)	Rachet net																		
Obligations																																							
Emp. État 12,49%																						102 80	1 39	CITRAM B	2000		Pardner	398	....	398	....	194 37	194 37	Fract-Associations	36 59	36 59	Piv/Associations	3059 03	3059 03
Emp. État 12,49%																						104 85	1 42	Comptex	606	803	Procedia (P)	351	....	351	....	583 89	583 89	Fract-Opt	44 10	44 10	Quint	992 59	944 38
Emp. État 12,49%																						106 85	1 45	CO Indus	3700	3000	Publicis	460	526	460	526	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						108 85	1 48	CO Indus	306	301	Relatim	116	116	116	116	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						110 85	1 51	Comptex	390	400	Rosier	137	137	137	137	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						112 85	1 54	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						114 85	1 57	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						116 85	1 60	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						118 85	1 63	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						120 85	1 66	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						122 85	1 69	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						124 85	1 72	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						126 85	1 75	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						128 85	1 78	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						130 85	1 81	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						132 85	1 84	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						134 85	1 87	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						136 85	1 90	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						138 85	1 93	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						140 85	1 96	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						142 85	1 99	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						144 85	2 02	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						146 85	2 05	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						148 85	2 08	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						150 85	2 11	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						152 85	2 14	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						154 85	2 17	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						156 85	2 20	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						158 85	2 23	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						160 85	2 26	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						162 85	2 29	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						164 85	2 32	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						166 85	2 35	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						168 85	2 38	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						170 85	2 41	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						172 85	2 44	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						174 85	2 47	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						176 85	2 50	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						178 85	2 53	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						180 85	2 56	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						182 85	2 59	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						184 85	2 62	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						186 85	2 65	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						188 85	2 68	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						190 85	2 71	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						192 85	2 74	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						194 85	2 77	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						196 85	2 80	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						198 85	2 83	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						200 85	2 86	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						202 85	2 89	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						204 85	2 92	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						206 85	2 95	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						208 85	2 98	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						210 85	3 01	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						212 85	3 04	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						214 85	3 07	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						216 85	3 10	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						218 85	3 13	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						220 85	3 16	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						222 85	3 19	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						224 85	3 22	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						226 85	3 25	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						228 85	3 28	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						230 85	3 31	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						232 85	3 34	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						234 85	3 37	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						236 85	3 40	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89	Amplitude	201 21	237 05	Quint	126 70	126 56
Emp. État 12,49%																						238 85	3 43	Comptex	390	360	SAGER	211	....	211	....	100	583 89						

CONJONCTURE

L'économie sans boussole

Suite de la première page

Les facteurs psychologiques jouent presque autant que les facteurs objectifs, qui... ne sont pas tous mauvais. Aux États-Unis, l'économie courbe le dos en attendant l'élection présidentielle. Mais l'envoie des commandes industrielles en septembre, la plus forte progression depuis vingt ans, ou une première estimation favorable de la croissance au troisième trimestre peuvent faire repartir la confiance plus que bien des discours électoraux.

En France, du président de la République, M. François Mitterrand, au premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, en passant par le ministre de l'économie, M. Michel Sapin, les discours se succèdent, identiques, pour vanter la bonne santé d'une économie qui a permis d'affronter victorieusement la récente tempête monétaire.

De fait, comme le souligne le bulletin *Actualité* de l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM), « les données fondamentales de notre économie sont devenues remarquablement saines, et notre pays - avec une croissance voisine de 2 % cette année et environ 1,7 % l'an prochain - est la locomotive de l'Europe ». L'inflation est bien maîtrisée. Le commerce extérieur va achever l'année avec un excédent de plus de 20 milliards de francs. Et, même trop élevé, le déficit public est encore inférieur à la moyenne européenne, au point que la France reçoit aujourd'hui les critères requis pour le passage à la monnaie unique.

La déprime nourrit la déprime

Mais la « locomotive » française manque de combustible. Différents facteurs s'ajoutent à l'incertitude politique et économique, nourrissant de déprime et de tristesse les chefs d'entreprise. Comme l'affirme M. Bernard Cambournac, président de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, « la sérénité apparente du discours officiel passe mal chez les patrons, petits et grands. Si les équilibres généraux sont effectivement préservés pour l'instant, la reprise n'est pas là et paraît s'éloigner encore ».

La demande interne est frappée d'atonie, le chômage, les incertitudes politiques et économiques et la cherté du crédit alimentent la stagnation de la consommation, alors que le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages continue de progresser. Les carnets de commandes des entreprises sont plats. La baisse de l'investissement industriel est continue depuis sept trimestres et risque d'atteindre en 1992 un niveau équivalent à celui de 1991 (- 6 % en valeur et - 3 % en volume). Pour les neuf premiers mois de l'année, le tribunal de commerce de Paris a enregistré une hausse de 30 % en nombre et de 32 % en valeur des dépôts de bilan. Le bâtiment est sinistré et même le secteur des services est touché !

Alors que les licenciements économiques se multiplient, la récente embellie des chiffres du chômage a toutes les chances de n'être que de courte durée, la marche vers le

seuil des 3 millions de demandeurs d'emploi se poursuivant inexorablement, faute d'une croissance suffisante. Perspective d'autant plus sombre que l'environnement international est maussade.

La reprise de l'économie américaine - qui représente à elle seule 38 % de la production des vingt-quatre pays de l'OCDE - est plus qu'optimiste. La récession britannique se poursuit. Le ralentissement japonais se précise. La détente des taux d'intérêt, si elle est réelle, demande à être confirmée et amplifiée. L'économie mondiale semble en panne, chapeau des grands pays industrialisés agissant au nom de ses seuls intérêts, malgré les expressions officielles de solidarité et les vœux pieux collectionnés lors des différentes réunions du G7. Pis, la menace d'une relance de la guerre commerciale couve derrière l'interminable Uruguay Round, commencé en 1986.

Si la réalité est moins rose que les discours officiels, les facteurs psychologiques cachent une réalité meilleure qu'elle n'apparaît. La déprime nourrit la déprime. Et les pessimistes peuvent être victimes du même aveuglement que les optimistes. Si la situation des entreprises industrielles est dégradée en 1991, selon l'enquête de la Centrale des bilans menée par la Banque de France, elle est bien meilleure qu'au début des années 80. Ainsi, le taux de marge brute d'exploitation (excédent brut d'exploitation sur chiffre d'affaires) a baissé en 1991 pour se situer à 9,2 %, mais il est supérieur à ceux de 1981 (8,3 %) ou de 1984 (6,7 %).

Par rapport au financement propre des entreprises, leur taux d'endettement est tombé, en 1991, à 38,8 %, ce qui est, selon l'UIMM, « le niveau le plus bas depuis au moins quinze ans ». Et le baromètre *American Express-Europe* 1 octobre (1) montre que, si 78 % des patrons de PME jugent l'environnement français défavorable, ils sont 60 % à trouver bon « le moral de leurs troupes » et 53 % à être confiants dans « le développement de leur entreprise pour les trois prochains mois ». Au-delà, la visibilité est nulle.

Croissance lente ?

La morosité économique actuelle s'explique par le fait que les entreprises sont confrontées à une accumulation d'incertitudes. Rien d'étonnant si, dans un environnement de plus en plus incertain, on hésite à faire tourner les modèles économiques. Même le commissariat au Plan en France est devenu prudent, plus encore que l'Agence de planification économique au Japon. Pas plus que le X^e Plan (1989-1992), le XI^e Plan (1993-1997), qui couvrira la période entre le grand marché unique européen et la monnaie unique, ne contiendra d'objectifs chiffrés. Mais il aura bien du mal à « éclairer le fonctionnement du marché », pour répondre aux finalités du commissaire général, M. Jean-Baptiste de Foucauld. D'autant qu'il ne sera présenté au

Parlement qu'en avril 1993. L'économie navigue sans boussole. L'UIMM a beau jeu d'ironiser sur les experts qui annoncent maintenant la reprise pour la fin de 1993 ou le début de 1994. « Ils ne prennent pas beaucoup de risques. Dans un an, on aura oublié leur pronostic, qu'ils aient eu tort ou qu'ils aient eu raison ».

L'économie des pays industrialisés est-elle condamnée à la croissance lente, celle qui, en deux siècles, a marqué la plus grande partie de l'histoire du capitalisme, une fois refermée la parenthèse des « trente glorieuses » de l'après-guerre ? Bien peu d'experts prennent le risque de répondre à la question.

Seule certitude : l'océan va être encore agité en 1993, et la visibilité faible. Aux États-Unis, où les consommateurs peuvent désormais emprunter à des taux quasiment équivalents à l'inflation, le désendettement de l'Etat fédéral, des entreprises et des ménages est déjà amorcé, mais il prendra du temps. Si M. Bill Clinton est élu et réussit à rendre confiance, une vraie reprise a des chances de s'amorcer.

Prudence des programmes et des promesses

En Europe au contraire, l'instinct de conjoncture *Reckord*, proche du patronat, prévoit un fléchissement d'activité chez l'ensemble des partenaires de la France, avec la baisse du ralentissement en Allemagne et les effets dépressifs des politiques d'assainissement en Italie ou en Espagne. Autant dire qu'en France le commerce extérieur ne tirera plus avec autant de force la croissance, nos exportations étant de plus pénalisées par la réévaluation du franc face aux monnaies faibles du système monétaire européen (livre sterling, lire, peseta).

L'impulsion viendra-t-elle d'une reprise de la consommation ? C'est une hypothèse à prendre en compte. Plus la perspective - tant attendue et désormais espérée avec l'amorce d'un assouplissement de la Bundesbank - d'une baisse du loyer de l'argent se précise, moins on semble en attendre d'effet décisif sur l'activité.

Entre la fin 1992 et la fin 1993, *Reckord* envisage parallèlement en France et en Allemagne une baisse de près de 3 points des taux à trois ans et de 1 point des taux longs, ce qui ne pourrait qu'améliorer le climat. Mais, déjà, cette diminution ne semble plus offrir de garanties suffisantes pour stimuler une activité en recul dans de nombreux secteurs. Trop tard ? La dynamique de la dépression serait-elle devenue irréversible avec des consommateurs consommant moins, des investisseurs investissant peu, des recettes fiscales en chute libre, un déficit budgétaire des administrations publiques ascendant et un chômage aussi fort qu'incompressible ? Parier sur une telle déroute, c'est aussi s'y résigner et l'entretenir.

Si l'économie est autant déboisée, l'explication est peut-être aussi à chercher du côté de ceux qui exercent le pouvoir économique. Dans les entreprises privées, la crise rend les actionnaires plus exigeants. Ils demandent plus de comptes à leurs managers et n'hésitent pas à les sanctionner. (Le *Monde* du 27 octobre), alors même que la visibilité est quasi nulle. Le débat est relancé entre les partisans d'une relance inflationniste et les gardiens d'une stricte rigueur monétaire.

Dans plusieurs grands pays, le pouvoir politique vacille ou est affaibli. En Grande-Bretagne, M. John Major esquive un changement de politique, mais est contesté dans son propre parti. En Allemagne, le débat sur le financement de l'unification met en difficulté le chancelier Kohl. Aux États-Unis, M. George Bush, donné perdant à cause de son bilan écono-

mique, devient le challenger de M. Clinton. En France, M. Bérégovoy tente de garder le cap et de résister aux pressions d'un Parti socialiste qui attend une inflation sociale pour limiter la casse aux prochaines élections législatives, sur fond d'interrogations sur la nouvelle cohabitation de 1993 et les intentions de M. Mitterrand.

Les marges de manœuvre devenant partout plus limitées, en Europe plus encore dans la perspective de l'Union économique et monétaire prévue par le traité de Maastricht, les programmes économiques sont prudents. En France, ceux qui aspirent à la relève prétendent d'abord remettre la machine en route, notamment en abaissant les charges et en améliorant les conditions de financement des entreprises.

M. Edouard Balladur publie un « dictionnaire de la réforme » et avance ses priorités, mais se défend d'avoir un programme de gouvernement. Et M. Raymond Barre invite à la « plus grande circonspection » en matière de « programmes et de promesses », se bornant à rappeler quelques exigences : désinflation, stabilité du franc, maîtrise des dépenses publiques et sociales, accroissement de l'épargne et de l'investissement. Les partis de droite ne sont plus les seuls à envisager de nouvelles privatisations, les uns et les autres sachant que le marché financier ne permettra sans doute pas de grandes audaces. Bref, le temps des recettes miracles et des changements radicaux est terminé.

Un changement politique ne suffira pas à redonner une boussole à l'économie. Les capitaines sont devenus modestes. De salutaires questions sont à nouveau posées, celles notamment qui portent sur le rôle de l'Etat dans la conduite de la politique économique. Si l'Etat ne peut pas décider la croissance et la création d'emplois, doit-il renouer avec une nouvelle forme d'interventionnisme afin de « participer à la gestion des grands équipements économiques » ?

Le ministre de l'Industrie, dont la démarche est proche de celle de ses collègues libéraux ou conservateurs japonais, allemands et britanniques, envisage une nouvelle coopération entre les pouvoirs publics et les entreprises, l'Etat jouant un rôle de « catalyseur d'alliances ». La main invisible du marché a montré ses limites. « Donnons le sentiment qu'une main ferme est à la barre, explique l'économiste Anton Breuher, dans l'événement du jeudi 22 octobre, et on aura déjà fait un grand pas sur la voie de la reprise ».

Déboussolés, les acteurs économiques ont besoin de reprendre confiance. Manquent encore les signes capables de les convaincre que la barre est bien tenue et que les politiques économiques des grands pays industrialisés sont claires et cohérentes. Ce que l'on appelle la coopération internationale, qui s'avère plus nécessaire que jamais. Faute de quoi la stagnation économique se doublerait d'une déprime sociale.

MICHEL NOBLECOURT

(1) Enquête réalisée par l'IDSI auprès de 300 patrons de PME (entre 5 et 200 salariés) du 28 septembre au 1^{er} octobre.

La morosité persiste chez les industriels français

L'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) a publié, mardi 27 octobre, son enquête mensuelle auprès des industriels français. Selon les « perspectives générales » présentées par l'étude, « les chefs d'entreprise ont une vision pessimiste sur l'évolution de l'activité dans les mois à venir ». La production a en effet reculé au troisième trimestre dans la plupart des branches d'activité, à l'exception des biens de consommation.

Selon les industriels, les prix pourraient baisser dans les prochains mois, alors que les principales analyses de conjoncture prévoient une hausse modérée. L'INSEE rappelle que cette enquête a été menée en pleine crise monétaire du SME, « ce qui a pu influencer négativement » la réponse des personnes interrogées.

COMMUNICATION

Mauvais résultats pour l'hebdomadaire

Le personnel de « l'Express » s'inquiète d'éventuels licenciements

L'émotion est grande à l'Express après les déclarations faites la semaine dernière par son PDG, M^{me} Françoise Sampermann, au comité d'entreprise (CE). Elle l'a informé, pour consultation, des modalités du groupement d'intérêt économique (GIE) créé récemment avec le Point (le *Monde* du 18 septembre). Mais elle a aussi confié qu'en l'absence d'une telle création elle « s'appropriait à procéder à 150 licenciements, d'ici décembre », au sein de l'hebdomadaire, ce qui économiserait environ 60 millions de francs.

M^{me} Sampermann s'est fondée sur les mauvais résultats du journal : comme le reste de la presse écrite, l'Express a vu ses performances publicitaires décliner,

notamment en matière de postes annonces. En 1993, le GIE devrait faire économiser 30 millions de francs aux deux titres - en coût de fabrication, achat de papier, etc. - ce qui « adoucirait » le plan de restructuration auquel elle devrait éventuellement procéder au printemps. Mais le PDG a précisé qu'il s'agissait, pour l'instant, de sensibiliser les salariés à la situation.

Inquiet, le personnel de l'Express parle d'un « chantage » exercé par M^{me} Sampermann pour lui faire accepter un GIE « dont on ne voit pas réellement l'intérêt ». Les délégués du CE ont appelé les 390 salariés du journal à une assemblée générale le 28 octobre.

Y.-M. L.

Devant la commission d'enquête parlementaire

MM. Jeanneney et Zuccarelli refusent la fatalité d'un déclin de la presse

Il n'y a pas de fatalité, ni d'un déclin de la presse ni d'un échec communautaire pour le financement de la télévision du futur, c'est en substance ce qu'ont déclaré, mardi 27 octobre devant la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur la situation de la presse et de l'audiovisuel, les ministres concernés, M. Emile Zuccarelli, ministre des postes et télécommunications, a vanté le « bon » de la télévision du futur, le Tékocron 2A, qui réserve quatre canaux à la norme D2 MAC et donc promet un « format d'avenir », le 16/9, sans créer de monopole. Il était « indispensable » pour aborder les négociations sur les crédits européens en faveur de la télévision améliorée avec des projets concrets. Et si le ministre attend de la réunion de Luxembourg, le 19 novembre, des crédits inférieurs au niveau prévu de 800 millions d'euros, « il consensera le bon espoir » d'obtenir des crédits « à un niveau suffisant ».

Pour sa part, M. Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'Etat chargé de la communication, s'est interrogé en historien sur le déclin de la presse française sur un siècle. Evo-

quant des prix et coûts élevés et la crise de la publicité, dont il serait dangereux de croire qu'elle est seulement conjoncturelle, il a souligné une meilleure adéquation des produits à leurs lecteurs, tout en notant qu'il faut « résister à quelques tentations fétides qui pourraient nous venir de l'étranger ». Le secrétaire d'Etat à la communication a évoqué les améliorations possibles des aides à la presse. Favorable à un système de garantie de prêts, le gouvernement ne serait pas hostile à une taxation des journaux gratuits. Après en avoir évalué les conséquences, car il note que ce secteur concentre quatre éditeurs contrôlant 80 % des titres collectés 5 milliards de francs de recettes, autant que la publicité de la presse quotidienne régionale. M. Jeanneney a estimé que les équilibres de la presse n'ont été « véritablement atteints » qu'en 1972, de la télévision à la presse écrite, depuis dix ans, il s'est agi d'un « redressement » de France 2 et France 3, dont la fusion serait toutefois du cadre de la loi, et s'est opposé à la nomination de leur président commun par le gouvernement.

M. C. I.

Mise au point

A la suite de la diffusion, lundi 26 octobre, d'une « séquence de l'émission « Savez-vous ? » animée par François de Closets sur France 2, la direction du Monde fait la mise au point suivante :

L'émission « Savez-vous ? » donnait comme exemple de mauvaise gestion de friche industrielle le site d'Ivry sur lequel sont situés le bâtiment administratif et l'imprimerie du Monde. Or cette émission a présenté une version incomplète et comportant de nombreuses erreurs.

Le terrain possédé par le Monde à Ivry depuis 1987 est une partie de l'ancien site industriel de l'usine SKF, site que la mairie d'Ivry avait acheté en 1936 et mis en état en vue de nouvelles implantations pour création d'emplois.

Au début du mois de juillet 1992, la direction du journal a reçu un texte de l'association Robin des bois signalant que des résidus de pyralite auraient été déversés sur le site lors de l'élimination des transformateurs de l'usine SKF. La direction a immédiatement communiqué l'information au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail du Monde, dont une réunion était prévue le 10 juillet et, en accord avec ce dernier, a décidé :

- de faire analyser l'air et les poussières et de confier à un bureau spécialisé une mission de carottage et d'analyse du sol ;
- de s'informer de manière précise sur les effets possibles du pyralite ;
- de demander à la mairie d'Ivry de lui communiquer toute information en sa possession.

Le 28 juillet, un bulletin interne informait l'ensemble du personnel

des faits et de ces démarches. Depuis juillet, toutes les analyses d'air et de poussières se sont révélées négatives. Les carottes effectuées par le BRGM (le Bureau de recherches géologiques et minières est un organisme public), sont en cours.

Les experts consultés ont confirmé que le pyralite ne pouvait avoir d'effet qu'en cas d'incendie ou de contact direct sur le peau ou d'inhalation prolongée, et qu'en conséquence il n'existait aucun risque pour le personnel d'Ivry. A supposer qu'il se trouve des traces de pyralite dans le sous-sol du site, il ne pourrait y avoir d'émission de la part de la dalle de béton du bâtiment ou la couche de goudron des parkings de surface.

Enfin, la mairie d'Ivry, qui, en 1987, avait précisé par écrit que les transformateurs de l'ancienne usine SKF avaient été démantelés, n'a pas répondu à nos demandes d'information.

D'autre part, au premier semestre 1992, plus de deux ans après l'installation du Monde sur le site, plusieurs membres du personnel occupant deux endroits différents de l'immeuble ont été incommodés par des irritations de la peau et des voies aériennes. Ces irritations, très probablement dues à la présence dans l'atmosphère de traces de laine de verre en liaison avec des travaux d'aménagement du bureau, ont disparu à la fin des travaux.

L'équipe qui, pour le compte de France 2, a filmé dans les locaux du Monde avait interviewé le médecin du travail de l'entreprise, mais au montage son témoignage a été supprimé.

On ne peut que regretter une telle légèreté.

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel des lundi 26 et mardi 27 octobre 1992 :

UN ARRÊTÉ

Du 5 octobre 1992 portant modification de l'arrêté du 13 octobre 1989 relatif à la liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire.

UN DÉCRET

N° 92-1166 du 21 octobre 1992 relatif à la conduite en mer des navires de plaisance à moteur.



Tout en réaffirmant son « adhésion à la Communauté »

Le Danemark va demander un statut spécial au sein de l'Union européenne

Le premier ministre conservateur danois, M. Poul Schlüter, a annoncé, mardi soir 27 octobre, à l'issue d'une ultime réunion avec les leaders de l'opposition de centre gauche, qu'un accord final était intervenu sur « un compromis national » pour résoudre la question du statut de la Danemark dans les élections municipales et européennes.

Cet arrangement spécial, selon lequel, en outre, le Danemark préserve ses normes sociales, sans ingérence de la CEE, devra être « permanent et juridiquement contraignant pour les Douze ». En échange, « le Danemark ne s'opposera pas à ce que les autres Etats membres poursuivent la construction européenne dans un ou plusieurs domaines » rejetés par Copenhague.

Le chef du gouvernement minoritaire, tenu à l'écart des négociations décisives de l'opposition qui a mis au point cette solution, s'est déclaré « satisfait de ce compromis » en soulignant que « les négociations avec la CEE sur un statut spécial pour le Danemark seront difficiles ».

Par un décret de M. Eltsine

Le président du Parlement russe est privé du contrôle de la garde parlementaire

Le président Boris Eltsine a signé mercredi 28 octobre un décret privant le président du Parlement russe, M. Rousslan Khasboulatov, du contrôle de la garde parlementaire, l'un des objets du conflit entre conservateurs et réformateurs.

La semaine dernière, un membre de la garde avait été tué dans un accrochage avec des policiers. (Corresp.)

La télévision publique extérieure allemande, la Deutsche Welle Fernsehen (DW), va étendre ses horaires et sa zone de couverture en étant à partir du 1^{er} novembre diffusée aux Etats-Unis, sur les satellites Intelsat-K et Satcom-C4. Lancée au printemps avec un budget important de 100 millions de deutschemarks, la DW ne couvrirait jusqu'alors que l'Europe et l'Afrique du Nord sur le satellite Intelsat II (le Monde du 21 avril).

Cette chaîne publique, financée par l'Etat fédéral, à destination de l'étranger, a diffusé quatorze heures par jour (au lieu de six heures) à ses débuts, des programmes en allemand, mais aussi en anglais et en espagnol. Pour mieux toucher le public américain, la DW a passé des accords avec des chaînes américaines qui reprendra certaines émissions.

La télévision allemande aux Etats-Unis

La télévision publique extérieure allemande, la Deutsche Welle Fernsehen (DW), va étendre ses horaires et sa zone de couverture en étant à partir du 1^{er} novembre diffusée aux Etats-Unis, sur les satellites Intelsat-K et Satcom-C4. Lancée au printemps avec un budget important de 100 millions de deutschemarks, la DW ne couvrirait jusqu'alors que l'Europe et l'Afrique du Nord sur le satellite Intelsat II (le Monde du 21 avril).

Cette chaîne publique, financée par l'Etat fédéral, à destination de l'étranger, a diffusé quatorze heures par jour (au lieu de six heures) à ses débuts, des programmes en allemand, mais aussi en anglais et en espagnol. Pour mieux toucher le public américain, la DW a passé des accords avec des chaînes américaines qui reprendra certaines émissions.

La semaine dernière, un membre de la garde avait été tué dans un accrochage avec des policiers. (Corresp.)

La semaine dernière, un membre de la garde avait été tué dans un accrochage avec des policiers. (Corresp.)

La semaine dernière, un membre de la garde avait été tué dans un accrochage avec des policiers. (Corresp.)

La semaine dernière, un membre de la garde avait été tué dans un accrochage avec des policiers. (Corresp.)

La semaine dernière, un membre de la garde avait été tué dans un accrochage avec des policiers. (Corresp.)

La semaine dernière, un membre de la garde avait été tué dans un accrochage avec des policiers. (Corresp.)

La semaine dernière, un membre de la garde avait été tué dans un accrochage avec des policiers. (Corresp.)

La semaine dernière, un membre de la garde avait été tué dans un accrochage avec des policiers. (Corresp.)

La semaine dernière, un membre de la garde avait été tué dans un accrochage avec des policiers. (Corresp.)

La semaine dernière, un membre de la garde avait été tué dans un accrochage avec des policiers. (Corresp.)

La semaine dernière, un membre de la garde avait été tué dans un accrochage avec des policiers. (Corresp.)

La semaine dernière, un membre de la garde avait été tué dans un accrochage avec des policiers. (Corresp.)

La semaine dernière, un membre de la garde avait été tué dans un accrochage avec des policiers. (Corresp.)

La semaine dernière, un membre de la garde avait été tué dans un accrochage avec des policiers. (Corresp.)

La semaine dernière, un membre de la garde avait été tué dans un accrochage avec des policiers. (Corresp.)

La semaine dernière, un membre de la garde avait été tué dans un accrochage avec des policiers. (Corresp.)

La semaine dernière, un membre de la garde avait été tué dans un accrochage avec des policiers. (Corresp.)

La semaine dernière, un membre de la garde avait été tué dans un accrochage avec des policiers. (Corresp.)

En raison de problèmes de conditionnement

Retard dans l'acheminement du riz destiné à la Somalie

MARSEILLE

de notre correspondant

Collectés dans toutes les écoles de France depuis une semaine, les sacs de 20 kilos de riz destinés à la Somalie, acheminés avec le concours de la Poste, convergent par la route et le rail vers la gare d'Arc-en-Cercle, à Marseille, où une centaine de bénévoles de la Croix-Rouge, épaulés par des scouts de France, les déchargent. Le contenu de ces sacs est en principe à son tour déversé dans des big bags contenant environ 1 tonne chacun, stockés dans des hangars du port en attendant d'être chargés sur le Tindore II, amarré au cap Javel, en partance pour Mogadiscio.

Malheureusement, les consignes ont été diversement suivies et près de 45 % du riz arrivé à Marseille se présente encore dans son emballage d'origine, « en cartons de 500 grammes à 1 kilo. Si bien que les bénévoles sont débordés. Depuis une semaine, ils ont déchargé 80 wagons et 300 sont en attente ou attendus. Les nouvelles et longues manipulations, nécessitées par le retard difficile à évaluer, mais que l'on estime à une quinzaine de jours. Il pourrait être fait appel à de nouvelles bonnes volontés et, probablement, à l'armée.

J. C.

Face à la menace d'OPA du néerlandais ING

Le groupe de M. Albert Frère cherche une solution de rachat pour la banque Bruxelles Lambert

Le groupe Bruxelles Lambert (GBL), dirigé par M. Albert Frère, tente d'obtenir de la banque néerlandaise ING (International Group) dont il détient 13 % du capital, le rachat de la banque belge et de sa filiale, la banque néerlandaise ING (International Group). GBL cherche un autre repreneur pour la deuxième banque belge et serait prêt, apparemment sans succès, à demander l'aide d'établissements financiers français.

ING avait précisé en septembre le rachat de la banque belge, un projet d'offre d'achat à 3 600 francs belges par action BBL et réalisé aujourd'hui un audit de la banque qui conditionnera sa décision définitive de lancer une OPA (offre publique d'achat). ING possède d'ores et déjà directement et indirectement 24 % de la banque Bruxelles Lambert.

Une jeune fille gravement blessée aux jambes par la mort de son frère. « C'était un amour, il

An tribunal correctionnel de Paris

Les familles des victimes de l'accident de la gare de Lyon réclament un supplément d'information

Tous les avocats des familles des victimes ont demandé, mardi 27 octobre, à la 14^e chambre correctionnelle de Paris d'ordonner un supplément d'information afin que soit examiné au cours d'un même procès l'ensemble des comportements ayant conduit à la catastrophe ferroviaire qui a fait 56 morts et autant de blessés le 28 juin 1988, gare de Lyon, à Paris. Une requête déjà formulée dès le 19 octobre, au début de l'audience, mais qui prend aujourd'hui une importance particulière dans la mesure où elle s'appuie sur des éléments, apportés par les débats, mettant en cause la hiérarchie de la SNCF.

« Les victimes ne retrouvent pas le calme et la sérénité tant que la justice n'aura pas été complètement rendue. Une décision qui n'aurait pas plus loin que ces seules responsabilités ne serait pas considérée par les familles comme une décision de bonne justice. » La voix de M. Bernard Darteville vibre de colère. Comme les victimes, il ne comprend pas pourquoi il y a un supplément, sur le banc des prévenus, un conducteur, un agent d'accompagnement et un régulateur, même s'il juge leur responsabilité « inéluctable ». Il comprend encore moins la présence sur ce même banc d'une voyageuse ayant tiré le signal d'alarme longtemps avant l'accident. « Présence indécise », dira M. Gilbert Collard. Car, pour tous les avocats, si l'on est allé chercher une responsabilité aussi indirecte, pourquoi n'est-on pas remonté dans la hiérarchie de la SNCF pour juger des actions ayant eu au moins autant d'incidence que le fait de tirer un signal d'alarme ?

Ces jours, les familles des victimes ont demandé au tribunal de leur faire un supplément d'information, souligné par les avocats, le président Jean-Claude Antonetti les mots qui rassurent. Quand le fils de Gustave est mort dans la catastrophe, son épouse a perdu la raison. Elle a été grand homme, un peu fou, mais grandement vertueux. Après l'accident, elle est rentrée à Sainte-Anne. Après, elle est sortie. Elle a mis le feu à la maison et maintenant je n'ai plus de femme et plus de famille. En sanglots, il ajoute : « Qu'est-ce que vous voulez que je vous dise... »

Une jeune fille gravement blessée aux jambes par la mort de son frère. « C'était un amour, il

était le piler de ma vie. » Sa mère, manifestement brisée, fixe un objet imaginaire au pied du tribunal. La tête penchée, elle parle de sa fierté d'avoir élevé trois enfants. « Ce jour-là, tout ce que j'avais bâti avec beaucoup de difficultés avec mon mari s'est effondré en une seconde. Comme toutes ces mères, je crie et je hurle : j'ai mal ! » Et elle quitte la barre, les yeux toujours rivés au sol, en répétant : « J'ai mal j'ai mal ! » Un homme à l'allure décidée prend la barre à deux mains : « J'aimerais que la justice... mais il ne peut pas aller plus loin et va se rassembler rapidement.

« Loi du silence »

Pendant que, dans la salle des pas perdus, d'autres expriment leur douleur, aux télévisions et aux radios, le tribunal écoute ceux qui, après avoir été privés d'un être cher, ont attendu quatre ans pour dire quelques mots à la justice. Cette femme a espéré que tout cela n'arriverait plus, mais aujourd'hui elle soupire, déçue : « Après tout ce que j'ai entendu, je ne suis pas convaincue. » Et comme bien d'autres, elle laisse à son avocat le soin d'exprimer son amertume.

Car l'audience a révélé de nombreuses carences dans le fonctionnement de la SNCF, et, à l'heure des plaidoiries, les avocats des victimes ne parlent pas comme si c'était la fin du procès. C'est, en fait, un autre procès qui commence et M. Claire Hocquet explique : « Il y a une faille énorme entre le raisonnement pénal et une société technologique. Nous sommes en face de systèmes complexes qui s'organisent pour ne pas être responsables. » C'est aussi l'avis de M. Collard, qui demande au tribunal de retenir « un concept de la responsabilité à la hauteur du vingtième siècle » en créant « la responsabilité moderne à hauteur des salaires, des honneurs, du pouvoir ». Car, pour l'avocat, le sein de la SNCF il y a une entente frauduleuse, une fausse responsabilité collective, une fausse responsabilité collective. Et M. Collard souhaite notamment voir sur le banc des prévenus le directeur général de la SNCF et le directeur des transports : « Dans une société marchande, la sécurité vient après la rentabilité. Le prix d'une vie à la SNCF vient après le gain de temps. » Aussi, M. Collard demande un supplément d'information, en ajoutant : « Il serait tellement utile que, pour une fois, la

justice donne un grand souffle dans cet édifice clos et irresponsabilisant. »

M. Darteville soutient une thèse semblable. « La faute d'imprudence est devenue de plus en plus grave dans ce monde si technologique », estime l'avocat, en souhaitant qu'elle soit poursuivie à tous les niveaux. S'appuyant sur les débats, il note que le président de la SNCF avait admis que la conception souterraine de la gare de Lyon était « un élément de risque ». A ses yeux, il s'agit là d'un aveu qui établit la culpabilité. Car la jurisprudence oblige le chef d'entreprise à anticiper le risque et à mettre en œuvre la technologie la plus appropriée. De son côté, M. Alain Fleury stigmatise la formation, la réglementation compliquée de la SNCF et le souci de la rentabilité. « Les efforts que l'on fait sur la TGV, où l'on est concurrencé par l'avion, on ne les fait pas sur la banlieue, où il n'y a pas de concurrence », lance l'avocat en soulignant : « Tant qu'une juridiction ne se prononcera pas sur ces responsabilités, ces choses-là se reproduiront. Accordez-nous le complément d'information. » Et pour mieux appuyer cette demande, M. Jean-Marc Bartolotti ajoute : « Il ne faut pas que des gens puissent penser que, de par leurs fonctions, ils n'ont rien à craindre de la justice. »

MAURICE PEYROT

Bratislava renonce au VAL

Le gouvernement slovaque a renoncé pour des raisons financières au projet de construction d'un métro léger français de type VAL à Bratislava, révoquant un accord antérieur.

Le gouvernement de Bratislava avait donné en 1988 son feu vert à ce projet de 3 milliards de francs, dont les deux tiers devaient être financés par un crédit français. Il l'a qualifié mardi 27 octobre de « financièrement irréalisable » et a recommandé à la ville de Bratislava (430 000 habitants) d'examiner un nouveau projet, plus global, dont elle aura la responsabilité. Le projet de métro avait été présenté par le constructeur français Campanoni Bernard et par Matra qui proposaient de construire une ligne de 7,5 kilomètres. (AFP)

Au conseil des ministres

La France va accueillir trois cents réfugiés bosniaques

La situation en ex-Yugoslavie a été évoquée une nouvelle fois au cours du conseil des ministres du mercredi 28 octobre. Le porte-parole du gouvernement, M. Louis Mermier, a précisé que la France accueillera prochainement trois cents paysans bosniaques de confession musulmane qui seront hébergés dans les installations construites à Albertville pour les Jeux olympiques avant d'être répartis dans différentes familles.

Le conseil des ministres a adopté, d'autre part, deux projets de loi visant à ratifier une douzaine d'ordonnances relatives à l'adaptation de la législation applicable dans les territoires d'outre-mer et dans la collectivité territoriale de Mayotte ainsi qu'un troisième projet de loi modifiant la législation des pompes funèbres (le Monde du 21 août).

Le ministre de la recherche et de l'espace, M. Hubert Curien, a présenté une communication relative au bilan de la recherche sur le sida. Il a jugé « encourageants » les résultats obtenus à ce jour, mais a souligné que la France est le deuxième pays au monde, après les Etats-Unis, pour les moyens consacrés à la recherche sur le sida. Le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, est intervenu pour qualifier d'« exceptionnel » l'effort national en ce domaine. Il a déclaré qu'il convenait de « rendre public ce qui a été entre-

pris au cours des dernières années » en soulignant que « l'opinion publique en soit éclairée car il y a, a-t-il dit, trop de mensonges qui se répandent en ce domaine ».

A l'occasion d'une communication du ministre de l'équipement, du logement et des transports, M. Jean-Louis Bianco, sur la qualité des transports collectifs urbains qui va être améliorée par une série de mesures, le ministre délégué aux affaires européennes, M. Elisabeth Guigou, a commenté la journée d'action européenne organisée mardi 27 octobre, par les syndicats de cheminots. Elle a souligné, selon M. Mermier, que le principe de la subsidiarité doit rassurer les cheminots français car il n'est pas du tout question de laisser mettre en cause le service public et la SNCF et que, « s'il y a des pays qui pensent à privatiser, ce sont peut-être l'Angleterre et l'Allemagne, mais sûrement pas la France ». M. Mermier a indiqué que M. Bérégovoy avait alors répliqué avec humour que la grève avait été le plus sûr dans le pays qui n'envisage pas du tout quelque privatisation que ce soit. Le conseil des ministres a enfin adopté plusieurs décrets relatifs à la modification du statut du corps de professeur et du corps de maître de conférences du Muséum national d'histoire naturelle.

Quand une voix peut sauver une vie

S.O.S. Suicide Phénix
centre de prévention du suicide
cherche des bénévoles pour accueillir et écouter

écrire à : S.O.S. Suicide Phénix
36, rue de Gergovie 75014 Paris

SOMMAIRE

DÉBATS

Opposition : « Gouverner pour faire quoi ? », par Charles Pasqua et Philippe Séguin ; « Le franc fort, sans Bérézovoy », par Nicolas Sarkozy... 2

ÉTRANGER

Russie : M. Eltsine cherche à rassurer les démocrates et les nationalistes... 3
La fin de la visite en Chine de l'empereur du Japon... 5
Afrique du Sud : un dirigeant de l'ANC tué dans une embuscade au Natal... 6
Désastres américains : VIII - Santé : un système sous perfusion... 7

POLITIQUE

Le débat budgétaire à l'Assemblée nationale... 8
M. Lellouche au pays de Superman... 8
Les polémiques internes au Parti socialiste... 10

SOCIÉTÉ

Le retour en France du docteur Garmy... 12
Au ministère de l'intérieur et de la sécurité publique, une série de remaniements interviennent à la tête de la police nationale... 13
Lancement de la campagne nationale sur la contraception à destination des jeunes de quinze à vingt ans... 13

ÉDUCATION • CAMPUS

• Alarme sur la formation des enseignants • Incertitudes de l'Europe universitaire... 15 et 16

SCIENCE • MÉDECINE

• Les pouvoirs de l'embryon (I) • Dix-neuf siècles sous la parvis

ouest de la cathédrale de Chartres
• Les incroyables fossiles du Gobi... 17 à 19

ÉCONOMIE

La reprise des négociations agricoles transatlantiques... 22
La « nouvelle philosophie » industrielle et sociale de Peugeot... 23

COMMUNICATION

Le personnel de l'Express s'insurge d'éventuels licenciements... 26

ARTS • SPECTACLES

LE MOIS DE LA PHOTO
• Les masques funéraires de Wajima • Enretien avec Luc Montserosso • Rencontre avec Jean-Claude Lamagny • Man Ray au Musée des arts de la mode • Le pictorialisme, des fondateurs aux repreneurs • Paris au Musée Carnavalet • Walter Carone à l'Espace photographique... 29 à 40

Services

Abonnements... 4
Annonces classées... 20 et 21
Automobile... 14
Marchés financiers... 24 et 25
Météorologie... 27
Camet... 14
Mots croisés... 14
Radio-télévision... 27

Le télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Arts-Spectacles » folioté 29 à 40

Le numéro du « Monde » daté 28 octobre 1992 a été tiré à 493 228 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Le Monde des livres » : la Bible juive d'Alexandrie
Maurice Cloder commente la traduction de la Septante, une « Bible pas comme les autres, qui nous initie aux sources du premier christianisme ».
William De Kooning a quatre-vingt huit ans. Philippe Dagen présente les écrits de ce peintre, « survivant spectral d'un passé plus fertile que le présent ».
Georges Dumézil innocenté : Roger Chartier démonte l'erreur historique dont il a été victime, à partir du livre de Didier Erigon, *Faut-il brûler Dumézil ?*

INSEE
La référence au bout des pages...

TABLEAUX DE L'ECONOMIE FRANÇAISE 1992-1993

Une véritable encyclopédie de données
sur les comptes économiques et sociaux

1992-1993

En librairie et dans les directions régionales de l'INSEE

18 - 19 - 20
Novembre

DEVCOM 92

3ème
Salon des Associations
Palais des Congrès / PARIS

Le carrefour professionnel du monde associatif
Exposition, Conférences, Ateliers

Pour recevoir votre invitation gratuite,
renvoyer le coupon ci-dessous à :
THEMATICA - BP 248 - 95025 Cergy cedex - (1) 34 24 90 90

Organisme : _____
Nom : _____ Prénom : _____
Fonction : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Ville : _____
Téléphone : _____ Télécopie : _____

LE MOIS DE LA PHOTO



**Andy Warhol :
Autoportraits
1986.**

Les années 90 seront les années des choix. La photographie a fleuri de façon désordonnée, mettant sur le même plan fausses valeurs et artistes confirmés, maîtres et suiveurs. Les galeries d'art contemporain exposent de plus en plus des photographes, pas toujours à bon escient. Par leurs images conceptuelles, les passionnés ont mis en évidence ces confusions des valeurs. Dans ces pages, deux personnalités de la photographie s'accordent pour « rompre le consensus des années 80 » et établir « une histoire des formes » : Jean-Luc Monterosso, directeur du Mois de la photo, et Jean-Claude Lemaing, conservateur à la Bibliothèque nationale. Durs lendemains pour les clichés. (Lire nos articles pages 30 à 35)

LES MASQUES FUNÉRAIRES DE WARHOL

Présent dans trois expositions, Andy Warhol est le personnage central du « Mois ». Portraits au Polaroid par le chef de file du pop art, photographies d'artistes dans leurs ateliers d'Ugo Mulas : ce sont des histoires de regard, de visage, de pose, de mensonge et de vérité. C'est l'histoire de la Factory, chère à Warhol. Des histoires cruelles et tristes aussi, radiographies qui n'épargnent ni le modèle ni l'auteur.

est convenu désormais dans notre société que la mort doit être dissimulée, ombrée, passée gracieusement sous silence, Warhol l'avait adapté à la photographie. Avant de procéder au cliché il exigeait du modèle, tout heureux d'être immortalisé pour se plaindre, qu'il se dévêt à demi et qu'il se couvre le visage, le cou et les épaules d'une couche de fard blanc. Cet artifice avait pour avantage, prétendait Warhol, d'effacer les rides et de combler les irrégularités de l'épiderme. Il se peut. En vérité, il avait un tout autre effet, celui d'immobiliser les traits, de figer l'expression, de priver le modèle de toute vie. Il devenait, à

son insu, moins un acteur de kabuki qu'un gisant en attente de son lincoln. Usant de son prestige, abusant de ses victimes sans qu'elles aient le réflexe ou l'esprit de s'en apercevoir, Warhol a traité de la sorte des célébrités de tous ordres, sportif, politique, cinématographique et artistique. Edward Kennedy devient son cliché officiel, un mensonge si outre qu'il en devient comique. Georgia O'Keeffe tourne à la sorcière de Salem, l'air mauvais, un turban noir sur le front. Robert Rauschenberg se laisse faire d'assez mauvaise grâce un pensement à la temple, la moue agacée - que son apparence lui échappe déplaît à ce manipuler des images des autres. Joseph Beuys n'est pas moins inquiet, aveuglé par le flash, et très mal à l'aise, lui qui s'est costumé pour l'occasion en Joseph Beuys de catalogue, avec chapeau et gilet. L'un des rares qui semble supporter l'épave sans trop de peine, on avec ce qu'il faut de résignation et d'ironie, c'est Truman Capote - un romancier, évidemment.

Galerie de célébrités ? Oui, mais si peu et à rebours des usages. Warhol ne cherche pas à mettre galamment en valeur ce que le sujet aurait de remarquable, beauté, force, intelligence, gloire internationale. A l'inverse, il lui dit tout signe distinctif, tout accessoire qui symboliserait sa fonction et le rend, malgré lui, à sa définition première, un être humain en plus ou moins bon état, un mortel. Il se spécialise dans les stars, dit-on. Assurément, mais c'est pour les détruire et non pour les encenser. Il les prend au piège avec quelques instruments simples, un fond de teint, un drag blanc et un Polaroid très facile d'emploi.

Il se prend aussi à son propre piège. Warhol le méchant homme se rit de Warhol grand seigneur. Ses autoportraits sont des monologues désabusés. Cheveux platins, rouge à lèvres, perruques, lunettes, dénégations variées — ces artifices de comédie sont démentés par le regard, sa lassitude, sa mélancolie. De telles œuvres, dans la classification des genres de la peinture, se nomment vanités. Warhol l'ignorait si pen qu'il s'est photographié en 1977 avec un crâne en plastique posé sur la tête, étrange image qui fait songer aux pures macabres en usage dans quelques fies

de la Sonde et de l'archipel des Philippines. Elle évoque les derniers autoportraits de Robert Mapplethorpe, mais dans un genre plus puissant parce que moins maniéré et académique. Il en va de même des rares nus féminins et masculins de Warhol : ce sont des morceaux d'anatomie, pas des académies néogrecques ou des hommages au body-building. Une leçon de cruauté, décidément.

Ugo Mulas a photographié Warhol à la Factory dans les années 60, en compagnie de ses assistants et *cébrics variés*. Il a, durant la même période, portraituré aussi les artistes pop, Frank Stella, Marcel Duchamp, des verriers, des ateliers et des fêtes. Ce sont, à l'inverse des Polaroids de Warhol, des photos de photographe – des photos très habiles, très bien découpées dans l'espace, subtilement construites par le clair et l'obscur, la perspective et le reflet. Mais Mulas savait échapper à son savoir-faire. Il ne se contentait pas d'une perfection formelle ou d'une surprise adroitement machinée. Aussi ses images tiennent-elles essentiellement de ce que l'on pourrait appeler le «reportage moral», art de capter les caractères quand ils se manifestent, quand une attitude, un coup d'œil, le jeu d'une main les rendent soudain perceptibles. Barnett Newman, Jasper Johns, Lichtenstein ou Rauschenberg se montrent sur ces prises de vues comme ils se trahissent dans leurs peintures, appliqués ou inventifs, fuyiles ou solides, grands artistes ou petits matins. Nulle complaisance, nulle affecterie, nulle astuce vaine, nulle mise en scène grandiloquente là-dedans. De très bons portraits, en somme.

PHILIPPE DAGEN

★ « Andy Warhol, Polaroids 1971-1986 », Galerie Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, 75011 Paris. Du 21 novembre au 9 janvier. Catalogue : 114 pages, 195 francs.

★ «Ugo Mulas, photographies, 1954-1973», FNAC Montparnasse, 136, rue de Rennes, 75006 Paris. Du 4 novembre au 2 janvier.

★ «Gérard Malanga : portraits» (dont plusieurs portraits d'Andy Warhol), Galerie Donguy, 57, rue de la Roquette, 75011 Paris. Du 18 novembre au 12 décembre.

Minutes de l'accident de la gare de Lyon
en supplément d'information

[illegible]

**La France va accueillir
trois cents réfugiés bosniaque**

[illegible]

Grand tour pour l'Europe

2000

DÉFINIR UNE HISTOIRE DES FORMES

« Comment est née la collection de la Ville de Paris ?
- La première acquisition date de 1978 : 5 000 francs avaient été dégagés au titre de la commission d'achat d'œuvres d'art. Des photos de Paris, mais aussi d'auteurs, accessibles à tous publics : Izis, Delaborde, Doisneau, Ronis et Bondinet. 500 francs la photo ! Pour la première fois depuis 1914, la Ville achetait des photos en tant que photos, et qui échappaient ainsi à l'art appliqué. L'année suivante, la ville a acheté *Les Trottoirs*, de Kertész, *le Palais-Royal*, d'Henri Cartier-Bresson, un Doisneau, *la Destruction de Ballard*, de Jean-Claude Gaubert, *la Péniche*, de Ronis et *la Tour Eiffel*, de Riboud. Des classiques.

» Ces achats étaient d'abord un moyen d'aider les galeries et les photographes. A la fin des années 70, le marché était balbutiant en France, contrairement aux États-Unis. Je me souviens d'une lettre de Brassaï, en 1982, dans laquelle il écrivait : « C'est la première fois qu'une institution française m'achète des photographies. » Il avait quatre-vingt-trois ans ! Ses images étaient depuis longtemps dans les collections du Musée d'art moderne de New-York, au Metropolitan, à l'Art Institute de Chicago... Le retard était aussi dans les mentalités. Une secrétaire nous avait envoyé une photo que nous venions d'acquérir, plée en deux dans une enveloppe. Devant mon étonnement, elle s'est exclamée : « Ce n'est qu'une photographie ! »

- Mais vous pensiez déjà à l'idée d'une collection cohérente ?

- Non. C'était un assemblage éclectique constitué au gré des expositions, commandes et achats de la Ville. La priorité était aux structures qui faisaient cruellement défaut. A l'exception de la Bibliothèque historique, qui était déjà organisée, le pas déterminant

Principal artisan de la politique de la photographie à la Ville de Paris depuis quinze ans, Jean-Luc Monterosso est le directeur de Paris Audiovisuel, l'organisateur du « Mois » et le maître d'œuvre, avec Henri Chapier, de la Maison européenne de la photographie qui devrait ouvrir ses portes en 1994 dans les 3 000 mètres carrés d'un hôtel particulier du Marais. Outre une bibliothèque et un institut de recherche, la Maison exposera la collection de photos contemporaines - la plus riche en France avec celle de la BN - que Jean-Luc Monterosso a rassemblée pour la Ville depuis 1978, dont des fragments sont présentés au Pavillon des arts. Il s'explique sur la « philosophie » de la collection.

a été la nomination, au début des années 80, de conservateurs qui ont affirmé une politique - répertoire, classer, compléter - pour chaque fonds : Carnaval et Galliera (photo historique) ; Musée d'art moderne (plasticiens). Un exemple : tout le monde pouvait manipuler les vues de Paris d'Atget. Aujourd'hui, les originaux sont en sécurité, remplacés par des contretypes.

» Une fois ces structures mises en place, l'idée d'une collection contemporaine cohérente est née en 1988, quand le maire de Paris a décidé de créer la Maison européenne de la photographie. Nous avions 2 000 photos en 1988, il y en aura 10 000 pour l'ouverture, en 1994.

- Quels sont les principes qui guident cette collection ?

- Il a fallu se situer par rapport aux autres collections de la ville, mais aussi celles du Centre Pompidou, du Musée d'Orsay et de la BN. D'où le choix de monter une collection contemporaine qui va des années 60 à nos jours. Second principe : les années 70 et 80 ont eu pour objectif la reconnaissance de la photo. C'est chose faite. Maintenant, il faut rompre le consensus des années 80 et affirmer des choix, établir les hiérarchies, distinguer les maîtres des suiveurs. Il faut amorcer ce que Jean-Claude Lemagny appelle « une histoire des formes ». Cette ambition est difficile à concilier avec notre souci pédagogique, tant le public privilégie encore les auteurs aux esthétiques. Mais il faudra y venir.

» Les œuvres doivent aussi s'inscrire dans une perspective historique. Qui a fait évoluer l'histoire des formes ? Jusqu'en 1975, c'est simple. Il y a vingt grands noms. Kertész, Cartier-Bresson, Doisneau, Brassaï, Frank, Avedon, Penn, Arbus, Winogrand, Friedlander... Ensuite, c'est plus difficile. Mais nous proposons de jeunes auteurs comme Arlette Bonzon ou Rosella Bellucci, même si nous ne pouvons dire où ils en seront dans dix ans.

- Comment achetez-vous ?

- La facilité serait d'accumuler les images. Nous privilégions les ensembles, les séries, pour mieux dégager une vision d'auteur. Plus qu'un unique Rauschenberg, la série de Friedlander avec le peintre Jim Dine est pertinente pour aborder la relation peinture-photographie. Je distingue aussi le fonds (10 000 documents) de la collection (5 000 œuvres), qui est un choix dans le fonds. Nous accélérons en ce moment les acquisitions avec un budget de 2 millions de francs par an. Ce n'est pas simple tant les prix ont monté depuis cinq ans. On ne trouve pas un bon Mapplethorpe en dessous de 50 000 francs, et les plasticiens

avoisinent les 120 000 francs. Je continue d'achever en galerie, car je ne peux, d'un côté, leur rendre hommage dans « le Mois » et, de l'autre, acheter directement aux artistes. Mais je négocie les prix, je suis des dons...

- Pourquoi faire commencer la collection à la fin années 60 ?

- La photographie bascule dans le contemporain avec *les Américains*, de Robert Frank. Ce livre robrutelement avec la photo dite « objective ». Frank décrit plus un monde ordonné mais englué. Le r américain est triste et banal, imprégné de l'histoire même du photographier. Robert Frank a donné naissance à la photographie subjective et autobiographique (Plossu, Denis Roche...) ; le second père fondateur de la collection serait Irving Penn, dont on ne ce de mesurer l'importance de Newton à Betti Rheims.

- Les années 80 ont vu l'apparition de photographes plasticiens qui ne se disent plus photographes mais artistes utilisant la photographie. Comment les intégrer dans une collection ?

- Auparavant, les choses étaient en effet plus claires. La photo plasticienne a surgi à l'ARC en 1977 avec l'exposition de Michel Nudisany, « Ils se disent peintres, ils se disent photographes » (Le Gac, Messager, Boltanski...). Ces conceptuels sont « venus buter contre la photographie », comme le dit justement Jean-Claude Lemagny. Ils ont indirectement fragilisé la photo par leur traitement même de l'image. Un musée de la photo doit intégrer les plasticiens en choisissant des œuvres qui ont questionné la photographie elle-même. Les Becher, Boltanski, Gilbert et Georges, Georges Rousse sont ainsi représentés par des œuvres significatives du point de vue de la photographie, pas de celui d'un musée d'art moderne. Boltanski a beaucoup apporté sur la mise en espace, l'accrochage, la signification de l'image avec ses photos d'amateur détournées. Mais sa réflexion ne peut être entièrement prise en compte dans une collection. Je crois d'ailleurs que les années 90 verront une redéfinition des genres, plus centrées sur les œuvres que sur les concepts. »

Propos recueillis par
MICHEL GUERIN

* « L'Echappée européenne », parcours à travers les collections de la Maison européenne de la photographie. Pavillon des arts, 101, rue Rambuteau, 75001 Paris. Du 12 novembre au 10 janvier 1993. Catalogue avec une introduction de Gilles Mora, Cahiers de la photographie, 194 pages, 120 francs.

Beaux comme la mémoire

John Kobal lui-même racontait cette histoire. Il avait douze ans. Il passait un examen d'histoire. Il avait écrit : « L'une des plus célèbres maffrassas de Napoléon fut Greta Garbo. » C'est, sans doute, ce qu'on peut appeler la naissance d'une vocation. Qui devait conduire cet homme, mort l'an dernier et vénéré par la profession cinématographique comme le plus vigilant gardien d'un temple disparu, à consacrer sa vie aux stars, aux images des stars. Découvrir, collecter, sauver, collectionner, donner à voir et à consulter les plus sublimes photos des années 20 à 30, fut sa mission.

Il s'en acquitta jusqu'à son dernier souffle.

Ces photos, commandées par les grands studios pour servir de publicités pour les journaux, les magazines spécialisés et les fans, devaient correspondre à l'« image », à l'emploi de ces somptueux esclaves du système hollywoodien. Attentifs à plaire, jeunes à tomber, magnifiques et magnifiés, ils et elles sont saisis par les objectifs géniaux et mercenaires de George Hurrell, Robert Coburn, Ted Allan, Laszlo Willinger...

Voici Clark Gable, l'accroche-cœur coquin, Rita Hayworth à dix-neuf ans, affolante chrysalide, Gary Cooper en 1928, dans *Beau sabreur*, photographié par Eugene R. Richee pour Paramount. Sabreur, on ne dirait pas, mais beau, ça oui, définitivement ! Et Katharine Hepburn, l'adolescence en état de grâce, et Greta, Greta, encore Greta.

Ou Marlene, Marlene, encore Marlene. Sur ce cliché-là (de William Walling Jr), pris à l'époque de *la Femme et le Pantin*, de Josef von Sternberg (1934), elle a la feutre cabossée qui lui cache un œil, le neud papillon voyou, le poignet mousquetaire agressif, le costume d'homme assumé.

Elle est l'absolu de la féminité, le comble du « glamour ». Ce mot que l'on doit à Sir Walter Scott. Cherchant une expression qui évoquerait la magie et l'enchantement, il emprunta un vieux mot écossais tombé en désuétude, *glamorous*. Le mot, quittant la littérature pour Hollywood, se mit alors à scintiller, porteur de rêves pour l'éternité.

C'est un portrait de Marlene extrait de la collection Kobal qui figurait sur l'affiche du dernier Festival de Cannes. Ce choix opportun était un hommage au collectionneur disparu, mais, le jour même de l'ouverture, Marlene, à son tour, tira sa révérence.

On célébra alors d'étranges épousailles du souvenir à travers une photo, et c'était beau.

D. H.

* « Le panthéon des stars », Espace photographique de Paris, nouveau forum des Halles, 4-8, grande galerie, 75001 Paris. Tél. : 40-26-87-12. Du 24 novembre au 31 janvier.



RENCONTRE avec Jean-Claude Lemagny

LE COMBATTANT DE L'IMAGE FIXE

grand-chose. L'esthétique repose sur des critères précis, les plans et volumes doivent être à leur place, ça tient ou pas. Pour beaucoup de photographes, être à la BN est une preuve de talent, fait qu'ils s'empressent de consigner dans leur CV - même si c'est faux. D'autres détournent un morceau de phrase du « maître » pour enrichir un catalogue ou un carton d'invitation.

Jean-Claude Lemagny a construit un fonds contemporain de quatre vingt mille images qui vient s'ajouter au fonds historique dirigé par Bernard Marbot (un million de photos dont la plus ancienne date de 1851). Pour enrichir son fonds, Jean-Claude Lemagny ne peut acheter qu'aux auteurs étrangers, non soumis au dépôt légal, ou bien à des Français qui réalisent des œuvres uniques. Il dispose de 400 000 francs par an dégageés du budget gravures - une situation peu saine, tant les deux secteurs sont distincts même s'ils cohabitent bien.

Jean-Claude Lemagny est un boulimique d'images qui baigne dans « une euphorie photographique », comme l'écrit Gilles Mora. A force de regarder et regarder encore, « il s'est abîmé l'œil », selon un bon mot de ses détracteurs. Certains lui ont même dit qu'il perdait son temps à rencontrer des photographes dont la grande majorité ne laisseront pas de trace. Mais c'est par ce travail de fouille qu'il a fait des découvertes, comme Georges Rousse, qu'il a le premier exposé. Sa réponse est d'ailleurs à la hauteur du personnage : « A chaque nouveau rendez-vous, j'ai un léger pincement au cœur. Peut-être vais-je tomber sur le génie du siècle, le nouveau Michel-Ange. »

L'exposition qu'il présente à la Bibliothèque nationale lui ressemble : huit jeunes auteurs, souvent inconnus, « mais de talent ». Tout Lemagny aussi dans le livre lumineux qu'il vient de publier, *L'ombre et le temps*, recueil d'une cinquantaine d'articles qui restera comme un des grands livres théoriques de ces dix dernières années. L'écriture est précise, le style parfois précieux, non dénué d'humour. Le sous-titre donne le ton : *Essais sur la photographie comme art*. Le souci premier de Lemagny est de défendre la photo comme un des beaux-arts en parlant plus des œuvres (composition et matières) que des auteurs : « Crampons-nous à la vieille question : la photo est-elle un art ? Reprenons-la toujours, sans nous lasser. »

Il pose donc cette question, non sans élans pédagogiques, à travers des textes pertinents où il ne cesse de renvoyer aux autres arts, à la peinture de la Renaissance notamment. Cela lui permet de définir une « petite loi des trois états ». *Etat inférieur* : celui de l'amateur naïf qui croit qu'il fera de belles photos grâce aux caractéristiques de son appareil, et ne parle que de boutons, molettes et diaphragmes. *Etat moyen* : celui qui sait que la technique est peu de chose, qu'il faut la dépasser, l'utiliser au service de son émotion. *Etat*

supérieur : un grand artiste sait qu'il n'existe en art aucune autre sorte de problème que les problèmes de techniques. Qu'on se le dise. »

Lemagny décortique des sujets aussi évidents que complexes : exposer des photographies, définir la galerie, la collection, la notion d'« étendue réveuse » (son texte préféré), la photo-biographie, le corps, le chef-d'œuvre, le territoire, la couleur, la nature morte ou le portrait. Il pousse des coups de gueule sur « le mauvais état de la photographie ». Formaliste ? « Oui, dans le sens où l'art est l'histoire des formes. » Lyrique aussi : « Le tremblement de l'émotion est redevenu plus que jamais nécessaire. Rien ne saurait être plus subversif que l'inépuisable et imprévisible matière. » Parfois péremptoire : « Dans l'éternel combat entre le réel et les idées qu'on s'en fait, il faut que ce soit le réel qui gagne et les idées qui s'effacent. » « Quand on me parle d'humanisme en photographie, je sors mon revolver », affirme ce nietzschéen convaincu.

Dénonciateur acharné du « tout se vaut » nu du « tout est possible », sa démonstration est desservie par le devoir de réserve du fonctionnaire qui l'empêche de nommer les « fausses valeurs » qui lui brûlent les lèvres : « Mais enfin, contre quoi suis-je ? », écrit-il. Des noms ! Rage que mon honorable métier de conservateur m'interdise de prendre ouvertement parti dans la bataille, comme peut et doit le faire le critique. » Ce qui ne l'empêche pas de dénoncer les confusions entretenues par la photo appliquée : « Je voyais, dans les années 60-70, la photo de mode et de publicité comme une frontière à franchir, qui pouvait être conquise. Je ne le pense plus, cette photo ne peut être de l'art car elle ne veut pas en être. » De dénoncer aussi les errements du très grand format qui peut « donner des choses flasques, tant les erreurs de composition deviennent criardes. »

Fort de son expérience et des milliers d'images collectionnées, Jean-Claude Lemagny rêve de transposer son activité à New-York, dans une galerie ouverte par le ministère de la culture où il aurait carte blanche : « Mais la galerie jouerait les lois du marché, on vendrait. Et si au bout de cinq-six ans ça ne marchait pas, on arrêterait. »

M. G.

* « Collection de la Bibliothèque nationale, nouvelles rencontres, 1991-1992 », galerie photographique de la Bibliothèque nationale, galerie Colbert, 6, rue des Petits-Champs au 4, rue Vivienne, 75002 Paris. Du 19 novembre au 19 décembre.

* *L'ombre et le temps, essais sur la photographie comme art*, de Jean-Claude Lemagny, préface de Gilles Mora. Nathan, collection « Essais et recherches », 386 pages, 160 francs.

AU premier étage de la Bibliothèque nationale (BN), après avoir arpenté un dédale de couloirs poussiéreux et traversé la salle de lecture du cabinet des estampes et de la photographie, le visiteur tombe sur un réduit sinistre, avec une table tournée vers une fenêtre condamnée, un lino vert incertain au sol, une lumière sale, des murs gris et hauts qui renforcent l'exiguïté du lieu. Partout, des piles de dossiers, de la paperasse, des boîtes de photos, des rouleaux. Trois fichiers occupent les murs, répertoire des milliers de photographes : d'un côté, ceux qui sont présents dans les collections de la BN ; de l'autre, ceux qui ont promis d'y déposer leurs œuvres ; enfin, ceux qui n'ont rien promis mais que le maître des lieux aimerait bien acquérir.

L'unique habitant de ce capharnaüm est Jean-Claude Lemagny, conservateur responsable « des collections de photographies contemporaines par auteurs ». Difficile dans cet environnement d'imaginer qu'il est un des personnages-clés de la photographie en France.

Soixante ans, cheveu blanc et dru, barbiche bien taillée, allure imposante, lunettes et costume fonctionnels, Jean-Claude Lemagny est de toutes les batailles de l'image fixe depuis vingt-cinq ans, suivant une éthique stricte du fonctionnaire scrupuleux. Quand beaucoup font carrière en mélangeant allégrement les genres - collectionneur, critique, journaliste et commissaire d'exposition, - lui préfère l'ombre, le travail au long court, refuse les photos qu'on lui offre tout comme les trois textes par semaine qu'on lui demande. En revanche, il trouve toujours du temps pour recevoir les obscurs comme les confirmés, regarde, commente, analyse.

Combien de photographes ont défilé dans son bureau depuis vingt-cinq ans ? « Quinze par semaine

Personnage-clé du paysage photo depuis vingt ans, Jean-Claude Lemagny, conservateur au cabinet des estampes et de la photographie pour le secteur contemporain, présente une exposition de huit jeunes auteurs. Il publie également un recueil de ses articles qui devrait compter parmi les ouvrages déterminants de réflexion. Dans *L'ombre et le temps*, il formule le défi des années 90 : dénoncer les fausses valeurs, établir des hiérarchies pour mieux affirmer l'art photographique.

en moyenne, parfois sept par jour, jusqu'à deux cents aux *Rencontres d'Arles* sans compter ceux qui écoulent. A Arles, c'est tout juste si je ne retrouve pas des photographes dans mon lit », confie cet agrégé d'histoire, « passionné » d'art, d'abord conservateur à la BN de la gravure du dix-huitième siècle, qui s'est tourné vers la photo « parce qu'on me l'a demandé ». Les nns de Bill Brandt exciteront sa curiosité. Ensuite ? « J'ai appris à regarder la photo comme un art. »

« Passer dans le bureau de Lemagny » est une tradition pour tout photographe qui a une ambition artistique, qu'il vienne de Paris, Tokyo, Sydney ou New-York. Parfois, le conservateur conserve. Le système du dépôt légal à la BN - valable pour toute œuvre reproductible (livre, affiche, gravure...) - fait que tout photographe français peut exiger d'être présent dans les collections, mais sans contrepartie financière. « A la plupart, je ne demande pas de déposer, mais à des milliers, j'ai dit de revenir me voir. Les photographes préfèrent la critique au silence, même si je ne dis pas

Juste avant l'éternité

Il y a quelque chose de poignant et de prémonitoire dans la profusion boulimique de cette « dernière séance ». 2 568 clichés noir et blanc et 372 photos couleur ont été pris à l'hôtel Bel-Air de Los Angeles, en juin 1962 par Bert Stern. Marilyn Monroe devait mourir la veille même de la parution de ce reportage dans *Vogue* : le magazine publia tout de même les pages prévues, en supprimant seulement les nus. L'ambition de Stern était de réaliser « un portrait définitif », jamais contraindre fut mieux respecté... Cinquante images extraites de ce long mitraillage sont exposées. Elles ne disent évidemment pas tout du mystère de Marilyn, de ce qu'on ne saura jamais d'elle, mais beaucoup de sa fatigue, ces jours-là, de l'énorme volonté qu'elle avait encore de faire plaisir, de faire son boulot, de faire bonne figure. Ces photos, peut-être parce qu'on sait que ce sont les dernières, sont comme une enquête policière. Le fil est un bon fil, plein de sympathie pour la suspecte, mais tout de même, il va la condamner : ce fil, c'est l'objectif. Il n'y a pas de décor, pas de fond, juste un papier blanc qu'on devine, qui goudole un peu parfois, et un baliser dans le champ de temps en temps. Elle porte une perruque blonde, une perruque brune, un fourreau noir avec de longs gants paillonnés, un manteau de sport, une voilette de duvigne, elle s'enroule dans des fourrures, elle croque de faux diamants dans des gros plans terriblement sexy, elle est nue, à peine cachée derrière des voiles de mousseline. Elle est jolie, ses seins sont hauts et petits, la chair douce, la taille un peu épaisse. Elle est nue, sur son lit, le drap placé à bon escient, comme pour les photos « de charme », mais ça n'est pas sérieux, elle rit. Elle n'est pas gaie, le sourire est parfait mais les yeux maquillés sont d'une tristesse formidable. Elle se rhabille. La voilette dégoulinée en dame. Robe du soir très convenable, décolleté sage, sauf dans le dos. Chignon, oui chignon. Elle montre son profil, la main sur la bouche, comme pour étouffer un cri.

DANIELE HEYMANN

* Galerie Atsuro Taya, 40, rue de Sévigné, 75003 Paris. Tél. : 42-78-40-99. Du 10 novembre au 29 novembre. *Marilyn Monroe*, de Bert Stern, Éditions de la Martinière, 464 pages, 260 photos, 140 planches contact, 790 F.





La silhouette d'Augustabernard, octobre 1934.

EN France, on se méfie du mélange des genres. Qu'un grand tel que Brassai ou Cartier-Bresson photographie pour la mode, c'est une inconduite qu'on excuse par des exigences alimentaires et qui, en tout état de cause, ne peut constituer qu'une anecdote dans son œuvre. De Man Ray, la France, sa seconde patrie, n'a ainsi retenu que les images expérimentales alors que les États-Unis voient en lui un photographe de mode associé à la grande époque du magazine *Harper's Bazaar*. C'est donc à New-York que revient le mérite de la première rétrospective des images de mode du plus parisien des photographes américains.

Montée dans le célèbre International Center of Photography, en 1990, puis au Metropolitan, mais aussi à Londres, Madrid, Francfort et Zurich (Suisse), l'exposition investit aujourd'hui à Paris le Musée des arts de la mode et du textile. Pourquoi présenter sous l'intitulé

«Man Ray, les années *Bazaar*» des images parues dans *Vogue*, des portraits, des recherches, ainsi que des images de mode antérieures au *Bazaar*, si ce n'est pour retracer largement le portrait du Man Ray *fashionable*, autant *modiste* qu'à la mode?

En 1921, Dada accueille Man Ray à Paris. C'est en partie sous le pilotage du très dandy Tristan Tzara que ce faux ingénu, aux provocations étudiées, peut réaliser des portraits d'Hemingway, de Gertrude Stein, de Cocteau, de Joyce... L'avant-garde. C'est aussi l'année où la femme de Picabia l'introduit chez le dieu de la mode. Le somptueux Paul Poiret, qui a fait éclater le corset du dix-neuvième siècle, veut illustrer ses idées neuves au moyen d'images originales, «des portraits qui mettraient en avant l'élément humain».

Man Ray n'a jamais fait de mode, «mais je m'empressais d'ajouter que j'aimerais essayer». En fait, il n'a

MAN RAY
au Musée des arts de la mode

PORTRAIT D'UN MONDAIN A LA MODE

Dernière des photos de mode que Man Ray a réalisées pour le magazine américain *Harper's Bazaar*, on retrouve la surréaliste qui provoquait par ses recherches : rayogrammes, utilisation de la lampe à ultraviolets, surimpressions, flous, contre-jours, contre-plongées, prises de vues à travers des bas, femmes sangleées, ou moulées dans le cellophane... On découvre aussi un mondain excentrique, ami de la marquise Casati, d'Elsa Schiaparelli et du comte de Beaumont, qui écumait les bals de l'avant-guerre.

même pas de projecteurs ni de chambre noire : Poiret les lui fournit. Le mannequin sera photographié sur des morceaux de tissus en désordre : «Il y avait des lignes, de la couleur, de la matière et, par-dessus tout, du sex-appeal ; d'instinct, je sentais que c'était cela que Poiret désirait.» Ces photos lanceront Man Ray dans la couture, la presse et la publicité. Worth, Patou, puis Alix, Augustabernard... En 1935, Man Ray s'offre le luxe de faire l'un des meilleurs portraits de Gabrielle Chanel — robe noire, posture égyptienne, avec ses célèbres colliers et sa cigarette, — alors qu'il est l'ami de sa mortelle rivale Elsa Schiaparelli, diva des surréalistes, qu'il avait connue à New-York bien avant qu'elle ne fasse porter une robe-homard à la duchesse de Windsor.

Man Ray n'est plus l'homme qui approchait Poiret par l'entrée des fournisseurs, comme au dix-neuvième siècle. On s'arrache les surréalistes et, en compagnie de Tzara, Aragon, Dalí, Max Ernst et Picabia, il est de ces photographes qui, comme Horst ou André Ostier, écumant le tourbillon des bals de l'avant-guerre. La marquise Casati, dont il avait dédoublé les yeux par erreur, le signale au plus fastueux amphytrion du temps, le comte de Beaumont. En 1924, il paraît à son bal tout en noir, chemise comprise : «Quand le comte s'approcha de moi, je lui fis peur en allumant mes boutons de manchette.» Les boutons en question étaient reliés à une pile électrique. On croirait entendre Warhol...

Il immortalise Picasso en toréador, et Tzara aux pieds de Nancy Cunard, l'élégante aux cent bracelets qui mit le Tout-Montparnasse dans son lit. Pour le bal futuriste des Noailles, Man Ray fabrique «un costume avec un sac à linge en rayonne brillante, un béret sur lequel

j'avais posé un moulinet qui tournait et, à la main, un batteur à œufs. Le costume avait l'air minable à côté des combinaisons spatiales et des chapeaux en peau de requin...» Dans ces fêtes costumées par Bérard ou mises en scène par Cocteau, Chanel se transformait en arbre et Dior en garçon de café. Man Ray, lui, restait homme d'affaires.

A l'époque, un autre artiste d'origine russe vibronne dans les cercles parisiens. En 1934, Alexei Brodovitch prend la direction artistique de la plus vieille revue de mode américaine, *Harper's Bazaar*. Un cataclysme s'abat sur la mode. Ce visionnaire jongle avec la typographie, retaille les photos et fait jazer les lignes. *Harper's Bazaar* devient vite important pour les photographes. Brodovitch leur dit : «Etonnez-moi !» L'étonneront les mises en scène roccos de Cecil Beaton, la douce intensité des femmes d'Hoyningen-Huene, les silhouettes au scalpel de Horst. Man Ray, lui, joue les grands perturbateurs. Extérieur au système de la mode, les vêtements l'intéressent moins que les lignes, ou leur traitement. Ses visions sont intellectuelles. Elles respirent une sensualité froide, distante, tahlent sur la surprise. Enfin, elles recyclent largement ses trouvailles expérimentales.

Pour sa première séquence, *Fashion by Radio*, il passe les collections 1934 aux rayogrammes. Juste retour à la mode : n'a-t-il pas découvert ce procédé en développant des photos pour Poiret ? Ses solarisations vont illustrer les bienfaits supposés de la lampe à ultraviolets sur le corps des femmes. Il joue les surimpressions, les flous, les contre-jours, les contre-plongées obliques, photographie à travers des bas ou repoint ses épreuves... Parfois, ses élan le dépassent : quand il force trop sur la transparence des déshabillés, on refuse ses images. Tout comme ses femmes sangleées, ou moulées dans le cellophane... Alors, Man Ray joue l'ambiguïté.

Quand les directeurs lui demandent des images sexy, il dit : «Regardez mieux...» Et l'on regarde. Man Ray s'amuse avec les corps. Il les étire pour évoquer une longueur de robe, les met dans un flacon, leur coupe la tête, la pose sur un corps en plâtre (ou inversement), isole des pieds, des mains, un profil, ironise en photographiant des simulacres inanimés, statues, mannequins de bois ou de cire... C'est un cerveau narquois, curieux, glacial, dont Helmut Newton aurait pu s'inspirer. Puisque son rôle est de représenter l'avant-garde, il met en scène ses propres tableaux, mais aussi l'oiseau d'art de son ami Brancusi, à qui il emprunte la forme d'une vis de presseur, et commande à Giacometti un bas-relief à motif d'oiseaux et de poissons...

Ces provocations suffisent à Man Ray : il manie peu l'imagerie surréaliste, sauf à disposer une brochette-fauteuil pour la présentation d'une robe du soir lancée de Lelong, Bimlot, d'ailleurs, les surimpressions et les têtes coupées vont se retrouver chez Cecil Beaton ; Hoyningen-Huene et Tabard se frotteront aux solarisations... Le monde entier sera surréaliste. Mais Man Ray ne disparaîtra pas sans avoir légué quelque chose à Guy Bourdin, Richard Avedon et Erwin Blumenfeld.

JACQUES BRUNEL

* «Man Ray, les années *Bazaar*», Musée des arts de la mode et du textile, Palais du Louvre, 109, rue de Rivoli, 75001 Paris. Jusqu'au 31 janvier. Catalogue en anglais, 98 pages, 150 francs.

* «Marcel Duchamp par Man Ray», New-York-Paris, 1917-1937. Galerie Alain Paviot, 5, rue du Marché Saint-Honoré, 75001 Paris. Du 30 octobre au 19 décembre. Catalogue, 250 francs.

L'ESPAGNE
sous la dictature

UN ART NOUVEAU ET LE FASCISME

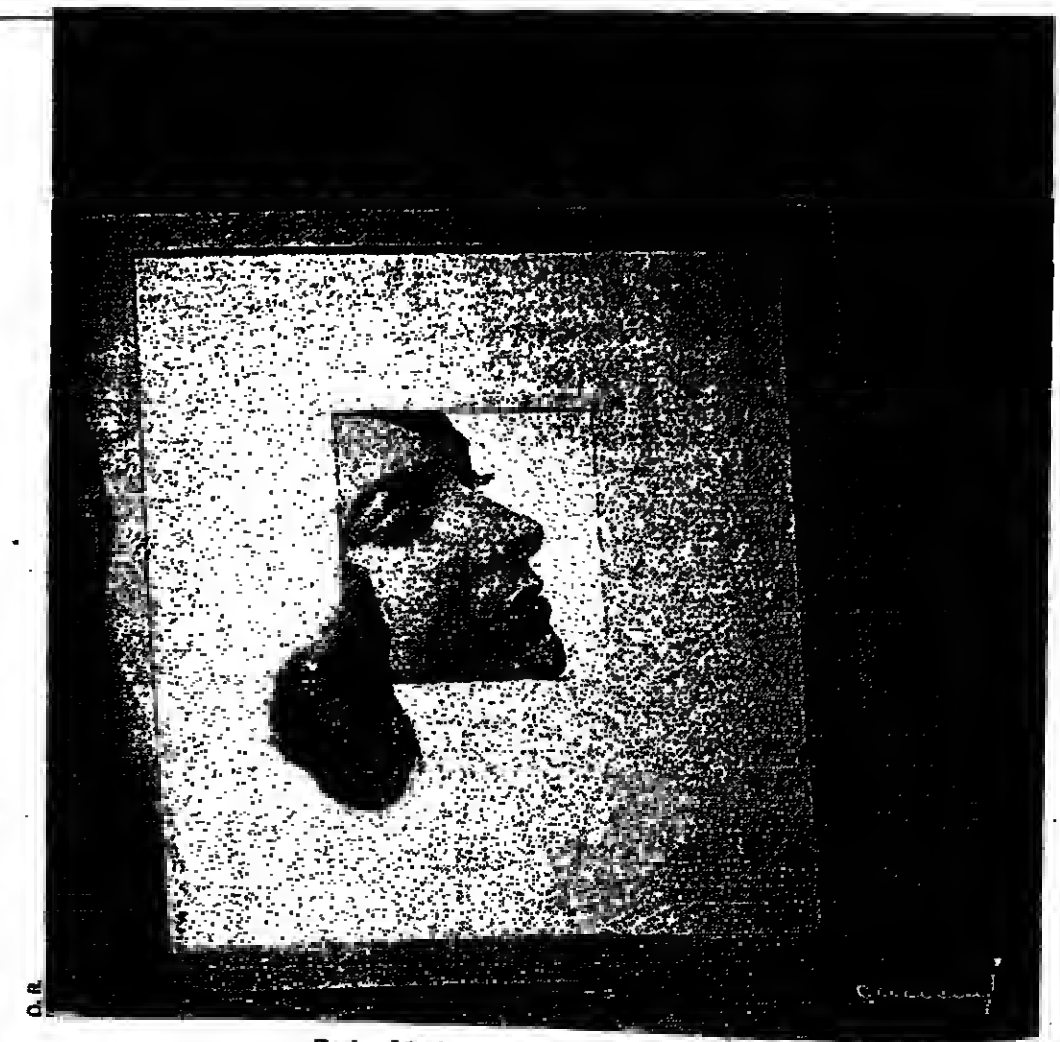
L'IMAGE a-t-elle besoin de liberté ? Dans sa préface au catalogue de l'exposition «Le temps du silence. La photographie espagnole des années 50 et 60», Carlos Canovas ne s'embarrasse pas de détours pour répondre à cette question : «L'hostilité envers toute forme d'art nouveau, écrit-il, est caractéristique des régimes fascistes.» Ce livre et cette exposition, déjà montrée, au printemps dernier, au centre d'art Santa-Monica de Barcelone, comptent une histoire sombre, toute d'empêchement et de repli sur soi, pétrie du respect des conventions, adepte ou vassale obligée du franquisme de l'après-guerre.

«Le temps du silence» ou les années noires, grises plutôt, car en Espagne la photographie n'a pas été réprimée dans le sang, à moins que ses artistes n'aient été militants communistes, basques ou catalans clandestins. Le retard espagnol de cette forme d'expression sur l'évolution américaine ou européenne, sa mise entre parenthèses, son franco-nationalisme *intra muros* tiennent davantage à la ressemblance de cette photographie avec son contexte social. Les années 50, dans la péninsule ibérique, c'est le temps d'une vision du monde réduite à celle du Caudillo et des grandes familles catholiques, provincialiste et sourde, conservatrice et rivée à ses valeurs — déjà — finissantes.

En 1948, les États-Unis se sont portés, par leur aide financière, au secours de l'ancien «camp royaliste», mais les villes éloignées de Madrid, les régions du Sud restent oubliées dans des modes de vie précaires et, surtout, psychologiquement étriqués. Le curé et la guardia civil veillent, paternalistes. Les femmes ne se montrent pas. On tait la vétusté des infrastructures industrielles. De cette Espagne-là, la photographie rend une image figée, confite. Borne, certainement, tant les sujets traités, des châteaux de Castille en passant par la messe dans les fumées d'encens, les folklores ibériques ancestraux et la corrida, obéissent à une certaine nostalgie de commande, aux reflets

La photographie espagnole sous Franco s'est heurtée à de sévères interdictions. Les avant-gardes balayées, le reportage muselé, les mouvements rétrogrades, comme le pictorialisme, magnifiés. En quatre parties et deux cents tirages originaux, cette exposition, d'abord présentée à Barcelone, montre comment une génération d'auteurs ont défini une approche symbolique et nuancée pour contourner la censure.

maniérés et académiques d'un passé perdu. La guerre, ailleurs, a balayé les écoles d'avant-guerre. Les artistes américains et européens imposent, au moyen de techniques de plus en plus souples, leur réalisme social, leur humour corrosif, leur poésie ou leurs angoisses, et les déclinaisons d'un photo-reportage que David Seymour ou Robert Capa avaient fait connaître... sur les champs de bataille de la guerre d'Espagne.



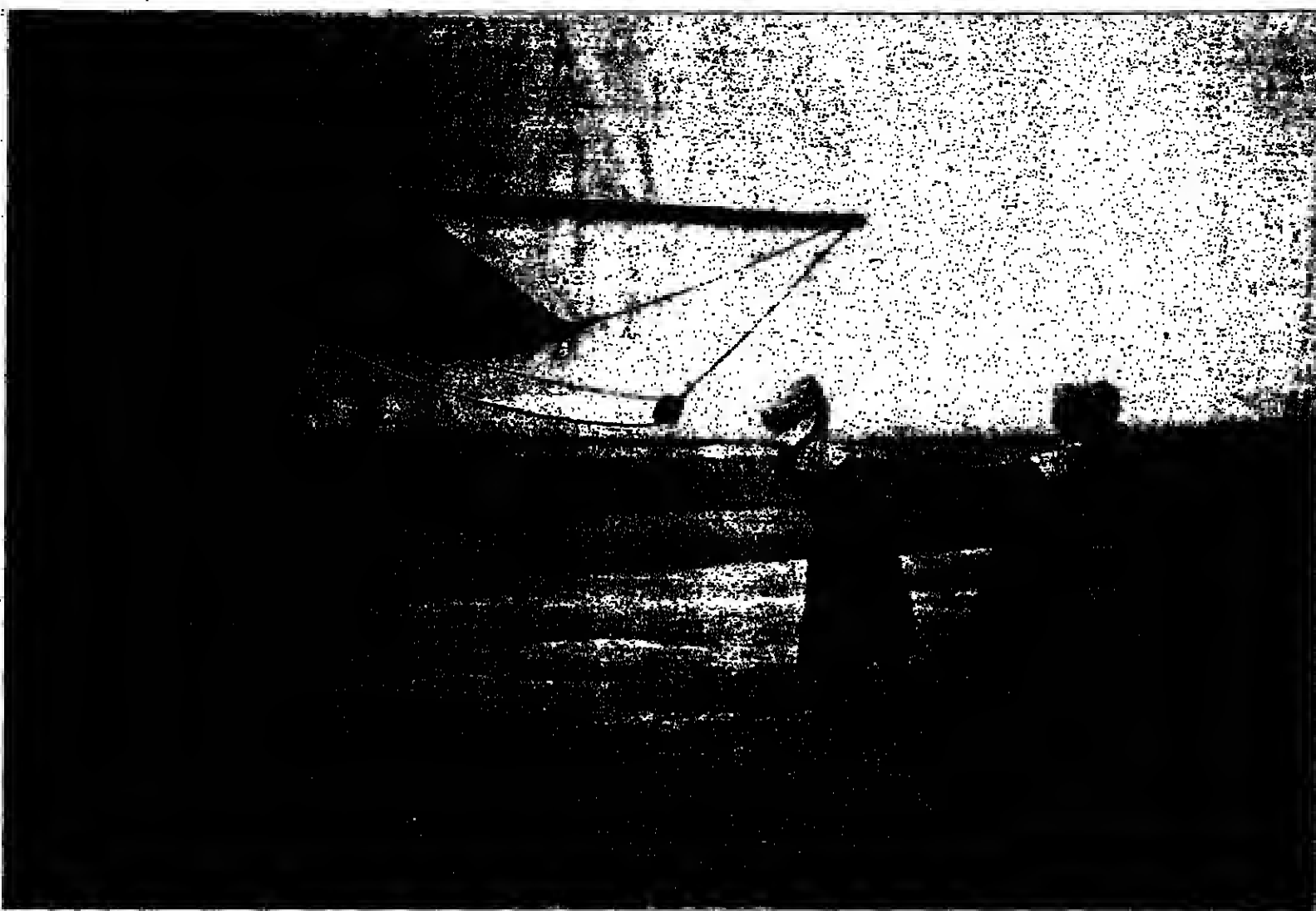
Pedro María Inurzun : «Faz», 1949.

LE PICTORIALISME des fondateurs aux repreneurs

P H O T O

LA PEINTURE OBJET DE FASCINATION

La photographie en aura-t-elle jamais fini de s'évaluer à l'aune de la peinture ? On peut se le demander au regard d'un livre et de deux expositions consacrés au pictorialisme. Ce mouvement, le plus structuré de l'histoire de la photographie, a eu son heure de gloire à la fin du dix-neuvième siècle avec des clichés sur la nature, retouchés au pinceau. Son but : élever la photo au rang des beaux-arts. Critiqués par le mouvement moderniste des années 20, longtemps qualifiés de « réactionnaires », les pictorialistes sont-ils en voie de réhabilitation ?



Pierre Dubreuil : « La perle doucement s'éteint et la danse s'arrête », vers 1903.

LES images ont le charme des cartes postales anciennes : scènes de labeur des paysans, métiers traditionnels, paysages de brume et de neige, marines, femmes-fleurs en plein air, nus et drapés, le tout enveloppé dans un « flou artistique » qui rappelle une certaine peinture. Officiellement reconnu en 1891 avec la fondation du Camera Club de Vienne et la première exposition dite pictorialiste, ce mouvement international, dont l'apogée se situe entre 1895 et 1905, a connu un succès dans toute l'Europe, aux États-Unis et au Japon. Ses auteurs appartenaient le plus souvent à la grande bourgeoisie, jouissaient de rentes, étaient magistrats, députés ou militaires.

Jamais mouvement n'aura été aussi structuré : en Europe, cinq associations le fédèrent, comme le Photo Club de Paris ou The Linked Ring Brotherhood de Londres (sans doute la plus puissante). Aux États-Unis, le Camera Club est fondé en 1896. Ces associations percevaient des cotisations régulières, organisaient réunions de travail et débats, salons et expositions internationales, dont l'une des plus célèbres, « L'art de la photographie qui fleurit étonnamment », tenue en 1893 à la Kunstsalles de Hambourg, a rassemblé six mille photos signées de quatre cent cinquante auteurs, dont l'Américain Alfred Stieglitz. Ces chiffres attestent d'une vitalité exceptionnelle, confirmée par les bulletins, revues

critiques, manuels techniques et essais. Partout, les photographes posent une question essentielle : la photographie est-elle un art ?

Car le pictorialisme n'est pas seulement une formidable machine de guerre contre la démocratisation de la pratique : il déploie une esthétique nouvelle, qui refuse de confier la photographie à cette tâche d'humble servante des sciences à laquelle l'avait vouée le discours d'Arago, tenu en 1839 à la Chambre des députés. « Interprétation » et « intervention », mots-clés du lexique pictorialiste, définissent une position d'auteur, en opposition avec l'opérateur technique, et un certain rapport au réel : Robert Demachy dit de « l'image définitive » qu'elle « ne devra son charme artistique qu'à la façon dont l'auteur pourra la transformer » ; Constant Puyo affirme qu'« en matière d'art, le sujet n'est rien, l'interprétation est tout » ; et Robert de la Sazeranne, l'un des théoriciens du mouvement, suggère à l'amateur photographe de flâner « dans des lieux sans monuments et à des heures sans soleil, [de] s'arrêter devant un espace vide de « site », un néant ».

Alfred Stieglitz aux États-Unis, Robert Demachy et Constant Puyo en France, Heinrich Kühn en Autriche, José Ortiz Echagüe en Espagne, devinrent ainsi les chefs de file d'un mouvement qui, grâce aux « procédés d'art », entend

transformer la photographie en art à part entière. Constant Puyo utilise un « objectif d'artiste » et la gomme bichromatée, qui permet de laisser recouverts certains détails jugés inutiles et d'adoucir les contours grâce aux coulées de gomme. D'autres recourent au brossage, au grattage, qui confèrent à l'image un rendu pictural, aux papiers au charbon enfin, dont le velouté s'oppose à la brillance des images octroyées revendiquées par les modernistes. La retouche, qui requiert le frottement de la main et du pinceau, garantit à l'image son unicité (contre la sérialité), mais aussi ce que les pictorialistes appellent « douceur », « nuance », « sensibilité ».

Les enjeux sont clairs : il s'agit de considérer la photographie comme l'un des beaux-arts, d'attribuer au photographe le statut d'auteur. En fait, c'est le regret de la peinture qui s'avoue.

Dans l'exposition « La photographie pictorialiste en France », Bernard Marbot rend hommage au courant français, saluant sa richesse et son rôle dans la diffusion internationale du mouvement. Dans le livre qui l'accompagne, Michel Poivret bouleverse certaines idées reçues (1). S'interrogeant sur le flou, il avance que le pictorialisme a inventé une vision, bien plus qu'un regard (non pas voir autre chose, mais voir autrement), et que les thèmes renvoyaient à la peinture dominante de l'époque, celle des Salons où s'exposaient les Bonnat, Bouguereau, Gérôme, Gervex... En ce sens, le pictorialisme n'est pas « réactionnaire » : il s'inscrit dans une esthétique déjà codifiée par l'Académie.

Alain Sayag, lui, va même jusqu'à suggérer, dans l'exposition « Middle Europa, fin de siècles », qu'il y aurait des avancées modernistes à l'intérieur du pictorialisme. Il cite à l'appui Frantisek Drtikol ou Heinrich Kühn, ce dernier très lié à la modernité viennoise et notoirement ami de l'architecte Adolf Loos. Il faut pourtant rappeler que ce n'est qu'au prix d'une véritable rupture avec une première production de type pictorialiste que l'Américain Alfred Stieglitz ou l'Allemand August Sander ont pu faire œuvre, et œuvre moderniste, défendant tous deux la « photographie pure ». Entre pictorialisme et modernisme, il n'y a pas continuité mais divorce, attachement.

« Peut-être nous accusera-t-on d'effacer ainsi le caractère photographique ? C'est bien notre intention », dit Robert Demachy. On lui préférera le manifeste du modernisme que fut en 1929, à Suresne, l'exposition « Film und Foto », et les propos de son initiateur, Gustaf Stoltz : « Oui, l'exposition s'oppose vivement, en toute conscience et volontairement, à cette conception toujours répandue selon laquelle on ne pourrait obtenir un effet artistique dans la photographie que par la mollesse, le flou et surtout la retouche manuelle des prises de vue. Au contraire ! Le cœur de tout travail photographique véritable, c'est l'objectif, cette petite lentille qui permet de saisir tous les objets avec clarté, netteté et précision. »

Si le pictorialisme connaît son apogée au tournant du

siècle, il n'est pas « annulé » par la première guerre mondiale. Surtout en France où une impressionnante cohorte de petits maîtres répètent inlassablement, jusqu'en 1939, les mêmes images précieuses au charme désuet – femmes languides et vaporeux paysages – perpétuant ainsi l'aura d'un dix-neuvième siècle qui n'eo fioit pas de mourir. Les modernistes ? Ils viennent des États-Unis, d'Allemagne ou d'Europe centrale : Berenice Abbott, Hans Bellmer, Ilse Bing, André Kertész, François Kollar, Germaine Krull, Eli Lotar, Man Ray, Raoul Ubac, Wols.

A la Bibliothèque nationale comme à La Villette, on appréciera la virtuosité dans l'emploi de la gomme bichromatée, du charbon et de l'encre grasse. On se laissera peut-être séduire par une fadeur non dénuée de perversité. Mais ces expositions ne flattaient-elles pas le goût d'un public plus spontanément enclin à apprécier l'impressionnisme photographique que l'austérité moderniste ? De telles manifestations – impensables quand le pictorialisme expiait encore sa faute au purgatoire de l'art, et quand seul l'ineffable David Hamilton (référence de toute une génération d'adolescents) osait revendiquer le trop fameux « flou artistique » – ne prennent-elles pas tout leur sens dans notre époque qui cultive volontiers la nostalgie ?

La réhabilitation du pictorialisme à laquelle on assiste depuis quelques années témoignerait ainsi du malaise éprouvé par une photographie décidément toujours à la recherche de sa caution artistique. Nombreux sont les photographes qui, aujourd'hui, revendiquent leur « volonté d'art » et se réapproprient des procédés archaïques comme le daguerrétype ou le sténopé, jouent avec la gomme bichromatée, manipulent pinceaux, grattoirs et brosses. Les « néo pictorialistes », dont l'emblème pourrait être l'italien Paolo Gioli, entendent ainsi ancrer la photographie du côté de l'art, et mimer la forme-tableau. C'est la fascination pour la peinture qui, de nouveau, s'avoue.

Que les œuvres produites séduisent par la somptuosité des couleurs et des matières, qu'elles répondent, aussi, à une certaine désaffection pour l'art conceptuel, cela ne fait guère de doute. Mais enfin, pour « faire art », faut-il nécessairement pasticher un pictorialisme fin de siècle qu'Alfred Stieglitz et Paul Strand aux États-Unis, Laszlo Moholy-Nagy et Albert Renger-Patzsch en Allemagne, ont soumis à une vive et féconde critique ?

DOMINIQUE BAQUÉ

(1) *Le Pictorialisme en France*, de Michel Poivret, Hôche, 112 pages, 80 photos, 285 francs.

* « Mittel Europa : fin de siècles », la Grande Halle de La Villette, 211, avenue Jean-Jaures 75019, Paris. Jusqu'au 4 décembre.

* « La photographie pictorialiste en France », galerie Colbert, Bibliothèque nationale, 6, rue des Fables-Champs ou 4, rue Vivienne 75002, Paris. Jusqu'au 14 novembre.

En France, Cartier-Bresson et Doisneau traduisent leur époque. Aux États-Unis, Robert Frank, Lee Friedlander, Diane Arbus, Gary Winogrand traitent de leur rapport au monde. De Madrid à Saragosse, la photo ibérique s'est arrêtée. Oubliée de la modernité. Les artistes les plus célèbres, et souvent les plus célébrés par le régime, prônent encore le pictorialisme, qu'on appelle tardopictorialisme, abandonné en Europe et aux États-Unis dès le début des années 20.

Le sujet s'efface toujours, manière facile de s'opposer à la censure ou à la prise de conscience, devant l'obsession du procédé pigmentaire, du travail du grain, une colorisation qui se voudrait peiture. José Ortiz-Echagüe, pour avoir beaucoup immortalisé le Caudillo et les grands d'Espagne, par ses portraits partisans, Joaquim Pla Janini par ses truquages de volure sur des sujets très posés, enfants-rois, étudiants en habits, pauvres gens « potés », ont, peut-être malgré eux, jeté une chappe sur toute velléité d'innovation.

Le franquisme de mœurs, comme on l'aurait dit du pétainisme, pointe encore dans des expressions que les réformateurs, à Berlio ou à Paris, critiquaient ouvertement quinze ans plus tôt. Myopie de la réalité. Objets et hommes gommés par la trame, chez Innocencio Schmidt de las Herras, paysannerie d'éternité chez Francisco Andradá, paysannisme inquiet, aux cieux tirés, lourd symbolisme sans propos qui retardent la circulation d'images authentiques. Plus de dix ans durant, la photographie omet de reproduire l'Espagne des usines et de la peur dans les yeux, ou plutôt c'est par ses omissions mêmes, ce maniérisme partout appuyé qu'elle laisse comprendre que les choses ne sont déjà plus comme les rêvait le régime.

La seule évolution notable de cette période consiste en un prudent mais réel sursaut de la province contre la capitale, des photographes isolés contre les maîtres de ce néo-pictorialisme. Dans beaucoup de grandes villes, et même dans des villes plus moyennes comme Almería – où fleurira une école marginale mais tonique, le groupe AFAL (Association photographique d'Almería), – naissent des associations d'amateurs ou de professionnels tenant simplement boutique de portraits. L'art encore officiel, l'académisme pincé s'esouffleront par la conférence provinciale. Exactement comme le fascisme sera d'abord attaqué par les renaissances autonomistes.

Ce n'est pas encore la modernité, mais il y a, à la fin des années 50, déjà un peu plus de fantaisie dans les objectifs. Ces associations existent, d'abord, parce que Madrid prive l'Espagne de lieux d'exposition. L'Etat et la norme veillent toujours, mais les photographes sont plus nombreux, plus éparpillés, plus difficiles à contrôler. A Barcelone, à Alicante ou à Ibiza reviennent des étrangers pour qui l'après-guerre n'est déjà plus qu'un souvenir. Le on est toujours proscrit, mais ici ou là on s'enhardit à fixer le départ des émigrants (Manuel Ferrol), on loge quelques clans d'œil dans les scènes de rue (Frances Catala-Roca). La modernité photographique, comme la démocratie, tiendra d'abord à ces minces filets d'air libre. Au « goutte à goutte », écrit Carlos Canovas.

PHILIPPE BOGGIO

* « Le temps du silence, la photographie espagnole des années 1930-1960 », Mission du patrimoine photographique, Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson, 75116 Paris. Du 18 novembre au 31 janvier. Catalogue : textes de Pere Forniguera et de Carlos Canovas, 258 pages, 200 photos, 200 francs.

27 octobre
13 décembre 1992

ESPACE ELECTRA
6, rue Racamier - 75007 Paris

Tous les jours de 11h 30 à 19h 30
sauf le lundi et les jours fériés
tel. 02 87 22 80

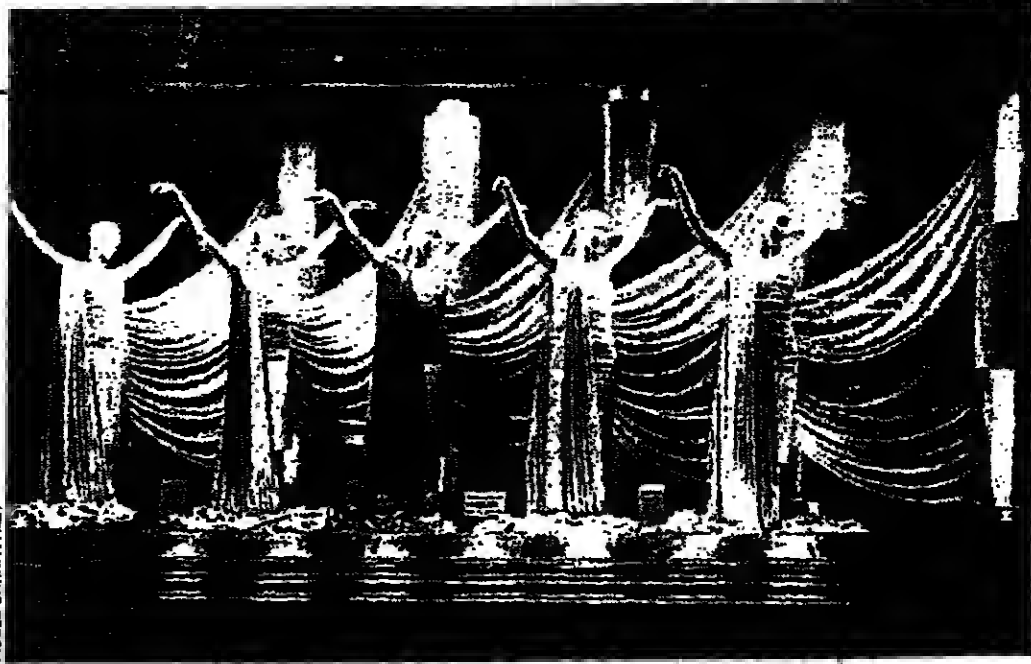
FONDATION ELECTRICITE DE FRANCE

JANINE NIEPCE

FRANCE
1947 - 1992

120 photographies

P H O T O

P A R I S
au Musée CarnavaletLE GRAND
LIVRE
DE LA CAPITALE

Cinq mannequins Siegel dans une vitrine du Printemps, vers 1920.

Le Musée Carnavalet, qui affiche l'ambition d'être la « mémoire artistique de Paris », possède un fonds de cent mille photos. Collection disparate, elle est signée des grands noms de la photographie mais réunit aussi des artisans anonymes. Elle est centrée sur les monuments parisiens mais se fait l'écho des mille événements, grands ou petits, qui ont agité la capitale. Elle renferme des chefs-d'œuvre incontestables et d'énormes séries documentaires. Les plus anciennes photos remontent à la préhistoire de la photographie. Les plus récentes ont été prises avant-hier. Le fonds est méconnu du public et il manque une salle, à Carnavalet, pour l'exposer par roulement.

A l'occasion du Mois de la photo, Françoise Reynaud, qui le gère depuis le début des années 80, tente avec Catherine Tambrun d'en faire sentir la multiplicité. La tâche semble impossible. Comment faire voir un siècle et demi de travaux aussi disparates ? « Nous avons voulu conserver l'idée de série, explique Françoise Reynaud. Il est rare qu'une photo nous arrive de manière isolée. Nous avons donc décidé de « mettre en page » un cabinet d'art graphique, où l'on pourrait feuilleter des images. » Deux mille images ont donc été regroupées par thèmes et accrochées sur des sortes de volets fixés aux murs, pages d'un grand livre à feuilleter. Chaque ensemble est introduit par quelques clichés symboliques.

On verra donc « La ville en gloire », les grands événements historiques et l'érection des grands monuments. « Les fastes » regroupent les « cartes de visites » illustrées, galerie des célébrités — Grévin,

Comment faire sentir au public le poids et la diversité d'une collection ? C'est l'ambition du Musée Carnavalet, dont le fonds, qui court des primitifs du dix-neuvième siècle aux auteurs d'aujourd'hui, renferme chefs-d'œuvre et curiosités, trésors d'Atget et obscurs opérateurs, des séries documentaires et anecdotes frivoles. Carnavalet a donc mis en place un « cabinet d'art graphique » où le visiteur pourra « feuilleter » deux mille images regroupées par thèmes et accrochées sur des volets fixés aux murs.

Zola, Sainte-Beuve, Garibaldi, Clemenceau, Huysmans — mais aussi des étoiles plus ou moins filantes de la vie parisienne, mondaines et demi-mondaines en robe décolletée ou maillot moulant.

Le monde de la nuit et celui des prisons, les quartiers voués à la disparition, les ruines — parfois splendides comme celles de l'Hôtel de Ville après la Commune — les enterrements, de Victor Hugo à Jean-Paul Sartre, sont du côté de « La part d'ombre ». A rapprocher de la série « Esthétique du bizarre », sans doute la plus intéressante, qui ramasse aussi bien les vues de monuments dérisoirement protégés contre les bombardements au début de la première guerre mondiale que la somptueuse série des « Urinoirs » de Mar-

ville, les vues plus attendues de boîtes de nuit et les graffitis des années 80. Autre esthétique, celle du « Fragment », où voisinent détails décoratifs, clichés sortis d'un inventaire lapidaire et les recherches les plus abouties — les travaux de Lucien Hervé sur la chaussée parisienne. « L'archéologie de la modernité » permet de suivre la transformation de Paris depuis le dix-neuvième siècle tandis que « Coexistences » montre, de manière plus anecdotique, les pittoresques urbains, petits ruelles et clochards.

Une collection comme celle de Carnavalet, ce sont aussi des « phares ». Celui qui est présenté au deuxième étage, Eugène Atget, n'est pas le moins inconnu. Mais le musée possède quatre mille images de cet archétype du photographe parisien. Un hommage lui est donc rendu dans deux salles. Sur les cimaises, soixante tirages originaux de 1910, qui composaient un album intitulé *Voitures* (1), anthologie du véhicule hippomobile à la veille de sa disparition.

Négligeant cheval et conducteur, Atget établit une typologie précise de ces moyens de transport, du corbillard de première classe au panier à salade avec ses fenêtres en trompe-l'œil, des tapisseries de déménagement aux tombereaux à ordures, en passant par les landaus, les fiacres et les roulettes de la zone. Derrière l'inventaire, on sent poindre la nostalgie du photographe toujours à l'œuvre dans un Paris au bord de l'évanouissement. Le troisième étage est une plongée à travers les différentes techniques qui ont permis de capter l'image : daguerrétype, gomme, Cibachrome,

platine, papiers salés. Kodachrome, autant de procédés représentés dans la collection de Carnavalet.

Cette coupe indique aussi les forces et les faiblesses de ce fonds. Jusqu'en 1920, la Ville avait une politique de commande systématique. Chaque monument était pointé par le photographe, qui ne devait négliger aucun des éléments du plus modeste mobilier urbain — les « Urinoirs » de Marville ont été l'objet d'une telle demande. A cette date, la municipalité a baissé les bras. La collection ne s'est alors enrichie que par dons ou legs. Depuis 1980, la photo fait de nouveau partie des préoccupations de Paris. Le département photographique de Carnavalet fonctionne avec un (modeste) budget d'achat de 120 000 francs par an — hors coup exceptionnel. Aussi l'ambition de Françoise Reynaud n'est-elle pas de combler les trous béants de son fonds mais de « couvrir » notre époque grâce à des achats d'œuvres contemporaines. Paris renoue ainsi avec sa mémoire visuelle. « Il y a probablement quelque chose de mortuaire dans l'idée de collection, remarque Cartier-Bresson en introduction du catalogue de l'exposition. Mais pourquoi pas ? »

EMMANUEL DE ROUX

(1) *Les Voitures d'Atget*, de Françoise Reynaud, Editions Carré/Paris-Musées, 130 pages, 250 francs. Vient d'être publié : *Intérieurs parisiens*, d'Eugène Atget. Textes de Molly Nesbit et de Françoise Reynaud, Editions Carré/Paris-Musées, 124 pages, 250 francs.

* *Portraits d'une capitale, les « Voitures » d'Atget*, Paris et le daguerrétype, 150^e anniversaire de la photo. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné, 75003 Paris. Tél. : 42-72-21-13. Du 30 octobre au 10 janvier 1993.

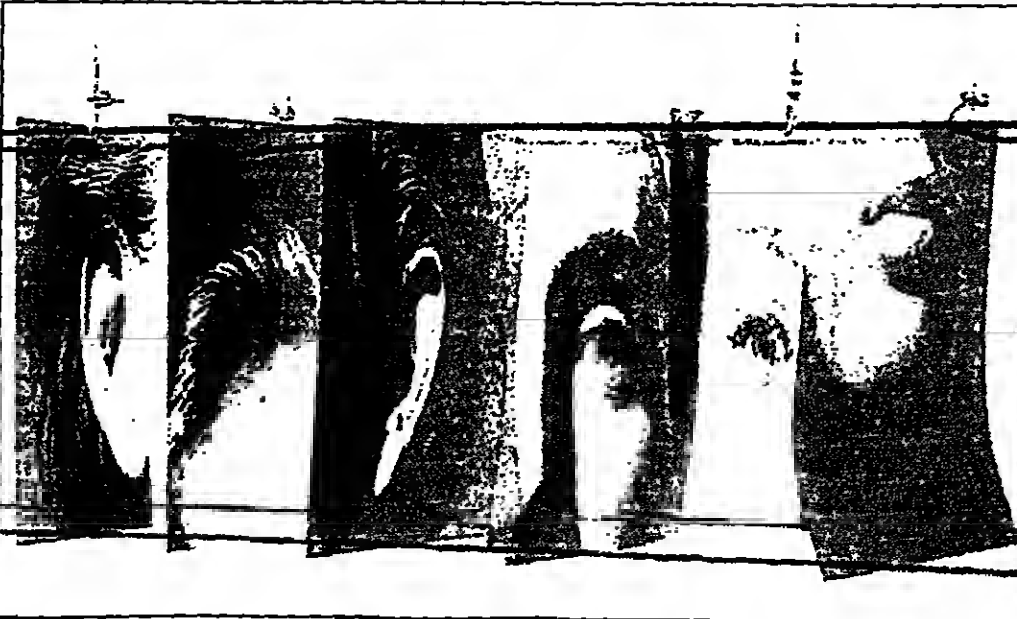
H O M M A G E
aux galeries

De gauche à droite, David Seidner : Cindy Sherman, Aram Dervent : sans titre, Joe Gantz : « Fiafia et Phillope ». Ci-dessous, Nathalie Van Boxel : « Un visage 1 ».



JUSTE hommage que le « Mois » rend aux galeries privées, baromètre utile d'un art souvent trop institutionnel. Parmi la vingtaine d'expositions, on retrouve les pilers comme Agathe Gaillard, qui présente le bouillonnant Krzysztof Pruszkowski et son « manifeste artistique, une série de vingt-cinq images basées sur la pureté de la forme, et présentée comme un règlement de comptes définitif avec le conceptualisme ». A voir aussi : Alain Fleischer (galerie Michèle Chomette), Gerd Bonfert (Bouquet + Lebon), Giordano Bonora (Jean-Pierre Lambert), le grand Paul Strand (Zabiskie), les paysages de nuit de Michel Séménia (Fanny Guillou-Lahille), la belle série sur le sida de Brian Weil (le nouvel espace d'Orbi) et l'excellent Thierry Urbain (Pons). A découvrir également : les Polaroids marins de Corinne Mercadier (Isabelle Bongard) et les visages sur celluloids de Nathalie Van Boxel (Viviane Eaders).

Des galeries d'art contemporain sont de plus en plus présentes dans la photographie, comme Thaddaeus Ropac, qui présente une œuvre monumentale des jumeaux Mike et Doug Stern. Chez Baudouin Lebon, Aram Dervent montre la femme enceinte à différents stades de la grossesse. A l'Espace Donguy, Joe Gantz



présente des couples dans l'intimité. Restent deux expositions, qui pourraient marquer le « Mois » : les portraits d'artistes de David Seidner, chez Samia Saouma, et les sulfureuses mises en scène d'Harry Van Zak, à la galerie Thierry Salvador, qui font autant référence à l'histoire du sexe qu'aux stéréotypes du cinéma.

(Renseignements, tél. : 40-41-40-89).

* Le Mois de la photo est organisé par Paris Audiovisuel avec la participation de la direction des affaires culturelles de la Ville de Paris, de la délégation aux arts plastiques du ministère de la culture et le concours d'Air France. Signifions le soutien de partenaires privés comme la FNAC, Arjo Wiggins, Oriental Paper, Agfa Bayer, la SCAM, Radio Nova et Publimod-Photo.

* Points d'information : FNAC Forum, jusqu'au 27 novembre. Programme sur Minitel : Ville de Paris (3615 CAPITALE), FNAC (3615 FNAC). Renseignements : 40-41-40-89.

* L'affiche du « Mois » a été réalisée par Luciano Castell. Le catalogue, conçu par Jean-François Couvreur, reprend, par thèmes, la totalité des expositions ainsi que l'ensemble des activités annexes. Editions Paris Audiovisuel, 356 pages, 195 francs.

هكذا امتن الأصل

on des
succès
gme.sursés à
rachat
des as-
soivent
e deux
érieux :
scisser
bles et
neubles
à des
pés. En
ces im-
éteuille
risque
annéesAcavi
ivalent,
étés ci-
noillier
80 mil-
lisentent
total de
urs, les
dans les
ntelles,
s effec-
tissent
l'immo-
50 % de
ans. Les
hées, au
en 60 000
ards de
pposer à
inser les
leur of-
nce, des
n fin de
ait néan-
r cette
supplé-
mpagne
lin.

Renard

s le début
gen Cash
les stats-
ertes res-
s, Meyer-
balsse de
nent de laes sicav de
chute sen-
établissant
Fininfo à
un recul de
de francs
de mars),
rait princé-
noureux in-
ont profité
aux courts
s rémuné-
résorerie,
s billets de
épôts. De-
ours des si-
6,25 %. Il
illiards de

P.-A. D.

MS

France, gé-
ne, selon le
Fininfo, la
cav actions
ormance de
du mois de
ement, Uni-
dit agricole,
%. Les sicav
s ont pour
ortes pertu-
La hausse
facée par la
About Amé-
dit agricole,
le sa catégo-
à progresser
so mexicain
n rude coup
les Bourses
tate Street
par exemple
à Bourse de
ment péna-
effichent en
performance

P.-A. D.

WALTER CARONE
à l'Espace photographique

MAGNANI LES BOULANGERS ET LE PCF

Walter Carone incarne le « Paris-Match » d'après guerre, l'âge d'or du photo-journalisme, l'époque où les stars se souciaient peu de leur image : les dix-huit ans de Brigitte Bardot, Grace Kelly en mariée, John Kennedy jeune président des Etats-Unis, c'est lui. Avec plus de sept cents « sujets » en trois ans, Walter Carone est exemplaire de cet art de l'instant dont on s'aperçoit aujourd'hui qu'il restera. Un livre-album et une exposition lui rendent hommage.



Anna Magnani au bal des Petits Lits blancs, octobre 1948.

sont priés de prendre rendez-vous avec une attachée de presse, de respecter des conditions draconiennes de prise de vue et de soumettre leurs images à leurs modèles avant publication. La Magnani, elle, ne perdait pas son temps à ces puérilités. Il paraît qu'elle poussa même le détachement jusqu'à trouver cette photo « rigolote ». Carone faisait partie d'un monde que peint Fellini dans *la Dolce Vita*, où photographes et vedettes jetaient la vie par les fenêtres. L'époque était à la liberté entre les étoiles d'alors et leur miroir. Pas encore aux plans médias.

Les années filaient vite, si vite que personne ne se serait avisé que les lascars de *Match* étaient aussi des auteurs. Le nom de Walter Carone n'est pas ou à peine mentionné dans les ouvrages qui retracent l'épopée de *Paris-Match* (2). Roger Théron, qui connaît ces années-là et dirige aujourd'hui le journal, estime que Carone fut, comme d'autres, « victime de l'hebdomadaire ». Un reportage chassait l'autre, l'entraînant dans l'oubli.

Serge Bramly, à qui l'on doit le livre et l'exposition sur Carone, a retrouvé dans de vieux cartons, rangés dans le désordre au domicile du photographe, certaines des pépites exposées au Forum des Halles. Modeste et détaché, Carone non plus ne savait pas qu'il bâtissait une œuvre. Il y a des trous dans la documentation de *Paris-Match*. Les négatifs d'une série de photos de Boris Vian manquent, entre autres. Seule subsiste la planche-contact de ce reportage. Elle dit la qualité de ce travail perdu de Carone, réalisé, comme ses autres « sujets », dans l'urgence.

Venant après l'exposition que la Galerie Agathe-Gaillard a consacrée en décembre 1991 à Willy Rizzo, l'hommage du Mois de la photo est une juste réhabilitation. Elle ancre dans la durée la vision de ce metteur en scène de l'éphémère qu'était Walter Carone.

BERTRAND LE GENDRE

(1) *Walter Carone photographe*, de Serge Bramly. Editions Jean-Claude Lattès. 168 pages, 154 photographies en noir et blanc, 290 F.

(2) *La Fabuleuse Aventure de « Paris-Match »*, de Guillaume Hennequin. Plon, 1976. Quarante ans, *Paris-Match*, de Roger Théron et autres. Editions du Chêne, 1987.

* « Walter Carone, les années reportage » : Espace photographique de Paris, Nouveau Forum des Halles, porte Pont-Neuf, place Carrée, 4-5, Grande Galerie, 75001 Paris. Jusqu'au 19 novembre.

BEAU gosse culotté et talentueux, Walter Carone incarne une période révolue du photo-journalisme, son âge d'or. Reporter à *Paris-Match* au lendemain de la Libération, il en fit les beaux jours, avec quelques jeunes gens de la même trempe qui auraient bien ri si on leur avait dit qu'ils avaient du génie. Délivré du cauchemar de la guerre, l'époque était insouciance. La télé balbutiait encore et la photo d'actualité était au mieux de sa forme. Jamais plus elle n'aurait cette aptitude ni cet appétit à refléter les lumières et les ombres de son temps. Le livre-album (1) qui accompagne l'exposition de l'Espace photo des Halles à Paris montre que l'époque, elle aussi, avait du talent. On y voit trois couvertures de *Match* dues à Carone. Sur l'une, Brigitte Bardot à dix-huit ans. L'autre représente Grace Kelly en robe de mariée et la troisième Kennedy tout jeune président des Etats-Unis. Les années 90 n'ont pas le même brio. Elles ne nous offrent, pour peupler nos rêves, que desersatz : Vanessa Paradis, Bill Clinton et Caroline de Monaco.

L'hommage que rend le Mois de la photo à Walter Carone est un tribut à cet art de l'instant dont on s'aperçoit aujourd'hui qu'il restera. Carone était né au bon moment, en 1920, juste à temps pour mettre en scène les folles années d'après guerre. Installé comme modeste photographe à Cannes, son père, un immigré italien, lui avait appris très tôt à se servir d'une chambre 13 x 18. Débrouillard, Walter aidait Mario Carone à monter le trépid et à donner la poudre de magnésium indispensable au flash.

Leurs reportages ? Le congrès annuel des boulangers et les mille événements qui font la vie ordinaire d'une ville de province. Ce furent ses universités à lui. Il garda de ces années d'apprentissage un goût affirmé pour la technique, qui l'incita à cofonder *Photo*. Le premier numéro du magazine parut en 1967 avec cette profession de foi : mettre « les professionnels au service des amateurs ».

Armé d'un Roliflex, Walter Carone débute à *Cinéma* puis à *Point de vue*, une sorte de *Paris-Match* avant la lettre. Il rejoint l'hebdomadaire de Jean Prouvost en janvier 1949, trois mois avant sa disparition. Il en fut l'un

des piliers, d'abord sur le terrain — et quel terrain ! — puis comme chef du service photo en 1956 et rédacteur en chef adjoint du début à la fin des années 60.

Emporté par un cancer en 1982 à l'âge de soixante-deux ans, Walter Carone était de ces reporters-photographes qui allaient partout, s'intéressaient à tout et savaient tout faire. Plus de sept cents « sujets » en trois ans à la grande époque : la Légion d'honneur de Marcel Cerdan, des tableaux peints par des aliénés, une inondation-catastrophe, un défilé de pin-up, l'opération d'un cancer du sein, un mariage de nudistes, le président Auriol à la chasse, la mode canine, un meeting communiste, Rita Hayworth au Carlton...

Son Leica toujours à portée de main, Walter Carone photographiait comme on respire. C'était son oxygène à lui. Un jour de 1959 il croise les Nixon dans les couloirs d'un hôtel new-yorkais, lui en smoking, elle en robe de cocktail. Carone déclenche d'instinct. Le résultat est là, aussi léché que spontané. Du vrai savoir-faire.

L'époque savait récompenser le talent. Comme Willy Rizzo et quelques autres, Walter Carone était une gloire. On lui prêtait le même pouvoir qu'à un Bernard Pivot. Se faire photographier par lui était une consécration pour les uns, un tremplin pour les autres. Brigitte Bardot lui voue une reconnaissance éternelle de l'avoir tirée d'un quasi anonymat, dans *Match*, cinq ans avant *Et Dieu créa la femme*.

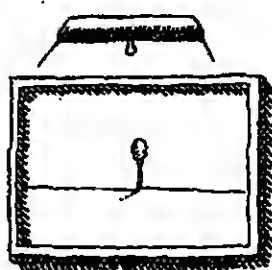
Dans les *Bijoux de la Castafiore* (1963), Hergé campe un journaliste de *Paris-Flash* nommé Walter Rizzotto, mi-Walter Carone, mi-Willy Rizzo, des archétypes. Toujours sur la brèche, mesurant grand équipage — à l'image de la prospérité du *Paris-Match* d'alors dont les ventes atteignent parfois les deux millions d'exemplaires — les reporters maïsonnaient l'actualité. Ils la faisaient à l'occasion, au gré de leur inspiration et de leurs caprices. Pour Carone, le boxeur « Sugar » Ray Robinson accepte de poser nu dans les vestiaires d'un ring. Bourvil se laisse photographier dans sa baignoire, frictionné par sa femme. Georges Pompidou est assis sur un bureau. Il a presque l'air naturel. On ne refusait rien à Walter Carone, de

Paris-Match. Le ton de Carone, qui avait fait ses classes dans la rue, rappelle le néo-réalisme italien. Il y a du Rossellini, celui de *Rome ville ouverte*, dans le regard qu'il pose sur les anonymes de l'époque et dans un reportage, commandé par *Point de vue*, sur les prostituées parisiennes. En 1948, Anna Magnani, l'héroïne de *Rome ville ouverte* justement, lui offre l'une de ses plus belles images. Surprise au bal des Petits Lits blancs, à l'heure où la fatigue affleure, la « Bellissima », perdue dans ses pensées, est sublime de densité.

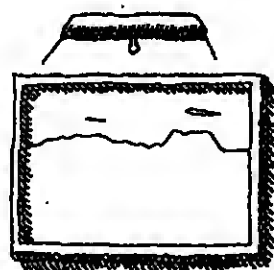
Aucune star d'aujourd'hui ne se laisserait surprendre dans un tel moment. Les Walter Carone des années 90

LE MOIS DE LA PHOTO A LA FNAC

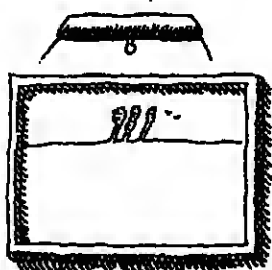
Dans nos magasins, il y a un espace où nous n'allons encore rien vendre.



Carl de Keizer



Ugo Mulas



Tony Ray Jones

Dans le cadre du Mois de la Photo à Paris, la Fnac vous propose trois expositions à ne manquer sous aucun prétexte.

- "God Inc, ou le commerce de la foi" de Carl de Keizer, Fnac Forum.
- "La mémoire de l'Art", première exposition à Paris de l'italien Ugo Mulas, Fnac Montparnasse.

- "La première rétrospective en France de l'œuvre de l'anglais Tony Ray Jones", Fnac Etoile. Des rencontres avec les photographes, ainsi que des stages pour les jeunes seront organisés à cette occasion. Renseignements dans toutes les Fnac et sur minitel.

3615 fnac
AGITATEUR DEPUIS 1954.

Itinéraires

Outre les événements traités dans ces pages, sept expositions méritent le déplacement :

Luigi Ghirri : ce photographe italien, décédé en février dernier, a influencé la photo de son pays dans les années 70 par ses écrits et par sa vision du paysage : couleurs douces, mais surtout traitement critique de la représentation.

* « Versailles », Institut culturel italien, 50, rue de Varanne, 75007 Paris. Du 3 novembre au 4 décembre.

* « L'atelier de Morandi », galerie Contrejour, 96, rue Daguerre, 75014 Paris. Du 3 novembre au 12 décembre.

Carl de Keizer : après un travail remarquable sur l'Union soviétique, ce photographe belge, membre de l'agence Magnum, est parti sur les traces des groupes religieux aux Etats-Unis. Une vision critique et sociologique dans la tradition du grand reportage en noir et blanc.

* « God Inc. », Fnac Forum, Forum des Halles, Niveau 1, 75001 Paris. Jusqu'au 4 janvier. Catalogue en anglais et néerlandais, Uitgeverij Focus, 188 pages.

Tony Ray Jones : il faut redécouvrir Tony Ray Jones — mort d'une leucémie en 1972 à l'âge de trente ans — pour comprendre la photo britannique contemporaine. Nous en parlons en mai dernier, lors du festival de Reims. Humour décapant et archétypes de la société britannique sont au centre d'un travail loué par Cartier-Bresson et Paul Strand. « Je veux que mes images mordent », disait Tony Ray Jones. Elles mordent.

* Fnac Etoile, 24-30, avenue des Ternes, 75017 Paris. Du 10 novembre au 9 janvier. Catalogue disponible en anglais.

Christer Strömholm : inconnu, mais considéré, avec plus de cent expositions à son actif, comme « l'un des maîtres de la photographie suédoise ». Ancien élève des Beaux Arts à Paris à la fin des années 40, influencé par Otto Stenert, grand voyageur, on lui doit des portraits d'artistes, des reportages et recherches graphiques. A découvrir.

* Centre culturel suédois, 11, rue Payenne, 75003 Paris. Du 30 octobre au 29 novembre.

Stefl Zoetmulder : les amateurs de la photo subjective des années 30-50, apprécieront la production — notamment publicitaire — de ce photographe néerlandais : solarisations, vues plongeantes, recherches sur la matière, natures mortes fonctionnelles.

* Méria du Vih, 3, rue de Lisbonne, 75008 Paris. Du 5 novembre au 28 novembre.

Accord à corps : des clichés des membres des premières écoles de culture physique, au siècle dernier, dans la collection Desbarnet : hommes nus et musclés, le sexe masqué par des feuilles de vigne, femmes nues dans des voiles vaporeux. Curiosités garanties. Une exposition dynamique et rafraîchissante.

* Maison de La Villette, angle de la rue Corentin-Cariou et du quai de la Charente, 75019 Paris. Du 29 octobre au 13 décembre.

Collection du Musée Sztuki de Lodz : Alain Seyag avait montré au Centre Pompidou combien l'avant-garde photographique était riche en Pologne. Cette collection de Lodz, sur la photo de l'entre-deux-guerres, la confirme avec des recherches de Witkiewicz, Bulhak, Romer, Dorys, etc.

* Institut polonais, 31, rue Jean Goujon, 75008 Paris. Du 4 au 27 novembre.

LA SÉLECTION

DE LA SEMAINE

THEATRE

Spectacles nouveaux

A toi, de cœur

d'après George Sand et Marie d'Orléans, mise en scène de Anne Calvet, avec Sylvie Vautier, Elise Arpentier et Didier Morvan.

Deux femmes d'exception, l'une est célèbre, l'autre moins. Qu'aurait été l'une sans l'autre? Ébauche d'une réponse avec ce spectacle inspiré par leur correspondance.

Théâtre de Nîmes, 8, rue de Nîmes, 6. A partir du 2 novembre. Du mardi au samedi à 22 heures. Tél. : 43-29-45-88. De 70 F à 80 F.

Le Baiser de la veuve

d'après Horowitz, mise en scène de Philippe Lambilliotte, avec Christine Chassoux, Nils Dubost et Fabrice Moussy.

Un solennel un peu délaissé désormais mais qui intéresse toujours sont les compagnies indépendantes. A découvrir. Théâtre de Nîmes, 8, rue de Nîmes, 6. A partir du 2 novembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 43-29-45-88. De 70 F à 80 F.

Le Dernier Quatuor d'un homme sourd

de François Combarieu, mise en scène de l'auteur.

Dans un lieu désormais en pleine renaissance, cette méditation sur le rapport entre deux arts de la scène, la musique et le théâtre, où il est question de l'interprétation du dernier quatuor à cordes de Beethoven.

Cité internationale universitaire, 21, bd Jourdan, 14. A partir du 2 novembre. Les jeudi, samedi, dimanche et mardi à 20 h 45, le dimanche à 16 h 45. Tél. : 45-88-38-88. 78 F et 95 F.

Maldoror

d'après Lautréamont, mise en scène de Marie Berthoz, avec Richard Leduc, Emmanuel Lavel, Fanny Martella, Philippe Corniliet et Pascal Gaujal.

Un grand poète qui n'a souvent inspiré le théâtre. Le monde noir de Lautréamont dans les mains d'une jeune compagnie.

Théâtre Montarguill, 46, rue Montarguill, 2. A partir du 3 novembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 45-22-11-57. De 60 F à 80 F.

Paris

Molly Bloom

de James Joyce, mise en scène de Jean-Michel Dupuis, avec Hélène Vincent.

Reprise d'un spectacle créé l'hiver dernier à Angers. Le dernier chapitre du chef-d'œuvre de Joyce, *Ulysse*, dit par une actrice remarquable.

Théâtre des Amateurs, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. A partir du 3 novembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 18 heures. Tél. : 46-14-70-00. De 25 F à 130 F.

Le Vagabond de Whitechapel

de Marc-Olivier Cayre, mise en scène de l'auteur, avec Anne-Marie Cayre, John Houlliet, Jacques-Vincent, Marc-Olivier Cayre, Christian Van Cau et Vincent Auvet.

Proposition tentante d'une adaptation théâtrale de la vie de Charlie Chaplin par un homme qui prend beaucoup de risques puisqu'il est l'auteur, l'interprète et le metteur en scène de ce spectacle.

Théâtre Mouchet-Michel Galabru, 4, rue de l'Armée d'Orient, 18. A partir du 3 novembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-23-15-85. De 60 F à 100 F.

L'Aide-mémoire

de Jean-Claude Carrière, mise en scène de Bernard Murat, avec Fanny Ardant et Bernard Giraudeau.

Un duo de charme pour couple de comédiens virtuoses. Comédie des Champs-Élysées, 15, av. Montaigne, 8. Du mardi au samedi à 21 heures, le samedi à 18 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 47-20-08-24. De 110 F à 260 F.

Les Aviateurs

de et avec Farid Chopel et Gad Marlon.

Un spectacle presque aussi vieux que ses auteurs, c'est-à-dire plutôt jeune et qui leur a valu déjà tant de succès. Un classique à revisiter pour le plaisir.

La Comtesse d'Escarbagnas ; George Dandin

de Molière, mise en scène de Jacques Lassalle, avec Nicolas Silvestre, Véronique Vella, Jean-Luc Bideau, Jean-Philippe Puymarin, Pierre Vial, Igor Tychak, Bruno Fuzaldi, Caroline Appert, Vincent Dancet, Benjamin Dancet, Alain Praton, François Beaulieu, Gérard Gréoudon, Muriel Mayette, Catherine Sautel, Jean-Pierre Michéali et Philippe Tomette.

Quand Jacques Lassalle donne on jour nouveau et descendant à un chef-d'œuvre du répertoire en compagnie d'acteurs d'une rare force d'imagination. Une mise en scène réfléchie, attentive, très sensible.

Comédie-Française, place Colette, 1. Du mardi au samedi à 21 heures, le samedi à 16 heures. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 160 F.

Les Ennemés

d'Eschyle, mise en scène d'Arnaud Monchié, avec Simon Akkarian, Duccio Bollugi, Julián Carneiro de Cunha, Brontis Jodorowsky, Nirupama Nityasandha, Catherine Schaub, Myriam Azencote, Marc Bernard, Myriam Bouilly, Stéphane



« Molly Bloom », par Hélène Vincent à Nanterre.

Bredt, Sergin Carro, Laurent Cinquart, Collie Delon, Nadia Dierah, Eva Da Brusa, Daniel Domingo, Evelyn Fagnan et Isabelle Garmendia.

Voilà enfin la quatrième partie de la saga des Atrides, que le Théâtre du Soleil a rodée et fait triompher en France, en Angleterre, à Montréal et à New-York. Oreste est pardonné, le temps de la vengeance n'est plus, voici venir celui du droit sinon de la justice. Naturellement, la pièce se donne en alternance avec *Iphigénie*, *Agamemnon* et *Les Chéphores*.

Cartoucherie-Théâtre du Soleil, route du Champ-de-Manœuvre, 12. Le vendredi à 19 h 30, le dimanche à 13 heures. Tél. : 43-74-24-08. De 135 F à 300 F.

Guy Bedos et Muriel Robin

de Guy Bedos, Muriel Robin et Jean-Loup Dabadie, mise en scène de Roger Loret.

Ce duo d'enfer ne figure dans cette sélection que pour mémoire : le spectacle affiche déjà quasi complet jusqu'à Noël. Cartoucherie-Théâtre du Soleil, route du Champ-de-Manœuvre, 12. Le vendredi à 19 h 30, le dimanche à 13 heures. Tél. : 43-74-24-08. De 135 F à 300 F.

Hospitalité

de Martine Gaillet, mise en scène de l'auteur, avec Pierre Baux, Philippe Peyran-Lacroix, Rémy Gosselot et Marie-Pascale Grenier.

L'univers hospitalier vu de toutes les émotions, celles des malades, celles des médecins devant l'inévitable. Et aussi survient l'amour qui parfois rencontre l'humour.

Ranelagh, 5, rue des Vignes, 16. Du mardi au samedi à 22 heures. Tél. : 42-88-64-44. De 90 F à 150 F.

Légendes de la forêt viennoise

d'Odou von Hayvatt, mise en scène d'André Engel, avec Jean-Luc Bideau, Pascal Bongard, Jacques Bonnard, Rémy Carpentier, Christiane Colchery, Yana Collette, Nathalie Dorval, Françoise Grandcollin, Jacques Neiot, Michèle Oppenot, Jacques Pinell, Nathalie Richard et Stéphane Puccini (musicien).

Histoires de gens banaux, innocents, pas vraiment méchants, victimes inquiètes de leur lâcheté. Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 16 h 30. Tél. : 48-11-11-42. 58 F et 125 F.

Macbeth

d'Eugène Ionesco, mise en scène de Jorge Lavelli, avec Claude Auzan, Michel Aumont, Christiane Beuillet, Gilles Gaston-Dreyfus, Jean-Claude Joy, Isabel Karajan, Gérard Larigot, Xavier Parry, Sylvain Trépo et Maria Varela.

Ionesco rélit Shakespeare à la lumière de Jerry, qui on le sait, s'est inspiré de *Macbeth* pour écrire *Ubu*. Mais le grand maître de l'Absurde ne copie personne et compose une autre époustouffante de toutes les langues de bois.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 18 h 30. Tél. : 43-86-43-80. De 90 F à 140 F.

Oh, les beaux jours

de Samuel Beckett, mise en scène de Pierre Chabert, avec Daria Gance et Guy Camierberg.

L'un des plus grands textes de ce siècle dans la voix de la « société » hors pair du Théâtre de la Colline. Superbe. Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20. Du mardi au samedi à 21 heures, le dimanche à 18 heures. Tél. : 43-86-43-80. De 90 F à 140 F.

Sganarelle ou le Cocu imaginaire, le Mariage forcé

de Molière, mise en scène de Jacques Lassalle, avec Valérie Delfino, Catherine Gandois, Isabelle Harbinque, Laurent Manzoni, Olivier Perrier, Mark Saporta et Daniel Zink.

Compagnie Castafiore

Opus 6 18 W

La pièce rigoureuse présentée au dernier festival Danse à Aix. Ou plutôt les pièces, puisque six personnages enfilés chacun dans son mini-ring, avec sa propre bande son, exécutent chaque son d'après de cinq minutes : le public circule, et à deux mit va en une demi-heure.

Hôpital Ephémère, 1^{er} novembre, de 14 heures à 20 heures, 2, rue Carpeaux, 75018 Paris. Tél. : 46-27-03-28.

Alvin Alley

American Dance Theater

District Storyville, Trending, Dance at the Gym, Revelations, Shards, Cry, The River

En deux programmes, des œuvres d'Alvin Alley, disparu en 1989, mais aussi des pièces de jolies chorégraphes comme Donald McKayle, Elissa Monte ou Donald Byrd.

Opéra de Paris-Garnier, les 3, 4, 5 et 6 novembre à 20 heures, 2, rue Carpeaux, 75018 Paris. Tél. : 47-42-53-71. De 30 F à 295 F.

Burkina Faso

Inde

Des danses rituelles et profanes de l'Andra Pradesh, par vingt-quatre danseuses accompagnées de six musiciens (1). Des chants et appels des chasseurs du Sahel, des danses pour le gibier et les guerriers victorieux (2).

Théâtre de l'Alliance, (1) jusqu'au 31 octobre, (2) du 3 au 8 novembre. 20 h 30, sauf dimanche à 17 heures. Tél. : 45-44-72-30. 100 F.

Rouen

Compagnie Pierre Droulers

Comme si on était dans les Fables. Du théâtre musical, chanté et dansé, inspiré par le *Finnegan's Wake* de Joyce : un joyeux délire surréaliste et loufoque, parfaitement réglé et interprété. Dans le cadre d'Octobre en Normandie.

Hanger 23, les 28 et 29 octobre. 20 heures. Tél. : 35-70-04-07.

Albi

Compagnie Keli

La Sonatine

Le métissage Orient-Occident est peut-être une utopie, il est en tout cas dans l'air. Ce spectacle propose une vision contemporaine du Kathakali, interprétée par cinq grands danseurs venus du Kerala.

Centre culturel de l'Albigois, le 4 novembre, à 20 h 30. Tél. : 63-64-11-11.

La sélection « Théâtre »

« Danse » : par Sylvie de Nessel

DANSE

Ballier de l'Opéra de Paris

La Bayadère

Quand Rudolf Noureïev met ses pas dans les pas de Petipa... Un festival de belle danse, dans de somptueux décors et costumes d'Ezio Frigerio et de France Squarapinto. Pour ces dernières représentations de la série (une reprise aura lieu en janvier), le tré de l'étoile Lourdès-Maurin-Belardi danse les rôles principaux le 28 et le 30 puis le 31, à un tré de « premiers danseurs » : Clotilde Vayer, Karin Averty et Willard Romo.

Opéra de Paris-Garnier, les 28, 30, 31. 18 h 30. Tél. : 47-42-53-71. De 30 F à 380 F.

Karine Saporta

Le Rêve d'Esther

A travers le destin de Beatriz, héroïne du roman *Le Rêve* de Catherine Clément, Saporta fantasme sur la brutale expulsion des juifs d'Espagne, en 1492. Document que quelques longueurs affaiblissent les troubles et belles images que son esprit fertile sait projeter en scène.

Théâtre de la Ville, du 3 au 7 novembre, 20 h 30. Tél. : 42-74-22-17. 98 F et 150 F.

Compagnie Hervé-Gil

You Must Have Been a Beautiful Baby

Au temps (récent) d'une troupe d'opérette, encore La Petite Compagnie, Myriam Hervé-Gil montrait dans ses chorégraphies un humour très personnel. Elle ne devrait pas avoir changé dans cette nouvelle création pour six danseurs et deux comédiens, fondée sur des chansons populaires européennes et américaines des années 30, et des airs d'opéra interprétés par l'inénarrable Florence Foster Jenkins.

Dix-Huit Théâtre, les 28, 29, 30 et 31 octobre à 20 h 30, le 1^{er} novembre à 17 heures. Tél. : 42-26-47-47. 100 F.

L'Eglise

de Louis-Ferdinand Céline.

Théâtre des Amateurs de Paris

Centre dramatique de La Courneuve

VOIX LOINTAINES

d'après le film de Terence Young, mise en scène de Christian Boute

du 6 au 31 octobre • Réserv. : 43 66 42 17 et 78

CIRQUE D'HIVER

110, RUE AMELOT - 11^e

LES SPECTACLES LUMBRUSO présentent

LE CIRQUE DE CORÉE

ENSEMBLE NATIONAL DE PYONGYANG

MUSICIENS ACROBATES MAGIE...

mardi, vendredi 20 h 30

samedi 21 h 00

mercredi, samedi 14 h 30

dimanche 14 h 30 - 17 h 30

LOCATION 48 78 04 04

NOUVEAU 3



S.M. EISENSTEIN
VERSION RESTAURÉE
POUR LA PREMIÈRE FOIS EN FRANCE
AVEC LA MUSIQUE D'EDMUND MEISEL
INTERPRÉTÉE SUR SCÈNE
PAR LA SÜDWESTFÄLISCHE PHILHARMONIE
PRÉSENTE PAR
LE FESTIVAL D'AUTOMNE À PARIS
OPÉRA DE PARIS BASTILLE - LE GOETHE INSTITUT
DIMANCHE 8 NOVEMBRE À 18 H
OPÉRA DE PARIS BASTILLE GRANDE SALLE
PLACES 100 F - TARIF RÉDUIT 60 F
LOCATION 44 73 13 00 42 96 96 94

MUSIQUE

Classique

Mercredi 28 octobre
Schoenberg
Suite pour sept instruments
Webern
Symphonie op. 21
Berg
Suite lyrique
 Orchestre Jacques Prent, Orchestre philharmonique de Radio-France.
 Annick Minck (direction).
 Trois classiques du vingtième siècle, par les musiciens du Philharmonique de Radio-France placés sous la direction d'une jeune femme qui a appris son métier, comme le faisaient autrefois les chefs d'orchestre : dans la fosse.
 Maison de Radio-France, 20 h 30. Tél. : 42-30-15-16. 110 F.

Jeudi 29
Honegger
Jeunesse au bûcher
 Isabelle Huppert, Rodica Mitrovici (solistes), Hamada Rie (la vierge), Anne-Sophie Schmidt (Marguerite), Nadine Denier (Catherine), Jani Colley (Pierrot).
 Orchestre et chœurs de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction).
 Claude Remy (mise en scène).
 Faut-il mettre en scène l'oratorio d'Honegger ? De récentes tentatives pouvaient en laisser douter. Mais Claude Remy a su par sa rigueur, la clarté de ses symboles vaincre cette page. Acteurs, orchestre et chœurs en grande forme.
 Opéra-Bastille, 19 h 30 (à la 31). Tél. : 44-73-13-00. De 50 F à 495 F.

Schumann
Scènes du Faust de Goethe
 Shari Greenwald

Luba Orgonova, Donna Brown (soprano), Linda Finnie, Hanna Schier (mezzo-soprano), Peter Stokke (basse), Elke Wilm Schulte, Didier Henry (baryton), Carsten Stabell, Kurt Rydl (basse), Méliane des Hauts-de-Seine, Chœur de Radio-France, Orchestre national de France, Jeffrey Tate (direction).
 Comme le *Paradis et la Perte*, les *Scènes de Faust* ne sont ni un opéra ni un oratorio, plutôt une sorte de fondus-enchâssés statiques composés par Schumann sur le *Faust* de Goethe. La musique en est parfois bizarre, comme exotique, parfois inspirée et d'une tendresse qui n'est qu'à ce compositeur.
 Châtelet, Théâtre musical de Paris, 20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à 230 F.

Vendredi 30

Mozart

Ravel

Chants populaires

Vocalise-studio

Berlioz

Mélodie

Rossini

Mélodie

Extraits des Fichiers de ma vieillesse

Airs de la Caverne

Cécilia Bartoli (mezzo-soprano), Myung-Whun Chung (piano).

Marylin Horne et Teresa Berganza ont bien été obligées de laisser une place à la Bartoli dans le club très fermé des grandes chanteuses rossiniennes. La jeune italienne n'a pas encore la versatilité de ses deux illustres devancières, elle en a en revanche l'incroyable abaissement, la musicalité, et montre, à chacune de ses apparitions, une joie de chanter enthousiaste pour ceux qui l'écoutent.

Opéra-Bastille, 20 heures. Tél. : 44-72-13-00. De 40 F à 220 F.

Mardi 3 novembre

Musique et romances de la vieille Espagne

Montserrat Figueras (soprano), Jordi Savall (violin de gamba), Esperion XX.

Bonne nouvelle, la Salle Gaveau s'ouvre à la musique ancienne ! Les proportions somptueuses de cette salle, son acoustique en font l'un des lieux préférés des pianistes, des chanteurs et des formations de chambre. Répète pour la beauté de sa voix, son caractère difficile et ses exigences de star, Kathleen Battle, après cinq minutes de répétitions, lors de sa récente venue, avait déclaré aux responsables de la programmation : « Je reviens quand vous voulez. »

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 43-53-06-07. De 140 F à 300 F.



Kurtis Blow à l'Elysée-Montmartre

Régions

Mulhouse

Kelterborn

Musée harmonique

Szymanowski

Concerto pour violon et orchestre n° 1

Symphonie n° 2

Pierre Aronov (violin), Lucie Pfla (direction).

Une fois de plus, Lucie Pfla donne une leçon aux grandes formations hexagonales en choisissant de programmer deux œuvres de Szymanowski composées par un polonais incontestable dans la musique qui est aussi étrange par ses sources d'inspiration qu'envoûtante.

Le 28, Théâtre municipal, 20 h 30. Tél. : 83-45-20-04. De 50 F à 115 F.

Nice

Rossini

L'italienne à Alger

Emily Huppert (soprano), Gregory Kardo (basse), Alberto Rinaldi (ténor), Gregory Rinaldi (piano), Jun Ae Lee (violon), Chae Seung (viola), Diana Kardo (violoncelle).

Belle et chère de l'Opéra de Nice, l'Orchestre philharmonique de Nice, l'Opéra de Nice reste fidèle à sa tradition de découvrir de talent pour cette nouvelle production de l'italienne à Alger.

Le 29 octobre et le 3 novembre, 19 h 30. Le 1^{er} novembre, 14 h 30. Théâtre de Nice. De 100 F à 240 F.

Jazz

Harold Land

Il lui reste quelque chose de Houston, Texas, où il a grandi. Ce son épuré, basement fragile, alourdi de blues, qu'il a sculpté auprès de Dolphy, Clifford et Shorty Rogers. A surveiller, le pianiste le plus sérieux des guitaristes qui montent, Laurent De Wilde. A surveiller aussi, le piano de La Villa : peut-être va-t-on se décider à le changer.

Le 28, 29, 30 et 31 octobre et les 2 et 3 novembre. La Villa, 22 h 30. Tél. : 43-25-00-00.

Lee Konitz Trio

Jean-François Jenny-Clark (contrebasse), Peggy Stark (piano).

A fond d'exigences et souvent désolée, Lee Konitz (alto) : il aurait pu faire carrière, toucher le grand public, ne pas rester élitiste, savoir se vendre, s'adresser aux jeunes, écouter tout ces types qui ont des idées pour les musiciens, se laisser conseiller, se faire pousser en main par des chapiteaux, travailler du chapeau. Oui. Autant demander à Nerval d'entrer chez Séguela. Les préférer rester Konitz.

Thornhill, *Bird of the road*, Lennie Tristano, Warren Marsh, Mulligan, Giffie, Solal, Rava, Mingus, Derek Bailey, Chick Corea.

Sunset, 60, rue des Lombards. Les 28, 29, 30 et 31 octobre, 22 h 30, 128 F. Tél. : 40-28-48-80.

13^e Festival de Jazz de Paris

Anna Livia Plurabelle

Anna Livia Plurabelle, la cantate de André Rodière, pour deux voix de femmes et dix-sept musiciens (pages de Joyce, direction Patrick Casali), est interprétée pour la première fois à Paris.

Ce sera, avec Louis Scavia, Charlie Haden et Riccardo Del Fra (le 30 au Théâtre de la Ville), plus le Big Band Lumière (le 28), les derniers feux de la ville du même nom.

Anna Livia Plurabelle, le 31 octobre, Grand auditorium de Radio-France, 20 h 30, 20 F. Renseignements, tél. : 40-58-07-17.

Marva Wright and the B.W.'s

Gospel, blues, rhythm'n'blues, les ressources de Marva Wright lui permettent de s'aventurer partout avec la même assurance, le même classicisme flamboyant, avec cette voix ample et chaleureuse.

Les 28, 29, 30 et 31 octobre et les 2 et 3 novembre. Jazz Club Lorient-Hampton, 22 h 30. Tél. : 40-58-00-42.

That Petrol Emotion

The Stunning Doctor Miller

A Paris, quelques-uns des meilleurs groupes islandais. Des comas (That Petrol Emotion, Fatima Mansions), des mœurs coques (Frances) des isocoups (Doctor Miller). Du rock ultra-violent de Fatima Mansions au théâtre ennuyeux des Frances, en passant par la beauté méconnue de That Petrol Emotion, un panorama musical d'un pays qu'il ne faut réduire ni à U2 ni à Sinéad O'Connor.

Le 28, Bastard, 20 heures. Tél. : 47-00-30-12. 140 F.

Moe Tucker

Moe Tucker et Sterling Morrison (moitié mineure du Velvet Underground) reviennent donner une leçon de rock quadrangulaire à leurs contemporains et à leurs enfants.

Le 28, Passage du Nord-Ouest, 22 heures. Tél. : 47-70-51-47.

Rory McLeod

Chanteur britannique, solitaire, engagé, Rory McLeod ne s'approche vraiment que sur scène, lorsqu'il laisse libre cours à son amour du public, de l'échange immédiat, de l'improvisation.

Le 29, Passage du Nord-Ouest, 19 heures. Tél. : 47-70-51-47.

Melissa Etheridge

Melissa Etheridge a raté son dernier disque (*Never Enough*, Island), une tentative bancale de se mettre au goût du jour. Ce n'est pas une raison pour ignorer ce qui fait son charme : sa voix éraillée, son rock direct à fort parfum de blues.
 Le 30, Bataclan, 19 h 30. Tél. : 47-00-30-12.

John Hammond

Son père fut le plus grand découvreur d'artistes qu'ait connus l'industrie du disque américaine, de Robert Johnson à Springsteen, en passant par Dylan et Janis Joplin. Lui, John Hammond Jr., pratique le blues depuis trente ans, avec passion, sérieux, respect et amour. Il ne sera jamais que star, mais il mérite d'être écouté, il a beaucoup à dire.
 Le 2 novembre, New Morning, 21 heures. Tél. : 48-23-51-41.

Kevin Coyne

Survivant des années 60 et 70, individualiste intolérable, Kevin Coyne n'est tellement plus à la mode que s'en est impressionnant. Ses histoires tristes, sa voix déglutée, sa guitare rebelle restent uniques.
 Le 2 novembre, Passage du Nord-Ouest, 19 heures. Tél. : 47-70-51-47.

Jacques Dutronc

D'aucuns le tiennent pour le seul vrai rocker qu'ait jamais connu la France. Pas irréfutable, cette opinion tient quand même assez la route pour qu'on se précipite au Casino afin de célébrer la fin d'une longue absence et découvrir quelques nouvelles chansons. (Dutronc, gros un bon comme d'habitude, se produit sur scène avant d'avoir terminé son nouveau disque).
 Le 3 novembre, Casino de Paris, 20 h 30. Tél. : 48-95-08-83. De 150 F à 230 F.

Kurtis Blow

Grandmaster Flash, The Sugarhill Gang

Les pères fondateurs du rap, laissés un temps sur le côté de la route par l'accession de l'histoire, rassemblent leurs forces et viennent expliquer aux plus jeunes des B-Boys et B-Girls comment tout a commencé.
 Le 1^{er} novembre à 19 h 30 à l'Elysée Montmartre, 72, boulevard de Rochechouart, Paris-19.

Tournées

Les Cases-pieds

Ils ont fait leurs classes dans le métro parisien. Les contributeurs ne sont pas un public facile et les Cases-pieds ont gardé de cette école une certaine rigueur qui font plaisir à voir et à entendre.
 Le 29 octobre, La Foulleuse (près de Saint-Etienne), Pub le Coconier, 22 heures, 35 F. Le 31, Antenne (près de Bordeaux), salle polyvalente, 21 heures, 70 F (avec les Gargons Bouchard).

The Cure

Une tournée étrange, qui voit Robert Smith et ses camarades touchés par la sécheresse. Une fois l'angoisse envolée reste (parfois), l'angoisse. Mais aussi une personnalité, une fange, nouvelles.
 Le 2 novembre, Marseille, Palais des Sports, 20 h 30, 105 F.

Bob Brozman

Leçon de blues qui fera découvrir beaucoup de choses à ceux qui ne connaissent le genre qu'à travers la bande-son des publicités pour blondines.
 Le 29 octobre, Besançon, le petit Karsul, 21 heures, 70 F. Le 30, Saint-Brieuc, dans le cadre du festival Art-Rock, CAC de la Passerelle, 21 h 30, 120 F.

Les VRP

Ce n'est pas parce que ce sont d'excellents musiciens que ce n'est pas du théâtre et, rétrospectivement, ce n'est pas parce que ce sont des bons comédiens que...
 Le 3 novembre, Lyon, le Transbordeur, 20 h 30, 100 F. Le 4, Clamart-Ferrand, la Maison du peuple, 20 h 30, 94 F.

Festivals

Art-Rock 92

Saint-Brieuc : Théâtre (Furs des Bais, Ballatum Theatre), rock (Shoulders, Kat Onoma, Kebab Jones), autres musiques (Louise Lazard, Uel), le festival Art-Rock a toujours fait le pari d'être à une certaine exigence.
 Du 29 au 31 octobre, à Saint-Brieuc, De 90 F à 180 F. Abonnement : 350 F. Tél. : 96-33-77-60.

Festival FNAC/Inrockuptibles

Rennes (1) : 100 F (2) : 100 F (3) : 100 F

Le festival des Inrockuptibles a mangé son pain blanc. La source principale de main-d'œuvre (Manchester-Liverpool) de la revue s'est tarie en nombre et en qualité. Il faut désormais explorer d'autres pistes ou revenir sur des souvenirs chers. La première soirée réunira The Frank and Walters (pop fraîche, bande et britannique), Drop Ninetens (rock bruyant américain) et la sublime Polly Jean Harvey. Le lendemain, on entrera The Bats (Néo-Zélandais mélancoliques), The Wedding Present (Anglais raides et austères) et Television (New-Yorkais mythiques). A Paris uniquement, une soirée acoustique réunira à l'Espace européen quelques uns des plus beaux lous du rock, dont Edwyn Collins et Grant McLennan.

(1) Les 4 et 5 novembre, à Rennes, Salle de la Cité, 90 F et 110 F. Tél. : 99-51-12-10.

(2) Les 5 et 6 novembre, à Paris, la Cigale, 18 h 30, 130 F. Tél. : 49-25-81-76. Le 6 novembre, Paris, l'Espace européen, 22 h 30, 70 F. Tél. : 43-57-29-89.

(3) Les 6 et 7 novembre, Lille, l'Adro net, 90 F. Tél. : 20-54-55-24.

Chanson et musiques du monde

Sand et les romantiques

Le disque n'était peut-être convaincant, la « préfiguration » donnée aux dernières Francofolies de La Rochelle non plus. La Biographie de George Sand mise en musique par Catherine Lara prendra-t-elle enfin vie au Châtelet ?
 Les 1^{er}, 2 et 3 novembre, Châtelet, Théâtre musical de Paris, 20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 50 F à 220 F.

Angélique Kidjo

La Béninoise ne se réfère à aucune tradition nationale, sa musique sent l'Afrique, mais est le résultat d'une cuisine toute personnelle. Voilà pourquoi les puristes la montrent du doigt. Les autres se rendront au charme, à l'énergie de cette femme imprévisible.
 Le 31, Olympia, 21 heures. Tél. : 47-42-25-49, 120 F.

Tournées

Charlène Conture

Quelle tournée ! Des mois, presque deux ans, nous attendons Charlène pour qu'elle arrive de faire le chanteur, mais pour les prolongations. Le spectacle, très et nerveux, vaut d'être vu, avec nuances introduites par l'humour du chanteur.
 Le 29 octobre, Saint-Privat (près de Lyon), Centre culturel, 20 h 30, 130 F. Le 30, Cap d'Agde, Palais des Congrès, 21 heures, 100 F.

Alpha Blondy

Alpha, des années de palier et un disque d'or plus tard, revient sur le devant de la scène. S'il n'est plus tout à fait un modèle pour les jeunes des rues d'Abidjan, il en est encore un des héros préférés. Porte-parole du reggae en Afrique, l'ivoirien venu du peuple, Alpha mène une tournée en forme de points d'interrogation.
 Le 30 octobre, Vitrolles (près de Marseille), Salle des Fêtes, 20 h 30, 114 F. Le 2 novembre, Grenoble, le Sunroom, 20 h 30, 150 F. Le 3, Toulon, l'Oméga, 20 h 30, 150 F.

Yousouf N'Dour

Yousouf est bien le jeune prince de Dakar à la voix tendue, au charisme fait d'élégance et de timidité contenue. Son entrée dans la bande du cinéaste noir américain Spike Lee, par label interposé (*Eyes Open*, 42 Acres and a Mule Farmstead) n'a pas entravé la longue marche de Yousouf vers le marché africain. Sur scène, Yousouf N'Dour est aussi un groupe de merveilleux musiciens, des danseurs.
 Le 30 octobre, Lille, le Splendid, 20 h 30, 110 F et 130 F.

La sélection
 « Classique » a été établie par Anne Rey.
 « Jazz » : Francis Marmande.
 « Rock » : Thomas Sotinel.
 « Chanson et musiques du monde » : Véronique Mortaigne.

MITTELEUROPA, FIN DE SIECLES
 Dans le cadre du Mois de la Photo
 26 octobre - 4 décembre
 Un panorama inédit de la photographie en Europe Centrale
 du mardi au vendredi de 16 h à 21 h,
 le samedi et le dimanche de 12 h à 21 h.
 211 avenue Jean-Jaurès - 75019 Paris
 Métro Porte de Pantin

Frank-Peter Zimmermann,
 violon
Alexander Lonquich,
 piano
 Le 4 novembre à 20 h 30
 Beethoven : 8^e Symphonie en sol majeur opus 93
 Schumann : 8^e Symphonie en sol mineur opus 43
 140 F, 120 F, 100 F
 A l'Auditorium du Louvre, accès par la pyramide
 Information : 11 40 20 52 53 ou 36 15 Louvre
 Réservation : 11 40 20 52 29
 ou 36 15 Tires "Auditorium du Louvre"

K H A L E D
 ACTUELLEMENT EN TOURNÉE FRANÇAISE
 À PARIS, LE BATACLAN À COMPTER DU
16 NOVEMBRE 1992
 Le Monde

LA SÉLECTION

DE LA SEMAINE

Le Monde • Jeudi 29 octobre 1992 • 39

31

ARTS

Nouvelle exposition

Les Nymphéas

avant et après

Passionnée idée que de confronter les Nymphéas à leur descendance : lorsque Monet les peignait, ses contemporains découvraient les yeux de ce qu'ils considéraient comme une forme de génie. Les cubistes rejettent en bloc cette peinture mouvante, dans un espace sans limites. Il faut attendre les années 50, et particulièrement les Américains, pour dessiller les regards portés sur des œuvres charnières de l'art du vingtième siècle.

Musée national de l'Orangerie des Tuileries, place de la Concorde, Paris 1^{re}. Tél. : 42-97-48-16. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h 15. Du 28 octobre au 25 janvier 1993. 26 F.

Paris

Arrabal Espace

Poète, photographe, peintre, amateur d'échecs, philosophe, fondateur de l'association de défense des causes perdues, fondateur du groupe « Panique », Fernando Arrabal peut, à soixante ans, encore faire peur. Entrez dans l'univers, rempli des œuvres de ses amis, d'un petit garçon qui sait garder les pieds sous le sable.

Paris Art Center, 38, rue Falguères, Paris 15^e. Tél. : 42-22-30-47. Tous les jours sauf dimanche, lundi et jours fériés de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 novembre. 30 F.

Bonlogne, 150 ans de photographie

La ville de Bonlogne, moderne et redécouverte son histoire. Au programme : le regard d'une douzaine de photographes avec notamment les travaux de Marey sur la décomposition du mouvement, l'histoire des frères Lumière, l'ère de quelques appareils de haut vol, les débuts de l'aviation, les fameux studios de cinéma et un patrimoine architectural souvent remarquable et surprenant.

Centre culturel de Bonlogne-Billancourt, 22, rue de la Belle-Facille, Bonlogne-Billancourt. Tél. : 47-12-77-95. Tous les jours sauf dimanche de 9 heures à 21 heures. Jusqu'au 20 décembre.

Dessins de Liotard

Après Genève, le Louvre accroche 130 dessins choisis dans les cartons du fleuron de la Suisse du XVIII^e siècle, Jean-Etienne Liotard. Il faut découvrir cet artiste qui fut un des premiers à se dégarer de l'esthétique rococo pour s'orienter vers un style plus dépouillé qui annonce une part du néo-classicisme et beaucoup de l'interprétation dans le portrait du XIX^e siècle.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jaupard, côté jardin des Tuileries, Paris 1^{re}. Tél. : 42-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 h 15. Jusqu'au 14 décembre. 31 F. Billet d'entrée du musée.

Eau et gaz à tous les étages

Un siècle d'amélioration de l'habitat parisien, raconté en trois temps : 1900-1940.

REGRETS

NE CHERCHEZ PAS LA GALERIE ALAIN BLONDEL À LA FIAC. CETTE ANNÉE ELLE N'Y EST PAS.

UNE SUBITE CRISPATION DES COMMISSAIRES DE L'ART OFFICIEL EN EST LA CAUSE. LE CÉNACLE DES CLERCS SE RFERME.

UN COURANT PROMETTEUR DE L'ART CONTEMPORAIN, SE TENANT À L'ÉCART DES MOTS D'ORDRE HERMÉTIQUES DE L'AVANT-GARDE, DES SURENCHÈRES ET DE SES DÉPRIMÉS, SE TROUVE AINSI MARGINALISÉ.

ET POURTANT, IL VIT...

GALERIE ALAIN BLONDEL

4 RUE AUBRY-LE-BOUCHER 75004 PARIS

Tél. (1) 42 78 66 67. Fax (1) 42 78 47 90

l'Ilot post-hausmannien : 1950-1970, la rénovation urbaine : 1970-1990, la réhabilitation de l'habitat haussmannien et les nouvelles politiques d'urbanisme. Aujourd'hui, eau, gaz et électricité montent à peu près à tous les étages. Cela n'empêche toutefois pas qu'il y ait parfois de l'eau dans le gaz.

Paris 16^e. Tél. : 42-22-30-47. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 h 15. Du 28 octobre au 25 janvier 1993. 26 F.

En avion

Après le train, et le bateau, la Mission du patrimoine photographique propose la voie des airs. Nadir à bord de son ballon, les premiers vols, les portraits de pionniers et pilotes, appareils volants en tous genres : deux cents photos signées Lartigue, Rodchenko, Kertész, Brassai, Beaton.

Mission du patrimoine photographique, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-22-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 9 novembre. 25 F. (entrée de musée).

Figures de pierre

Henry Moore, André Breton, Hans Hartung et John Huston avaient un point commun : ils collectionnaient les statues mexicaines. Guerrero, parmi les plus anciennes formes d'art connues dans l'Amérique précolombienne. Une centaine de formes animales, humaines ou architecturales d'une pureté comparable aux idoles cyclopiques.

Musée-galerie de la SEITA, 12, rue Surcouf, Paris 7^e. Tél. : 45-56-60-17. Tous les jours sauf dimanche et jours fériés de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 21 novembre.

Fragonard et le dessin

À travers Fragonard, c'est sur l'ensemble de ses collections de dessins du XVIII^e siècle que le Petit Palais tire un verrou trop longtemps fermé. On apprécie particulièrement le restaurant des 57 illustrations qu'il fit des Contes de La Fontaine. Jamais montrés, ces dessins voués aux enfers des bibliothèques devaient susciter bien des vocations.

Musée du Petit Palais, avenue Winston Churchill, Paris 8^e. Tél. : 42-85-12-73. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 40. Jusqu'au 14 février 1993. 30 F.

Général 1^{er} : Désordres

Le corps dans tous ses états, écarté, morcelé, ou simplement malade, vu par cinq artistes américains. Nan Goldin, Mike Kelley, Kiki Smith, John Stryker et Tunga, tout à tour comiques ou oppressants, se dressent contre l'ordre moral imposé par une certaine Amérique puritaine.

Galerie historique du Jeu de paume, place de la Concorde, Paris 1^{re}. Tél. : 42-60-89-89. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures, samedi et dimanche de 10 heures à 18 heures, mardi jusqu'à 21 h 30. Jusqu'au 8 novembre. 30 F.

Général 2^e : Désordres

Quand les critiques se veulent artistes, les artistes deviennent critiques. Une passionnante et complexe exposition sur les rapports terribles et tendus qu'entretiennent le texte et l'image dans l'art contemporain : paradoxal, on regrette qu'elle ne soit pas encore plus touffue, dans sa partie historique.

Hôtel des arts, Fondation nationale des arts, 11, rue Berryer, Paris 8^e. Tél. : 42-56-71-71. Tous les jours sauf mardi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 31 octobre. 18 F.

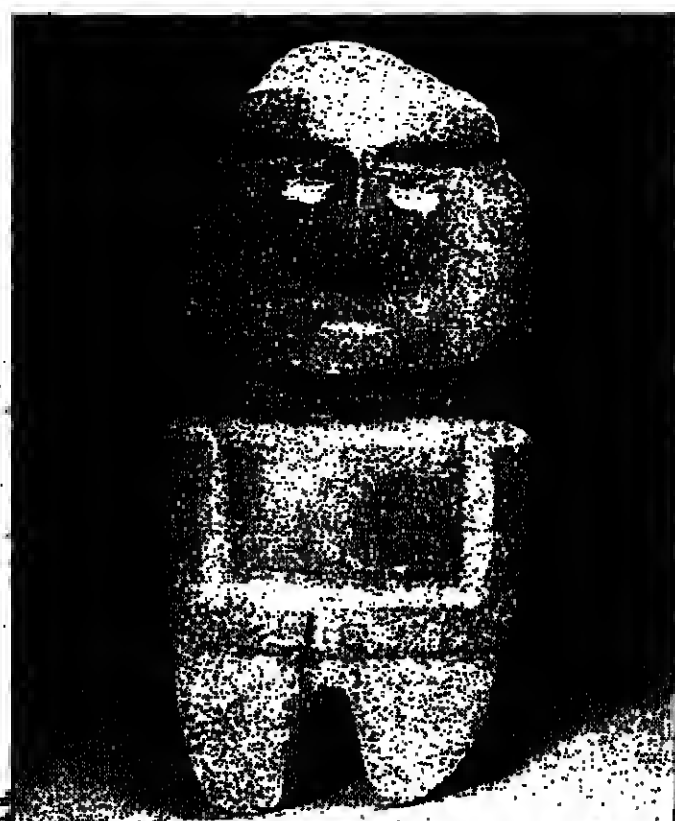
Max Jacob

Il partage un gâmi sordide avec Picasso, qui fut aussi, lors de sa conversion au catholicisme, son parrain. Il n'était riche que d'amis, parmi lesquels tous les artistes de Montmartre. On savait Max Jacob poète, critique, romancier, accordeur de talents, on le découvrait aussi peintre.

Musée de Montmartre, 12, rue Cortot, Paris 18^e. Tél. : 46-06-51-11. Tous les jours sauf lundi de 14 h 30 à 18 heures, dimanche de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 13 décembre. 25 F.

L'art renouveau la ville

Et si les artistes intervenaient directement dans notre cadre de vie ? Ce fut un cheval



Exposition « Figures de pierre » au Musée-galerie de la SEITA.

de bataille des années 50, il revient aujourd'hui avec les projets d'une quarantaine de plasticiens auxquels les urbanistes ont laissé un petit espace où ils se sont engagés jusqu'à parfois prendre toute la place. De Daniel Buren à François Morellet en passant par Kowalsky, il est des lieux.

Musée national des Monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro, Paris 16^e. Tél. : 44-05-39-10. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 heures. Jusqu'au 15 novembre. 16 F.

Le roi Salomon et les maîtres du regard

Quand un regard devient un médicament. Une exposition exemplaire pour présenter les liens de l'art et de la médecine en Éthiopie. Au même endroit, un échantillon des collections ramenées du Pacifique par les navigateurs français des XVIII^e et XIX^e siècles : « Récit-Polynésie » et une salle consacrée aux sculpteurs gabonais contemporains : Pépin Antonio est un nom à retenir.

Musée national des arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil, Paris 12^e. Tél. : 44-74-84-80. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 17 h 30, samedi, dimanche de 10 heures à 17 h 50. Jusqu'au 25 janvier 1993. 23 F.

Les Etrusques et l'Europe

Les Etrusques à Paris, avant d'investir Berlin l'année prochaine. Plus de six cents œuvres pour dévoiler une civilisation mystérieuse qui a suscité depuis la Renaissance tous les fantasmes.

Grand Palais, galeries nationales, av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Eisenhower, Paris 8^e. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 19 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 14 décembre 1992. 40 F. Possibilité de billet jumelé avec « Picasso » à 80 F.

Les monuments de Calder

Calder fut le premier à créer une œuvre pour le parvis de la Défense. Elle le lui rend bien avec un bel et monumental hommage qui réunit, pour la première fois au monde, 14 statues géantes habilement considérées comme harmonieuses, en provenance de toute la France. A proximité, un vitrail unique d'inspiration surréaliste qui a suscité l'exposition des maquettes et des travaux préparatoires de Monsieur Loyau ou de Forc qui pique.

Parvis de la Défense, 92200. Jusqu'au 31 janvier 1993.

Hans-Peter Feldmann

De Bolanski à Sophie Calle en passant par Jeff Koons, on ne compte plus les artistes qui ont travaillé sur les images banales et anonymes pour les détourner de leur contexte et leur donner un autre sens. Dans les années 70, l'Allemand Hans-Peter Feldmann a été un précurseur du ready-made photographique en multipliant les séries d'images déformées de la presse et d'autres supports de consommation.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 40-70-11-10. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 17 h 30. Jusqu'au 17 janvier 1993.

Picasso et les choses

Les nombreux ateliers de Picasso étaient connus pour l'amoncellement d'objets hétéroclites dont il aimait s'environner. Après les musées de Cleveland et de Philadelphie, Paris découvre l'inventaire en 150 œuvres du brio-brac d'un génial, quelques-unes des plus formidables natures mortes du siècle.

Grand Palais, galeries nationales, av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Eisenhower, Paris 8^e. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 28 décembre. 36 F. Possibilité de billet jumelé avec « Les Etrusques » à 80 F.

Alfred Manaster

Il fut, comme tant d'autres, obsédé par la vague de l'avant-garde surréaliste. Loin de l'actualité, il a poursuivi son œuvre d'une rétrospective nous est proposée

aujourd'hui. Des toiles cubistes ou surréalistes de sa jeunesse à la violence colorée d'après-guerre en passant par les peintures réalisées sur le motif en toile de Somme, les travaux d'un peintre religieux et engagé.

Grand Palais, galeries nationales, av. Winston Churchill, pl. Clemenceau, av. Eisenhower, Paris 8^e. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 4 janvier 1993. 32 F.

Galleries

Julien Blaine

Julien Blaine ne manque pas de souffle : trois expositions marquent la sortie de quarantaine du fondateur de la revue *Doctes*.

Galerie J. et J. Donguy, 57, rue de la Bonnetière, Paris 11^e. Tél. : 47-00-10-94. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 13 heures à 19 heures. Galerie Lara Vincy, 47, rue de Seine, Paris 6^e. Tél. : 43-26-72-51. Jusqu'au 14 novembre.

Galerie Roger Pailhas, 36, rue Quincampoix, Paris 4^e. Tél. : 49-04-71-31.

Gerd Bonfert

Constructions lumineuses, formes géométriques simples, travail sur la matière et la profondeur : Gerd Bonfert fait partie de cette nouvelle génération d'artistes allemands qui utilisent la photographie. Les grands formats montrent des objets éclairés sur fond noir.

Galerie Bouquerat-Labon, 69, rue de Turenne, Paris 3^e. Tél. : 40-27-52-21. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 25 janvier 1993.

James Brown

Peintures et dessins chez l'un, terres cuites chez l'autre, le Californien James Brown, qui fut un Américain de Paris, revient dans la capitale avec une série inspirée des masques indiens. On se rappelle le coup de fouet qu'avait donné à la peinture de Rieppel un travail sur les « Rois de Thulé », et l'on apprécie cette tendance chez les artistes d'aujourd'hui à puiser de nouveau aux sources du primitivisme.

Galerie Lelong, 12, rue de Téhéran, Paris 8^e. Tél. : 45-63-13-19.

J&M Galerie, 9 bis, rue Jacques-Callot, Paris 6^e. Tél. : 45-26-12-65. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 21 novembre.

Galerie Lelong, 12, rue de Téhéran, Paris 8^e. Tél. : 45-63-13-18. Jusqu'au 30 novembre.

Jephan de Villiers

Des fragments de bois, des morceaux d'écorce ou des petits bouts de brindilles d'où surgissent des personnages engagés dans une sombre procession, des élées et des lutins chassés d'une époque où les forêts couvraient la terre, qui viennent témoigner de la fin d'un monde.

Galerie Caroline Corne, 14, rue Guénégaud, Paris 6^e. Tél. : 43-54-57-57. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 7 novembre.

Simon Hantai

28 Octobre - 12 Décembre

13, quai de Conti
75006 PARIS • 43.54.41.92

Helmut Federle

S'il est courant de chercher la nature dans l'abstraction lyrique, le cas est moins fréquent avec son pendant géométrique. Federle tente d'en restituer non le pittoresque, mais le sublime, montrant l'immensité de certains paysages par des toiles qui plongent le regard dans l'abîme.

Galerie Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, Paris 11^e. Tél. : 45-06-82-23. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 19 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 14 novembre.

Glyndebourne

Photographe de l'agence Vu, Gérard Uffres s'intéresse depuis quatre ans aux coulisses de l'opéra : machinistes, choristes, coiffeurs, habilleuses... Le paysage typiquement anglais du manoir de Glyndebourne (Sussex), son côté chic et snob, se prêtent aux jeux graphiques de ce talent de reporter d'élite.

Espace temporaire Orsay, 48, av. Montaigne, Paris 8^e. Tél. : 44-43-40-00. Tous les jours sauf dimanche de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 20 décembre.

Eve Gramatzki

Des œuvres plus larges que hautes, encore étonnées par un réseau de lignes irrégulières, mais globalement parallèles à l'horizontale. La couleur est dense, mate et lourde, mais sans être opaque. Elle attire et repousse l'œil successivement, en une pulsation qui n'est pas sans rappeler les meilleurs Devade.

Galerie Bernard Jordan, 52-54, rue du Temple, Paris 4^e. Tél. : 42-72-39-64. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures, samedi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 7 novembre.

James Guitet

Attention, l'exposition est piégée : un premier regard vous fera découvrir 150 œuvres peints sur les murs de la galerie. Si le premier de ces carrés vous jappe l'œil, vous y serez encore deux heures plus tard. Guitet réédifie la vision, pour notre plus grand bien.

Galerie Rogard, 11, rue des Blancs-Manteaux, Paris 4^e. Tél. : 42-77-19-61. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 h 30 à 19 heures, samedi de 11 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 10 novembre.

Jean Kapéra

Des gens découvrent aujourd'hui l'histoire de la peinture par le texte : raison de plus pour rendre hommage à un précurseur, Kapéra, qui hantait les imprimeries des journaux pour récupérer les flans de presse. On le croit aussi sous les combles de Saint-Lezard, des bandes de l'ancien journal finissant sous le bras. Proche des nouveaux réalistes, il révèle la poésie d'un temps où la presse pouvait être artistique.

Galerie Farvy Guillot-Laffaille, 4, avenue de Messine, Paris 8^e. Tél. : 45-63-52-00. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 17 novembre.

Alberto Magnelli

Depuis les travaux de Daniel Abadie et d'Anne Maisonnier, on connaît mieux l'œuvre de Florentin Alberto Magnelli, compagnon de route des futuristes, et un des premiers peintres à passer à l'abstraction. Son impact sur les Parisiens après la seconde guerre mondiale fut considérable, et c'est une excellente idée que de présenter à nouveau des travaux réalisés de 1945 à 1968.

Galerie Laboulière, 88, bd de Courcelles, Paris 17^e. Tél. : 47-63-03-55. Tous les jours sauf dimanche de 9 h 30 à 13 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 20 novembre.

James Rosenquist

Après Debussy, l'Américain Rosenquist chante une sérénade aux poupées. Des tableaux effrayants, mais formidables, d'un maître du pop art qui nous montre avec les yeux d'un enfant, des visages de poupées de celluloid sous colophane, vision terrible du destin d'une jeunesse pour qui amour rime avec prophétie.

Galerie Thédauze Roppe, 7, rue Delobel, Paris 8^e. Tél. : 43-26-00-00. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 21 novembre.

Isabelle Waldberg

Elle fut l'amie de Georges Bataille, de Michel Leiris et partagea l'art américain des surréalistes durant la guerre. C'est à New-York que naquirent les « constructions » en tiges de liège nouées, qui laissent la place au bronze lors de son retour à Paris. Décidées il y a deux ans, elle laisse une œuvre forte et déterminée.

Galerie Artcuriel, 8, av. Matignon, Paris 8^e. Tél. : 42-89-16-16. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 18 h 15. Jusqu'au 14 novembre.

Régions

Châteauroux

Chilida

De l'un des grands sculpteurs espagnols d'aujourd'hui, une grande exposition montrant une rétrospective de dessins et de collages, ou en terre cuite, chamottés.

Les Cordeliers, 36000. Tél. : 54-27-28-31. Tous les jours de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 8 novembre.

Colmar

Victor Brauner

Roumain, il vint en France s'abriter au surréalisme. Les dessins présentés ici montrent toutes les périodes de son œuvre, de l'automatisme à un style pur inspiré des arts primitifs, en passant par les cadavres exquis, le squelette d'initié Tanguy, ou des œuvres très en maîtrise qui deviennent de plus en plus complexes, et l'angoissante série des *Rétrécis* réalisés après son éviction du groupe surréaliste.

Musée d'Unterlinden, 68000. Tél. : 83-20-15-50. Tous les jours de 9 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 novembre. 25 F.

Le Havre

Les Iconodules

La modernité, du moins celle qui passe par Malevitch, est placée sous le signe de l'icône. Bousculée par certaines avant-gardes, l'image revient en force dans les préoccupations des quatre jeunes artistes européens et américains, mais sous des angles qui deviennent surprenants.

Musée des beaux-arts André-Mahaux, boulevard Kennedy, 76000. Tél. : 35-42-33-97. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 14 décembre.

Martignes

Jean-Paul Marcheschi

Après Miro, Klein, Burri, Jaccard, le feu a gagné un autre adepte. Marcheschi a connu un début de carrière fulgurant avec ses « 11 000 nuits », autant de pages noircies à la bougie en hommage aux vierges de la Légende dorée de Jacques de Voragine, revues bien sûr par Apollinaire. Rétrospective et création d'une œuvre *in situ*, commandée par le musée.

Musée Jean, boulevard du 14-Juillet, 13500. Tél. : 42-80-96-06. Tous les jours sauf lundi et mardi de 14 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 3 janvier 1993.

Nancy

Edward Burne-Jones

Les très élégants dessins d'un britannique plus victorien que nature, qui fut l'un des promoteurs du mouvement Arts and Crafts. Son travail est rare en France et l'exposition des collections du Fitzwilliam Museum de Cambridge est une occasion exceptionnelle de découvrir un aspect méconnu des tendances décoratives de la fin d'un siècle qui voulait nier la révolution industrielle.

Musée des beaux-arts, place Stanislas, 54000. Tél. : 83-37-95-01. Tous les jours sauf dimanche, mardi et le 1^{er} novembre de 10 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 21 décembre. 20 F.

Nice

André Verdier

Autour d'un poète le plus populaire - et l'un des peintres les plus sympathiques - de la Côte d'Azur, les œuvres de ses amis Appel, Braque, Hartung, Jenkins, Picasso et beaucoup d'autres vous témoignent d'une vie aventureuse et riche de rencontres.

Musée d'Art moderne et d'Art contemporain, promenade des Arts, 06300. Tél. : 93-62-61-62. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 11 heures à 18 heures. Nourriture vendue jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 23 novembre.

Vence

Fred Deux

Fred Deux suscite des passions fortes, dont celle de Daniel Cordier, qui fit rentrer un exceptionnel ensemble de ses dessins au Musée national d'art moderne. Il reste peu de temps pour voir les derniers travaux biomorphiques et acérés d'un marginal du surréalisme. Très joli catalogue.

Galerie Alphonsine-Chave, 13-20, rue Henri-Lamand, 06140. Tél. : 93-58-03-45. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 15 heures à 18 h 30. Jusqu'au 30 octobre.

La sélection « Arts » a été établie par Harry Bellet

« Architecture » : Frédéric Edelman

« Photo » : Michel Guerin

GALERIE KATIA GRANOFF

مركزاً من الرمال

LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

DISQUES

Classique

Poulenc

Dialogues des carmines
José Van Dam (la Marquise), Catherine Dubosc (Blanche), Jean-Luc Viala (le Chevalier), Rita Gorr (l'Anacréonte), Rachel Yakar (la Nouvelle Prieure), Martine Dupuy (la Marquise), Brigitte Fournier (la Comtesse), Michel Sistié (l'Anacréonte), François Le Roux (le Chevalier), Chœur et Orchestre de l'Opéra de Lyon, London Chorus, Kent Nagano (direction).

De Chytrons (le créateur en pupitre en 1957) à Dervaux pour abriter en 1957 la tradition s'est transmise en droite ligne des volontés de Poulenc au tout nouvel enregistrement lyonnais. Revient donc ces *Dialogues* avec Rita Gorr (déjà présente dans la distribution il y a trente-cinq ans) mais sans Régine Crespin (dont la présence et la voix ont marqué l'ouvrage pendant tout ce temps). *Dialogues* dominés de loin par les chanteurs de l'ancienne génération, Van Dam, Stéphan, Gorr, gradieuse en Ancienne Prieure, comme si le style vocal si particulier de l'ouvrage était pérenne, fragile, lié à l'air du temps d'une après-guerre éprise de grands sujets philosophiques. Dans les rôles masculins, secondaires, Jean-Luc Viala et François Le Roux sont excellents, comme toujours. On n'en dira pas tant de Rachel Yakar, un peu pâle, comme intimidée par son rôle écrasant. Martine Dupuy et Catherine Dubosc sont vocalement remarquables. Mais ne manquent-elles pas un peu d'épaisseur humaine? Tendue, nerveuse, rapide dans ses tempos (mais par trop dénuée de souffle et d'intensité dans le tableau final), la direction de Nagano marque une réforme dans la dramatisation de l'œuvre. Mais était-ce bien dans ce sens qu'il fallait aller? Les *Dialogues* doivent faire pleurer.

1 coffret de 2 CD Virgin Classics 7 59227 2 (publié avec l'aide de la Fondation France Télécom).

Saint-Saëns

Troisième Symphonie avec orgue, le Rouet d'Omphale, Phidias, Danse macabre
Michael Matthes (orgue), Orchestre national de Lyon, Emmanuel Krivine (direction).

Un programme bien choisi pour faire briller un orchestre en très bonne santé, comme l'est la phalange lyonnaise depuis que Krivine l'a prise en main. Même si la *Symphonie avec orgue* ressemble de très près à ces grands tableaux pompieriens que la fin du dix-neuvième siècle affectionnait. Krivine n'en rajoute pas, c'est déjà ça. On préfère néanmoins les petites pièces en complément, le *Rouet d'Omphale*, preuve irréfutable de virtuosité et de précision pour la petite harmonie répondant aux cordes; et ce *Phidias* rarement joué, très imagé, vaguement wagnérien dans l'orchestration.

1 CD Decca CO-75024.

Chopin

Scherzos et Ballades
Cyril Huvé (piano)

Rares sont les mélomanes qui ne possèdent pas un enregistrement des deux célèbres recueils. Et voilà pourtant, après celles de Rubinstein et de Samson François, une version utile des *Ballades* et des *Scherzos*. Parce que Cyril Huvé a choisi de composer son récital dans l'ordre chronologique — garantie de diversité au moins rythmique: le binaire alterne avec le ternaire. Mais le plus important est évidemment que, grâce aux instruments choisis, Chopin sonne ici «autrement». Un peu maigrelet et grelottant sur le Pleyel de 1828 restauré par Alain Moysan; plus

ronde, d'un diu et d'un grave plus solides et vaillants sur l'Erard de 1838 revu par Patrick Sauvageot. On ne sait pas très bien si, dans les moments de haute virtuosité (conclusion de la *Seconde Ballade*, par exemple) c'est l'interprète qui faillit ou l'instrument qui réalit. A l'arrivée, un disque très surprenant, d'autant qu'Huvé ne chante ni ne phrase jamais Chnpin comme les autres.

1 CD EMI/Reflexe 7 54490 2.

A. R.

Rock

Niagara

La Vérité

La Vérité est le disque que *Religion* aurait dû être. Au second essai, Daniel Chenevez et Muriel Moreno ont réussi leur fusion à eux, pop française faite de soul blanche et de heavy metal. Bien sûr, les faiblesses constitutives de Niagara — les limites vocales de Muriel Moreno, une certaine affectation dans les attitudes musicales, dans les textes — n'ont pas disparu: c'est aussi grâce à elles que Niagara est devenu cet étrange objet musical qui gravite entre Top 50 et rock continental.

On retrouve donc sur la *Vérité* les guitares féroces (dues entre autres à Yari Ponpaud, le guitariste de FFF), mais aussi une débauche de cordes, des flûtes qui ramènent aux années 70, des cornemuses qui rappellent que Niagara s'est formé à Rennes. Le groupe se permet même de s'écarter radicalement de sa formule magique: le *Minotaure*, comptine mélodieuse pour voix, percussions, orgue Hammond et cordes, se ressemble à rien de ce que le groupe s'est permis jusqu'ici. Ce titre, le quatrième, marque le vrai démarrage du disque, après les figures imposées du début. Les arrangements se compliquent, les citations, les allusions s'entrecroisent pour faire des chansons imprévisibles malgré la simplicité des mélodies et les textes qui lassent un peu à force de visages apocalyptiques.

Polygram 617 140-2.

The Golden Palominos

A History: Vol 1 (1982-1988).

Conglomérat fluctuant, les Golden Palominos se réunissent périodiquement autour du batteur Anton Fier qui officie également au sein des Feelies. Au cours de la décennie qui s'achève, les effectifs du groupe ont rassemblée une bonne part de l'élite du rock. Cette compilation permet enfin aux Français d'accéder à des enregistrements extraits des deux premiers albums du groupe.

Les six premiers titres ont été publiés en 1983. Le groupe rassemblait alors, outre Fier, Art Lindsay à la guitare, Bill Laswell à la basse et John Zorn aux saxophones et aux appeaux. La bande originale du film correspond au générique: c'est la *nn wave* dans toute sa splendeur arrogante et cacophonique. Ces musiciens, par choix (à la possible exception d'Arto Lindsay dont on n'a jamais su s'il savait jouer autrement de la guitare qu'en torturant son instrument au mépris des conventions internationales), ont renoncé à la mélodie. Sur des rythmes très denses, Lindsay et Zorn interviennent à rebrousse-poil, se prévalant à la fin de l'esprit destructeur du punk et des collages de l'avant-garde new-yorkaise. Si l'exaspération ne l'emporte pas, on finira par s'intéresser à cette musique.

Les huit autres titres, extraits de *Visions of Excess* (1985), ramènent sur des territoires plus hospitaliers. On y retrouve Michael Stipe (REM), Chris Stills (The dB's), Jack Bruce, Carla Bley, John Lydon (anciennement Rotten). Il s'agit de rock intelligent, chanté — grâce à Stipe et Lydon, — joué avec une intensité qui dissipe toutes les accusations d'intellectualisme. On n'entend enfin avec amusement que ces disques parurent à l'origine sur le label Celluloid du producteur français Jean Karakos, qui a depuis trouvé la fortune, s'enn la gloire, grâce à la *Lambada*.

Mau Mau CD625, distribution Média 7.

Izzy Stradlin

and the J.G.s

On s'en doutait depuis son concert parisien (le Monde du 1^{er} octobre), Izzy Stradlin se verrait assez bien dans les bottes de Keith Richards. L'ancien guitariste de Guns N'Roses est doué (ou affligé) du même genre de vix (frêle, nasillard, assez émouvant sur les titres lents comme *How Will It Go*). Allure, la parenté avec les Stooges est encore marquée par la présence de vieux comparses du groupe, Ian McLagan à l'orgue Hammond, Nicky Hopkins au piano, et celle d'un membre officiel, même si ce n'est que Roo Wood qui intervient sur *Take a Look at The Guy*, qu'il a d'ailleurs composé.

An-dé-là de cette bouffée nostalgique exquise, Izzy Stradlin laisse entendre sa voix à lui. Une reprise punklike du *Pressure Drop* de Toots et les Maytals, un titre tout à fait contemporain (*Bucket of Trouble*) donnent au disque un équilibre, une assurance, qui en font une des bonnes nouvelles de cette rentrée.

Geffen GED 24490, distribution BMG.

T. S.

Jazz

Barney Wilen/ Alain Jean-Marie

Dream Time

Enregistré le 23 mars 1991 en Suisse, *Dream Time*, c'est le temps d'été, le temps sans bête, sans canions, et sans Blancs selon les Aborigènes (telle est la glose du titre sur la pochette). *Dream Time* accouple Barney Wilen (saxophone) et Alain Jean-Marie (piano). Art de la fugue, airs en cavale, contrepoint pur, pur jazz. Allons directement aux classiques *Round Midnight*, *Afternoon in Paris*, de John Lewis, *I'm a Fool to Want You* (pris au soprano), et l'affaire est entendue. Un souci d'exactitude, de jouer vrai, est au fond. Sans jamais perdre une once de légèreté. C'est l'image la plus stricte de l'interprétation. *No Problem*, de Duke Jordan, en est un exemple très révélateur. D'abord parce qu'on ne l'avait pas entendu depuis longtemps alors qu'il hante nos rêves. Ensuite parce que, au lieu de se faire valoir, Barney Wilen et Alain Jean-Marie veulent célébrer un thème, une expression, une idée. Ni dialogue ni duel: un duo exceptionnel.

1 CD CPSI DEUX 2 distribution Adès 22 84108.

Albert Ayler

The First Recordings

A cette époque, en 1961, Albert Ayler est en garnison à Orléans. Il vingt-cinq ans. Il adore Sidney Bechet, ne pense pas comme tout le monde mais ne le sait pas. D'un coup de train, il vient parisi à Paris, 300 km à la main. Il joue de toute son âme. Oo le vire. A Paris ou à Stockholm, on ne le trouve jamais. Cinq ans plus tard, sa fille Pleyel, lui qui était le doucement et la candeur même, le déchaine une emeu. Puis il prit son essor, juste le temps de nous attirer dans ses rêves, d'où nous ne sommes toujours pas redescendus, et n'en le trouva mort dans l'East River. La police conclut à la noyade.

Ses premiers enregistrements, *I'll Remember April*, *Rollins Tune*, *Tune up*, *Free*, ont ni plus ni moins cette alicie des commencentements qui dévorent d'importance la prise d'Albert Ayler. Uo monde s'y défait, un autre commence. Toutes les introductions ont quelque chose de ce, de titubant, comme on marche après une longue maladie, comme un enfant s'éveille. On en reste encore ahuri aujourd'hui: les plus fragiles d'entre nous ont sans doute jusqu'à comprendre pourquoi on le vira si souvent. Nous sommes à Copenhague en 1961. Quand la rythmique,

au demeurant très convenable, le relaie, ce sont des musiciens d'années de qualité, c'est comme l'amour de deux mondes, le choc de deux planètes, une envie de se fondre sans simulation, à vie. Il est difficile d'être plus Albert Ayler. Il n'y a pas de raté. Son expression périmée ces bafouillages très relatifs. On reste surtout sidéré par le chaud et froid de la douce violence lorsqu'elle croise la sagesse. Le monde aurait pu prendre les voies qu'il indiquait. Il ne le fera pas. Il ne le veut même plus. Il y est très hostile.

1 CD SNT 804.

F. M.

Chanson

Louis Chédid

Ces mots sont pour toi

Ambiance, ambiance: Chédid sait créer son climat, son atmosphère entre caresses et balles perdues. Galères quotidiennes, colères (les *ready-shows*, le pape anti-lax, les matinalistes bien-blanc-rouge, les gros durs), espoirs (*Tout est possible*), l'amour doux (*Les Bras de la nuit*). Paroles et musiques sont signées Chédid qui trouve dans la direction musicale confiée au batteur du groupe, Joé Hammer, un complément précieux: l'alliage fait preuve d'une élégance légère. Les instruments acoustiques sont souverains, acceptant à peine une basse très musclée de temps à autres. Trois ans après *Anne*, ma sœur Anne, *Ces mots sont pour toi* renoue avec les habitudes d'élégance, de tact du chanteur-compositeur. Douze titres en forme de chroniques intimes et sociales.

1 CD Phonogram 5604.

Pauline Ester

De l'autre côté

Voix gonflée (une Guesch Patti harmonieuse? Une Catherine Lara postmoderne? Bien en avant, mélodies faciles, thèmes de même: «Tu l'en vas, j'aime, j'aime mieux ça! Notre amour, évident, n'est pas...»). Le deuxième Pauline Ester s'apprête à vivre en conformité avec l'image de son interprète et auteur (Frédéric Loizeau est aux musiques), énergique, professionnelle, bonne en scène. L'album se cherche au fil de ses douze titres arrangés par Philippe Delétrix au studio du Polygone à Toulouse. Il ne se trouve pas toujours. Mais la chanteuse toulousaine est assez têtue pour trouver son style à la prochaine tentative.

1 CD Polygram 517327.

V. Mo.

Musiques du monde

Ray Lema, le professeur Stefanov et l'Ensemble Pirin

Le mariage d'un musicien zairois — certes passé à l'Europe, mais profondément africain — avec les vingt-six chanteuses bulgares de l'Ensemble Pirin n'était pas *a priori* acquis. Mais Kiril Stefanov, directeur artistique de l'Ensemble Pirin, possède, à l'image de Ray Lema, assez de bonne volonté et de délicatesse pour écouter les autres d'une oreille généreuse. Tous (les chanteuses, les vingt musiciens — quatorze côté bulgare, six côté africain, plus trois choristes) ont donc travaillé d'arrache-pied, en s'aimant bien, et tout l'album transpire de ce plaisir. Stefanov compose un titre, Lema l'antre. Le premier règle ses mélodies au quart de tour, et le second s'y fonde avec un talent particulier. L'inverse est plus difficile. Ces chœurs limpides, ces voix qui dérapent librement sur les fins de phrase ont parfois quelque peine à intégrer la rythmique africaine. Sur dix-sept titres, trois au moins sont de petites perles.

1 CD Buda Records 92560 distribué par Adès/Musidisc.

Malavoi

Malavoi fête leurs vingt ans d'existence, les «joyeux compères de Malavoi» ont décidé d'étoffer leurs rangs. Malavoi est donc le prétexte d'une grande et superbe réunion familiale. Convies à adhérer au projet musical Malavoi (violin, valse, tango, mazurka, du pays et souvenirs des grands, de Loulou Boissière à Marius Cultier), des croqueurs (Ralph Thamar, ex-Malavoi de retour au bercail pour un titre, Philippe Laviol, des stars du 2001 (Léa, Sam-Yal, Jocelyne Béroard, Edith Lefel), des renaissances de la tradition (Kali, Sam Alpha) sont venus prêter main-forte aux hommes de Paul Rosine: pianiste et cheville ouvrière du groupe depuis sa création. Tout cela fait un album en pleine forme, brillant, joyeux et riche de sonorités, de percussions, de rythmes, de mots.

1 CD Délicé BM606, distribué par BMG.

The Tahitian Choir

Rapa Iti

Rapa Iti n'est pas un titre, mais le nom de l'île de la Polynésie française où a été enregistré ce curieux album. A quelques cent kilomètres au sud de Tahiti, la petite Pâques la grande Pâques se dit Rapa Nui, le montagnard au climat rude, vit au rythme des quatre saisons annuelles qui le desservent. Anthropologues et aventuriers y sont passés avant-guerre, après les missionnaires et le navigateur anglais Vancouver qui la découvre en 1791.

Les trois cent vingt-huit habitants d'aujourd'hui croient aux vertus de la Terre, du Soleil, de leur combinaison qui dégage l'énergie suffisante pour diriger le monde et déplacer les statues de la Grande à la Petite Pâques. La moitié d'entre eux se livrent aux joies du chant choral. Voix fines entremêlées dans la paix d'une église (évangéliste) de village ou d'une salle de réunion, le chœur local est bien singulier. Il y a cette ambiance de bout du monde avant Pôle Sud, et puis ces curieuses notes qui tombent en cascades lentes et en détonants «micro-tons», comme les définit le musicien Pascal Nabet-Mayer, qui les a enregistrées et qui en a fait le sujet de sa thèse d'ethnomusicologie à l'UCLA, l'université de Los Angeles, où il enseigne. Techniquement imparfait (effet d'éloignement des voix, distanciation des sonorités), l'album est aussi une aventure. Les royalties récoltées devront aller à une fondation créée par le musicien au bénéfice des habitants.

1 CD Triloka Records 320152 distribué par Médiol.

V. Mo.

«Androgyny», par Prince and the New Power Generation

Légitimité

Le vrai titre de l'album, on l'a vu, au-dessus de la scène, lors de la dernière tournée de Prince: c'est un symbole qui réunit les signes mâle et femelle, le flic et le miroir de Vénus. Une vieille obsession de Prince, macho qui, dans ses groupes, a toujours donné aux femmes plus de place que quiconque; romantique qui se permet depuis longtemps des privautés dont Madonna vient juste d'avoir l'idée. Ces derniers temps, Prince a rebattu ses prétentions messianiques (ici elles relèvent la tête avec l'apocryphe 7, harmonies vocales massives sur rythmes implacables) et parle essentiellement d'hommes et de femmes. Les textes d'*Androgyny* ne font pas exception à la règle. Même sans de la formule, mêmes variations étirées autour d'un moment, étoffées de raps plus réussies que ceux qu'on entendait sur *Diamonds and Pearls*.

C'est la musique d'*Androgyny* qui va de l'avant. The New Power Generation est le meilleur groupe de Prince depuis The Revolution, à l'époque de *Purple Rain*. A Bercy, en juillet, on a vu les musiciens et leur chef flirter outrageusement avec le jazz, se mêler de rap et revenir au blues. Du trait de guitare exquise à l'ouverture de *Love 2 the 9's* ballade somptueuse à la manière de Marvin Gaye, à l'échappatoire emprunté à Eric B. et Rakim pour *Arrogance* (provocation rigolote où Prince essaie de battre Muhammad «I'm the Greatest») à son propre jeu, on retrouve ces innovations (mais aussi toute l'histoire musicale de Prince) sur *Androgyny*.

Immédiatement accessible, le disque est très long. On sait, dès la première écoute, qu'il faudra y revenir souvent pour en épouser les trésors. On peut s'émouvoir pendant une heure et quart des prodiges de Michael B. à la batterie, recenser les hommages (Prince ne cite jamais directement, mais pille allégrement). Autant de plaisirs multipliés par la certitude que Prince, installé dans sa légitimité, porté par un mouvement créatif que rien ne semble menacer, ne s'arrêtera pas là.

THOMAS SOTINEL

★ Paisley Park/WEA: 9361-45037-2.

